27e Année N° 20 15 Octobre 1920

GENERAL LIBRARY
NOV 19 1920
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

ANDRÉ CHAUMEIX

SOMMAIRE

		Pages
Henry Bidou	*La Bataille de Varsovie et la Pologne*	673
Arnold Bennett	*Le Ménage Clayhanger* (2e partie)	702
René Milan	*La grande Pitié de la Marine française.* — III.	733
Albert Thibaudet	*Le Centenaire de Fromentin*	760
J. Chappey	*L'Organisation économique allemande.* — III.	790
Marcel Boulenger	*Gabriele d'Annunzio dans Fiume*	816
Colette Yver	*Les grandes Lois féministes*	837
Fernand Vandérem	*Les Lettres et la Vie*	848
***	*L'Ébranlement du Monde jaune*	871

Copyright 1920 *Revue de Paris.*

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENTS ET VENTE : 3 RUE AUBER

1920

Dans sa Chronique les Lettres et la Vie, M. Fernand Vandérem annonce qu'il termine aujourd'hui la série des intéressants articles qu'il a bien voulu nous donner.

La REVUE DE PARIS *confiera la critique littéraire à M. Henry Bidou, dont le nom et les écrits sont trop connus du grand public et des lettrés pour qu'il soit besoin de le présenter plus longuement à nos lecteurs.*

Le premier article de M. Henry Bidou paraîtra le 15 novembre.

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement :*

LES TROIS PERSONNES

Nouvelle de

M. RENÉ BOYLESVE

de l'Académie française

et

SUZANNE ET LE PACIFIQUE

Roman de

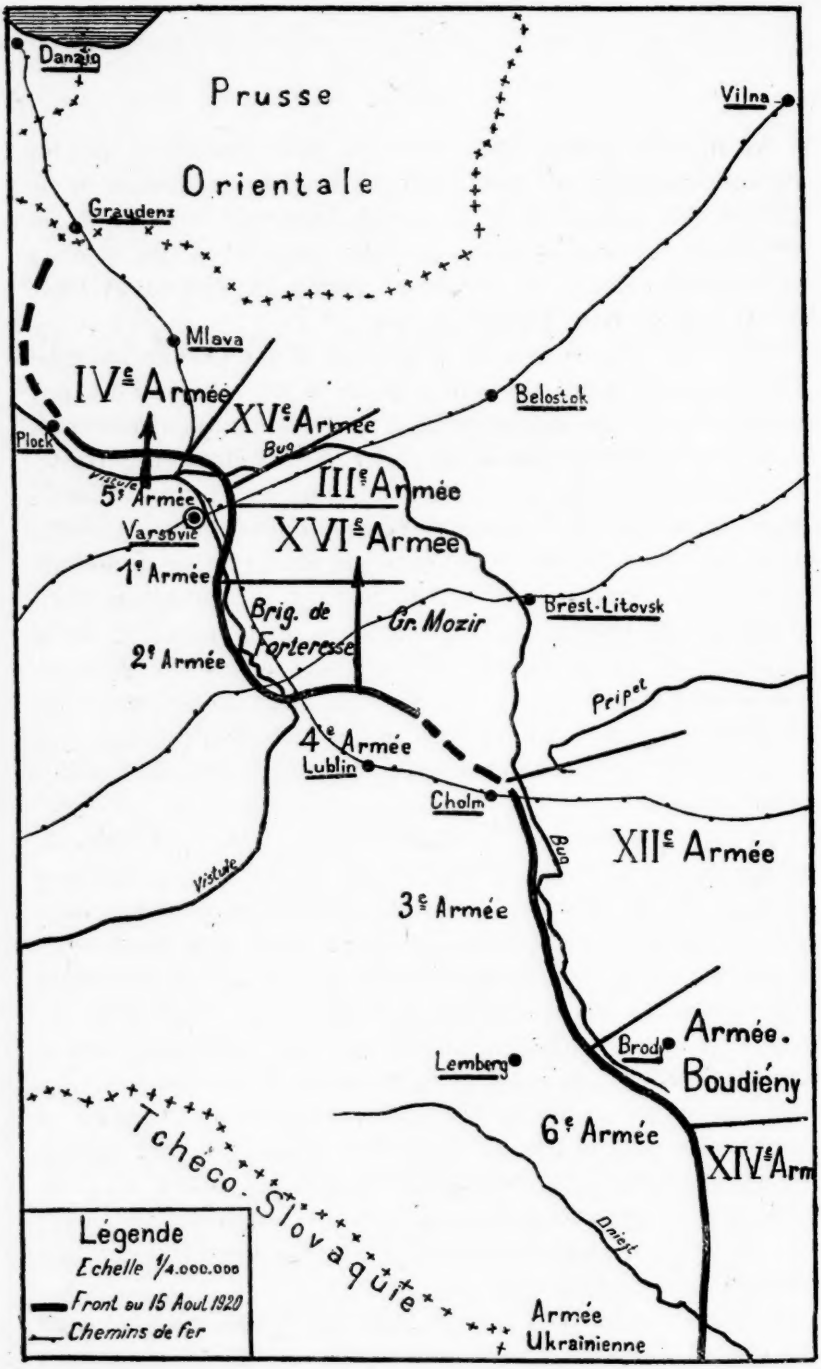
M. JEAN GIRAUDOUX

LA BATAILLE DE VARSOVIE ET LA POLOGNE

Après cent cinquante ans, la Pologne ressuscite. Mais toutes les bandelettes ne sont pas tombées, et de ceux qui l'avaient poussée dans la tombe, les plus redoutables sont encore là. Au moment où elle se réadapte à la vie, elle fait ses premiers pas dans un cercle d'ennemis.

Ce spectacle est à lui seul digne de l'histoire. Mais il intéresse plus particulièrement les Français. Les peuples qui veulent détruire l'œuvre de Versailles cherchent à la ruiner d'abord en Pologne. Où l'on croit voir d'abord une affaire entre Polonais et Russes, on découvre bientôt les Allemands. Leur esprit de revanche et d'intrigue complique et éternise tous les problèmes de l'Europe orientale. C'est le Traité de Versailles, et par conséquent la sécurité de la France que le général Weygand est allé défendre sur les rives de la Vistule.

La Pologne a passé en juillet et en août par une crise dont j'ai pu voir les péripéties. J'ai entendu, chez nos alliés comme chez nous, le regret que le public français ne fût pas entièrement instruit de questions qui, liées à tout l'ouvrage de la paix, sont si graves pour l'un et l'autre peuple. On ne prétend pas résumer en quelques pages des questions si difficiles. Je voudrais seulement réunir dans ces notes quelques données recueillies sur place.


Danzig
Prusse
Orientale
Vilna
Graudenz
Mlava
IVe Armée
XVe Armée
Belostok
Plock
Bug
Vistule
5e Armée
IIIe Armée
Varsovie
XVIe Armee
1e Armée
Brig. de Forteresse
Gr. Mozir
Brest-Litovsk
2e Armée
Pripet
4e Armée
Lublin
Cholm
Bug
XIIe Armée
Vistule
3e Armée
Armée.
Brod
Boudiény
Lemberg
6e Armée
XIVe Arm
Tchéco-Slovaquie
Dniepr
Armée
Ukrainienne
Légende
Echelle 1/4.000.000
Front au 15 Aout 1920
Chemins de fer

***

Au mois de juillet 1920, la longue ligne Nord-Sud que les Polonais opposaient aux bolcheviks entre la Dvina et le Dniepr fut rompue dans sa partie nord, sur le front de la Ire armée, et une retraite générale commença qui ramena l'aile gauche depuis la Bérézina jusqu'à la Vistule, et l'aile droite depuis Kiev jusqu'à Lwow.

Cette retraite ne fut pas le résultat d'une grande bataille. Le percement d'une ligne trop mince se fit, m'a-t-on dit, par infiltration et enveloppement. Une fois le repli commencé, il n'y eut pas, à proprement parler, de combats en retraite. Les deux armées se suivaient à une journée environ d'intervalle, sans contact. L'armée polonaise fondait dans ce recul, sans tirer un coup de fusil. Varsovie était remplie de soldats et d'officiers qui avaient quitté le rang. Le problème était d'arrêter, de ressouder cette masse en mouvement, et de la reporter en avant. C'est toujours une opération délicate. La difficulté était là, et non dans la force de l'ennemi. Au moment le plus critique, tous les officiers français que j'ai vus étaient unanimes sur le peu de consistance de l'armée bolchevique.

En quoi consistait l'armée rouge? Une centaine de divisions, au dire des Russes, mais de force extrêmement inégale. Je crois que la plupart de ces divisions ne comptaient guère plus de 3 000 fusils. L'artillerie était peu nombreuse. En revanche une excellente cavalerie opérait en grandes masses indépendantes aux deux ailes. A l'aile nord, le IIIe corps de cavalerie était surtout composé de mitrailleuses traînées sur des voitures du pays, et agissait par le feu. Mais à l'aile sud, un corps à quatre divisions, composé de cosaques, a acquis, sous les ordres de Budienny, une juste réputation. Ce général n'a pas une tactique différente de celle qui est prescrite par le règlement français. Mais il emploie habilement des procédés connus. Voici par quelle manœuvre il a repris Jitomir en juin 1920.

Il tâta les Polonais sur un front de 60 kilomètres, avec ses quatre divisions. Trois furent rejetées, la quatrième trouva

un point faible, qui était la jonction de deux armées. C'est là que Budienny va frapper. Ayant fait son exploration, il se préoccupe de dissimuler son attaque. Il adresse à Moscou un radio, destiné à être intercepté, et qui dit : « Je me heurte à des forces polonaises supérieures, et je suis obligé de battre en retraite. » Ayant ainsi annoncé son départ, il cache toutes ses divisions dans un bois à deux kilomètres du point reconnu faible, et fait le mort pendant quarante-huit heures.

Les Polonais le crurent parti. Le groupe d'armées ordonna aux deux armées réunies sous ses ordres et dont Budienny avait surpris la jonction, de se porter en avant. C'était ce que le général russe attendait. Mais sur ces entrefaites un aviateur polonais remarqua des symptômes suspects dans le bois où les Russes étaient cachés, et y reconnut deux drapeaux rouges. Il prévint le groupe d'armées, qui donna contre-ordre aux armées. L'une s'arrêta. L'autre ne fut pas avertie, et continua sa marche. Budienny la laissa passer, lui tomba sur le dos, la battit, et reprit Jitomir, comme c'était son objectif.

D'une façon générale, l'infanterie bolchevique engage en première ligne des éléments composés de paysans, comparables aux soldats de l'ancienne armée. J'ai vu en grand nombre, parmi les prisonniers, ces gaillards de taille moyenne, aux larges épaules et au dos rond, moins résistants qu'on ne le croirait d'abord, qui ne savent pourquoi ils se battent et qui ont une forte envie de rentrer chez eux. Mais derrière eux, en seconde ligne, viennent les purs, les gens à dolman groseille. Et derrière les purs viennent les bataillons chinois qui assurent leur fidélité. Toute cette armée ne tient que par la surveillance, le soupçon et la crainte. Dans chaque compagnie il y a une espèce d'adjudant qui est officiellement commissaire du gouvernement. Mais il y a de plus trois ou quatre soldats, inconnus et dissimulés dans le rang, qui surveillent les officiers et le commissaire.

Les officiers viennent en partie de l'ancienne armée du tsar. Le gouvernement bolchevik les a poussés par la persécution à ne trouver d'autre refuge et d'autre moyen de vivre que le service. Il s'est ainsi assuré des cadres qui ont une valeur professionnelle incontestable, mais dont l'attache-

ment au régime est plus que douteux. Aussi les surveille-t-il de fort près. Après la défaite des Rouges devant Varsovie, les Polonais ont trouvé sur le terrain un très grand nombre de cadavres d'officiers. Que ces officiers aient été massacrés par leurs troupes, c'est d'autant plus vraisemblable, que les prisonniers russes se prétendaient trahis par eux, ce qui était faux.

Telle était, en gros, l'armée qui à la fin de juillet 1920 marchait sur Varsovie. Que cette armée fût en relations avec les Allemands, c'est ce que nous montrerons tout à l'heure. Dans quelle mesure les Allemands, qui la ravitaillaient, participaient-ils au commandement direct, il est difficile de le dire. Le bruit courait en Pologne que les opérations étaient dirigées par von Kluck. Cette rumeur disait-elle vrai, je l'ignore. On prétendait aussi que l'artillerie rouge était commandée par des Allemands. Enfin, dans certains cas on retrouvait leur signature dans les opérations elles-mêmes. En voici un exemple.

Le 9 juin 1920, une colonne polonaise exécuta un coup de main de Lutzk sur Rowno, et enleva un fort à gauche de la route. Elle fut aussitôt contre-attaquée par des troupes bolcheviques. Ce fut d'abord un bombardement des arrières et des convois, puis un feu très intense de mitrailleuses disposées tous les cent mètres, et dont les unes balayaient le front, tandis que les autres, usant du tir indirect, arrosaient les batteries. Enfin la contre-attaque d'infanterie se dessina en cherchant l'aile des Polonais. Le détail de cette opération porte à ce point la marque allemande qu'on ne peut guère douter de la nationalité des officiers qui l'ont conduite.

Le plan de campagne lui-même paraît inspiré des méthodes allemandes. Les armées bolcheviques manœuvraient en échelons, la droite en avant, cherchant à déborder Varsovie par le Nord. On peut objecter il est vrai que cette manœuvre n'est pas nouvelle. C'est celle que les Russes ont employée en 1831. Elle était à la fois très hardie et très calculée. Très hardie, parce que l'extrême droite russe s'engageait dans l'espèce de couloir qui s'insinue entre la Vistule et la frontière de Prusse orientale, et s'allongeait en direction de Thorn au risque d'être coupée ; très calculée, parce que le

succès d'une manœuvre si téméraire dépendait de la force qui lui était opposée : or il est parfaitement vrai que contre ce mouvement débordant les Polonais n'avaient pas de forces sérieuses constituées au nord de leur Ire armée, laquelle se retirait sur Varsovie. La manœuvre russe était donc moins imprudente qu'elle ne semblait d'abord ; et de plus, elle s'appuyait à sa droite sur une frontière complaisante, d'où elle recevait des ravitaillements, et qu'elle pourrait franchir en cas de nécessité.

Telles étaient les conditions de la lutte au moment où l'armée en retraite se rapprochant de plus en plus de Varsovie et le péril qui menaçait la ville devenant fort sérieux, le général Weygand se rendit en Pologne.

***

La première pensée du général Weygand fut, dit-on, de livrer bataille sur le Bug. Mais ce fleuve, qui au mois d'août est guéable, ne constitue pas un obstacle assez sérieux pour couvrir un regroupement. En second lieu, les Polonais n'avaient pas de réserves fraîches pour recueillir les armées en retraite. Si l'on voulait manœuvrer, il fallait tirer la masse de manœuvre des troupes déjà engagées. Problème étrangement difficile, qui supposait avant tout du champ et du temps. Le général Weygand décida donc la retraite sur la Vistule.

Ainsi, quand on apprit à Paris, le 4 août, que la ligne du Bug avait été abandonnée sans combat, on interpréta correctement le fait en l'attribuant au manque de troupes fraîches pour recueillir les troupes fatiguées et faire rideau pendant qu'elles se réorganiseraient. Mais on se trompa en croyant que le fleuve avait été forcé par les Rouges. L'abandon était volontaire, ou du moins consenti, et la manœuvre offensive était déjà conçue.

L'idée de cette manœuvre était très hardie. Avant toute chose, il fallait se créer, comme disent les militaires, des disponibilités, c'est-à-dire forger l'arme qui frappera. Or il n'y avait pas de réserves où puiser. Le général Weygand résolut donc de prélever une armée entière sur la ligne même, en laissant un trou dans cette ligne. Un pareil procédé eût

été impossible si les bolcheviks s'étaient montrés mordants. Mais on a vu que les armées adverses étaient séparées par un intervalle d'une marche, sans contact. Il n'y avait donc pas grand risque à enlever quelques divisions devant l'ennemi, qui ne s'apercevrait pas de la trouée.

Ces divisions, prises sur la droite, reconstituées et renforcées, formèrent la IVe et la IIIe armées. Ces armées furent disposées à la hauteur du cours inférieur de la Wieprz, sur le flanc de l'ennemi. Les Rouges marchant approximativement vers l'Ouest, la masse de manœuvre fut disposée face au Nord, perpendiculairement à leur axe de marche. En même temps une autre armée, la Ve, dut parer au mouvement débordant de l'aile droite russe, au nord de la Vistule. Cette armée, partant de la Vistule et attaquant face au Nord, fut dirigée non pas contre l'extrémité de l'aile marchante ennemie (IIIe corps de cavalerie et IVe armée), mais contre le centre droit (XVe armée), de façon à passer derrière l'aile, et à l'enfermer dans le couloir où elle s'était aventurée.

Pendant que ces mouvements offensifs s'exécuteraient aux deux ailes, il fallait qu'au centre la Ire armée tînt devant Varsovie. Spéculer sur la résistance d'une armée qui reculait depuis un mois, c'était peut-être le trait le plus risqué du nouveau plan. Mais là encore, la hardiesse était mêlée de calcul. Pour la défense de Varsovie, le général Weygand fit établir deux positions successives munies de bonnes tranchées et de bons flanquements sur les mouvements de terrain à l'est de la ville. En venant donner sur ces défenses, les bolcheviks furent accueillis par des feux d'artillerie dont ils n'avaient plus l'habitude depuis la Bérézina. Enfin, là où les lignes étaient forcées, les chars d'assaut polonais rétablissaient le combat.

L'aspect que présentait Varsovie dans les jours qui précédaient cette bataille décisive était singulier. Beaucoup d'habitants avaient quitté la ville. Ceux qui restaient montraient ces visages soucieux qu'on a vus à Paris en 1914. Cependant les rues étaient calmes. Les enfants jouaient comme d'ordinaire au jardin de Saxe. Il faisait un temps radieux. Les jeunes filles étaient vêtues de mousseline blanche. Le dimanche 8, derrière le ministère des Affaires étrangères, je

vis la porte d'une église ouverte, et j'entendis des chants. L'église était pleine de fidèles. Un évêque était assis dans le chœur. Des orphelines, pieds nus et portant des coiffes bien empesées, étaient conduites par des religieuses. Elles chantaient, sur un air grave et beau : *Serce Jezusa*... A l'approche de l'ennemi, il n'y avait rien de si touchant que ces voix d'enfants. Un jeune soldat fendit la foule et se dirigea avec sa fiancée vers un autel latéral. Un vieux prêtre les bénit. Puis une procession se forma. Je la vis sortir de l'église et s'éloigner en chantant, tandis que les hommes se découvraient et que les tramways s'arrêtaient. Dans toute la ville on rencontrait des processions pareilles. De très vieilles bannières s'avançaient à côté des drapeaux neufs. Des enfants portaient des reliques sur des coussins. On pensait à ces prières publiques dont parlent les histoires et qu'on faisait à l'approche des grands fléaux.

Il n'y avait dans la ville aucune panique ; mais tout annonçait la guerre toute proche. Des troupes traversaient la ville, en bon ordre, mais beaucoup d'hommes pieds nus. On voyait des volontaires qui, ayant encore leurs vêtements civils, revenaient de l'exercice, le fusil sur l'épaule. C'étaient des hommes de la ville, des employés, de petits bourgeois, quelques-uns déjà âgés, l'air grave et résolu. Des convois passaient, formés de ces longues et rustiques voitures du pays, un tronc d'arbre sur quatre roues, avec des espèces de râteliers latéraux, donnant à l'ensemble une section en auge. Un poulain grêle et comme dessiné par du fil de fer, trottait près de sa mère. Des réfugiés passaient sur de grands chariots où étaient entassés leurs meubles démontés, et qui portaient à l'arrière une ratelée de foin. Au coin des rues on avait dressé pour les soldats des tables avec un samovar, du café chaud, et des tartines. Des jeunes filles les servaient, dont beaucoup portaient la casquette blanche de l'université, au liséré amarante. Les passants donnaient leur obole. Plus loin un cortège de prêtres et de soldats accompagnait un cercueil, qui disparaissait entre des branches vertes. Imaginez le grand soleil, les marchands de fruits dans les rues, les femmes nu-pieds assises le long des murs, les juifs en lévite, quelquefois un avion dans le ciel.

Les ministères emballaient leurs archives et déplaçaient leurs services. Les consulats, les légations se retiraient sur Czenstochowa ou sur Poznan. Le mouvement tournant des Rouges autour de Varsovie s'accentuait d'une façon inquiétante. On annonçait la prise de Ciechanow et de Mlawa. Les nouvelles diplomatiques n'étaient pas moins troublantes. Les conversations par radios avec Moscou au sujet des négociations à ouvrir pour la paix étaient singulièrement décevantes. Tantôt le poste russe refusait de recevoir les dépêches parce qu'il causait avec Tachkent, et remettait les Polonais au lendemain ; tantôt il prétendait qu'un orage brouillait les ondes. Quatre fois la comédie recommença. Le gouvernement de Moscou annonçait à Londres qu'il était prêt à négocier avec la Pologne, et oubliait d'en avertir les Polonais. Les plénipotentiaires russes attendaient sur la route de Sieletz les plénipotentiaires polonais et affectaient un grand étonnement de ne pas les voir venir. Désordre ou mauvaise foi? On avait à Varsovie l'impression que les bolcheviks cherchaient surtout à gagner du temps, de façon à n'engager les négociations qu'après la prise de la capitale. Enfin les plénipotentiaires partirent dans la nuit du 13 au 14. Une quinzaine d'automobiles s'acheminèrent par la chaussée de Brest-Litowsk en direction de Minsk. Une fois les lignes passées, on cessa d'avoir de leurs nouvelles.

Qu'on se représente l'état de la Pologne à peu près coupée du reste du monde. A l'Est, le péril russe. A l'Ouest, l'Allemagne menaçante, arrêtant les télégrammes du gouvernement, les retardant, ne les transmettant parfois que par la poste. Au Sud-Ouest la Tchéco-Slovaquie très mal disposée. Au Nord, Danzig interceptant les communications avec la Baltique. Les journaux de Berlin et de Vienne sonnaient le glas de la Pologne. Les radios apportaient les paroles de M. Lloyd George qui l'abandonnaient à son destin. La France suivrait-elle l'Angleterre? Je verrai toujours le sourire navré d'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, me recevant le 10, et me parlant de cet abandon. Il est vrai que, comme à l'ordinaire, M. Lloyd George démentait lui-même le lendemain ses propres paroles.

Le 13, l'automobile du général Billotte, chef d'état-major

de la mission française, fut percée de balles, à petite distance de Varsovie, par une patrouille bolchevique. Le 14, l'exode des ministères s'acheva. Dans la nuit du 14 au 15, un train emmena les derniers diplomates demeurés à Varsovie, sauf le nonce, qui voulut demeurer à son poste, et que j'ai rencontré deux jours plus tard chez le prince Sapieha. Un autre convoi emmena les familles des fonctionnaires. C'était un aspect singulier que celui de cette gare encombrée. Les rares trains étaient combles. Le toit des wagons était couvert de soldats couchés. Les plus mauvaises nouvelles circulaient. Les bolcheviks avaient forcé la première ligne de défense de Varsovie, à Radszymin. Cependant on n'entendait pas un coup de canon. La gare était illuminée comme aux jours de la paix.

***

Les quelques journalistes français qui se trouvaient à Varsovie partirent pour Posen dans cette nuit du 14 au 15, par le train diplomatique. Mais à peine à Posen, dès la journée du 15, nous apprîmes que les bolcheviks nous autorisaient à suivre les négociations de Minsk. Malgré la pénurie des moyens de transport, le ministère de Posnanie voulut bien nous donner une automobile pour nous ramener à Varsovie. Nous partîmes à minuit, faisant en sens inverse le chemin que nous avions parcouru la nuit précédente.

Le 16 au matin, nous approchions de Varsovie, incertains de ce que nous allions y trouver. La campagne était silencieuse. Les officiers d'un régiment de cavalerie nous apprirent que les nouvelles étaient bonnes. La ville avait son aspect accoutumé, un peu moins peuplée, un peu plus fréquemment parcourue de convois. La contre-offensive polonaise était commencée.

Comme nous l'avons dit, elle consistait en deux manœuvres. A l'aile gauche, la Ve armée se portait contre la XVe armée russe : cette manœuvre eut lieu le 15. A l'aile droite la IVe armée se portait du Sud au Nord, en partant de la Wieprz, dans le flanc de la masse principale bolchevique qui attaquait Varsovie. Cette seconde manœuvre eut lieu le 16. Enfin le 17, la IVe armée, étant arrivée ainsi à la hauteur de la Ire,

toutes deux exécutèrent une attaque conjuguée sur Novo-Minsk, la Ire armée par sa droite, la IVe par sa gauche, dans deux directions perpendiculaires.

L'opération réussit. L'aile droite de la Ire armée avançait sur deux colonnes, la colonne de gauche était appuyée par un train blindé. Les bolcheviks opposèrent une assez vive résistance, et la colonne de droite reçut au départ un feu nourri d'artillerie. Mais cette résistance dura peu, et dans l'après-midi les Russes étaient en pleine retraite. J'ai assisté ce jour-là à la poursuite. Elle était triomphale, et même, si on y réfléchit, un peu alarmante à force de confiance. Derrière la pointe d'avant-garde venait l'automobile du général Haller, commandant le groupe d'armées du Nord, puis une seconde automobile où se trouvaient des officiers anglais : j'étais dans la troisième avec des officiers français, puis venaient d'autres voitures, italiennes, américaines, civiles, avec des hommes d'État, des journalistes, des officiers. Sur le côté droit de la route, les troupes marchaient au combat, infanterie en colonnes par quatre, artillerie, le tout en soutien immédiat de la première ligne. Le général Haller mit pied à terre. Les soldats en passant devant lui le saluaient de leurs cris. On n'eût jamais dit, en les voyant passer pleins d'enthousiasme et d'espoir, que c'étaient les mêmes hommes qui venaient de reculer de six cents kilomètres. Il est presque inconcevable que le moral change avec cette rapidité. Tout avait l'air de la victoire. Pendant que l'état-major se portait ainsi en avant, les tirailleurs fouillaient les bois à sa hauteur. Un mouvement suspect ayant été signalé à gauche, le général Haller arrêta lui-même une batterie et fit ouvrir le feu. Toutes les voitures s'étaient arrêtées. Nous étions montés sur une crête découverte, d'une de sable d'où l'on voyait les clochers de Novo-Minsk. Le moindre retour offensif de l'ennemi, ou seulement quelques obus sur la route eussent mis dans la colonne polonaise un désordre désastreux. Mais rien ne vint. A la même heure, les bolcheviks évacuaient Novo-Minsk.

Que l'on imagine l'effet des mouvements de flanc sur cette armée rouge où les liaisons latérales manquent entièrement et où l'unité tournée voit arriver sur ses communications un adversaire dont rien ne lui a signalé la présence. Malgré

quelques traits de résistance locale, les bolcheviks se trouvèrent bientôt coupés en trois tronçons par la Ire armée avançant sur Bielostok et par la Ve armée avançant sur Mlawa. Les communications étaient si évidemment nulles que, le centre bolchevik enfoncé, la droite continuait encore d'avancer sur Thorn, au lieu d'essayer de se dérober. Avertie trop tard de la défaite, cette aile droite n'eut d'autre ressource que de se disperser dans les bois et de se réfugier en Prusse orientale. En quelques jours, Varsovie était entièrement dégagée, et l'armée bolchevique n'existait plus.

En même temps que l'armée était victorieuse, la situation diplomatique était raffermie. La France, en reconnaissant en Russie méridionale le gouvernement du général Wrangel, affirmait sa volonté de ne pas traiter avec les soviets. Enfin le gouvernement américain, dans une note au gouvernement italien, condamnait le bolchevisme du haut du Sinaï et le dénonçait comme l'opposé d'un régime de liberté. L'effet de cette note, connue le 17, fut immense à Varsovie. Elle était d'autant plus importante que loin de paraître hostile à la Russie, elle s'élevait contre le démembrement de ce pays, refusait de reconnaître les nouveaux États baltiques, et que de toute cette poussière de nations récemment inventées dans l'empire des tsars, n'en admettait que trois : la Pologne, la Finlande et l'Arménie.

Dans cette crise, le gouvernement de Moscou manœuvra avec habileté. Il nia le désastre, et s'il ne réussit pas à tromper les hommes d'État européens, il donna du moins le change au peuple russe. La seule conséquence politique de grande portée qu'on pût espérer de la victoire de Varsovie était un sursaut de la Russie se débarrassant de la tyrannie bolchevique. Ce sursaut ne se produisit pas, et le gouverneemnt de Lénine et de Trotsky sortit de cette secousse sans être sensiblement affaibli.

***

L'invasion avait mis le paysan polonais en contact avec le bolchevik. Qu'en est-il résulté?

Et tout d'abord, y avait-il en Pologne une contagion bolcheviste à redouter?

Qu'il y ait à Varsovie un parti communiste, ce n'est pas douteux. On m'a dit qu'il n'est pas très puissant. Il y a de plus des bolcheviks dans le grand centre industriel de Lodz. Voici les renseignements que j'ai recueillis sur eux. Ce sont d'anciens ouvriers qui appartenaient aux usines avant la guerre, et qui sont revenus en demandant à reprendre leur place. Si on la leur refusait, les ouvriers faisaient en leur faveur une grève de solidarité. Si on les acceptait, on voyait bientôt sous leur influence de petites grèves se former et se renouveler. De ces ouvriers maximalistes, un dixième environ est assez intelligent pour raisonner sa doctrine, et pour l'exposer, sommairement, mais assez clairement. Le fond de leur pensée est celui-ci : nous avons jusqu'ici travaillé au profit du capital, il faut maintenant que le capital travaille à notre profit. Ils reconnaissent d'ailleurs qu'en Russie l'expérience a échoué. On est allé trop vite, disent-ils, et on a détruit brusquement le capital, en ruinant ainsi le pays et l'ouvrier lui-même. Ils gardent leurs doctrines, mais avec l'idée de les appliquer d'une façon mesurée et progressivement.

Cette région de Lodz se remet fort lentement de la guerre. Cette intrusion du bolchevisme, cette insécurité du personnel ouvrier sont pour quelque chose dans cette langueur. Mais elle a d'autres raisons. Les Allemands n'ont pas, comme en France et en Belgique, détruit la machinerie; mais la matière première manque : lin, laine et surtout le coton, qui était en grande partie importé d'Égypte. D'autre part le débouché principal était la Russie, aujourd'hui fermée, et on n'en a point cherché d'autres. Enfin toute l'industrie est grevée par les variations du mark polonais. Dans l'été 1919, le dollar ne valait encore que 10 marks; après la dégringolade, qui s'est faite en automne, il en valait 150. Dans un pays comme la Pologne, qui achète beaucoup à l'étranger, le change se répercute avec une fidélité et une sensibilité singulières sur tous les prix du marché.

Cependant la Pologne est surtout un pays agricole. Y a-t-il quelques raisons d'y craindre un communisme agraire? A cette question, on m'a invariablement répondu par la négative, en alléguant deux raisons. La première est que la propriété est déjà partiellement divisée. La seconde est que l'État

a pris les devants, la Diète ayant limité, par un vote de principe, le droit de propriété à une étendue de 400 hectares. Un partage des terres se trouve ainsi prévu, mais avant d'en venir à l'expropriation, l'État dispose de ressources diverses. Il peut lotir ses propres terres, qui sont étendues. Le clergé, qui dispose de vastes biens, est disposé à les répartir, avec un esprit de générosité vraiment digne de ce pays catholique. Enfin les propriétaires pourront échapper au partage des terres en industrialisant les cultures. Ainsi toute une série de mesures intermédiaires adouciront les lois agraires.

Il existe encore en Pologne quelques grands féodaux, aussi puissants sur leurs terres que l'étaient les vassaux de Louis XI, et qui, combinant cette espèce de puissance avec le luxe moderne, auront eu une existence dont l'histoire ne donne pas d'exemple. La plus grande fortune terrienne qui soit située entièrement en Pologne est, à ma connaissance, de 170 000 hectares. Que le temps condamne cette féodalité à disparaître, c'est probable. Mais il n'existe pas contre ces grands seigneurs de haines de classe. Leurs domaines sont en général très bien administrés. Eux-mêmes se sont montrés très bons patriotes. Je ne citerai que l'exemple du prince Sapiéha, ministre des Affaires étrangères, qui a levé un régiment à ses frais.

Enfin, dernière raison pour rendre le maximalisme impopulaire en Pologne, le peuple y reconnaît le gouvernement des Juifs, qu'il déteste. Au total, il ne semble donc pas que le danger de contagion bolcheviste soit aussi grand qu'on l'a dit parfois. L'expérience de l'invasion le diminue encore. Les Rouges, là où ils ont passé, ont dissipé les dernières illusions qu'on pouvait avoir sur leur compte en enlevant le bétail.

***

Sans être au point de vue militaire une action de première grandeur, la bataille de Varsovie a eu des résultats plus éclatants que ceux de batailles plus meurtrières. En même temps qu'elle sauvait la Pologne, elle déjouait tout un plan que l'Allemagne avait machiné et qui devait jouer après la prise de la capitale.

Que l'Allemagne, ou plus exactement que le parti réactionnaire et pangermaniste, lequel a son foyer en Prusse orientale, ait été d'accord avec les bolcheviks, les preuves en surabondent. Tandis que le gouvernement de l'Allemagne affectait officiellement une neutralité rigoureuse, qui lui permettait d'interdire le passage des secours destinés à la Pologne, sous main les autorités prussiennes ravitaillaient ou laissaient ravitailler les bolcheviks. Voici quelques faits.

A l'extrémité nord-est de la Prusse orientale, il se trouve au nord du Niemen une petite bande de territoire, dont la principale ville est Memel, et qui est occupée par de faibles forces françaises, appuyées par une milice locale d'ailleurs peu sûre. Ce territoire enfoncé en coin entre la Lithuanie et la Prusse, les laisse en contact à l'est du point où il cesse lui-même. Or, par cette zone de contact, il a passé en contrebande, d'Allemagne en Lithuanie, 180 000 fusils. Je doute qu'ils aient été destinés aux quelque 20 000 hommes de l'armée lithuanienne. Mais le gouvernement lithuanien, ayant partie liée avec les bolcheviks, desquels il espérait les territoires qu'il conteste à la Pologne, servait d'intermédiaire entre l'Allemagne et Moscou.

Qu'en Prusse il se soit fait un recrutement pour l'armée bolchevique, la presse allemande le reconnaît elle-même. La *Gazette générale de Kœnigsberg* du 9 août parle du passage d'Allemands à travers la frontière pour rejoindre les armées rouges. Le même journal cite à Schirwindt un groupe de 20 hommes enrôlés pour l'armée communiste, et de 120 à Welawa. Près de Prostken, en un seul jour, plus de 100 personnes ont passé la frontière ; le taux quotidien, avoué officiellement, est de 20 ; quand l'armée bolchevique arriva à proximité de cette station, une commission de 7 membres fut la rejoindre, dont 4 employés de chemins de fer. La *Gazette de Prusse orientale*, du 8 août, cite un bureau d'enrôlement pour les armées bolcheviques dans le district de Popogen. La *Gazette de Munich* reçoit le 7 août une correspondance de Kœnigsberg qui dénonce les engagements qui se font pour l'armée rouge, tant intérieure qu'extérieure. « D'Insterburg, de Tilsitt, de Stallupœnen et d'autres endroits, on annonce avec certitude que les enrôlements se font en

quelque sorte publiquement, sans aucune intervention des autorités qui devraient veiller à la neutralité, quoique journellement les hommes ainsi enrôlés passent la frontière. » *Aus Insterburg, Tilsitt, Stallupœnen und anderen Orten wird zuverlæssig berichtet, dass die Werbungen gewissermassen auf offener Strasse erfolgen, dass eben von einem Eingreifen der Behœrden, die doch auch in diesem Falle fur Wahrung der Neutralitaet zu sorgen hætten, nichts zu bemerken ist, obwohl tæglich Angeworbene ueber die Grenze gehen.* Même témoignage dans la *Freiheit* du 17 août. Le *Kœnigsberger Tageblatt* du 11 août ajoute que parmi les Allemands qui passent la frontière, on voit des officiers en uniforme. On peut dire que ces enrôlements sont de notoriété publique. Il se tient des réunions où l'on invite la population à entrer dans les armées rouges.

Les envois de matériel ne sont pas moins avérés. Vers le 13 août, six voitures de munitions ont passé par Allenstein, se rendant au front russe. Le même jour trois avions de bombardement, pouvant porter chacun de 25 à 30 quintaux de bombes, sont partis de Kœnigsberg pour la Russie. Le lendemain c'était un avion léger qui prenait le même chemin, monté par l'aviateur Krestensen. Le capitaine Bœlke était à Kœnigsberg et faisait des achats pour les bolcheviks.

Enfin les *Sicherheitswehren*, ces troupes d'élite destinées à fournir des cadres à une mobilisation, atteignaient en Prusse orientale un chiffre supérieur à 10 000 hommes. Les prescriptions de la conférence de Spa, ordonnant leur dispersion, sont restées lettre morte.

Ces faits sont assez éloquents. Mais les bolcheviks eux-mêmes se sont chargés de démontrer leur alliance avec l'Allemagne. En arrivant à Soldau, ville donnée à la Pologne par le Traité de Versailles, ils ont fait prêter au bourgmestre le serment de ne plus jamais rendre la ville aux Polonais. L'allongement de leur extrême droite, militairement justifiable jusqu'à Plock ou Wloclawek, s'est prolongé jusqu'à quelques kilomètres de Thorn. Bien mieux : les bolcheviks étaient attendus à Dantzig. Qu'y allaient-ils faire, sinon déchirer le traité, et rendre la Vistule à l'Allemagne?

La prise de Varsovie, annoncée prématurément par l'agence Wolff, était si bien escomptée par les Allemands pour le 15

ou le 16, qu'on a vu éclater juste à ce moment en Silésie des troubles qui devaient coïncider avec la chute de la ville. A Dantzig aussi ces jours ont été marqués par une crise d'arrogance des Allemands. Bolcheviks et junkers, assurés du succès, n'ont pas hésité à démasquer leur jeu et à afficher leur alliance. La bataille de Varsovie a contrarié brusquement leurs desseins. Mais c'est un avertissement précieux de les avoir connus.

Je dis à dessein junkers et bolcheviks. Nous ne devons pas sans preuve prêter à toute l'Allemagne les desseins d'un parti, qui causa tous les malheurs de l'Europe. Il ne paraît pas douteux que dans son ensemble l'Allemagne veut sincèrement la paix. Les socialistes indépendants, quand ils ont vu dans quel jeu les junkers les entraînaient, ne les ont pas suivis. Deux mille Bavarois ont même offert leurs services au gouvernement polonais contre l'armée des soviets.

***

Le péril qui a menacé la Pologne au moment même où elle renaissait a été conjuré par la victoire. Quels sont les moyens les plus propres à en empêcher le retour? Examinons sommairement les difficultés auxquelles la Pologne doit faire face.

On ne peut guère parler de son régime intérieur, qui est provisoire. Elle n'a pas encore de constitution. Elle est en fait gouvernée autocratiquement par un homme dont on ne peut méconnaître ni l'intelligence, ni la volonté, Joseph Pilsudski. Conspirateur, et l'un des meneurs de la révolution de 1905, mais à la vieille manière russe, par l'assassinat et le pillage des caisses, Pilsudski a dans l'intrigue et dans le maniement des hommes une singulière habileté, en même temps qu'il a gardé le goût de la machination et du mystère. Il y a dans ses projets du complexe et du ténébreux. Le fond de son caractère est une immense ambition, cachée sous une apparente simplicité. Persuadé qu'il est pour la Pologne l'homme du destin, il confond avec son patriotisme son désir de demeurer au pouvoir. Socialiste, il se sert de son propre parti comme d'un épouvantail pour dominer ses adversaires de droite. Il réduit leurs résistances en les menaçant de déchaî-

ner la révolution. Il ne dédaigne pas les petites habiletés. Il ne travaille que la nuit, mande les ministres à 11 heures du soir, les tient harassés jusqu'à 5 heures du matin, et obtient toutes les concessions de leur fatigue. Cette tactique n'a d'ailleurs pas réussi avec Paderewski, qui se trouvait être aussi un noctambule, et qui pouvait lui tenir tête.

On a dit que Pilsudski était germanophile ; il n'y a pas, à ma connaissance, de raison sérieuse de le penser. Il semble beaucoup plus exact de dire qu'il est xénophobe, et qu'il déteste les étrangers, d'où qu'ils viennent. Entouré d'une camarilla qu'il s'est créée, il supporte aussi impatiemment les conseils de l'amitié française que le succès de ses rivaux. Particulièrement avide de gloire militaire, il pense la conquérir du côté de l'Est. Il a ruiné le crédit d'un de ses rivaux, M. Dmowski, en le donnant pour russophile. Il est partisan d'une Russie affaiblie et divisée. Aussi son journal, le *Narod*, a-t-il critiqué la note même du président Wilson à l'Italie, si favorable à la Pologne, mais qui préconise la reconstruction de l'empire russe. C'est lui qui a lancé ses compatriotes dans la dangereuse expédition de Kiew. Comme il veut être partout, il a prétendu conduire à la fois le gouvernement et l'armée. De la victoire même de Varsovie, il a très adroitement cueilli les lauriers, quoiqu'il ne fût pour rien dans l'affaire, et il a subtilement profité de l'effacement discret du général Weygand.

Sa volonté souple et tenace s'est fait sentir de la façon la plus fâcheuse dans l'organisation de l'armée, dont il faut bien dire quelques mots, d'une part puisque la Pologne, entourée d'ennemis, doit avoir des forces capables de leur tenir tête, d'autre part parce que la France est directement intéressée à cette question.

En 1914, Pilsudski forma, avec des éléments polonais du royaume, deux légions qui combattirent contre les Russes dans l'armée autrichienne. Que ces légions soient restées ses préférées, que leurs officiers, souvent sans grande instruction technique, tiennent aujourd'hui une large place dans l'état-major polonais, on ne saurait en être surpris. D'autre part, après la défection de la Russie en 1917, le général Dowbor Musnicki forma, avec des éléments polonais ayant

servi dans l'armée russe, un corps d'armée, auquel s'en ajouta un second. Ces forces s'établirent dans la région de Minsk. Enfin quand les Allemands évacuèrent la Posnanie à la fin de 1918, des forces polonaises s'organisèrent dans cette région. Tous ces éléments, plus ou moins refondus et complétés, constituèrent ce qu'on appela l'armée grise.

Mais en même temps se formait en France une armée polonaise, en grande partie composée de volontaires, qui fut, pour son uniforme, appelée l'armée bleue, et qui était commandée par le général Haller. Cette armée, organisée à la française, avait des cadres français chargés d'instruire les cadres polonais, qui les remplaceraient. Elle fut aussitôt en butte à l'hostilité sournoise du gouvernement polonais et de l'armée grise. On employa tous les moyens pour la ruiner.

La 1re division arriva en Pologne le 30 avril 1919. Elle fut envoyée aussitôt en Volhynie, où elle arriva le 10 mai. Portée d'abord en direction de Czernowitz, elle reçut bientôt une orientation nouvelle et attaqua sur le Styr. Les troupes ukrainiennes qu'elle devait combattre s'évanouirent à son approche. Elle prit Lutzk et établit une tête de pont sur le fleuve. Or, dès le 25, elle était disloquée par le gouvernement polonais. Deux régiments d'infanterie et deux batteries restaient sur le Styr, avec mission de garder un front de 120 kilomètres. Le reste était envoyé à Czenstochowa, sous les ordres du commandant de l'infanterie divisionnaire.

A la 7e division, la moitié du matériel sanitaire, qui faisait un ensemble complet, fut prise par les médecins de l'armée grise. Pour n'avoir pas à dissoudre trop visiblement les unités bleues, on démobilisa tout ce qu'on put. A la 1re division, par exemple, des Polonais d'Amérique qui formaient 60 p. 100 de l'effectif, on ne garda que les officiers. D'autre part, les officiers français étaient en grand nombre touchés par la démobilisation et revenaient en France. Les divisions, ainsi anémiées, furent reconstituées à quatre régiments, par adjonction d'un régiment gris. Dès le mois de septembre, l'armée Haller n'existait plus. Le prétexte donné était la nécessité d'uniformiser les deux armées. Seulement on voit mal, ou plutôt on voit trop bien, pourquoi c'est justement l'armée bleue qui s'est fondue dans l'armée grise.

Il reste actuellement en Pologne une mission militaire française, qui, du moins jusqu'au mois d'août, était presque complètement dépourvue d'action. Sans doute, on avait soin de choyer son chef. Mais on dérobait aux officiers français la connaissance de tout ce qui pouvait être soustrait à leur vue, avec une mauvaise volonté qui allait parfois jusqu'à l'insolence.

Voici un exemple des difficultés auxquelles se heurtent nos officiers. Ils avaient organisé dans la région de Varsovie un ensemble de cours pour les officiers supérieurs, pour les commandants de compagnie, pour les chefs de section, enfin des cours d'éducation physique et de spécialités. Ces cours furent montés à grand'peine, et malgré une sourde opposition de l'état-major polonais. Les élèves étaient donnés à regret : de ces élèves mêmes, la majorité ne voulait rien apprendre, sauf les Posnaniens et certains officiers de l'armée Haller. Le personnel était exclusivement français, sauf les sous-officiers, à l'emploi desquels on formait peu à peu des Polonais.

A la dislocation de l'armée Haller, l'école ne fut pas détruite, mais on y introduisit le commandement polonais. Le directeur de l'école fut un colonel de moins de trente ans qui était dans l'enseignement avant la guerre. Le commandant français fut réduit au rôle de directeur d'études et aussitôt contrecarré. Trois ou quatre fois par semaine il arrivait que les élèves, retenus systématiquement ailleurs, n'assistaient pas aux cours. C'est par de pareils procédés que l'influence française, battue en brèche, tombe par morceaux.

Le remède est d'ailleurs simple, et je crois que tous les officiers français en Pologne sont d'accord à le réclamer. La mission française n'a jusqu'ici aucun contrat avec le gouvernement polonais, sauf en ce qui concerne la question financière, où ce gouvernement a montré une générosité systématique, et qui n'était pas sans calcul. Cet état de choses ne saurait durer. Il est indispensable qu'un véritable contrat de travail précise les droits et les devoirs de chacun, et qu'on tienne la main avec fermeté à son exécution.

Le soldat polonais est excellent. Mais en Pologne même tout le monde reconnaît la nécessité d'une réforme du corps des officiers. Les uns sont improvisés. Un général, qui com-

mande un groupe d'armées, était peintre il y a trois ans. Les autres ont importé les détestables habitudes de l'armée autrichienne, la pléthore des bureaux, le nombre encombrant d'officiers hors rang. Dans la région de corps d'armée de Graudenz, il y a 250 officiers pour l'état-major et les services. C'est dix fois plus que dans la formation française correspondante.

***

La seconde question qui se pose et d'où dépend la tranquillité de l'avenir, est celle des limites à donner à la Pologne. Dans ces plaines de l'Est, où les frontières successives débordent et se recouvrent comme les houles de la mer, la république polonaise est en compétition au Nord-Est avec la Lithuanie, à l'Est avec la Grande-Russie, au Sud-Est avec l'Ukraine.

Les principes que j'ai entendu soutenir à Varsovie pour ce règlement étaient les suivants. Comme base du travail on acceptait de prendre la frontière ethnographique définie par le Conseil supérieur le 8 décembre 1919 (ouest de Grodno, ouest de Brest-Litowsk). Étant donné que l'enchevêtrement des nationalités est tel qu'aucune ligne ne peut les séparer, on se ralliait au principe posé par le professeur Romer, de Cracovie, à savoir que le nombre des Polonais au delà de la frontière, et le nombre des non Polonais en deçà de la frontière devaient être représentés par le même chiffre. Enfin, en admettant qu'il reste hors frontière une zone où les Polonais, sans avoir la majorité, forment encore des groupes assez nombreux pour que la Pologne s'y considère comme intéressée, il faudra trouver pour cette zone d'intérêt un *modus vivendi*.

Le problème de la frontière occidentale est autrement compliqué : là l'espace est précieux, et le peuple qui le dispute est le peuple allemand.

Entre l'Allemagne et la Pologne, il y a quatre zones de contact, dont le destin intéresse le présent et l'avenir : Prusse orientale, région de la Vistule, Posnanie et Silésie. En Prusse orientale on s'est trouvé, du nord d'Osterode au nord de Bischofstein et de Loetzen, en présence d'une population d'origine

nettement polonaise, parlant le polonais, mais protestante et fortement germanisée. On a remis son destin à un plébiscite qui a donné une forte majorité à l'Allemagne. Celle-ci avait exercé une pression violente. Un des procédés qu'elle a employés a été le suivant. Le Traité de Versailles dit que les habitants du territoire plébiscitaire participeront au vote. Mais il dit ailleurs que ceux qui sont nés dans le pays voteront. Les Allemands se sont emparés de cette clause, qui les favorisait étrangement. En effet elle donne le droit de vote à tous les enfants de fonctionnaires allemands, nés pendant que leurs parents se trouvaient en Prusse orientale, et domiciliés ensuite dans le reste de l'Allemagne. On les a ramenés en Prusse pour le plébiscite. D'après les Polonais, le nombre des voix ainsi ajoutées aux votes allemands serait très considérable. En Mazurie, en face de 500 000 habitants, il se serait trouvé 160 000 votants nés dans le pays et résidant en Allemagne. Quoi qu'il en soit, les Polonais eux-mêmes reconnaissent qu'il faudrait un changement long et progressif pour enlever à ce peuple slave la marque germanique. En fait, il ne peut guère être question de remettre en jeu les résultats du plébiscite.

A l'ouest de la Prusse orientale, nous rencontrons le cours inférieur de la Vistule, au delà duquel commence la Poméranie. C'est ici l'un des points les plus compliqués de la géographie politique de l'Europe.

Il y a en effet pour la Pologne un problème vital : c'est celui de son accès à la mer. Cet accès ne peut se faire que par la Vistule. Née en Pologne, traversant tout le pays par une large courbe, la Vistule est par excellence le fleuve national. Mais voilà une des singularités que crée l'enchevêtrement des colonisations et des conquêtes. Le port qui termine ce fleuve polonais est une ville allemande, Dantzig. De là une première difficulté. Faut-il laisser à la porte qui ouvre la Pologne sur la mer ce verrou allemand? Faut-il annexer une ville allemande à la Pologne?

Et voici une autre difficulté. Le cours inférieur de la Vistule, de Thorn aux environs de Dantzig, est franchement polonais. Du moins en parcourant la rive gauche en automobile, j'ai constaté que le peuple y parlait polonais. Ce ruban de terrain polonais sépare l'une de l'autre la Prusse orientale, située à

l'Est, du reste de l'Allemagne, situé à l'Ouest. Ainsi il faut de toute nécessité que la Pologne, pour avoir accès à la mer, coupe l'Allemagne en deux, en y intercalant une Vistule polonaise ; et pour que l'Allemagne reste une, il faut qu'elle sépare la Pologne de la mer, ce qui revient à l'étouffer.

Les auteurs du Traité de Versailles se sont trouvés très embarrassés et ils ont cherché un moyen terme. Posant en principe que la Pologne devait avoir un libre et sûr accès à la mer, ils ont donné aux Polonais le fleuve et sa rive gauche jusqu'en amont de Dantzig ; ils ont fait de la rive droite un terrain de plébiscite. Enfin, par les articles 103 et 104, ils ont décidé que Dantzig sera une ville libre, mais assujettie à certaines servitudes envers la Pologne.

Il n'y a pas actuellement de ville libre de Dantzig. Cette ville existera : 1° quand elle aura une constitution ; 2° quand elle aura signé avec la Pologne l'accord définitif qui réglera leurs rapports réciproques. A ce moment seulement, la ville libre sera constituée sous le contrôle de la Société des Nations. Aujourd'hui il existe simplement un *territoire de Dantzig*, administré par les Puissances alliées et associées, qui y ont envoyé un haut commissaire, Sir Reginald Tower, et qui l'occupent par deux bataillons, l'un anglais, l'autre français. Dantzig est donc un simple territoire d'occupation, comme la Rhénanie ou comme Memel. Quant aux relations avec les Polonais, elles ont été réglées par un traité provisoire, le 22 avril. Tout cela, qui est très clair, a été compliqué par une série d'usurpations de la ville, qui en est venue progressivement à annuler, de sa propre autorité, le Traité de Versailles.

Tout d'abord, de ville libre (*Freistadt*), Dantzig prétend se transformer en État libre (*Freistaat*). C'est une prétention formellement contraire au Traité de Versailles, qui n'emploie d'autre expression que celle de ville libre, et qui spécifie, comme base du futur accord dantzigois-polonais, que le gouvernement polonais assurera la conduite des affaires extérieures de la ville de Dantzig, et la protection de ses citoyens à l'étranger. Le traité assure encore à la Pologne le libre usage du port, le contrôle sur la Vistule et la disposition du réseau ferré.

Mais ici encore tout a été troublé par les espoirs éveillés dans

toutes les régions allemandes par l'avance des bolcheviks. On ne dira jamais assez combien la politique allemande était fondée sur la prise de Varsovie par les bandes rouges. Les Allemands de Dantzig ont cru voir l'armée bolchevique arrivant victorieuse et les réunissant de nouveau à l'Allemagne.

Peut-être n'auraient-ils pas bougé si le haut commissaire avait montré plus d'énergie. Mais Sir Reginald Tower s'est montré d'une insigne faiblesse. Préoccupé de gagner à tout prix « l'amitié des Dantzigois » (c'est sa propre expression), il en est venu à des compromis très singuliers. Ainsi, tandis que l'Allemagne restitue les machines volées à l'industrie en Belgique et dans le nord de la France, la ville de Dantzig ne rend rien. Certains industriels, comme le directeur de la fabrique d'armes, ont offert spontanément la restitution. Impossible : Sir Reginald Tower attend des instructions de Londres.

La *Sicherheitspolizei* n'est pas sérieusement contrôlée. Une inspection, annoncée trois jours d'avance, n'a été qu'une comédie. En fait, la mobilisation est préparée, en secret, et ajouterait, le cas échéant, 15 000 hommes aux forces allemandes. La ville a reçu d'Allemagne 10 000 caisses de munitions, et comme un des membres de l'assemblée municipale se récriait sur l'énormité de la dépense, le bourgmestre Sahm répondit que c'était un cadeau de la Prusse, provenant d'une répartition antérieure au Traité de Versailles. Un second bateau de munitions est arrivé par la suite.

Encouragés par le succès des bolcheviks et par la faiblesse du contrôle, les Dantzigois ont pris au cours de l'été l'attitude la plus hostile. On criait sur le passage des Alliés : *Heraus ! Kaputt !* Le 29 juillet, un pogrom de Polonais a été commencé.

Comme ils fondaient leur espoir sur la victoire des rouges, les Dantzigois y aidèrent à leur façon en refusant de débarquer les armes apportées aux Polonais par le *Triton*. Le haut commissaire fit faire le déchargement par des soldats anglais. Une instruction de Londres, qui lui interdisait même cette concession, arriva heureusement trop tard. Toutefois il ne la renouvela plus. Le débarquement des armes du *Triton* par les

soldats anglais dura dix-huit jours au lieu de trois, chaque jour de retard coûtant 300 livres sterling au gouvernement polonais. — Le *Saratof*, arrivant du Libau avec des hommes et des chevaux, a dû être déchargé hors du port, par des chalands. Enfin, le 20 août l'assemblée constituante déclara la neutralité de Dantzig ; le prétexte était la crainte de la vengeance des Russes s'ils occupaient la ville, et s'ils apprenaient que des munitions et des armes eussent passé par le port. « Nous ne voulons pas, dit un des députés, donner notre peau pour les Polonais. » Or cette neutralité qui ferme la Vistule et constitue un véritable blocus de la Pologne, violait non seulement le Traité de Versailles, mais l'accord du 22 avril, dont l'article 15 permet expressément l'imporation des munitions et du matériel de guerre.

Sur ces entrefaites, arrivaient coup sur coup trois bateaux portant des Polonais émigrés en Amérique et qui revenaient dans leur patrie. Ils ont été arrêtés et cantonnés hors de la ville dans des baraques à munitions. Enfin le 22, arrivaient des munitions transportées cette fois par un bateau de guerre français, le *Gueydon*, précédé le 21 par l'aviso l'*Ancre*. Le débarquement fut commencé, puis suspendu, et des négociations s'engagèrent. Ayant quitté Dantzig à ce moment, je n'en ai pas connu la fin. Mais il ne semble pas douteux que l'obstruction que fait cette ville pourrait être réduite avec un peu d'énergie. En tout cas tout le monde tombera d'accord qu'il est indécent que la municipalité de Dantzig soit maîtresse de bloquer à son gré la Pologne.

En amont de Dantzig, le cours de la Vistule doit être l'objet d'un règlement, le traité n'ayant pas tenu compte des réalités géographiques. Le fleuve coule entre des rives basses, dans une large vallée plate, bordée elle-même à quelques kilomètres de distance, par deux lignes de collines, qui constituent le lit majeur. Sur les collines de l'Est court la voie ferrée de Graudenz. La vallée, très fertile et très cultivée, est protégée contre les crues du fleuve par des levées, entretenues par les populations. Ces crues dépendent non seulement des eaux qui arrivent d'amont, mais de petits affluents locaux, descendant des collines du lit majeur et qui ont l'allure de torrents. Du côté de l'Est la ligne de partage qui jalonne les

têtes de ces torrents est de 2 à 10 kilomètres de la voie ferrée de Mlawa. Enfin un bras du fleuve, le Nogat, sert de décharge, et porte des écluses.

Tel est le système très délicat dans lequel le Traité de Versailles a taillé au hasard. On a donné aux Polonais, et c'est là l'idée directrice, le contrôle de la Vistule. Mais le territoire de la rive droite, formant quatre districts, a été soumis au plébiscite. Une frontière provisoire a été tracée à quelques centaines de mètres de la rive.

Cette frontière est évidemment absurde. Pour régler le cours de la Vistule la collaboration des populations des deux rives est nécessaire. Ces populations mêmes ont leur existence liée à celle du fleuve, et doivent logiquement appartenir au même État que ce fleuve. Les liens économiques entre les deux rives sont très forts et ne peuvent être rompus. Enfin que penser d'une solution qui donne aux Polonais le gouvernement du cours de la Vistule, tout en laissant aux Allemands le canal de décharge du Nogat et les écluses?

La solution minima, qui est vraiment indispensable, est de donner aux Polonais toute la vallée d'inondation jusqu'au rebord qui constitue le lit majeur, et que couronne la première voie ferrée, celle de Graudenz. Une seconde solution consisterait à donner à l'est de cette voie ferrée une bande de 5 kilomètres, considérée comme nécessaire pour fournir les matériaux qui permettent de régler le cours du fleuve. Enfin la troisième solution serait de pousser la frontière polonaise à l'est de la seconde voie ferrée, celle de Mlawa, autrement dit jusqu'à la ligne de partage des eaux qui descendent à la Vistule.

On engloberait ainsi dans la Pologne une grande partie des quatre districts plébiscitaires. Or ces districts se sont prononcés le 11 juillet pour le rattachement à la Prusse. A cette objection, les Polonais font diverses réponses. Ils font d'abord remarquer par quelle pression les Allemands ont obtenu la majorité. Là, comme dans le sud de la Prusse orientale, ils ont fait revenir, pour le vote, les fils de fonctionnaires nés dans le pays et actuellement domiciliés dans le reste de l'Allemagne, 40 000, dit-on, pour une population de 156 000 habitants. Une véritable terreur a régné et règne encore. Le

gouverneur militaire du district de Graudenz rapporte que 7 000 habitants des districts veulent rentrer en Pologne, les Allemands leur rendant la vie impossible. Des listes de proscription ont été dressées de ceux qui ont voté contre l'Allemagne. Il est certain que les esprits prussiens sont très échauffés, non seulement contre la Pologne, mais contre les Alliés. Après le plébiscite, la commission interalliée des chemins de fer à Deutsch Eylau avait reçu de Mayence l'instruction de se replier sur Marienburg. Mais à peine dans cette ville, la foule s'ameuta et le bourgmestre enjoignit aux commissaires de quitter immédiatement la ville. Ils furent mis dans le train et arrivèrent ainsi à Dantzig.

Les Polonais font remarquer encore que le Traité de Versailles ne donne pas au plébiscite des districts de la Vistule une valeur rigoureusement impérative. Ils s'appuient sur un exemple, celui de la Silésie de Teschen, c'est-à-dire de la partie de la Silésie qui faisait partie de la monarchie austro-hongroise et que les Puissances ont partagée entre la Tchéco-Slovaquie et la Pologne d'après la répartition non des races, mais du charbon, qui a été laissé aux Tchéco-Slovaques. Ils demandent que, de même qu'on a préféré à Teschen une raison économique à une raison ethnographique, à leur détriment, on fasse de même sur la Vistule, à leur avantage, en restant d'ailleurs dans l'esprit du traité, et en se conformant à une véritable nécessité. Ils font enfin remarquer que le corridor de la Vistule, pris dans l'étau des terres allemandes, est dans une situation très dangereuse, et que le nœud de voies ferrées de Deutsch Eylau est nécessaire à sa sécurité.

Je ne fais naturellement que répéter ces arguments ; ce qui semble du moins raisonnable et nécessaire, c'est d'attribuer aux Polonais tout le lit majeur de la Vistule, jusqu'aux collines qui le bordent. Aucun géographe ne peut comprendre qu'il en soit autrement.

La question du corridor de la Vistule est certainement la plus grave de celles qui divisent la Pologne et l'Allemagne ; mais la perte de la Posnanie est aussi pour les Allemands un coup très sensible. Pendant plus d'un siècle ils avaient travaillé à germaniser cette province polonaise. Dans la lutte, il s'est trouvé que les Polonais ont pris quelques-

unes des qualités de leurs vainqueurs : l'esprit d'ordre et d'organisation, le goût du travail, la ténacité dans l'effort. En arrivant dans la province on est surpris du bel état des cultures ; en arrivant dans la ville, de sa propreté et de sa bonne tenue. Les administrations fonctionnent avec exactitude, les institutions sociales sont développées, les méthodes agricoles perfectionnées, tout le pays riche et prospère. Mais il est resté en même temps profondément polonais. La façade allemande imposée par la force est tombée d'un seul coup. On n'entend que le polonais dans ces rues de Posen, où il était interdit de le parler. La haine de l'Allemand est plus forte là que partout ailleurs, et en même temps la sympathie pour la France. La province a gardé jusqu'ici une sorte d'autonomie ; elle a une administration propre, dont le chef siège au conseil des ministres. C'est ce qui lui a permis de décider, au moment le plus critique de la campagne, la création d'une armée posnanienne, obtenue en mobilisant de nouvelles classes ; on comptait mettre ainsi debout trois bonnes divisions. Elles étaient équipées par des contributions volontaires. Les banques populaires, les industriels, les propriétaires donnaient un demi-milliard de marks. Les anciens sous-officiers de l'armée allemande devenaient officiers.

Au sud de la Posnanie commence le territoire plébiscitaire de Silésie. Je ne peux en parler en témoin, ne l'ayant pas visité. On me parle de paysans polonais extrêmement attachés à leur nationalité, et ayant résisté, malgré leur foi religieuse, aux efforts que le clergé a faits pour les germaniser. Les récents incidents de Breslau (probablement un coup de force allemand qui devait accompagner la chute de Varsovie) ont montré combien là aussi la lutte est vive entre Polonais et Allemands.

***

Placée entre deux États dont aucune barrière ne la défend, la Pologne ne peut avoir quelque sécurité qu'en s'assurant solidement l'alliance de l'un d'eux. Sa politique est condamnée soit au système allemand, soit au système russe.

Pendant la guerre de 1914, des Polonais, dont la bonne foi

n'est pas douteuse, mais dont la clairvoyance a été insuffisante, ont cru politique de s'appuyer sur l'Allemagne. Il y a eu en Pologne, comme en Flandre, et avec plus d'excuses, des activistes. Ils parlent peu en ce moment. Il est bien difficile en effet de ne pas voir que si la guerre actuelle paraît se faire entre Polonais et bolcheviks, on trouve derrière les bolcheviks les Allemands, qui sont les véritables ennemis.

Entre la Pologne et l'Allemagne, il y a des motifs de division inexpiables. Au contraire, la Pologne, en lutte contre l'oligarchie bolchevique, combat bien plus pour la Russie que contre elle. Elle pourrait écrire sur ses drapeaux, comme en 1863 : « Pour notre liberté et pour la vôtre. » Les plus sages des hommes d'État polonais entrevoient une paix fondée sur un rapprochement entre les deux grands peuples slaves : la Russie guérie et la Pologne ressuscitée.

HENRY BIDOU

LE MÉNAGE CLAYHANGER[1]

VI

EN FAMILLE

En entrant chez Tantine Hamps, dans King Street, Hilda fut accueillie par une odeur de confiture de prunes en voie de confection. Sur le feu de la cuisine se trouvait la brillante bassine de cuivre consacrée à la manufacture des conserves de tout genre. Des rangées irrégulières de pots en terre et en verre s'étendaient sur la table.

— Elle va descendre, — dit la bonne brusquement.

— Voulez-vous que j'attende dans le salon?

La maison, âgée d'environ soixante-dix ans, occupait une situation respectable dans le meilleur endroit de King Street. Elle avait jadis été occupée par un dentiste d'une certaine importance et possédait un jardin dont Tantine Hamps avait fait un désert. La vieille dame était magnifique, mais sa magnificence se limitait à elle-même. Elle pouvait être d'une générosité sublime et exercer une hospitalité somptueuse, mais seulement dans des occasions particulières. Ses thés, auxquels on trouvait toujours un ananas frais et de grand prix, des gâteaux merveilleux, du saumon en conserve et des cou-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er octobre 1920.

verts d'argent, étaient renommés, mais le niveau général de son train de vie était très médiocre. Ses bonnes qui avaient été nombreuses, encore qu'elle n'en eût jamais eu plus d'une à la fois, n'étaient pas seulement obligées d'être des Méthodistes de la confession de Wesley, d'aller à l'office du dimanche soir et dans la semaine à des conférences d'instruction religieuse pour y confesser leurs péchés et démontrer la puissance du Christ — elles étaient en outre obligées de manger de la graisse au lieu de beurre. Leur maîtresse elle-même en mangeait si le beurre manquait ou augmentait de prix. Elle se considérait comme une ménagère extraordinaire. C'était une martyre de l'idéal que peut concevoir une ménagère. Son existence avait été surtout une lutte sans fin pour tenir la maison propre — pour avancer dans cette besogne. La maison allait toujours être propre et ne l'était jamais en dépit d'un savonnage, d'un encaustiquage, d'un récurage, d'un frottage éternels. Le nettoyage du printemps durait six semaines dans cette maison. Les jours de réception, les efforts dépensés pour obtenir que la bonne fût bien habillée à l'heure du thé étaient désespérés et pas toujours heureux.

Tantine Hamps n'avait aucunement l'instinct du confort ni celui de la beauté. Elle était incapable de s'allonger dans un fauteuil, et elle considérait le linoléum comme une des inventions les plus satisfaisantes des temps modernes. Elle « économisait » ses tapis au moyen de carrés de linoléum qui montraient souvent la corde aux bords et, dans certaines pièces, il y avait plus de linoléum que d'autre chose. Quand il fallait renouveler ses affaires elle n'achetait que du linoléum — à moins que quelque vente de charité au bénéfice d'une chapelle ne la forçât de faire l'acquisition d'un coussin de satin ou d'un écran peint à la main. Tout son ameublement était vieux, décrépit et laid ; il appartenait à la pire époque victorienne, alors que la moindre trace du XVIIIe siècle avait disparu. Sa demeure avait toujours quelque chose de déprimant.

Elle restait déprimante même au milieu des largesses, car alors la profusion des tables faisait ressortir la médiocrité du reste et donnait une impression de malaise. D'ailleurs Mrs Hamps ne savait pas être naturellement hospitalière. Elle ne savait rien être ni rien faire naturellement. Elle ne pou-

vait pas plus se débarrasser de son hypocrisie que de sa propre peau. Elle était absolument impitoyable dans sa façon de recevoir. Et pour la satisfaire il fallait toujours que ses invités mangeassent trop. Elle était tellement décidée à se démontrer à elle-même la générosité de son hospitalité, qu'elle ne laissait jamais quelqu'un tranquille avant de l'avoir bourré à éclater.

Hilda s'assit avec un air sombre dans le salon râpé au milieu d'albums de photographies en maroquin, d'oléographies, de bibelots dans lesquels les perles jouaient une grand rôle, et renifla une forte odeur de confiture. Et dans la violence de sa révolte contre cette éternelle et répugnante idolâtrie du ménage dont Tantine Hamps offrait un exemple classique, elle se jura d'acheter la pire des confitures plutôt que de faire la meilleure, de ne jamais chercher la poussière sous la table, de ne se laisser persuader sous aucun prétexte de s'occuper de son ménage après midi et d'abolir complètement le grand nettoyage du printemps.

Puis Tantine Hamps fit son entrée, dans une toilette noire splendide et pourtant sobre qui lui permettait d'affronter le monde. Sa taille était comme toujours droite et vigoureuse, son œil brillant, son teint admirable, son sourire satisfait et hospitalier. Elle ne se doutait nullement qu'elle était morte ainsi que toute sa génération et qu'Hilda y était pour quelque chose.

— C'est gentil à vous, Hilda. C'est un véritable honneur.

Puis avec un air malin :

— Je fais mes confitures.

— C'est ce que je vois, — dit Hilda, voulant dire que c'était ce qu'elle sentait. — Je suis passée pour tâcher de voir Maggie.

— Maggie est sortie il y a une demi-heure.

Tantine Hamps avait pris une expression mystérieuse. Hilda se demandait : « Qu'est-ce qu'elle me cache? »

— Oh ! ça ne fait rien, — reprit-elle. — Vous sortez, vous aussi, Tantine?

— Comme je regrette de n'avoir pas su que vous veniez, ma chère enfant ! Voulez-vous rester et prendre une tasse de thé?

— Non, non ! je ne veux pas vous retarder.

— Mais ce sera un plaisir pour moi, — protesta la tante avec chaleur.

— Non, non, merci ! Je vais vous accompagner un bout de chemin. De quel côté allez-vous?

Tantine Hamps hésita. Elle se trouvait au pied du mur.

« Qu'est-ce qu'elle me cache? » se demanda encore Hilda.

— A dire vrai, — dit Tantine Hamps, — j'allais faire un tour chez Clara.

— Hé bien, j'irai avec vous, Tantine.

— Oh ! c'est ça, — s'écria-t-elle, presque avec passion. — Je vous en prie ! Je suis sûre que Clara sera ravie.

Elle ajouta sur un ton détaché :

— Maggie y est.

Hilda pensa :

« Évidemment elle n'a pas envie que j'y aille. »

Après que Mrs Hamps eut examiné le contenu de la grande bassine de cuivre et donné à sa bonne les instructions les plus minutieuses, les deux femmmes se mirent en route.

— Je ne serai pas tranquille jusqu'à mon retour, — dit Tantine Hamps. — Si vous n'êtes pas tout le temps derrière les bonnes, elles ne se remuent plus.

Lorsqu'elles franchirent la grille de la maison des Benbow, la porte se trouvait déjà ouverte et Clara tenant par la main Rupert, son plus jeune enfant, se tenait prête à les recevoir avec un sourire. Elle les avait vues arriver évidemment, d'une des « bows-windows ». Ce petit fait, fortifiant dans l'esprit d'Hilda la conviction graduellement formée que les Benbow étaient toujours en train de guetter et que leur vie entière n'était qu'une vaste machination pour tirer quelque avantage d'autrui, elle sentit se ranimer ses préventions contre sa belle-sœur. De plus Clara avait mis une de ses plus belles robes et son regard avait une expression particulière et gênée où il y avait de la confusion et de la ruse. Néanmoins la jolie fragilité de son visage à la peau merveilleuse et sa façon, à la fois virginale et maternelle, de tenir bien fort la main de son enfant réagirent considérablement contre les préventions d'Hilda.

Rupert avait une toilette toute neuve et toute blanche,

toute brodée et ornée de mille petites garnitures fantaisie; il n'avait pas encore eu le temps de se déchirer ni de se salir et sa bavette seule portait une goutte de confiture. Son bras droit dodu se tenait tout droit en l'air pour atteindre à la hauteur immense de la main de sa mère, cette géante protectrice. Son petit corps s'en trouvait tout rejeté à gauche et cela lui donnait un air comique et convaincu. C'était un joli enfant et sérieux aussi, avec une expression qui annonçait un bon caractère. Il avait récemment acquis le don merveilleux de la parole... C'était extraordinaire de constater comment ce cerveau enfantin ajoutait les mots aux mots et les phrases aux phrases, et inventait même (comme s'il n'y en avait pas eu assez) des mots délicieux et de drôles d'expressions qui décrivaient de façon saisissante ! Personne n'eût pu s'étonner qu'il devînt tout de suite le centre des embrassades. Sa grand'-tante le saisit dans ses bras et il permit sans la moindre répugnance à cette dame vénérable d'enfouir son nez dans son visage et son cou.

— Venez par ici, voulez-vous? — dit Clara avec effusion, tout en montrant les salons d'un geste de conspiratrice ; de la salle à manger s'échappaient des bruits confus. — Albert est là. Comme je suis contente que vous soyez venue ! — ajouta-t-elle à l'adresse d'Hilda.

Tantine Hamps murmura dans l'oreille de celle-ci sur un ton d'avertissement :

— C'est l'anniversaire de Bert.

Une quinzaine auparavant Hilda avait entendu des rumeurs concernant l'approche de cet anniversaire — son douzième — ce qui en faisait une importante solennité, mais elle avait eu le grand tort de l'oublier.

— Comme je suis heureuse que vous soyez venue, — répéta Clara dans le salon. — Je craignais que vous ne fussiez froissée. J'ai pensé qu'il valait mieux vous faire entrer ici d'abord pour tout vous expliquer.

— Miséricorde ! — s'écria Tantine Hamps l'interrompant et promenant son regard autour d'elle. — Nous nous mettons bien !

— Est-ce que vous aimez mon nouveau salon? — demanda Clara en rougissant.

Tantine Hamps fit en réponse un des plus gros mensonges de sa carrière. Elle dit avec enthousiasme qu'elle aimait en toute vérité le nouvel ameublement. Celui-ci était une preuve, pour Tantine Hamps, que le monde ne veut jamais se tenir tranquille. Il ignorait complétement tous les vieux idéals de l'époque victorienne. Il semblait fait de bois de rose avec une marqueterie couleur saumon qui se terminait en entrelacs et en nœuds. Mais il y avait aussi une forte proportion de blanc, car le ripolin venait de s'introduire à Bursley et allait devenir une rage. Parmi les meubles se trouvait un escabeau de laitière à trois pieds en sapin ripoliné et orné de nœuds couleur saumon imitant le satin. Le monde venait d'être frappé par ce qu'il y avait d'original à mettre un escabeau de laitière dans un salon ; cette bizarrerie exerçait une formidable attraction sur la plupart des gens. Il n'y avait guère de maîtresse de maison qui, en voyant un dans le salon d'une amie, ne décidât d'en avoir un dans le sien et ne prît des mesures en conséquence. Clara se trouvait parmi les premières à en posséder. Elle était un des pionniers de la mode. Dix ou cinq ans auparavant elle s'était emparée de l'adjectif « esthétique » et l'employait comme un terme de mépris avec une idée vague de ce qu'il signifiait. Maintenant — tel est l'effet miraculeux du temps — elle se trouvait prise dans le mouvement qui avait fini par s'étendre jusqu'aux Cinq Villes. Elle s'était convertie, était devenue captive volontaire et rien ne pouvait surpasser son mépris pour ce qu'elle avait jadis exclusivement admiré. Dans cette maison respectable qui appartenait à la pleine époque victorienne, les idées nouvelles et ce qu'elles comportaient de brillant, de frais, d'excentrique, de fragile, d'éphémère avaient pénétré et intimidaient Tantine Hamps elle-même.

Hilda fit poliment des éloges, mais du bout des lèvres. Livrée à elle-même elle n'eût pas été hostile au goût du jour, ou du moins à ses productions plus raffinées et plus coûteuses, mais l'influence d'Edwin lui avait appris à les mépriser. Le goût d'Edwin en ameublement, qu'il avait hérité des Orgreave, négligeait le moderne et remontait même au delà de la plus ancienne époque victorienne. Néanmoins ce qui rebutait Hilda dans le salon de Clara n'était point son style

ni son ripolin, ni ses fioritures ni la qualité évidemment inférieure de son vernis, mais simplement le fait qu'il avait été mis en montre dans la vitrine de Nixon, le marchand de meubles, avec une étiquette indiquant le prix. Hilda n'aimait pas cela. Assise dans ce salon, elle éprouvait l'illusion de se trouver dans le magasin de Nixon. De plus celui-ci avait maintenant installé dans sa vitrine un autre ameublement de salon exactement semblable à celui de Clara. Il semblait extraordinaire à Hilda que sa belle-sœur ne rougît pas de la publicité faite à son mobilier ni de ce qu'il fût ainsi entièrement reproduit. Mais il n'en était rien. Au contraire, elle semblait tirer une satisfaction mystérieuse du fait même que des mobiliers exactement semblables au sien étaient rencontrés ou allaient l'être dans d'innombrables salons. Elle s'inquiétait peu d'ailleurs que le prix de son salon fût de notoriété publique.

— Asseyez-vous, je vous en prie, — dit-elle avec trop d'insistance.

Elle était tellement préccupée que l'indifférence d'Hilda à l'égard de sa nouvelle acquisition lui échappait.

Toutes les trois s'assirent, mettant dans leurs mouvements une élégance qui s'harmonisait avec celle du joli salon, et Rupert s'appuya avec lassitude contre la belle robe de sa mère.

— Je suis bien contente que vous soyez venue, — répéta celle-ci à Hilda avec un sourire d'une douceur écœurante. — Je voulais tant vous expliquer comment il se fait que nous n'ayons pas invité George. J'avais peur que vous ne fussiez froissée.

— Quelle idée ! — murmura Hilda, aussi naturellement que cela lui fut possible.

Ses narines frémissaient comme si elle se fût trouvée mal à l'aise dans cette atmosphère de petites brouilles et de malentendus que Clara respirait avec tant de délices. Elle se mit à rire pour rassurer Clara et aussi parce qu'elle se réjouissait de penser que depuis des jours Clara se la représentait comme en train de se demander avec chagrin pourquoi aucune invitation ne parvenait à George, alors qu'en réalité elle n'avait pas un instant songé à cet anniversaire.

Elle regretta de n'avoir pas de cadeau pour Bert, mais décida de lui donner une demi-couronne pour son livret de caisse d'épargne, dont elle avait entendu beaucoup parler.

— A vrai dire, — dit Clara se lançant dans des explications, — nous avons eu beaucoup d'ennuis avec Bert. Albert a été très tourmenté. Ce n'est qu'avant-hier qu'il a pu lui faire dire la vérité sur ce qui s'était passé le soir de votre réception, Hilda, quand il s'était sauvé après s'être couché. Albert lui a dit : « Je ne vous fouetterai pas et je ne vous mettrai pas au pain sec. Mais si vous ne me dites pas ce que vous avez fait ce soir-là, il n'y aura pas d'anniversaire et pas de fête pour l'anniversaire, voilà tout. » Aussi Bert a fini par céder. Et savez-vous ce qu'il avait fait? Il avait fait des prières publiques avec votre George et ce petit Clowes qui habite à côté de chez vous. Est-ce que vous étiez au courant?

Hilda secoua bravement la tête. Officiellement elle ne savait rien.

— Mais c'est inouï, une chose pareille, — s'écria Tantine Hamps.

— Oui, — continua Clara, après avoir repris haleine. — Et, d'après Bert, ils demandèrent un canif pour votre George et le canif arriva. Puis ils demandèrent une bicyclette pour notre Bert, mais elle n'arriva pas, et Bert et George eurent une terrible dispute et George donna le canif à Bert, le força de l'acepter et lui dit qu'il ne lui parlerait jamais plus de sa vie. Albert avait d'abord envie de corriger Bert pour lui avoir menti et manqué de respect, mais à la fin il en vint à la conclusion que Bert, dans tous les cas, disait ce qu'il croyait être la vérité... Et ce petit Clowes est si jeune ! Bert voulait naturellement qu'on célébrât son anniversaire, mais il nous pria, nous supplia de ne pas inviter George. Aussi avons-nous fini par décider qu'il valait mieux lui céder. Voilà toute l'histoire. Ainsi George ne vous a rien dit?

— Pas un mot, — répondit Hilda.

— Et ce petit Clowes est si jeune ! — répéta Clara.

Elle alla soudain prendre un canif sur la cheminée et l'offrit à Hilda.

— Voilà le canif. Bien entendu, Albert le lui a pris.

— Pourquoi? — demanda naïvement Hilda.

Mais Clara flaira quelque satire et l'écarta d'un regard.

— Ce n'est pas le canif d'Edwin, je suppose? — demanda-t-elle d'un ton sévère.

— Non, je ne l'ai jamais vu. Pourquoi?

— Nous pensions qu'Edwin aurait pu entendre les enfants et leur aurait jeté un canif par-dessus le mur. Ç'aurait été bien de lui !

— Oh ! non.

Cette dissimulée d'Hilda sembla chasser bien loin la possibilité d'une chose pareille.

— Je suis bien sûre qu'il n'en a rien fait, — dit-elle.

Puis elle ajouta malicieusement en tendant le canif à Clara :

— Je croyais que vous autres aviez confiance dans l'efficacité de la prière.

Clara ne lui pardonna jamais ces simples mots.

L'instant d'après, ayant restitué le canif magique à la cheminée et pris possession de son bébé, elle montra le chemin de la salle à manger.

— Venez, Ruppy, mon chéri, — dit-elle.

« Ruppy ». Hilda s'amusa intérieurement à l'imiter, se moquant de l'absurdité de ce diminutif.

— Si vous me demandez mon opinion, — dit Tantine Hamps, décidée à sauver l'honneur de la famille, — c'est ce petit gamin de Clowes qui est responsable de ce qui s'est passé. J'y ai pensé depuis que vous m'avez raconté l'histoire hier soir, Clara, et je suis presque sûre que ce doit être la faute de ce petit gamin de Clowes.

Elle était magnifique. Ce n'était plus une ménagère préoccupée par sa confiture, mais une figure grandiose qui se détachait sur le monde symbolique et à qui était échu le devoir de sauver les apparences pour le bien de l'humanité tout entière.

Bert, portant lunettes, était assis au haut bout de la table et à l'autre bout se trouvait sa Tantine Maggie ayant en face d'elle un plateau de thé. Des deux côtés de la table se trouvaient ses sœurs, la mince Clara, la grosse Amy et la petite Lucy — la première presque de l'âge de Bert — et son père. Deux assiettes parsemées de miettes montraient que sa

mère et Rupert avaient quitté le repas pour aller accueillir les nouvelles arrivantes. La salle à manger était presque pleine ; elle avait une odeur de thé, de gâteaux et d'enfants.

— Hé bien, nous voilà, — dit Clara, entrant gaîment avec ses invitées et Rupert. — Ça va bien, vous autres?

Elle jeta à Albert un regard qui signifiait : « J'ai tout expliqué, mais Hilda est une bien drôle de créature. »

— Numéro un, — répondit Albert. — Allo, toutes les tantines !

— Albert a quitté l'usine de bonne heure exprès, — dit Clara pour expliquer la présence de son mari.

C'était un homme heureux. A peine adolescent, il s'était adonné aux Écoles du Dimanche comme certains jeunes gens s'adonnent au vice. Il aimait à exercer son autorité sur les enfants et l'expérience lui avait enseigné les principaux trucs à employer avec eux. Sous une apparence de bienveillante autocratie, il savait maintenir une discipline impitoyable. Il n'éprouvait aucune honte à être laissé à la surveillance d'une tablée d'enfants pendant que sa femme allait prendre part à une entrevue diplomatique. En même temps, il avait son orgueil. Ainsi il ne voulut exprimer aucune surprise, ni même aucun plaisir de la présence d'Hilda, sa théorie étant que cette présence devait être acceptée comme toute naturelle. Il était d'ailleurs préoccupé par ses fonctions de chef de table et ne s'en cachait pas. Il serra la main des dames d'une façon négligente qui semblait dire : « En ce moment ce qui importe par-dessus tout c'est ce thé d'anniversaire. Je le dirige très bien. Glissez-vous, sans attirer l'attention, aux places qui vous sont assignées et laissez-moi continuer ma direction. »

Il veilla néanmoins à ce que tous les enfants se levassent poliment pour saluer suivant les règles. Il ne les quittait pas du regard. Il attachait de l'importance à chacun de leurs petits actes dans toutes leurs séries de petits actes. Lorsqu'il découpait le gâteau il avait l'air d'annoncer au monde : « Voici un beau gâteau. J'ai soigneusement pesé ses mérites et maman en a fait autant. Nous sommes en toute vérité arrivés à une conclusion bien définie et favorable qui est que ce gâteau est un beau gâteau. Je vais maintenant le découper. Cette opération est importante. Regardez-moi découper et

puis distribuer les parts. La sagesse et la justice vont présider à cette distribution. » Même lorsqu'il passait le sel, il avait l'air de passer l'extrême-onction.

La première allusion aux cadeaux vint de Tantine Hamps, qui remarqua avec enthousiasme que Bert avait l'air d'un vrai petit homme avec ses belles lunettes neuves. Bert, rouge, sombre, fier pourtant et surtout mal à l'aise, se sentit encore plus gêné en entendant cette remarque. L'oculiste lui avait ordonné de porter des lunettes et ses parents avaient eu la dureté de lui offrir ses premières comme cadeau d'anniversaire. Ils avaient tellement insisté sur la beauté et l'originalité de leur idée, que Bert lui-même en était presque venu à croire que recevoir une paire de lunettes comme cadeau d'anniversaire constitue un grand événement dans la vie d'un petit garçon. Il portait maintenant ses lunettes pour la première fois. Dans l'ensemble, les idées sombres l'emportaient sur l'orgueil à en juger par son attitude, et son âme mystérieuse, qui avait dérouté son père pendant une semaine, se montrait parfois furtivement à travers ces lunettes et critiquait amèrement cette institution des parents. Il mangeait avec zèle. Tantine Hamps se penchant sur lui abattit bientôt un demi-souverain sur son assiette poisseuse. Tout le monde fit semblant d'être stupéfait de tant de générosité, bien que personne parmi ceux qui avaient quelque titre à prophétiser ne se fût attendu à moins. Presque au moment où l'or fit entendre son tintement sur l'assiette, Clara dit :

— Qu'est-ce qu'on dit à présent?

Mais Albert dit avec une bienveillance de connaisseur :

— Laissez-le tranquille, maman ; il le dira très bien.

— J'en suis sûre, — convint sa mère.

Et Bert le dit, en rougissant et en tripotant nerveusement sa pièce. Et Tantine Hamps demeurait sur sa chaise, semblable à une déesse antique, sereine, superbe, moralement immense. Et même ses ongles sales et abîmés n'enlevaient rien à son aspect grandiose. Elle avait beau nourrir ses domestiques avec de la graisse, elle savait quand il le fallait jeter aussi bien que n'importe qui les demi-souverains.

Alors, ouvrant son porte-monnaie, Hilda ajouta cinq shillings au milieu d'exclamations admiratives sincères et insin-

cères. A côté de l'or de Tantine Hamps, les deux demi-couronnes faisaient pauvre effet, et Hilda, en conséquence, continuant ses largesses, dit :

— Ça, c'est de la part d'oncle Edwin. Et voici, — elle ajouta un florin et trois shillings au trésor, — de la part de Tantine Hilda.

Elle s'exprimait à peu près comme les autres et elle s'en voulait de céder ainsi à l'influence du milieu Benbow, mais elle ne pouvait s'en empêcher ; cette influence envahissante conquérait tout le monde. Elle se sentait gênée. Et la gêne de Bert fut augmentée à son tour tandis que les exclamations augmentaient de force et de sincérité. Bien qu'il connût à cette heure le mélancolique orgueil que donnent les grands biens, il savait parfaitement que cet argent n'aurait pour lui aucune valeur réelle. Les cadeaux qu'on lui avait faits et qui étaient tous des cadeaux utiles (sauf un bouquet de fleurs offert par Rupert) n'avaient à son point de vue aucune utilité. Ainsi cette jeune et élégante Clara lui avait, sur les conseils de ses parents, donné un peigne. Si tous les peignes du monde avaient été victimes d'une destruction soudaine, Bert ne les aurait pas regrettés — il en aurait même été enchanté. Et en ce qui concernait ses lunettes, il eût préféré la perspective de devenir aveugle en pleine vie à l'obligation de les porter. Comment s'étonner que son père n'eût pas sondé l'esprit de cette étrange créature?

Albert considérait avec transport le beau spectacle offert par l'assiette. Elle lui rappelait agréablement celle qui servait aux collectes après le sermon prononcé à l'occasion des anniversaires des Écoles du Dimanche. Au bout d'un instant la conversation aborda le chapitre des livrets de Caisse d'épargne. Chaque enfant en avait un et leurs richesses étaient stupéfiantes. Rupert lui-même recevait l'intérêt à deux et demi pour cent de six livres et dix shillings. Grâce à leur esprit d'économie, les autres enfants avaient acquis des sommes qu'on pouvait mentionner avec satisfaction même devant la brillante épouse du membre le plus riche de la famille. La petite Clara était la plus avancée de toutes.

— C'est moi qui ai le plus, n'est-ce pas, papa? — dit-elle avec complaisance. — J'ai plus que Bert.

Personne ne paraissait comprendre comment il se faisait qu'elle eût dépassé Bert qui avait eu plus d'anniversaires et plus de Christmas. L'infériorité de son aîné ne pouvait être attribuée à sa dissipation ni à son imprévoyance, car aucun enfant n'avait la permission de dépenser un centime. La Caisse d'épargne dévorait tout et ne restituait jamais rien. Néanmoins Bert était maintenant en train de monter, et sa mère l'exhorta à faire de son mieux à l'avenir. Puis elle prit l'argent de l'assiette et promit à Bert, comme partie de plaisir, de l'emmener avec elle le lendemain au bureau de poste pour y enterrer ledit argent.

— Pouvons-nous aller jouer au jardin, papa, maintenant? — demanda-t-il.

Albert regarda sa femme.

— Oui, il me semble, — répondit celle-ci. — Allez jouer gentiment.

Ils se levèrent tous.

— Allons, doucement, doucement, — avertit Albert.

Et ils s'en allèrent doucement, chacun à sa manière. Et Albert poussa un soupir comme soulagé d'un grand poids.

— Est-ce que vous avez fini vos reines-Claude, Tantine? — demanda Clara après le silence qui suivit et au cours duquel les grandes personnes s'habituèrent à l'absence des enfants.

Et ce fut Maggie qui répondit avec quelque vivacité :

— Non. Elle les a abandonnées au bon plaisir de cette Maria. Elle n'a pas voulu me laisser rester et elle n'a pas voulu rester elle-même.

C'étaient presque les premières paroles (si on laisse de côté quelques murmures concernant les tasses de thé, les quantités de sucre et de lait, etc.) que la taciturne Maggie eût prononcées depuis l'arrivée d'Hilda. Elle n'était pas maussade, mais parlait comme un être capable de s'enthousiasmer pour un idéal et de se rebiffer pour la défense de celui-ci. A ses yeux, il était scandaleux que la confiture de reines-Claude fût compromise par des plaisirs mondains et il devint brusquement évident qu'elle et sa tante s'étaient trouvées en désaccord sur ce sujet.

Mrs Hamps dit carrément et avec défi, avec grandeur :

— Par exemple, je n'aurais jamais permis qu'aucune confiture vînt se mettre à la traverse du douzième anniversaire de l'aîné d'un de mes petits-neveux !

— Bravo, bravo ! — s'écria Hilda qui, un instant, se prit à aimer cette terrible femme.

Mais la douce Maggie resta inflexible.

Clara, qui savait que chez elle les plus petits symptômes avaient une importance énorme, changea aussitôt de sujet. Albert alla à la fenêtre de derrière, d'où, en se tordant le cou, il pouvait apercevoir un coin du jardin.

Clara dit en souriant :

— J'ai appris que vous alliez avoir des soirées musicales, Hilda... le dimanche soir.

Il y avait dans le ton de Clara du dénigrement et de la moquerie. Elle prononça les mots « soirée musicale » avec une emphase étrange et méprisante, comme si une soirée musicale eût signifié non seulement quelque chose de coupable, mais aussi de prétentieux, de nouveau et d'absurde. Il y avait cependant de l'envie aussi.

Hilda fut stupéfaite.

— Ah ! qui vous l'a dit?

— Vous ne le saurez pas ! On me l'a dit, — fit Clara mystérieusement.

Hilda se demanda d'où les Benbow, à qui rien ne semblait pouvoir être caché, avaient tiré ce petit renseignement. En vertu d'un accord tacite ni elle ni Edwin n'avait parlé à personne de ces soirées, sauf aux Orgreave qui, seuls avec Tertius Ingpen et un ou deux autres intimes, avaient été ou allaient être invités à la première. Les Orgreave et les Benbow n'avaient guère de relations.

— Nous aurons un peu de musique dimanche soir, — dit Hilda en personne qui s'excuse.

Elle se méprisait intérieurement d'avoir ainsi l'air de s'excuser. Pourquoi s'abaisser devant ces créatures inférieures? Mais elle ne pouvait s'en empêcher ; l'opinion publique de cette salle à manger était trop forte pour elle. Même elle ajouta :

— Nous espérons que la vieille Mrs Orgreave viendra. Ce sera la première fois qu'elle sortira depuis bien longtemps.

Hilda mettait en avant le nom de Mrs Orgreave dans l'espoir de leur imposer et de leur fermer la bouche.

Mais aucun nom ne pouvait impressionner Mrs Hamps. Elle sourit avec bonté. Elle était pleine de respect pour les caprices d'autrui et s'exprima sur un ton exceptionnellement poli, mais tout ce qu'elle put dire fut :

— Je le regrette... je le regrette.

Ce jugement était sans appel. Tantine Hamps était presque aussi émue par cette profanation du dimanche que Maggie l'avait été par sa façon cavalière de traiter la confiture. Autrefois elle en aurait dit beaucoup plus — de même que, pendant le thé de l'anniversaire, elle aurait ponctué ses bouchées par des dissertations sur l'excellence de ses parents et par des exhortations morales à son adresse — mais elle se faisait vieille et se calmait, et « je le regrette... je le regrette » prenait une grande signification.

Hilda s'attrista. Elle était dégoûtée, indignée, de mauvaise humeur. L'abîme qui la séparait ainsi qu'Edwin du reste de la famille était énorme. Il suffisait pour s'en rendre compte de constater qu'ils n'avaient jamais eu un instant l'idée d'inviter à leur soirée musicale qui que ce fût de la famille et que celle-ci n'avait jamais songé à leur invitation. Assise dans cette salle à manger à l'atmosphère étouffante, entourée d'hostilité et d'incompréhension, elle éprouvait une sensation d'irréalité ou tout au moins de grande erreur. Pourquoi était-elle ici ? N'était-elle pas rattachée par des liens intimes à un homme qui se trouvait à ce moment même en prison? (Elle eut une terrible vision de cet homme en prison, alors qu'elle était assise au milieu de Maggie, de Clara, de Tantine Hamps !) N'était-elle pas la mère d'un enfant illégitime? Qu'elle fût une victime ou non, qu'elle fût innocente ou coupable, elle, invitée à célébrer l'anniversaire si éminemment légitime de Bert, était la mère d'un enfant illégitime. C'était incroyable ! Elle n'aurait jamais dû se marier dans le milieu Clayhanger, jamais revenir dans ce coin provincial et cancanier. Tous ces gens étaient ses ennemis parce qu'elle représentait le luxe, la richesse, la splendeur mondaine de la famille, parce que son enfant illégitime avait induit l'héritier des Benbow à commettre une sottise sacrilège, parce qu'elle-même

avait induit le faible Edwin à abandonner sa chapelle et à profaner le Sabbat et enfin encore parce qu'elle, qui ne possédait pas un penny, était entrée dans la famille pour en représenter le luxe, la richesse et la splendeur mondaine. Et tout ce que la famille reprochait à Edwin lui était aussi reproché à elle. Jadis, à l'époque où il était garçon et n'avait aucun espoir d'épouser Hilda, Edwin avait empêché son père, alors tombé en enfance, de prêter mille livres à Albert sans aucune garantie. Cette intervention était impardonnable et on ne la pardonnerait pas à Hilda.

Au bout d'un instant, Rupert entra en courant et sans dire un mot grimpa sur les genoux de sa mère, avec une confiance absolue dans sa bonté et dans son pouvoir à lui.

— Qu'est-ce qui ne va pas, mon petit homme? — demanda son père.

— Fatigué, — répondit Rupert avec un petit sourire adorable.

Il se serra contre la poitrine de sa mère en levant ses genoux. Clara le prit dans ses bras et lui parla à l'oreille. Puis presque aussitôt il s'endormit. Clara penchant la tête atteignit sa joue avec quelque difficulté et l'embrassa. Puis elle le regarda dormir sur son sein en souriant. Elle était heureuse. L'enfant était heureux aussi. Sa figure rouge était délicieusement attendrissante avec son expression d'affection et d'innocence. Le visage de Clara respirait la fierté et la tendresse. Tout le monde regardait ce tableau avec un plaisir secret et profond. Hilda souhaita que George eût encore deux ans et demi. Son enfance et les premières années de maternité d'Hilda avaient été bien différentes de ce qu'elle avait sous les yeux... Elle devint jalouse... Et pourtant une minute auparavant elle exécrait la vie de famille des Benbow. La complexité de l'étoffe dont est faite l'existence était déconcertante.

— Et comment va le grand homme? — demanda Albert.

Cette expression que lui et Clara employaient de plus en plus trahissait non seulement sa jalousie mais son respect pour le chef de la famille. Hilda ne l'aimait pas, mais elle en était flattée pour Edwin et elle ne montrait jamais qu'elle fût froissée de l'état d'esprit qu'elle révélait.

— Edwin? Oh, il va bien. Il travaille. — Elle prononça le pronom « il » avec une légère emphase pour marquer, dans un esprit de vengeance, le contraste qui existait entre l'activité laborieuse d'Edwin et la présence d'Albert à une fête enfantine pendant les heures de travail. — Il m'a dit en partant qu'il lui fallait aller gagner des sous pour payer le loyer de Maggie.

Elle se mit à rire doucement.

Clara sourit avec réserve ; Maggie sourit aussi et rougit un peu; Albert ne se compromit pas; seule Tantine Hamps donna libre cours à son hilarité.

— Edwin aime à plaisanter, — dit-elle.

Bien qu'Hilda se fût mise audacieusement en route cet après-midi avec l'intention expresse d'entamer de sa propre initiative des négociations avec Maggie, en vue de l'achat de sa maison, elle n'avait certainement pas eu l'intention de discuter l'affaire devant toute la famille réunie. Mais elle eut une de ces impulsions subites qui étaient caractéristiques de sa nature et elle s'y abandonna avec son mélange habituel d'allégresse et d'appréhension. Elle dit :

— Je ne pense pas qu'il vous plairait de nous vendre votre maison, hein, Maggie?

Tout le monde devint attentif, et comme il était évident qu'on était en train d'assister à la naissance d'un épisode ou d'un incident de l'histoire de la famille, un sentiment particulier d'agréable impatience se répandit dans la pièce et chacun sentit s'aiguiser son appétit de cancans.

— Mais si, certainement ! — répondit Maggie dont la rougeur s'accentua. Et tout le monde fut étonné du caractère décidé et de l'ardeur de la réponse. — Je n'ai jamais voulu cette maison. Mais on a décidé que je l'aurais et c'est pour cela que je l'ai prise.

La victime longtemps silencieuse parlait à la fin. L'argent ne lui était d'aucune utilité, car elle était incapable d'en tirer du bonheur, mais elle avait néanmoins ses idées à elle sur les questions financières et les propriétés. Et, bien qu'en de telles matières elle fît ce qu'on lui disait et acceptât docilement les décisions de son frère ou de son beau-frère comme autant de décrets du destin, elle se rendait pourtant compte

de sa condition de victime. L'assemblée fut surprise et même un peu intimidée par cette modeste sortie.

— Mais vous avez un très bon locataire, Maggie, — dit Tantine Hamps avec enthousiasme.

— Elle a un bon locataire, c'est entendu, — dit Albert sur un ton d'arbitre et presque sévère. — Mais elle n'aura jamais de difficulté à trouver un bon locataire pour cette maison. La question n'est pas là. La question est que ce placement n'est réellement pas avantageux. Maggie pourrait faire beaucoup mieux. Beaucoup mieux. Voyons, si elle savait s'arranger elle pourrait tirer dix pour cent de son argent ! Je connais des placements... Je parierais qu'elle n'a pas trois et demi pour cent net avec cette maison. Pas trois et demi.

Il regarda Hilda avec reproche.

— Est-ce que vous voulez dire que le loyer est trop faible? — demanda-t-elle hardiment.

Il hésita, perdant courage.

— Je ne dis pas qu'il soit trop bas. Mais Maggie a peut-être pris la maison pour plus qu'elle ne valait.

Maggie leva les yeux vers son beau-frère.

— Et à qui la faute? — demanda-t-elle sèchement.

La surprise générale se trouva intensifiée. Personne ne pouvait comprendre Maggie. Personne n'avait le bon esprit de comprendre qu'elle avait été réellement vexée par la négligence de Tantine Hamps à l'égard de la confiture et qu'elle était pour un moment capable d'aigreur.

— A qui la faute? — répéta-t-elle. — Vous, Clara et Edwin avez tout arrangé entre vous. Vous-même vous avez dit et redit que c'était là une très bonne estimation.

— Je le croyais à ce moment-là ! Je le croyais à ce moment-là, — répondit-il vivement. — Nous avons tous fait pour le mieux.

— J'en suis bien, sûre, — murmura Tantine Hamps.

— Je crois bien, certes ! — murmura Clara essayant de déguiser sa gêne en s'occupant du somnolent Rupert.

— Alors Edwin songe à acheter la maison? — demanda Albert tranquillement, avec une laborieuse indifférence.

— Nous en avons parlé, — répondit Hilda.

— Parce que, s'il en est ainsi, il faut qu'il achète la maison

au prix où Maggie l'a reçue. Elle ne doit pas perdre dessus Ce n'est que justice.

— Je suis bien sûre qu'Edwin ne fera rien qui ne soit juste, — dit Tantine Hamps.

Hilda ne fit pas de réponse. Elle avait déjà entendu cet argument dans la bouche d'Edwin, et Albert lui semblait en ce moment plus dénué d'intérêt et d'habitude que de principes. Sa raison admettait la force de cet argument en ce qui concernait Maggie, mais son instinct se refusait à l'admettre.

Néanmoins elle se sentit une sympathie soudaine pour Maggie, et ses préjugés contre elle perdirent de leur force.

— Est-ce que nous ne ferions pas bien de partir, Tantine? — demanda Maggie brusquement sur un ton de reproche. Vous savez que cette confiture court grand risque d'être perdue.

— Oui, je le crois, — approuva Tantine Hamps avec un sourire ; et elle se leva.

« Je vais pouvoir exécuter mon plan », se dit Hilda pleine du sentiment de sa sagesse et de son triomphe. Et elle vit en imagination Edwin propriétaire de la maison, avec son aventureux projet de lithographie ruiné. Et elle se réjouit en songeant à la sagacité avec laquelle elle avait su défendre ceux qu'elle aimait.

Au même instant, comme Albert se remettait à bavarder, la porte s'ouvrit et Edwin entra. Il avait aperçu les enfants dans le jardin et avait pénétré dans la maison par le derrière. Il y eut des cris de stupéfaction et de joie. Albert et Clara étaient évidemment tous les deux stupéfaits et flattés. Même plusieurs secondes s'écoulèrent avant qu'Albert pût donner à son visage l'expression de rigueur, sombre et indifférente. Tantine Hamps, après s'être réjouie, se rassit. Maggie ne témoigna d'aucune émotion et ne voulut pas se rasseoir. Hilda éprouva une inquiétude sérieuse. Elle fut obligée de se persuader qu'en ouvrant ainsi des négociations pour l'achat de la maison elle n'avait pas commis une énormité. Elle se sentit moins avisée et moins assurée. Qui eût révé qu'Edwin pût survenir ainsi? Il était notoire, au point d'en devenir un sujet de récrimination, qu'il ne faisait jamais de visites impromptues. Comme on lui demandait la raison de sa pré-

sence, il répondit en balbutiant et avec ses hésitations ordinaires qu'il se trouvait par hasard avoir affaire dans le voisinage et qu'il lui était venu à l'esprit de... etc., etc. En un mot, il était là.

— Est-ce que vous ne venez pas, Tantine? — demanda Maggie.

— Laissez-moi regarder un peu Edwin, mon enfant! — répondit celle-ci agacée. — Comme vous êtes obstinée!

— Alors je vais m'en aller seule.

— Oui. Mais que décidons-nous pour cette maison? — demanda Albert essayant de l'arrêter.

Il ne put y réussir. L'argent, les maisons, les loyers, rien de tout cela n'existait à ses yeux. Elle avait ces choses-là sans les posséder. Mais la confiture en danger était pour elle une réalité. Elle ne l'avait pas seulement, elle la possédait. Elle partit.

— Qu'est-ce qu'elle a donc aujourd'hui? — murmura Mrs Hamps. — Il faut que je m'en aille aussi ou j'attraperai sa maladie, sur ma parole!

— Quelle maison? — demanda Edwin.

— Ah çà, — dit Albert, — je vous admire. Est-ce que vous n'êtes pas en train d'essayer de lui acheter sa maison? Nous venons de discuter la chose.

Edwin jeta sur Hilda un coup d'œil rapide, et elle comprit à voir sur son visage une expression particulière de gêne et presque de honte qu'il était extrêmement ennuyé. Il eut un petit rire nerveux :

— Oh, vraiment? — murmura-t-il.

Bien qu'il discutât dans le plus grand calme avec Albert l'achat de la maison et parût regarder l'affaire comme pratiquement réglée, Hilda put s'apercevoir à un simple geste qu'il fit dans le vestibule au moment de partir que son ressentiment contre elle n'avait pas été diminué par la tranquillité de la conversation. Néanmoins elle fut grandement surprise par l'éclat qu'il fit dans la rue.

— C'est bien dommage que Maggie soit partie ainsi, — dit-elle simplement, — vous auriez pu tout arranger tout de suite.

Ce fut alors qu'il se tourna vers elle, menaçant et furieux.

— Pourquoi, fichtre ! avez-vous été parler de ce'a sans m'avertir? — demanda-t-il.

— Mais, mon chéri, il était entendu...

Elle sourit, affectant de ne pas s'apercevoir de sa colère et par là même l'augmentant.

Il répondit, criant presque :

— Pas du tout ! Pas du tout !

— Maggie était là. Je lui en ai dit un mot, par hasard.

Elle était encore très placide.

— Vous êtes allée là exprès pour lui en parler ; ce n'est donc pas la peine de nier. Est-ce que vous me prenez pour un imbécile?

Hilda resta imperturbable.

— Bien sûr, je ne vous prends pas pour un imbécile, mon chéri. Je vous assure que je n'avais pas la moindre idée que vous seriez ennuyé.

— Si. J'ai pu le voir à votre figure quand je suis entré. N'essayez pas de m'en faire accroire. Vous vous jetez tête baissée dans les affaires sans avoir la moindre idée des difficultés, pas la moindre idée ! Je vous l'ai déjà dit et je vous le répète, je ne veux pas que vous vous mêliez de mes affaires. Vous n'y entendez rien. Vous me rendrez la vie impossible. Vous autres femmes, vous êtes toutes les mêmes. Il faut que vous fourriez votre nez partout. Je veux que nous réglions une fois pour toutes un ou deux points, entre vous et moi, avant que nous allions plus loin.

— Mais vous m'avez dit que je pouvais lui en parler.

— Non, ce n'est pas vrai.

— Si, Edwin. Soyez juste.

— Je n'ai pas dit que vous pouviez aller vous lancer là dedans tout de suite. Ces choses-là doivent être mûrement pesées. On n'achète pas des maisons comme cela. Une maison n'est pas une livre de thé, ni un chapeau.

— Je regrette beaucoup.

— Non, vous ne regrettez rien. Et vous le savez fichtrement bien. Votre idée était simplement de m'engager sans retour.

Elle savait qu'il disait la vérité et son sourire devint étrange. Néanmoins le calme aimable qu'elle conservait

l'étonnait elle-même. Elle n'était pas heureuse, mais n'était certainement pas malheureuse. Elle avait obtenu ou allait obtenir ce qu'elle voulait et c'était là tout ce qu'il y avait d'important pour elle. Les moyens qu'elle avait employés devenaient maintenant une considération négligeable. Il lui en coûtait très peu de se montrer magnanime. Edwin l'étonnait. Cette sorte de brute furieuse était-elle le même être que le jouvenceau timide qui l'avait adorée et si merveilleusement embrassée, il y avait une douzaine d'années — avant qu'elle fût tombée entre les mains d'un misérable? Est-ce que ces scènes représentaient le niveau actuel où était descendu le délicieux roman du mariage?... Et puis quoi, après tout, s'il en était ainsi? Si elle n'était pas heureuse, elle vivait du moins intensément. Elle avait d'ailleurs de la philosophie et ce sens effrayant de la réalité que possède parfois son sexe. Elle était sortie de la maison Benbow ; elle respirait librement ; elle avait triomphé et elle avait son homme à elle seule. Il se pouvait qu'il fût une brute, mais il existait et leur amour existait.

D'ailleurs elle ne le considérait réellement pas comme une brute. Elle le tenait pour une créature déraisonnable, assez semblable à un bébé, auquel il fallait céder sur tous les points secondaires dans une question qui venait d'être réglée essentiellement en sa faveur à elle. Le reproche qu'il lui adressait de se jeter tête baissée dans les difficultés et de ne rien entendre aux affaires l'amusait. Elle savait très bien ce qu'elle faisait, et même profondément. La situation actuelle en était la preuve. Les principes abstraits des affaires, leurs conventions et leur étiquette n'obtenaient d'elle qu'un sourire condescendant. Après tout qu'avait-elle fait pour mériter cette rage? Rien ! Rien ! Qu'importait que les négociations fussent entamées tout de suite ou dans une semaine ou un mois? (Edwin aurait probablement atermoyé pendant trois ou six mois). Elle s'était contentée de prononcer quelques paroles inoffensives, d'émettre une idée. Et maintenant il voulait la mettre en pièces et la manger vive !

C'était comique ! Il lui était impossible, dans son triomphe, de se fâcher ! C'était trop comique ! Elle avait épousé un extraordinaire personnage... Mais elle l'avait épousé. Il était

à elle. Elle exultait de le posséder. Ses absurdités ne diminuaient pas l'estime qu'elle avait pour lui. Elle appréciait parfaitement tout ce qu'il y avait de bien en lui, y compris la sagesse qu'il possédait d'une façon générale. Mais elle était convaincue que sa sagesse à elle était spéciale, différente et supérieure.

— Et vous avez mis Maggie dans de beaux draps ! — s'écria de nouveau Edwin après avoir marché quelque temps en silence.

— Mis Maggie dans de beaux draps ! — demanda-t-elle d'un ton léger.

— Albert n'aurait jamais dû rien savoir avant que tout fût arrangé. Il va lui raconter des tas d'histoires sur la façon dont il pourrait placer son argent et une fois qu'il aura mis la main dessus, elle ne le reverra jamais : ça, vous pouvez en être sûre. Si vous m'aviez laissé faire j'aurais pu tout arranger à l'avance. Mais non ! Il faut que vous alliez de l'avant ! Tant que vous pouvez ! Et vous perdez tout !

— Oh ! — dit-elle, rassurante, — vous pourrez très bien veiller aux intérêts de Maggie.

Il souffla et, s'enfermant dans un silence plein de dégoût et d'amertume, se mit à marcher plus vite.

— Je vous en prie, n'allez pas si vite, Edwin, — dit-elle, essoufflée, à la façon d'une bonne petite fille. — Je ne peux pas vous suivre.

En dépit de son énorme colère, il ne pouvait pas ne pas l'écouter. Elle regagnait son pouvoir sur lui. Il le savait ; il pénétrait toutes ses ruses. Il ralentit son allure, avec un balancement irrité de son corps.

Elle aperçut son visage contracté, sombre, sauvage, impitoyable, sa lèvre inférieure avancée. C'était vraiment grotesque ! Étaient-ils l'un et l'autre un homme et une femme ou deux enfants? Elle eut un sourire presque gêné, craignant que les passants ne remarquassent l'état ridicule où il s'était mis.

Quand ils arrivèrent, Edwin, après avoir jeté son chapeau sur le porte-chapeaux, courut immédiatement en haut. Hilda passa nonchalamment dans le salon. Elle était contente de se retrouver dans son salon à elle. C'était, à côté de celui de

Clara, un salon à l'air distingué. La musique de Dvorak était restée sur le piano. L'atmosphère semblait pleine d'ozone. Elle sonna Ada et lui parla de master George avec une charmante et affectueuse familiarité. Master George venait de revenir d'un match de cricket intime et était dans le jardin. Oui, Ada s'était occupée de ses vêtements de collège. Tout était prêt pour le commencement du trimestre qui allait commencer. Mais master George avait reçu une balle de cricket sur un tibia qui était devenu noir et bleu... Ada avait-elle fait quelque chose à ce tibla? Non, master George n'avait pas voulu le lui laisser toucher mais lui avait permis de le voir.... Très bien, Ada... Il y avait dans l'état de la maîtresse de maison quelque chose qui ressemblait à la béatitude. Sans sa maîtresse, la maison serait tout simplement tombée en morceaux.

Elle monta avec une certaine appréhension qui ne manquait pas d'agrément... Non, Edwin n'était pas dans sa chambre. Elle pouvait l'entendre dans la salle de bain. Elle essaya d'ouvrir. La porte était fermée au verrou. Il se verrouillait toujours.

— Edwin !

— Qu'est-ce que c'est?

Il ouvrit. Il était en manches de chemise et venait d'en finir avec sa serviette. Elle entra, ferma la porte et poussa le verrou. Puis elle se mit à l'embrasser. Elle l'embrassa à plusieurs reprises sur sa joue humide et fraîche.

— Pauvre chéri ! — murmura-t-elle.

Elle savait qu'il ne pouvait pas tout à fait résister à ces baisers répétés. Ils avaient plus d'effet que les meilleurs arguments ou sa façon la plus gracieuse de s'avouer vaincue. Ainsi compléta-t-elle son triomphe. Mais ni lui ni elle ne savait si la vertu des baisers résidait dans leur qualité sensuelle ou dans le sentiment qu'ils exprimaient. Et cela était égal à Hilda... Elle ne l'embrassait pas avec abandon. Il y avait une réserve dans ses baisers et dans son sourire. Et ces baisers prirent même peu à peu quelque chose de sévère. L'expression de son regard, lorsque ses yeux se trouvaient tout près de ceux d'Edwin, était curieuse. Elle semblait dire « Nous sommes amoureux et nous nous aimons. Je suis à vous. Vous êtes à moi. La vie est après tout une très belle chose. Je

suis une femme heureuse. Et pourtant, chacun pour soi en ce monde. C'est là ce qu'il y a au fond du mariage comme de toutes les autres institutions. » Voilà bien son sens de la réalité ! Et elle continuait à l'embrasser, irrésistiblement.

— Embrassez-moi.

Et il dut obéir.

Là-dessus elle s'attendrit et s'abandonna au charme qui émanait de lui. Ses lèvres devinrent presque liquides lorsqu'elle se remit à l'embrasser. Mais il y avait encore une réserve légère dans ses caresses.

Au thé, elle bavarda comme une pie. Entre elle et George, il semblait y avoir comme un accord secret en vertu duquel il fallait faire plaisir à Edwin, l'animer, le forcer à parler. Car, bien qu'il l'eût embrassée, son humeur était loin d'être redevenue normale. Il avait voulu rester majestueux sous la tente de son âme. Mais Hilda et George étaient trop malins pour lui. Puis, pour achever sa déconfiture, Johnnie Orgreave entra avec une proposition d'aller tous les quatre — Edwin, Hilda, Janet et lui-même — au théâtre d'Hanbridge ce soir-là. Hilda approuva instantanément cette idée ; depuis son mariage son appétit de plaisir s'était énormément développé. A certains moments, elle en était positivement affamée. Il lui était impossible de s'ennuyer au théâtre. Elle eût préféré passer la nuit au théâtre à n'y pas aller.

— Oh ! c'est ça ! — s'écria-t-elle.

Edwin n'avait pas envie de sortir, mais il dut donner son assentiment. Il ne voulait être agréable ni à Johnnie Orgreave ni à personne, mais il dut le faire néanmoins.

— Soyez dans le premier tramway qui passe après sept heures et quart, — dit Johnnie en partant.

Hilda, tout heureuse, alla faire toilette. Et lorsqu'elle eut fini et se fut transformée en reine dont le maître imprimeur le plus difficile eût pu être fier, elle fit venir George dans sa chambre.

— Montrez-moi cette jambe, — dit-elle. — Asseyez-vous.

Rusée créature ! Pendant le thé, elle n'avait même pas révélé qu'elle eût entendu parler de cette jambe malade. Master George fut pris par surprise. Il s'assit. Elle s'agenouilla,

baissa le bas et découvrit le petit mollet. L'endroit meurtri était noir et bleu, mais il avait une bonne apparence.

— Ce n'est rien, — dit-elle.

Puis cette mère en grande toilette baisa cette jambe malpropre et décolorée. Chose étrange ! Il n'avait en ce moment que deux ans et apprenait juste à parler.

— Allons, la patronne ! Voilà le tramway ! — hurla sans ménagement Edwin du rez-de-chaussée.

Il aurait donné un souverain pour la voir manquer le tramway, mais un sens embarrassant de la justice le força de l'avertir.

— J'arrive ! J'arrive !

Elle embrassa ardemment Master George sur la bouche et celui-ci parut, contre son habitude, répondre à cette ardeur. Elle descendit en courant l'escalier obscur, extasiée.

Sur la route crépusculaire, Edwin fit brusquement signe au vaste tramway à vapeur qui s'arrêta. Il monta avec Hilda.

VII

LE « WEEK END »

Les grands événements du « Week end » qui comprenait la soirée musicale commencèrent de bonne heure le samedi, et le premier consista en un mot prononcé par George tout à fait au hasard.

Le breakfast était presque terminé dans la salle à manger, Hilda était assise en face d'Edwin et George se trouvait entre eux. Ils avaient mangé avec appétit et éprouvaient cette désillusion qui suit la réalisation d'un désir. Ils avaient escompté ce breakfast, senti avec allégresse ses plaisantes odeurs et maintenant il était fini, à l'exception peut-être d'un dernier et inutile morceau de pain grillé ou d'une demi-tasse de café froid.

Edwin était sardonique et nonchalant, un peu parce que le repos du breakfast touchait à sa fin, un peu parce qu'il détestait le règlement des salaires du samedi matin au magasin, toujours accompagné de quelque désordre dans le travail

et un peu parce que ses relations avec Hilda étaient mal définies et inquiétantes, en dépit de mille politesses réciproques, d'attentions délicates et même de quelques caresses. Il éprouvait avec découragement le sentiment de ne pas savoir où il allait. Et dans un coin mystérieux de son cerveau s'agitait cette question : « A quoi bon toutes ces choses : succès, dignité, importance, luxe, amour, plaisirs sensuels, ordre, supériorité morale? » Il voyait en perspective trente années de breakfast avec abondance de jambon de la meilleure qualité et d'œufs frais, mais sans aucun romanesque.

— Est-ce que je peux m'en aller, maman? — demanda George.

Hilda fit un signe affirmatif.

George témoigna brusquement de sa joie.

— George... Ça vous ressemble si peu ! — dit sa mère en fronçant les sourcils.

Au lieu de se diriger tout droit vers la porte, ne voilà-t-il pas qu'il fit le tour de la table en passant derrière la chaise de son oncle occupé à lire le journal ! En faisant ainsi il jeta les yeux sur le journal et se mit à lire à voix haute pour tout le monde.

« Un divorce dans la région. Etches contre Etches. Détails pénibles. »

Ces mots n'avaient aucun sens pour George. Son regard s'était posé sur eux par hasard et il les lisait comme il aurait lu un extrait des livres d'Euclide. Il partit avec fracas et ostentation non sans s'attirer une nouvelle observation d'Hilda.

Edwin et Hilda laissés seuls se sentirent gênés.

— Quel petit diable ! — murmura Edwin sans naturel.

Et Hilda remarqua :

— Vous ne m'aviez pas dit que cette affaire se jugeait.

— Je ne le savais pas jusqu'à maintenant.

— Quel est le résultat?

— Pas fini encore... Voilà le journal, si vous voulez le lire.

Il le fit passer à travers la table. En dépit de l'intérêt qu'il prenait à la politique, il avait lu l'affaire Etches avant tout le reste.

— Merci, — murmura Hilda avec une aimable négligence.

Edwin se mit à fredonner.

Il était bien inutile qu'Hilda prît ce ton détaché et qu'Edwin se mît à fredonner. La pensée qui occupait leur esprit à tous deux et qu'ils ne pouvaient cacher était (et chacun pouvait la deviner chez l'autre, en entendre presque la vibration):

« Nous aussi nous pourrions finir au tribunal des divorces. »

De là leur gêne.

Cette idée était absurde, irrationnelle, indéfendable, choquante ; elle n'avait ni père ni mère, elle naissait de rien, mais elle existait et elle avait assez de force pour leur donner du malaise.

Le ménage Etches, appartenant à la grande, riche, nombreuse et respectable famille des Etches, était à peine marié depuis un an.

Au moment où Edwin allait sortir, sa femme, les yeux fixés sur le journal, l'arrêta :

— Edwin.

— Qu'est-ce qu'il y a?

Il ne quitta pas la porte et elle ne leva pas les yeux.

— Est-ce que vous avez vu votre ami le grand James ce matin?

Edwin avait l'habitude d'aller à ses affaires avant le breakfast, de manière à ce que sa conscience ne pût lui reprocher le temps qu'il consacrait ensuite à neuf heures à son repas. Le grand James était le plus vieil employé de la maison. A l'origine il avait été premier compositeur et c'était encore son titre officiel, mais en fait il était directeur général et remplissait majestueusement les fonctions de substitut d'Edwin dans toute l'imprimerie. « Demandez au grand James » était une expression courante.

— Non, — dit Edwin. — Pourquoi?

— Oh, rien ! Ça n'a pas d'importance.

Edwin avait pris certaines résolutions concernant son caractère, mais il lui parut qu'une telle réponse justifiait de l'agacement et il se permit donc d'être agacé. Il ne comprenait pas que la sérénité n'est une véritable vertu que lorsque l'agacement devient légitime. Ce nigaud n'avait pas encore commencé à s'apercevoir que ce qu'on appelle vivre vertueusement consiste à accepter l'injustice et à excuser l'inexcusable.

— Allons, — dit-il brusquement. — De quoi s'agit-il? — Mais il y avait encore dans sa voix grondeuse une trace de tolérance.

— Non. Ça va bien. J'ai eu tort d'en parler.

Le fait qu'elle reconnût son tort ne l'apaisa pas le moins du monde.

Il s'avança vers la table.

— Vous n'en avez pas parlé?— dit-il sèchement.

Leurs yeux se rencontrèrent au moment où ceux d'Hilda quittèrent le journal. Il ne put déchiffrer son regard. Elle paraissait très calme. Il se dit en la considérant :

« Comme il est étrange que je vive avec cette femme ! Qu'est-ce qu'elle est pour moi? Que sais-je d'elle? »

Elle dit avec tranquillité :

— Si vous voyez le grand James, dites-lui de ne pas s'occuper de ce programme.

— Programme? Quel programme? — demanda-t-il stupéfait.

— Oh! Edwin! — Et elle eut un petit rire. — Le programme de notre soirée musicale, bien sûr. Est-ce que nous ne devons pas en avoir une demain soir?

Autre raison d'être agacé ! Quel besoin avait-elle d'embrouiller la question en faisant semblant de croire qu'il avait oublié cette soirée? C'était idiot et elle ne pouvait tromper personne. La soirée musicale était l'objet de constantes allusions. Des bruits de travail assidu au piano étaient arrivés jusqu'à eux. Et la veille au soir ils avaient eu une sorte de dispute contenue au sujet d'une proposition d'Hilda de changer l'ameublement du salon.

— Voici la première fois que j'entends parler d'un programme, — dit Edwin. — Voulez-vous dire un programme imprimé?

Bien sûr il ne pouvait s'agir de rien d'autre. Il fut absolument renversé à l'idée qu'elle était allée à l'imprimerie sans lui en souffler mot et avait donné des ordres au grand James, au sujet d'un programme. Elle n'avait pas de remords. Elle n'avait aucun sentiment du danger. Se figurait-elle le moins du monde ce qu'étaient les affaires? Imaginez Maggie essayant d'agir ainsi ! C'était simplement inconcevable.

Une femme aller à l'imprimerie de son mari et donner des ordres derrière son dos!... C'était comme si une loi naturelle eût suspendu son activité.

— Hé bien, Edwin, — dit-elle d'une voix extrêmement claire, et sur un ton qui exprimait un peu de surprise et une bienveillance pleine de douceur, — qu'est-ce que vous avez donc? Je pense bien qu'il y a un programme de musique? — (La voilà bien encore changeant de façon ridicule le sens de ce mot programme ! Quelle tactique enfantine !) — Il m'est venu d'un coup à l'esprit hier après-midi qu'il serait charmant de le faire imprimer sur des cartons à tranche dorée et je suis en conséquence allée au magasin, mais vous n'étiez pas là. J'ai vu le grand James.

— Vous ne m'en avez rien dit hier soir ni ce matin.

— Vraiment?... Hé bien, j'ai oublié.

Grotesque créature !

— Et puis, qu'est-ce qu'a dit le grand James ?

— Oh, ne me le demandez pas. Mais, s'il traite tous vos clients comme il m'a traitée... Enfin, ça n'a pas d'importance à présent. J'écrirai le programme moi-même.

— Qu'est-ce qu'il a dit?

— Ce n'est pas ce qu'il a dit... Mais il est très impoli, vous savez. Il y a d'autres gens qui le trouvent.

— Quelles autres gens?

— Oh ! Ne cherchez pas ! Bien entendu je prends cela comme il faut le prendre. Et je sais que vous avez en lui une confiance aveugle. Mais ses airs sont ridicules. Et c'est un vieux malpropre. Et dites-moi, Edwin, puisque vous êtes si difficile chez vous, vous devriez vraiment faire en sorte que le magasin soit un peu mieux tenu. Ça ne me regarde pas et je ne me mêle jamais de vos affaires, mais vraiment...

Il n'y avait pas une phrase dans ce qu'elle venait de dire qui ne constituât une provocation grave et intentionnelle. Certainement personne d'autre qu'elle n'avait jamais dit que le grand James était impoli. (Mais après tout, si quelqu'un l'avait dit? Supposez que, mise au défi, elle donnât un nom !) Les airs du grand James n'étaient pas ridicules. Il était simplement âgé et plein de dignité. Son tablier et ses mains étaient sales, naturellement... Et puis cette assertion impli-

cite que le grand James était un imposteur et que lui Edwin était assez nigaud pour s'en laisser imposer par lui alors que la grande Hilda, à qui rien n'échappait, découvrait l'imposture d'un seul coup d'œil ! Et cette autre assertion implicite que lui, Edwin, était exigeant chez lui et négligent au magasin ! Et cette audace extraordinaire de soutenir qu'elle ne se mêlait jamais de ce qui ne la regardait pas !

Il étouffa son émotion avec difficulté, à la façon d'un marin qui cargue une voile basse par grand vent. Puis il se contenta de demander pour la troisième fois :

— Qu'est-ce qu'a dit le grand James?

— Il m'a donné à entendre, — dit Hilda, l'air malin, — que c'était tout à fait, tout à fait impossible. Mais Sa Majesté verrait!... Hé bien, Elle n'a pas besoin de voir. Je comprends à quel point j'ai eu tort de lui en parler.

Edwin s'éloigna en silence.

— Est-ce que vous partez, Edwin? — demanda-t-elle innocemment.

— Oui, — répondit-il, l'air sombre.

— Vous ne m'avez pas embrassée.

Elle ne lui infligea pas la honte de le faire revenir vers elle. Non, elle s'élança avec une rayonnante allégresse. Sa façon de faire comme si rien ne s'était passé était stupéfiante. Elle l'embrassa amoureusement avec un sourire et plus d'une fois. Il n'embrassa pas — il fut embrassé. Néanmoins ces baisers modifièrent quelque peu son état d'esprit et il se sentit mieux après les avoir reçus.

— Ne vous frappez pas, mon chéri, — lui conseilla-t-elle, pleine d'amical intérêt lorsqu'il sortit. — Vous savez comme vous êtes sensible.

C'était une insulte calculée, mais une insulte qu'il fallait ignorer. Y faire attention eût été une grave erreur de tactique.

(A suivre.)

ARNOLD BENNETT

(Traduit de l'anglais par MAURICE LANOIRE.)

LA GRANDE PITIÉ DE LA MARINE FRANCAISE[1]

POLITIQUES NAVALES

L'on peut, d'une façon exacte, placer au XVIIe siècle la genèse des marines de guerre modernes. En un intervalle d'environ cinquante années, la scission définitive se produisit entre les navires marchands et ceux qui se spécialisèrent aux œuvres de combat. Leur structure, leur personnel, leurs habitudes, différèrent progressivement. Pour telle entreprise militaire, au large ou contre les côtes, les gouvernements ne se satisfirent plus d'affréter pour ainsi dire les galions ou galères du négoce, d'y poser une artillerie temporaire, de les subordonner à des états-majors formés dans les camps terrestres et accompagnés par une infanterie destinée à l'offensive ou au débarquement, et, le travail fini, de rendre à leurs occupations commerçantes les bateaux mobilisés.

Du sein de la marine marchande, la seule qui existât d'une manière permanente, jaillit et se sépara un organisme autonome, qui se prit à exister de sa vie propre, non seulement pendant les nécessités de guerre, mais au cours des longues périodes de repos et de paix. Cette nouvelle marine, à laquelle on n'avait jusqu'alors songé que de façon spasmodique, et en cas d'urgence, devint un des éléments permanents, et souvent très forts, de la politique d'État.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er janvier et du 15 mars 1920.

Cette naissance correspond à l'agrandissement que subit la vue des rois et de leurs ministres, parmi les nations agissantes de l'Europe occidentale. Elle accompagne la concurrence qui surgit, de plus en plus serrée, pour la colonisation ou la conquête des territoires transocéaniques. Sans doute, au cours du siècle précédent, l'Espagne et le Portugal, premiers partis dans la carrière impérialiste, avaient raflé le principal des régions lointaines qui paraissaient alors désirables. Mais ils n'avaient pas eu besoin, pour cette œuvre, d'une marine militaire, puisque les conquistadores ne se heurtaient qu'à peuplades inférieures, à tribus sans défense. Colomb, Magellan et leurs successeurs avaient pu se contenter de caravelles. La liaison entre la Péninsule ibérique d'une part, l'Amérique et l'Asie d'autre part, demeura parfaitement assurée par les caravelles et les pesants voiliers chargés de quelques soldats ou d'immenses richesses.

Mais un moment vint où, presque simultanément, trois pays prirent leur place dans la course maritime. Ayant achevé de régler leurs destinées intérieures, d'acquérir une assiette et des frontières territoriales, ces trois pays jetèrent leurs regards sur le monde infini.

Après les grands règnes d'Henri VIII et d'Élisabeth, l'Angleterre en avait fini de ses luttes intestines, politiques ou religieuses. L'accession des Stuarts au trône lui adjoignait définitivement l'Écosse. Elle s'appelait dès lors la Grande-Bretagne. Nation insulaire, elle pressentit que sa force était sur mer. Contre ceux qui y avaient déjà pris place, elle inaugura dès lors cette patiente politique, dont les stades ont été, d'abord, la Plus-Grande-Bretagne, et aujourd'hui l'Empire britannique.

Parallèlement, les Pays-Bas, libérés, après des luttes atroces, du joug de Madrid, employaient leur industrie nouvellement indépendante à la conquête mercantile des océans. Ils suivaient la pente où les avaient engagés les Espagnols, leurs maîtres de la veille. Autour de l'Europe, et au delà de l'Équateur, ils acquéraient déjà le titre de « charroyeurs des mers ». Afin d'étayer leurs bases extrêmes de trafic, l'urgence se fit sentir de conquérir des terres, des îles, au centre des fructueuses épices : Antilles ou Archipels de la Sonde.

Et enfin, Richelieu, après Henri IV, avait forgé l'unité française, réduit l'animadversion des protestants, préparé contre l'Autriche les frontières naturelles du royaume. Cette besogne intérieure donnait enfin toutes mains libres pour une expansion légitime vers les riches domaines d'outre-mer. Louis XIV ni Colbert n'étaient hommes à négliger un effort où leurs prédécesseurs avaient si bien déblayé la voie.

Ainsi, contre l'Espagne et le Portugal, possédants d'un siècle, demandèrent leur place au soleil maritime les trois derniers venus Européens. Épuisé par une expansion hors de mesure avec son territoire et son peuple restreints, le Portugal entrait déjà dans la régression des pays qui ont tenté trop et trop vite. Il n'était point en lice. La lutte océanique, en ses alternatives d'alliances et de coalitions, de victoires et de désastres, se réduisit à l'Espagne, maîtresse orgueilleuse et repue, et aux trois nations pourvues de dents longues et neuves. Après les duels terrestres, il fallut en découdre sur mer. La logique exigeait que pour une guerre si nouvelle on créât un outil qui n'existait point encore.

Avec une incomparable rapidité, telle une Minerve navale, la deuxième marine issue du destin surgit, armée de pied en cap, et semblable, en ses unités, à la marine de guerre actuelle. De l'une à l'autre, il n'y a que la différence entre bois et acier, voile et vapeur. La quantité des forces, des moyens, des vitesses, s'est sans doute accrue en proportion des découvertes scientifiques. Mais les caractères fondamentaux de l'Océan, nous l'avons vu dans une étude précédente, sont indépendants de la durée et de l'homme. Dès l'instant que s'élabore une flotte prédestinée au seul combat, ses caractères aussi sont inéluctables.

Le vaisseau trois-mâts, ancêtre du cuirassé, redoute flottante, se pourvoit sans attendre de toutes ressources qui lui permettent de vivre longtemps seul, de vaincre l'ouragan, de résister aux plus formidables attaques, de meurtrir son adversaire à coups de massue. Pour ne point s'écrouler sous le poids de ses bouches à feu, ni se disloquer aux gigantesques secousses de leurs bordées ; pour nourrir à la fois, de projectiles, leur insatiable voracité, et de vivres, les nombreux

équipages isolés pendant les semestres, les années des longues croisières, la carène du trois-mâts, son gréement, doivent être l'œuvre la plus résistante parmi les constructions humaines. Du vaisseau au cuirassé, le colossal est de tradition. Le *Soleil-Royal* de Louis XIV, l'*Orient* de Napoléon sont des titans au même titre que le dreadnought de trente mille tonnes.

La frégate, et son descendant le croiseur, s'imposent aussi. Sveltes, rapides, ils entourent la pesante ligne des porte-canons, la flanquent et l'aident, amorcent la chasse ou protègent la retraite. Ils sont moins armés, plus frêles, mais portent le feu aux endroits nécessaires, où les vaisseaux majestueux ne possèdent pas la vitesse de frapper.

Au bas de l'échelle des tonnages décroissants, l'aviso ou le sloop jadis, le destroyer ou le torpilleur désormais, vont à toute distance, éclairent, galopent, accomplissent la mission d'urgence, arraisonnent le navire de commerce, visitent le neutre, font les coups de main.

Tels sont les instruments fondamentaux, et, si l'on peut dire, intelligents. L'homme les conduit à sa guise, autant que le permettent les forces de la nature. Mais à côté d'eux, le brûlot du passé, détrôné par la mine moderne, représentent l'élément aveugle, sournois qui, une fois lâché ou déposé, frappe indistinctement ami ou ennemi, selon le hasard. L'un par l'incendie, l'autre par l'éventrement, anéantissent et ne combattent pas. Objets d'épouvante, ils sèment la panique. Dans les guerres navales actuelles, un bateau ou une flotte s'enfuient bien loin des parages où sont immergées les mines. De même, les escadres de jadis, lorsqu'elles étaient au mouillage, coupaient leurs câbles à l'approche des terribles brûlots, et se couvraient de toile si elles étaient surprises, au large, par les coques incendiées et poussées par le vent.

Aux moyens près, le parallélisme est donc rigoureux à deux siècles de distance. Les flottes de 1700 portaient toutes les ébauches de celles qu'on a vues en 1914. Ces flottes à voiles remplissaient approximativement le double rôle que leur impose l'Océan : attaque de l'ennemi flottant et des frontières maritimes, libération des routes.

Nous disons approximativement, parce que l'histoire ne

rapporte point qu'aucun succès décisif, et malgré les plus grands efforts, ait assuré la suprématie des mers à un belligérant, lorsque son adversaire était suffisamment préparé. Encore que la défense des fronts de mer n'eût point atteint le degré de perfection présent, aucune nation organisée n'a subi, en deux siècles, de débarquement dangereux.

Louis XIV ni la Convention ne purent mener à bien leurs tentatives d'invasion de l'Angleterre par l'Irlande. Inversement, la Grande-Bretagne ne sut jamais maintenir sur le territoire français une force réellement inquiétante. En 1793, et pendant très peu de temps, elle ne se maintint à Toulon que grâce à des complicités ou trahisons locales ; elle en fut chassée par Bonaparte dès qu'il eut pris les dispositions essentielles. De même, les escadres de Louis XVI ne réussirent à transporter Rochambeau et La Fayette aux États-Unis que sur l'appel et avec le concours de Washington.

Les exemples pullulent. Sous le grand roi, Beaufort va à Candie, s'en empare et l'abandonne ; Vivonne s'installe en Sicile pour en repartir au plus vite ; la longue épopée méditerranéenne des luttes contre Turcs ou Barbaresques n'est qu'un relevé d'entreprises brèves, sans résultat. Aucune ne permet de prendre pied en aucun territoire islamique aussi longtemps que les pirates, fortement organisés et soutenus par la Sublime-Porte, peuvent se défendre à égalité. Leur compte n'est réglé qu'à partir de 1830, après le désastre de Navarin qui a réduit à néant la puissance du padishah, et permet à la France d'attaquer les côtes algériennes, de s'y maintenir, et de vaincre un ennemi sans secours extérieur.

Tout au long du XVIIIe siècle, la politique anglo-française n'a été qu'une rivalité océanique, dont les enjeux étaient l'Amérique du Nord, les Antilles ou l'Inde. Tous ces domaines sont conquis, perdus, reconquis, abandonnés au hasard d'une escarmouche ou d'une tempête ou d'un vent plus ou moins favorable. Selon ces alternatives, les amiraux français ou anglais ont eu, respectivement, autant de chances de gagner que de perdre. L'annexion définitive de maint domaine colonial par l'Angleterre n'est point le fruit de ses victoires ou bonheurs maritimes, mais d'une politique persévérante qui

a eu raison, en fin de compte, de l'indifférence séculaire des Français aux choses de la mer. Et en fin de compte aussi, le partage des possessions coloniales ne s'est point effectué suivant les conquêtes qu'en avait faites la marine française, mais au gré des diplomates ou ministres qui, du fond de leurs chancelleries, ont oublié l'œuvre des marins leurs compatriotes.

Le rôle de cette flotte de guerre du passé a été noble, et son destin a voulu qu'il n'en fût rien de plus. Ayant, sur toutes les mers, semé les germes féconds qu'il suffisait de cueillir, elle a vu frustrer et elle-même et la France de la récolte légitime.

Mais, si la marine officielle n'a point donné de résultats en mesure de son effort, il n'en a pas été de même d'une troisième marine française. Celle-là, on a toujours feint de l'ignorer, ou de la dédaigner. Elle était tenace cependant, vivait de tout temps, et correspondait aux plus magnifiques vertus du tempérament français. Plus vigoureux que les décrets humains, l'Océan l'a ressuscitée à chaque guerre, et la ressuscitera toujours. Nous avons nommé la marine du corsaire, dont l'héritière directe est celle du sous-marin.

Celui-ci hérite de celui-là. Les jurisconsultes, et surtout les vainqueurs, ont de décade en décade, de traité en traité, voulu les étouffer sous des monceaux de textes, comme des bâtards de l'onde. Mais ils rejaillissent de l'écume océanique, dont ils sont les rejetons légitimes et vigoureux. Corsaire et sous-marin agissent par moyens semblables : l'isolement, l'ombre, la surprise, l'épouvante. Ils sont impitoyables parce qu'ils sont faibles, et presque sans défense.

Le corsaire du bon vieux temps ne recherchait point la gloriole. Vieux praticien de l'Océan, il en connaissait les travaux utiles. Une caronade à l'avant, une bombarde à l'arrière lui suffisaient. Une tête de mort, peinte sur son pavillon, avertissait le vaisseau marchand d'avoir à se rendre ou de couler corps et biens. De l'audace et point de scrupules. Point de panache, mais le silence et l'invisibilité... Dirait-on pas le sous-marin ?

Abandonnant aux belles escadres le blocus fastidieux ou la bataille incertaine, il courait gibier aux bons endroits,

aux passages que d'expérience il savait fructueux. Tout comme son héritier, il suivait les convois nombreux aux coques bien chargées, et s'en approchait, paterne, ses bouches à feu couvertes et son pavillon au pied du mât. Quand sur l'horizon ses yeux clairs ne distinguaient ni canon ni escorte militaire, en un instant il démasquait son artillerie et déferlait sa tête de mort... Et quelques semaines plus tard, la nuit, sans fracas, il rentrait à Dieppe ou à Saint-Malo, suivi des trésors d'Amérique ou d'Angleterre.

Mais les ministres jetaient des yeux obliques sur ce vagabond sans étiquette, et qui faisait de bonne besogne française sans aucun grade dans la hiérarchie. Et les amiraux, barons de la mer aux étendards flamboyants, faisaient fi de ce parent pauvre qui mélangeait butin et guerre, ne se battait qu'à coup sûr, et ne s'estimait point satisfait de brûler glorieusement sa poudre aux poissons.

Désavoué ou non, le corsaire n'en avait cure. Quand le hasard des batailles ou la pénurie du trésor royal réduisait au squelette les flottes officielles, il pullulait et s'évertuait, travaillait envers et contre tous, et, sans aucun secours, rendait l'Océan intenable. L'ennemi haïssait cet inaccessible et ruineux écumeur. D'instinct, la nation française adorait ce Jean-Bart et frémissait de joie au récit de ses gestes audacieux.

Mais, la paix faite, les gouvernements victorieux ou vaincus tombaient d'accord pour déclarer impie l'existence du corsaire, et décréter sa mort civile. Bonhomme, il débarquait bombarde et caronade, effaçait sa tête de mort, redevenait honnête capitaine marchand, jusqu'à la prochaine occasion.

Car il n'y a pas moyen de tuer l'espèce du corsaire, que ce soit celui du passé ou celui du présent. Il est l'arme du faible maritime, et la vengeance de l'Océan qui ne veut pas de lois. En toutes occasions où une marine s'est crue omnipotente, elle a exigé la suppression du corsaire, quitte à l'employer pour son propre compte lorsque la prochaine campagne navale s'annonçait à son désavantage. Le corsaire, qui ne s'occupe ni des frontières, ni des grandes batailles navales, est le vrai danger des routes et des richesses flottantes. Il

est l'arme idéale. Il est Protée. Chaque âge veut le détruire, pour le voir renaître sous une forme nouvelle. Il vient de reprendre, magistralement, la place qu'on avait cru lui ravir. Sa nouvelle incarnation sous-marine ne permet pas qu'on en fasse fi.

Nous voyons ainsi que le matériel naval, en deux cents ans, a évolué de façon ininterrompue. Chaque type, soit dans sa forme, soit dans son caractère, se retrouve actuellement comme il fut créé. Il n'y a pas eu de saut brusque. La filiation s'établit naturellement, aux degrés près de la vitesse ou des moyens.

Toute politique navale, ou française, ou étrangère, a pu se fonder sur l'utilisation d'instruments qui présentèrent la continuité. Il est naturel d'induire que la plus fructueuse a été celle qui aura observé, elle-même, la continuité. A ne considérer que deux marines, la française et l'anglaise, l'histoire enseigne qu'il en a bien été ainsi.

Aucune raison profonde, impérieuse, géographique, n'a prédestiné l'Angleterre, plutôt que la France, à s'assurer la royauté des mers et à constituer un immense empire colonial. A l'heure actuelle, l'on est trop tenté de croire que cet empire allait de soi. L'Inde, le Canada, l'Australie, tant d'autres possessions, apparaissent à notre génération comme le fief naturel de la Grande-Bretagne. Mais si l'on essaie, par la pensée, de revenir au début du XVIIIe siècle, lorsque le partage des grands domaines lointains n'avait pas commencé, il n'est pas douteux que la France s'y trouvait à égalité, pour ne pas dire dans la situation la plus avantageuse, et qu'il lui eût suffi de vouloir pour en retenir la meilleure part.

Alors, aussi bien que maintenant, ses marins hardis, excellents, ne le cédaient en rien à leurs voisins. Ils avaient même, en bien des parages, acquis la priorité de la possession ; les stations, les colonies françaises, étaient sur le monde bien plus anciennes et nombreuses que les anglaises ; comme aujourd'hui, les pionniers de notre patrie avaient en tous lieux assuré notre prestige, et conquis la bienveillance, sinon l'amitié, des potentats ou peuples d'outre-mer. Ces pionniers ne demandaient qu'à persévérer, à poursuivre. Ils s'inquiétaient moins de recevoir des secours de la métropole que de

n'être pas gênés, par elle, dans leur essor. Il suffisait qu'une politique attentive, et large, et à vues lointaines, considérât que l'effort de la marine française répondait à un des besoins essentiels de notre vie nationale. La vitalité des marins et colons eût fait le reste, si l'on n'avait arraché de leurs mains, par quelques traits de plume, ce qu'ils avaient acquis si péniblement et glorieusement.

Mais, par une pitoyable aberration, il semble que tous les pouvoirs qui se sont succédé en France n'aient jamais envisagé son œuvre marine, ses conquêtes lointaines, que comme objets de discussion éventuelle, d'échange, de troc en cours de négociations. Tandis que, vers les frontières terrestres, un dessein très assuré s'est manifesté de donner à la France ses limites naturelles, que les nombreuses alternatives de bonheur et de malheur ont toujours oscillé autour de ce but suprême, la politique navale a agi de façon spasmodique, au hasard, et selon des impulsions contradictoires.

Il ne faut point croire, en effet, que nos révolutions, nos changements de régime ou de tendances soient responsables de cette seule continuité, l'incohérence, que l'on déplore en notre politique navale. Dans un pays aux traditions rigoureuses, tel que le nôtre, les bouleversements de surface peuvent obscurcir, pour un temps, ses buts séculaires et nécessaires. Mais quand ils sont bien ancrés dans l'âme et le cœur du peuple, de la bourgeoisie, des dirigeants, on les revoit surgir, impératifs, à tous les instants dangereux de notre histoire. Les hommes d'État, même de génie, ne peuvent pas bouleverser une politique lorsqu'ils ne sont pas obscurément soutenus par la masse de la nation, par l'opinion publique. Il leur suffit, souvent, de puiser dans les dossiers des ministères, des bureaux, conservateurs immuables de la tradition à travers les plus grandes tourmentes, pour y retrouver l'émanation des désirs, des besoins de la nation. La Convention ni l'Empire n'ont point fait autre chose. Au-dessous de la guillotine, la vie de l'ancien régime demeurait latente, attendait l'heure de sa transformation, et non de sa subversion. Quand il s'est agi de construire le nouvel état de choses, il a suffi de renouer le lien des aspirations exprimées depuis longtemps, que les lois ont simplement codifiées.

La politique navale, entre autres, se serait retrouvée intacte, si elle avait existé préalablement. Mais nous avons vu, ici même, que la configuration de la France, ses vertus territoriales et agricoles, ont toujours détourné son peuple de l'importance vitale des choses de la mer. Les pouvoirs publics, qui n'agissent que par délégation, ou par émanation, des sentiments populaires, se sont accoutumés à la même indifférence. Leurs entreprises maritimes ou coloniales, trop souvent, n'appartiennent point à un plan délibéré, ni essentiel. Un besoin temporaire les crée. Elles n'ont pas eu de veille, et n'auront pas de lendemain. Ce pour quoi l'on va dépenser des millions et des hommes, on n'est pas sûr de le garder, ni même de le désirer. Tantôt, l'on y va par gloriole, ou pour des raisons sentimentales ; d'autres fois, c'est pour tirer du feu les marrons que, généreusement, l'on abandonnera à autrui.

Lorsque d'aventure la France conserve une possession chèrement acquise, ou le bénéfice de telle expédition navale, c'est pour ainsi dire par hasard, et pour autant que les nations étrangères n'y auront pas mis d'opposition formelle. Nul pays, dans ce domaine, n'a jamais marqué une telle facilité d'abandon. Les droits séculaires, l'intérêt national, la compensation du sang versé ne pèsent jamais d'un grand poids dans la balance, si, dans les tractations diplomatiques, l'un ou l'autre des plénipotentiaires étrangers sait chatouiller à temps la générosité, l'esprit chevaleresque, et parfois le don quichottisme de notre race. De bonne grâce, nous nous dessaisissons avec une aisance parfaite de positions primordiales et chèrement disputées.

En Afrique du Nord, seulement, et sans tirer cependant tout le bénéfice de notre situation privilégiée, nous avons poursuivi depuis un siècle une apparence de politique continue. L'Algérie, la Tunisie et le Maroc ne sont pas autre chose qu'un prolongement de la France. Ces trois régions sont assez proches de la métropole pour avoir réussi à vaincre l'apathie nationale sur toutes choses extérieures. Les échanges avec elles sont directs, multipliés, et de plus en plus nécessaires au bien-être de la masse. C'est pourquoi leur conquête et leur colonisation se sont poursuivies de manière à peu près persé-

vérante, et que, en toute occasion où les cabinets étrangers y ont voulu entraver notre besogne, notre gouvernement a tenu bon. L'opinion française n'eût pas consenti à trop de faiblesses, ni à des marchandages trop évidents, puisqu'il s'agissait d'une politique devenue nationale.

Quant au reste, en Amérique, en Afrique ou en Asie, le désintéressement général a suivi la réussite ou l'échec de tentatives insuffisamment mûries et rarement populaires. Pourquoi la France a-t-elle conquis, a-t-elle gardé telle tranche de sable, de rivière, ou de montagne? Y avait-elle un intérêt économique ou militaire? Pouvait-elle en assurer le peuplement, la colonisation? Espérait-elle en faire une partie intégrante de son empire, ou bien un atout important dans la libre disposition des Océans? C'étaient autant de questions que l'on ne se posait guère. La marine, les troupes coloniales s'évertuaient en héroïsmes obscurs, et gagnaient mille fois le droit de conserver ces cantons lointains. Mais nul n'en pouvait présager le destin, parce que nul n'avait tenté l'aventure avec le propos de rester, envers et contre tous, en des points nécessaires et choisis de longue main.

Il en résulte que notre domaine maritime et colonial, qui aurait pu tenir, grâce à nos efforts, les avenues essentielles et les points stratégiques, occupe sur la carte de l'univers un ensemble de territoires non coordonnés, répartis au hasard. Cette carte navale de l'univers n'est point un document que nos hommes d'État aient gardé en permanence sur leurs bureaux. Ils n'y jettent les yeux que quand une nécessité soudaine les y contraint, pour une discussion, pour une tentative subite. Ils en apprennent hâtivement les contours indispensables à l'affaire du jour. Une fois l'alerte passée, ils la remettent dans les cartons, et n'y consacrent point ces réflexions du loisir, du calme, qui permettent d'avoir une opinion ferme aux moments du danger.

Tout comme les réseaux de communications terrestres, la marine a besoin de relais, d'escales, en des lieux convenablement choisis, afin que de l'un à l'autre, sans s'essouffler, elle puisse trouver les vivres, l'abri, le combustible, les munitions. Il n'est pas nécessaire de contempler longtemps la carte pour déterminer ces lieux géographiques et éternels. Leur

évidence saute aux yeux tout comme celle des cols en montagnes, des défilés ou des gués, des plaines ou des voies naturelles. L'expérience des marins français, à un moment ou à l'autre, a su planter notre pavillon sur le plus grand nombre de ces bastions océaniques. Le pavillon n'y est pas resté parce que personne n'en a eu cure. A l'heure actuelle, d'immenses étendues d'eau séparent les bases navales françaises, sans qu'entre elles se trouvent les jalons français. En temps de paix, nos navires marchands ou militaires se procurent, au poids de l'or, les vivres et le charbon dans des ports étrangers. En temps de guerre, pour retrouver la protection de notre drapeau, ils risquent d'être épuisés avant d'avoir atteint l'abri. La répartition géographique des possessions françaises ne correspond ni au passé, ni au présent, ni aux besoins de la France.

En face d'elle, la Grande-Bretagne a montré, de façon lumineuse, ce que peut la considération froide, logique, de la carte océanique. Après la guerre de Cent ans, et la perte de Calais, et diverses tentatives pour reprendre en Europe un pied territorial, elle a compris l'inanité de telles ambitions. Dans la masse de son peuple, et chez ses dirigeants, s'est affirmée la certitude que l'infinie étendue océanique lui offrait le champ illimité de son avenir. Il ne faut pas trouver l'origine de cette certitude dans la position insulaire de la Grande-Bretagne. Pourvu qu'elle ait accès sur la mer, toute nation peut prétendre à y devenir grande. La dernière preuve en est l'Allemagne, aussi défavorablement située que possible au fond du couloir de la mer du Nord et de la Baltique. A partir du moment où elle l'a voulu, son essor a été gigantesque, et cependant elle était la dernière venue.

L'Angleterre s'y était prise à temps, et a su profiter à merveille de l'inaptitude française aux choses maritimes. De très bonne heure, la carte de l'univers a pris un sens à ses yeux, et elle y a vu autre chose que sujets d'expéditions ou d'entreprises temporaires. Le sens profond de l'Océan, réseau de routes, a jailli de cette étude.

Il ne faut pas, en effet, confondre la création de son empire colonial et de ses vastes dominions, avec la patiente et implacable acquisition des points essentiels à sa suprématie sur

l'Océan proprement dit. Sans doute, le Canada, l'Inde, l'Australie, l'Afrique du Sud, pour ne citer que les principales acquisitions, représentent les étapes territoriales d'une expansion préméditée. Mais nous voulons ici nous restreindre au point de vue purement maritime et montrer qu'indépendamment de toute politique colonisatrice, l'Angleterre a voulu s'assurer les clefs et les serrures de toutes les mers.

Nous pouvons presque nous figurer, au cours de son histoire, ses hommes d'État penchés sur la carte de l'Océan, et tout son peuple regardant par-dessus leurs épaules. D'un trait prudent et réfléchi, ils marquent au crayon bleu tous les points où les navires, de quelque nation qu'ils soient, doivent passer, mouiller ou s'abriter. Dans des voyages de découverte, les escadres britanniques vont reconnaître la baie la plus sûre, l'île la mieux abritée, le port de meilleure défense. Patiemment, un catalogue est dressé des parages à la fois nécessaires et plausibles. Et la volonté s'établit, fondée sur la prévision. Ces points doivent devenir britanniques.

Par ses marchands et fabricants, ses marins et ses soldats, la décision des hommes d'État de l'Angleterre se propage dans toute la masse de la nation. La convoitise du détroit, de l'île marqués au crayon bleu, devient une sorte d'évangile. La ténacité britannique fait passer, de génération en génération, le flambeau de ce dessein. Ce qui a été conquis ne sera jamais arraché. Ce qui est à conquérir ne sera jamais perdu de vue.

Il faudrait une énumération sans fin, si l'on voulait nommer tous les points où l'étendard britannique s'est ainsi planté, pour la seule domination de l'Océan. La plupart sont pauvres ou ingrats : roches escarpées ou terres battues par les vents ; d'autres sont insalubres, ou sous des climats terribles, ou en dehors de toute avenue de trafic. Mais chacun contient le bon port et l'abri. Ils ne valent que par les entrepôts de charbon, les stocks de vivres, l'appareillage pour réparations maritimes. Ils permettent de fuir la tempête, d'attendre l'occasion favorable, mercantile ou militaire. Ce sont à la fois des postes d'écoute, des points de ravitaillement, des relais. Et ils sont partout.

Tout l'Atlantique en est semé. Des Barbades à Sainte-

Hélène, des Falklands à l'Ascension, de Terre-Neuve au Cap, les positions tactiques sont prises. Où que le navigateur veuille faire escale, la plus proche et la plus commode est anglaise. Si c'est un ennemi, il ne saura où donner de l'étrave, tandis que les flottes britanniques, appuyées sur tous leurs flancs, lui rendront la vie intenable. La dernière illustration en est dans ce formidable râteau que l'Angleterre, en 1914, organisa, pour arrêter les forces de l'amiral Von Spee, qui débouchaient du Pacifique. Parti du Nord de l'Atlantique, et convergeant vers le détroit de Magellan, cet implacable râteau ne reprit du charbon et des forces, pour ainsi dire, qu'aux seules bases britanniques. Et ce fut au cours de son dernier approvisionnement, aux Falklands, qu'il cueillit la proie qui ne pouvait lui échapper.

Entre toutes les mers, la Méditerranée semblait ne devoir jamais devenir britannique. Son histoire, ses riverains, son existence, n'avaient rien de commun avec l'Angleterre. Mais, pour longtemps, elle fut et sera l'artère fondamentale du trafic de l'ancien continent. Jusqu'à l'ouverture du canal de Suez, elle n'était ouverte que sur l'Atlantique. La Grande-Bretagne s'empara du cadenas de Gibraltar, et s'y accrocha si bien qu'il n'y a nulle probabilité pour qu'on l'en déloge.

Malte et Chypre, les deux îles placées au cœur et à la pointe, sont devenues siennes. Aussitôt que la Méditerranée a reçu le courant des navires de l'Extrême-Orient, l'Angleterre a pris ses précautions sur le canal de Suez, et, à l'extrémité de la mer Rouge, sur les deux bastions de Périm et d'Aden. Et puisque le négoce asiatique cherche sa voie, désormais, par la Mésopotamie, la voilà qui s'enfonce dans le golfe Persique, afin d'en contrôler le passage au beau milieu.

Est-il nécessaire de parler des deux autres Océans, l'Indien et le Pacifique? Où elle ne possède pas de côtes, elle a pris les archipels bien placés, sur les avenues ou dans les défilés obligatoires. Elle commande le carrefour extrême-oriental : Singapore. Hong-Kong et Weï-hai-weï sont disposés à bonne distance sur le littoral chinois. Et, entre l'Asie et l'Amérique, des bases anglaises reçoivent du charbon, des têtes de câbles, des stations radiotélégraphiques. Certes, l'on peut dire que le pavillon britannique, à la surface de l'univers, se promène

en chaise de poste, et trouve en tous endroits des relais frais et préparés.

L'admiration sans mélange que suggère une telle réussite ne peut que rehausser l'ennui qu'on éprouve devant l'impuissance de notre marine à en avoir réalisé la semblable. Parmi les points que nous venons de mentionner, et parmi tous les autres qui sont éparpillés sur l'univers, combien n'en est-il pas où nous étions arrivés les premiers, où nous sommes même restés longtemps? Il n'eût suffi que d'un peu de persévérance, de clairvoyance fondées sur les nécessités océaniques, pour nous en retenir, sinon la totalité, du moins une bonne part. Seuls, ceux qui ont beaucoup voyagé connaissent la douleur et la rancune de passer en étrangers sur des territoires où nos aïeux ont été maîtres, et où il n'eût pas été difficile de demeurer. Ceci n'est que du sentiment. Mais quand on en vient aux réalités pratiques, quand sur le globe on constate qu'il n'y a pas, en dehors du territoire national ou nord-africain, dix escales peut-être qui soient à la fois françaises et pratiques, l'on se demande pourquoi cette épopée, cette suite ininterrompue de courage, d'héroïsme maritime, si leur aboutissement ne doit jamais être que de l'abandon?

Ceux qui prétendent expliquer, sinon justifier, cette indifférence aux destinées maritimes de notre patrie, usent d'un argument qui, de prime abord, semble de poids. Ils disent que la France, entourée par des ennemis territoriaux, devait leur faire face avant tout. N'ayant jamais été assurée sur ses frontières de l'Est, il était légitime qu'elle consacrât sa finance et sa pensée et ses enfants à cette politique primordiale, tantôt contre la maison d'Autriche, tantôt contre l'Allemagne.

Cet argument n'est qu'une excuse, aisément réfutée. Le souci de la défense de nos frontières terrestres n'a jamais empêché notre marine d'occuper, sur toutes mers, des positions très importantes. Si nous les avons perdues, ce n'est point faute d'argent, ni de personnel, ni de matériel, mais parce qu'au règlement des comptes, autour du tapis vert, il a été fait bon marché des victoires ou conquêtes maritimes. La Grande-Bretagne, au rebours, ne les perdait jamais de vue. Non point qu'elle se désintéressât de la politique continentale. Bien au contraire, l'histoire des derniers siècles montre la part active,

effective, réelle, qu'elle a toujours prise aux affaires de l'Europe. Ce ne fut point seulement par conseils, pourparlers, ou directives, qu'elle s'y ingéra d'une façon continue. Elle y a dépensé, elle s'y est battue, jusqu'aux limites de l'épuisement. Malborough et Wellington, qui eurent raison de Louis XIV et de Napoléon, ne sont point des vainqueurs survenus au moment de cueillir des lauriers. Ils appartiennent à une série de nombreux et glorieux généraux britanniques à qui l'Angleterre confiait son destin sur le continent. Ce n'est point en 1914 qu'elle a commencé une guerre où elle entendait mettre toutes ses forces, et jusqu'au bout. Elle avait connu des heures terribles, où les combats maritimes n'étaient point en cause. Sa longue lutte contre la Révolution et Napoléon, où elle pensa s'écrouler, fut menée avec autant d'audace et de persévérance, sur terre, que le fut celle de la France.

Mais, en cette occasion comme en toutes autres, elle n'eut garde d'oublier, lorsque les armes firent place aux traités, les assurances maritimes. Que sur l'Océan elle eût été vaincue ou victorieuse, cela n'importait guère. Tenace, elle disputait âprement. A égalité, elle posait ses prétentions navales et terrestres. La France ne se souvenait que des dernières, ou faisait fi des avantages qui lui eussent permis de parler haut sur les premières.

L'exemple le plus mémorable qui puisse illustrer cette dissidence de politiques navales n'est pas encore vieux de deux années. Il date de l'armistice qui fut imposé à l'Allemagne, en novembre 1918. Ce n'est point ici le lieu d'apprécier si, au point de vue militaire, l'armistice fut opportun, ou prématuré, ou suffisant. Les discussions ne sont pas près de finir sur cette question-là. Mais il y en a une qui est close et impossible, à savoir la reddition de la flotte allemande.

Cette reddition fut l'œuvre de l'Angleterre. On ne peut point arguer que, dans la dernière guerre, ce pays n'ait pas donné, et jusqu'aux extrêmes limites, un effort militaire terrestre. Si la France a supporté le choc principal et la souffrance maximum, la Grande-Bretagne, accompagnée par tout son empire, a jeté sur le champ de bataille des torrents d'hom-

mes, de munitions, et de ressources militaires. Sur mer et sur terre, sa collaboration a été absolue, perpétuelle, incomparable. Au moment où il s'est agi de régler le premier compte, elle nous a confié, vis-à-vis des généraux ennemis, le soin d'établir les conditions. La France, vers la fin de la guerre, et aux instants les plus critiques, avait reçu, dans la personne de son maréchal-généralissime, le mandat de diriger les opérations terrestres. Elle conserva le privilège de régler la paix terrestre.

Mais, parallèlement, l'Angleterre avait acquis une manière de haute main sur les entreprises maritimes. Elle entendit en faire état au moment de l'armistice. De façon irréductible elle exigea que la flotte allemande se rendît. Les termes de cette clause étaient clairs, ne contenaient aucune échappatoire, représentaient un impératif catégorique.

Or, cette chose déjà passée, qui nous semble toute naturelle, est la plus extraordinaire aventure que l'on ait vue dans les annales maritimes.

La flotte allemande n'était pas anéantie, ni vaincue. Bien mieux, au fond de ses repaires de la mer du Nord ou de la Baltique, elle était intacte. Certaines opérations isolées l'avaient privée de quelques unités. Sur la pléiade de sous-marins qu'elle avait lancée contre les navires alliés, beaucoup sans doute avaient disparu, mais le plus grand nombre demeuraient, prêts au service, à l'œuvre utile. Enfin, la bataille navale du Jutland, pour glorieuse qu'elle eût été, n'avait point donné à l'Angleterre cette supériorité d'écrasement qui autorise une capitulation sans conditions. Dans son ordre du jour à la Grande Flotte Britannique, l'amiral Jellicoe écrivait lui-même que la première manche navale avait été digne des traditions anglaises, mais que la deuxième manche, la décisive, restait à gagner. La deuxième manche ne vint jamais.

Comparons dès lors les deux situations : militaire et maritime. Sur le vaste front qui s'étend depuis la Belgique jusqu'en Alsace, une armée allemande martelée, pilonnée, bousculée. Chaque jour, chaque heure accroît sa déroute. Par grandes rafles, on lui arrache d'immenses tranches de territoires, où elle avait cru s'être agrippée à jamais. Elle est vaincue,

matériellement, mortellement, définitivement. Et nul n'exige, à l'heure de l'armistice, qu'elle mette bas les armes et se constitue prisonnière, hommes, canons et bagages.

De l'autre côté, sur mer, les cuirassés, les croiseurs, les destroyers et sous-marins allemands, sont abrités et bien portants dans tous les ports de Belgique, de mer du Nord ou de Baltique. Ils ont depuis longtemps pansé les blessures de la bataille du Jutland. Puisqu'ils ne sont pas détruits, personne ne peut prétendre qu'ils sont vaincus. Tout aussi frais qu'au jour de la déclaration de guerre, ils attendent l'occasion, font leur besogne, et peuvent, selon les ordres, jeter dans la balance décisive le poids de leur énergie non éteinte. S'il est vrai que la paix ne soit autre chose que la consécration des œuvres de la guerre, l'on ne voit aucune raison pour que ces forces navales ne restent point à l'Allemagne.

Mais l'Angleterre, dont la voix était la plus haute en matière océanique, exigea et accomplit le prodige. Nous avons vu ce spectacle stupéfiant. Une armée navale invaincue, mouillée, hors d'atteinte, garnie d'équipages et de canons intacts, et qui est sortie de ses bases pour amener son pavillon. Elle ne s'est point rendue à un adversaire qui l'avait terrassée la veille, qui la harcelait le jour même, qui ne lui laissait d'alternative que la capitulation ou la destruction. Elle s'est laissé siffler comme un chien. A plusieurs centaines de kilomètres du rivage natal, son amiral l'a conduite sur le carré de mer désigné, en vue des côtes ennemies. Et là, canons baissés, torpilles inertes, ceux qui pouvaient se battre encore, ont suivi jusqu'au terrier, jusqu'à la prison, ceux qui ne les avaient pas vaincus. Que l'on y refléchisse. De tous les drames de cette paix tragique, c'est peut-être le plus grand.

Pour le réaliser, il ne fallait pas moins qu'une volonté préétablie, sûre d'elle-même, et capable d'écarter toute considération sentimentale et momentanée. Du moment qu'il s'agissait d'effacer sur l'Océan le danger germanique, l'Angleterre n'a hésité ni tergiversé. Elle a dit. Elle a fait. La chose accomplie ne se discute plus.

Où sont les navires autrichiens, les navires qui appartenaient à la Méditerranée, fief maritime de la France au cours

de cette guerre? Qui a songé à leur imposer le long voyage? Quand sont-ils venus remplacer le *Gambetta*, le *Suffren*, le *Danton*, le *Gaulois*, et tant d'autres compagnons de gloire qui se sont engloutis ou ont été blessés à mort? La France avait le droit de les acquérir. La besogne de ses marins exigeait au moins cette médiocre capitulation. Qui est responsable de l'oubli? Négociateurs politiques ou maritimes, ils ont continué de considérer que l'œuvre navale de la France était don gratuit, travail sans importance, et que ses officiers et matelots devaient se trouver fort heureux de s'évertuer dans le vide. Il n'est vraiment pas opportun, dans les manuels d'histoire, de jeter la pierre à MM. de Chamillart et de Choiseul, qui furent des secrétaires d'État de la Marine négligents. Leur politique n'est pas morte.

De même, et sur un autre terrain, la victoire alliée arrachait à l'Allemagne sa flotte marchande. Nous n'avons pas besoin d'en exalter le tonnage, le nombre, ni l'envahissante activité. Depuis vingt ans, ses carènes de plus en plus vastes et nombreuses, le long des quais de l'univers, poussaient de l'épaule et chassaient les navires des vieilles nations maritimes. La guerre les surprit en tous points du globe. Elles se réfugièrent chez les neutres. A mesure que des nations nouvelles se rangeaient à notre parti, le séquestre des navires allemands devenait plus abondant, et leur répartition, au jour de la victoire, s'assurait plus libérale. Quant à ceux qui se trouvaient dans les ports germaniques, il suffisait d'attendre la paix pour leur faire combler les vides créés par le sous-marin. Car, au cours de la guerre, une sorte de convention tacite semblait acceptée par les belligérants maritimes. Chacun, selon ses pertes, devait s'attendre à recevoir la proportion des paquebots et cargos allemands. Sur cette assurance, la France n'a pas lésiné, et elle n'avait pas besoin qu'on la lui donnât. Ses plus beaux navires ont culbuté devant la torpille ou sur la mine. Peut-être le rapport de ses naufrages à son tonnage est-il le plus élevé. Cela même importe peu. Elle avait le droit d'attendre la rémunération de ses catastrophes navales. Ici encore, l'on cherche en vain ce que ses négociateurs ont fait.

Il ne s'agit pas d'incriminer telle ou telle nation. Heureuse

celle dont les plénipotentiaires maritimes ont fait prévaloir, au moment voulu, la nécessité d'atténuer son désastre. Heureuse celle qui, à l'heure où ces pages sont écrites, a pu placer sur les chemins océaniques, sous son pavillon, les énormes bateaux qui jadis partaient de Hambourg ou de Brême. La France n'est pas du nombre. Si elle veut reconstruire ses lignes d'outre-mer, c'est à beaux deniers comptants, dans les chantiers étrangers où on lui accorde une place lorsque les autres sont servis. Et tout ce qu'elle a pu obtenir du butin germanique, c'est au prix de je ne sais quelles lésineries, disputes et renonciations. Après avoir conduit les Alliés à la victoire, on lui a lâché quelques coques, quelques navires, par pitié pour ainsi dire, et à condition qu'elle remerciât. Car aucun de ses négociateurs, sur ce terrain non plus, ne semble s'être rappelé, au moment où elle pouvait parler haut, qu'il existe une marine française.

Il est à peine nécessaire d'effleurer la question des bases maritimes. La réponse est évidente. Si nous regardons la carte océanique, en 1914 et en 1920, un simple coup d'œil nous assure que nos sacrifices, notre victoire, ne nous ont pas donné un seul port, une seule position, qui allège le labeur de nos navires militaires ou commerciaux. Dans la Méditerranée, un mandat nous concède, sur une côte inhospitalière et reculée, l'usage de quelques rades foraines, et pour une période temporaire. Partout ailleurs, rien. Notre marine a travaillé, a souffert inutilement. Elle n'a même pas conquis, pour demain, les sécurités légitimes. A travers le monde, comme jadis, il lui faudra chercher à tâtons les ports français. Les hommes qui auraient dû songer à elle, et s'assurer sa reconnaissance, l'ont oubliée ou ignorée. Quatre ans de guerre auront passé comme si elle n'avait pas existé.

D'autres marines, ou aussi vieilles, ou plus jeunes, ont eu le privilège d'acquérir quelques escales essentielles. Ne leur cherchons pas noise. Leurs avocats auront su se souvenir que le présent se gagne sur terre, et que l'avenir se prépare sur mer. Mais qui donc, une fois encore, osera critiquer ces ministres très honnis : Chamillart et Choiseul?

***

Au point de vue maritime français, cet armistice, cette paix, ne doivent donc point apparaître déconcertants. Ils appartiennent à la longue série de traités où la France a songé à tout, sauf à la mer. Les regrets sont superflus. S'il est un domaine où le fatalisme doive être de commande, c'est bien celui du passé. Mais il est légitime de tirer quelques conclusions qui puissent éclairer l'avenir.

La plus importante jaillit avec une lumineuse évidence. Le sort des marines de guerre ne dépend pas, à la signature de la paix, des batailles navales, nous entendons des batailles navales rangées. La marine allemande n'avait subi aucune défaite décisive ; elle était inaccessible : elle a été annihilée d'un trait de plume. La marine française s'était couverte, en mainte occurrence, de gloire qui méritait un bénéfice : elle n'a rien reçu. Qu'il y ait donc victoire, défaite ou partie nulle, cela n'est d'aucune importance. La répartition et le destin des flottes de guerre sont devenus matière à tractation diplomatique, et, plus que jamais, la bataille terrestre est la seule qui compte.

Il ne faut pas, en effet, supposer que le précédent établi de façon magistrale par l'Angleterre soit au nombre de ceux que les vainqueurs oublieront dans l'avenir. Nous avons assisté à la création d'une nouvelle doctrine en matière océanique. Elle est d'un usage trop facile pour la laisser tomber en désuétude. Désormais, si jamais le malheur des hommes provoque de nouvelles conflagrations, la première clause de paix sera la capitulation de la marine du pays vaincu sur tous fronts territoriaux ou économiques, même s'il est resté à égalité dans les duels navals.

Les conséquences de cette doctrine sont incalculables, et nous ne saurions mieux faire que mentionner celles qu'un grand marin anglais, Lord Fisher, mort il y a trois mois, en a tiré dans une longue série d'articles adressés au *Times*, et dans son dernier livre de *Souvenirs*. Articles et livres ne sont que la paraphrase, la conclusion tirée par leur auteur d'une étude attentive de la guerre, de la paix récentes, et sa prophétie sur la marine militaire de demain.

Il ne faut pas oublier qu'à la fin d'une carrière où il avait occupé tous les postes, actifs ou de bureau, que peut offrir la marine anglaise, l'amiral de la flotte Fisher avait, pendant six ou sept années avant la guerre, rempli la redoutable fonction de Premier Lord naval de l'Amirauté. Sa verte lucidité, son énergie, y menèrent un combat sans trêve contre toutes les forces de la tradition : politiques, financières, maritimes. Seul contre tous, pour ainsi dire, il conçut, imposa et fit exécuter le programme naval que sa prescience estimait indispensable. Il fit table rase des pratiques monotones où se complaisait l'Amirauté britannique, et créa cette flotte de dreadnoughts, de croiseurs de bataille, d'éclaireurs et de sous-marins en dehors de laquelle il ne concevait pas que l'Angleterre pût conserver sa suprématie océanique. A partir de 1908 jusqu'en 1914, et pendant les quatre années de guerre, commencèrent de descendre des chantiers de construction ces nombreuses escadres lourdes ou légères, dont on peut dire qu'aucun échantillon ne ressemblait à ce qui avait précédé. La « Grande Flotte », confiée successivement aux amiraux Jellicoë et Beatty, représentait un instrument formidable émané du cerveau, de la ténacité du seul Fisher. Il n'y manquait peut-être, au début, que le matériel nécessaire à la guerre sous-marine, que ce fussent les sous-marins actifs ou leurs chasseurs et destructeurs. Non point que Lord Fisher ne les eût prévus dans son vaste programme, mais plutôt parce qu'il n'avait pas eu le temps d'avoir raison, sur ce chapitre, de la résistance et de la mauvaise volonté universelles. Contre lui, l'on avait prétendu que le danger sous-marin, l'œuvre sous-marine, n'étaient qu'un mythe, et que l'échiquier naval appartenait au seul canon.

Choisi de nouveau, après la déclaration de guerre, comme Premier Lord naval de l'Amirauté, Lord Fisher connut donc la satisfaction suprême de diriger, de son cabinet à Londres, cette flotte neuve qu'en dix années il avait fait sortir du néant. L'on peut être assuré qu'un tel homme ne négligea rien pour que son enfant gagnât la gloire maximum, jouât le rôle décisif, remportât cette incomparable victoire pour laquelle il avait été construit. Quatre années d'attente, d'espérances,

d'occasions passionnément cherchées, provoquées et manquées, frustrèrent ce rêve.

A la bataille du Jutland, où la flotte britannique, présente tout entière, crut toucher l'heure du Destin, quelques brumes et nuées éparses sur l'eau suffirent à transformer en engagement confus la grande bataille rangée pour laquelle tout était prêt ; quelques champs de mines empêchèrent la poursuite de l'ennemi ; quelques sous-marins protégèrent ce dernier. N'ayant point été anéanti, il put prétendre qu'il était victorieux. Peu de semaines plus tard, ses unités réparées étaient prêtes au combat. Les pertes des deux flottes étaient sensiblement égales. L'occasion ne se présenta plus pour la flotte britannique. Lord Fisher connut la première inquiétude, se demanda si la bataille navale est bien une chose du présent et non périmée, si sa préparation vaut la peine de gaspiller et milliards de livres sterling et milliers d'équipages, si enfin la royauté de l'Océan ne doit pas être assurée par d'autres et nouveaux moyens.

Cette inquiétude ne fit que s'assurer, lorsque l'Allemagne, conservant au port ses vaisseaux coûteux, renonçant à la bataille rangée, inaugura cette campagne sous-marine qui faillit terrasser notre cause. Chaque semaine, chaque jour, chaque torpillage firent mieux comprendre cette différence fondamentale qui a été définie dans la *Revue de Paris*, entre les deux aspects de l'Océan.

Nous avions essayé d'y démontrer que la conception de l' « Océan, champ de bataille », n'est qu'un parallélisme erroné avec les entreprises militaires terrestres, puisqu'une victoire navale ne donne ni la possession, ni l'usage du lieu de combat. Nous avions tenté de suggérer que le rôle éternel, essentiel, de l'Océan, pendant la paix ou la guerre, est celui d'un « réseau de routes », et que toute politique navale oublieuse de ce caractère spécifique risquait de travailler dans le vide.

Les mémoires récents que la marine allemande, et quelques-uns de ses chefs, ont publiés sur les mobiles qui la guidèrent en 1917-1918, confirment entièrement qu'elle arriva, bien que de façon tardive, à cette même conception du rôle de l'Océan. De façon très délibérée, elle n'envisagea plus qu'aucune carte de valeur dût se jouer en escadres de guerre,

et se lança résolument dans la chasse et la destruction des navires marchands, dans la besogne de corsaire sur toutes les routes du trafic. Il faut croire qu'elle vit juste, puisque cette décision suffit à modifier radicalement le caractère des efforts maritimes. Cuirassés britanniques ou français demeurèrent immobiles, derrière des filets et barrages. Et l'on commença de faire sortir un fourmillement de bateaux minuscules, non militaires, armés à la diable, destinés à faire acte de présence ou de police sur les routes. Quiconque a travaillé, de près ou de loin, avec la marine, doit se souvenir du mot perpétuellement prononcé, du souci chaque jour croissant, du cauchemar : « La route ! La route ! La route ! »

L'on pourrait arguer que cette conception, imposée par l'Allemagne, ne fut que le résultat de sa faiblesse maritime, et le moyen de rendre inutile l'immense appareil combattant que la France et l'Angleterre possédaient contre elle. Cette réplique aurait du poids, si l'on pouvait admettre un seul instant qu'une nation, par sa seule volonté, ou par une manière de caprice, est capable de modifier à son gré une stratégie et une tactique. La partie serait vraiment trop belle. Mais il n'en est rien. L'Allemagne n'a pu contraindre le monde à cette sorte de besogne maritime que parce que cette besogne est inhérente à la vie océanique, et en dérive. Si, jusqu'à présent, on en avait fait fi, les raisons en sont doubles.

Tout d'abord, les batailles rangées sont plus glorieuses, et dramatiques, que la multitude d'engagements obscurs, isolés, où entraîne l'action des corsaires, et, si l'on préfère un autre terme, celle des pirates. Et il est plus flatteur, pour un chef, de conduire pendant la paix ou vers le combat l'imposante théorie des beaux navires puissants, bien réglés, tous visibles, plutôt que de commander une poussière d'unités éparpillées, presque indépendantes, de besogne utile mais sans retentissement. Ce n'est pas le seul exemple où l'utilité, la nécessité, auront disparu devant des considérations de vanité.

Ensuite, et surtout, nulle guerre n'a jamais duré aussi longtemps dans un effort soutenu, quotidien, acharné vers la victoire. Point de répit, ni de quartier d'hiver, ni de trêve. Sur terre et sur l'eau, chaque homme, chaque arme, chaque

outil fonctionnait à plein, et ne se reposait que pour ne pas s'écrouler de fatigue. Toute chose de luxe disparut. Le besoin, l'urgence, filtrèrent promptement l'inutile, ne conservèrent que l'indispensable ; le gaspillage des hommes et de l'argent était tel que la force des événements contraignait à ne conserver que le strictement utile.

Les guerres navales du passé pivotaient autour d'une bataille, deux tout au plus, et l'on en avait fini pour un long temps après un échange de coups sérieux. Mais cette fois-ci, le match était à mort. La bataille rangée devenait de jour en jour plus difficile à obtenir, plus dangereuse à gagner, plus illusoire en ses résultats. Elle se recula, progressivement, dans le domaine du superflu. Sans doute, par hérédité ou éducation, chaque marin la souhaitait encore, dans un rêve de plus en plus lointain, avec des chances de plus en plus nébuleuses. Mais l'Océan, qui n'a cure des vaines chimères des hommes, reprenait implacablement son allure fatidique de « réseau des routes »; l'âpre besoin de vivre, de durer sur mer, chez les Alliés, et le féroce désir de nous y abattre, chez nos ennemis, obligèrent à le retrouver, non comme nous avions imaginé qu'il fût, mais tel qu'il est. Si l'Allemagne le découvrit la première, ne cherchons pas d'excuses ni d'explications, c'est parce qu'elle sut écouter la leçon de l'histoire et du présent.

Avant de mourir, Lord Fisher a légué à l'univers maritime le texte de cette leçon. Il l'a fait sous la forme lapidaire, souvent brutale, que les hommes nourris par la mer ne craignent point d'employer quand ils veulent dire ce qu'ils pensent. Jadis, au Sénat de Rome, Caton finissait chacune de ses harangues par l'apostrophe : « *Delenda Carthago !* » qui finit par convaincre les quirites que le grand ennemi du Capitole était la grande cité maritime des rives africaines. Hier, chacun des articles du *Times*, où l'amiral de la Flotte, Lord Fisher, en sa conscience intègre de moribond, dictait à l'Angleterre son testament naval, se terminait par la formule : « *Sack the lot !* » « Balayez le tas ! »

« Balayez le tas ! » Ces trois mots, certaines fois, s'appliquaient au haut personnel de l'Amirauté. Mais Lord Fisher s'élevait déjà plus outre que les contingences humaines, et

s'attachait surtout à la grande politique, celle du matériel, par où la marine britannique pût poursuivre ses destinées. L'homme qui avait créé la flotte des dreadnoughts et croiseurs de bataille, qui avait cru à la bataille rangée, qui avait régi l'immense assemblage des escadres anglaises, qui avait vu les résultats de ses propres conceptions, de l'armistice et de la paix, qui enfin, dans un examen de conscience suprême, se demandait quelle devait être la marine que ses yeux ne verraient point, n'hésitait pas à condamner les flottes de combat, à dire qu'elles sont irrémédiablement inutiles, et à poser sur elles l'épitaphe mélancolique : « Balayez le tas ! »

Un si puissant appel mérite qu'on ne l'écarte point. Les vieillards n'aiment pas convenir que leur œuvre devient périmée. Ils s'y entêtent plutôt. Mais Fisher appartenait à la lignée des grands britanniques, Drake, Nelson et quelques autres, qui chacun surent en leur époque les moyens de triompher sur mer. Lorsqu'il assure que la marine de combat est morte, nous pouvons l'en croire.

*
* *

Ce n'est point à dire que la marine de guerre soit morte, tant s'en faut. Si nous pouvons nous appuyer, en fin de cette étude, sur le témoignage de Lord Fisher, que nous ne connaissions point en écrivant nos premiers articles, il n'a jamais été question dans ces pages d'un abandon de la marine de guerre française. Nous avons plutôt tenté de réagir contre cette négligence, cet oubli où semble l'avoir condamnée la population trop territoriale de notre patrie. Oubli et négligence, montant jusqu'aux sommets, ont atteint les maîtres des gouvernements. Le dernier résultat en saute aux yeux : ni la marine, ni l'empire extérieur de la France, ne sont payés en la personne de la nation des merveilleux efforts accomplis par ses flottes, militaire ou marchande.

L'heure est venue, ou jamais, de ressaisir nos destins maritimes, sur des bases à la fois et concrètes et pratiques. Ne nous laissons plus entraîner par la chimère des batailles évasives. Ni la guerre passée, ni le testament de Lord Fisher, ni nos finances actuelles, ne nous permettent de poursuivre

les coûteuses expériences de jadis. Sur l'Océan, réseau de routes, plantons et maintenons notre pavillon, et que les trois couleurs flottent à la poupe des navires utiles en nombre chaque jour croissant.

Plus tard, sous une forme peut-être plus technique, qui serrera de près les chiffres et statistiques, nous essayerons d'indiquer les linéaments d'une politique rationnelle. Pour l'instant, nous n'avons pas souhaité faire autre chose qu'une histoire psychologique, et à très grands traits, de notre marine. Dans l'ensemble, son passé a été triste, bien que glorieux. Tout bien considéré, nous ne trouvons nulle raison de modifier le mot : « pitié », que nous avons choisi pour le définir.

Mais la marine française ne souhaite point de vivre dans cette éternelle pitié, et il appartient à ceux qui la conduisent de lui créer enfin une place égale à son mérite. La substance ne leur fera jamais défaut. Nos côtes fourniront toujours la plus belle qualité de marins. Nos ingénieurs, pour peu qu'ils sachent ce qu'on leur demande, sauront construire des engins que l'univers imitera. Et, pour quelque tentative, pour quelque politique, pour quelque effort que ce soit, la France trouvera, fidèles au poste, les seuls de ses enfants qui sachent travailler sans récompense : ses matelots et leurs officiers.

RENÉ MILAN

LE CENTENAIRE DE FROMENTIN

Eugène Fromentin, peintre de son métier, a écrit trois ouvrages (dont un en deux volumes) : un récit de voyages, un roman d'analyse, un livre de critique d'art, trois genres où il a eu l'élégance de ne pas redoubler, et où il est assez généralement regardé comme un maître et un précurseur. Il ne semble pas qu'il ait jamais été l'objet d'admirations enthousiastes, et les chiffres qui figurent sur la couverture de ses livres ne témoignent pas qu'ils aient connu les forts tirages des œuvres célèbres. Mais peu d'écrivains sont cités avec plus de considération et d'estime, peu jouissent davantage de cette renommée calme, confortable, modérée, qui fournit en littérature ce que donne dans la vie une solide position bourgeoise. Position qui n'est pas sans attirer réserve et raillerie d'un goût plus pointilleux. M. Fernand Vandérem note que l'admiration de *Dominique* vous classe parmi les gens délicats, ce qui n'est pas de soi malveillant, mais ne fait pas paraître très enviable une délicatesse si classée. M. Marcel Proust trouve en Fromentin quelque chose de niais, ce qui serait plus grave si on ne songeait que Faguet applique la même épithète à Stendhal, qui ne s'en porte pas plus mal.

Il n'en est pas moins vrai que, quel que soit le respect traditionnel dont sont entourés les livres de Fromentin, le centenaire de sa naissance ne ramène pas cette année avec

son souvenir celui d'un écrivain bien actuel. Il était, il y a vingt ou trente ans, cité plus fréquemment et plus élogieusement. Cette estime allait même à sa peinture, qui nous laisse aujourd'hui assez froids. L'indifférence de la critique en ce qui concerne les tableaux de Fromentin ne s'étend d'ailleurs pas à tout le public, puisqu'ils continuent à atteindre dans les ventes des prix respectables, dus probablement en partie à la renommée littéraire de l'artiste. Lui-même n'a jamais surfait beaucoup sa valeur de peintre, et, avec le bon sens lucide de son analyse, s'est jugé en cette matière avec assez de vérité. Il savait dans son âge mûr où était sa véritable vocation. Il disait à Edmond de Goncourt : « Si je n'avais pas de femme, si je n'avais pas d'enfants, si je n'étais pas père et grand-père, je ne peindrais plus. Je me déferais de mon hôtel, je prendrais un petit logement dans un quartier lointain et tranquille... j'achèterais de grandes bottes fourrées, et, ayant ainsi bien chaud aux pieds, je passerais le reste de ma vie à noircir du papier. » Le peu de papier qu'il a noirci à des intervalles éloignés devait peser davantage, il le savait, que les bleus liquides et les lilas doux de ses agréables crépuscules algériens.

I

L'HOMME

Fromentin est né à La Rochelle, en 1820, dans une ancienne famille de bonne bourgeoisie mêlée pendant longtemps de catholiques et de protestants. Sans lier facilement et vainement le caractère de l'homme à celui de sa province, on peut noter des rapports entre lui et Pierre Loti, né à Rochefort dans un milieu analogue ; chez tous deux un fond mélancolique et une imagination pittoresque qui, dans ce pays où une Hollande essaya de se constituer avant Richelieu, les portent comme certains Hollandais vers l'éclat et la lumière exotiques.

Le père de Fromentin était médecin-chef de l'asile d'aliénés de Lafond, près de La Rochelle : un homme de valeur et de conscience professionnelles, mais d'esprit borné et entier.

Il avait étudié la peinture en même temps que la médecine, avait été à Paris l'élève de Michallon, avait peint dans le goût le plus orthodoxe de son maître et de son temps des paysages historiques corrects et naïfs. La mère d'Eugène Fromentin ne le cédait pas au docteur en étroitesse et en rigidité ; mais elle vivait dans la pratique d'une piété sévère et d'une infatigable charité.

Ils eurent deux fils : l'aîné, Charles, solide, simple, pratique, brave homme qui fut médecin comme son père, et Eugène, garçon délicat et féminin, aimant, joyeux et fin. La famille Fromentin rappelle ainsi de façon curieuse celle de Flaubert, né un an plus tard qu'Eugène. Familles de médecins, que les fonctions du père font vivre toutes deux dans un hôpital, et où, dans les parents et les deux garçons, des valeurs analogues se retrouvent. Les deux docteurs, médecins remarquables, paraissent pour le reste des bourgeois fermés qui ne comprendront jamais leur second fils ; les aînés s'apprêtent à suivre d'un pas plus lourd et de manière plus effacée la carrière paternelle ; les deux cadets cultivent dans les froissements et la compression, inévitables en ce milieu, leur imagination. Cette vie d'hôpital fait tourner naturellement de telles plantes vers les *Fenêtres* du poème mallarméen, et, par ces fenêtres, des figures d'Orient, de leur Orient futur, leur apparaissent confusément.

Par un accident assez ordinaire dans la vie des adolescents, Eugène, après une enfance très expansive et très gaie, devint, vers la quinzième année, taciturne et replié. En dehors de la cause physiologique générale, il faut en chercher les raisons dans ce manque de sympathie profonde entre lui et sa famille. Nul n'y pouvait comprendre un enfant alors tout en imagination et en grâce. Sur l'esprit naturellement étroit de son père était greffée l'habitude propre aux médecins aliénistes de voir du déséquilibre mental dans tout ce qui n'est pas leur équilibre à eux. Et la mère, qui avait transmis à l'enfant cette délicatesse et cette nervosité, qui ne les tournait pour elle-même qu'en une dévotion craintive, ménageait tendrement autour de lui tout cela même qui l'entravait et lui pesait.

Dès lors, obscurément d'abord et consciemment ensuite,

toute l'adolescence et la jeunesse de Fromentin tendent à une évasion.

L'évasion la plus naturelle — celle où s'essayait à ce moment le jeune Flaubert — est celle de la solitude et de l'imagination. Le rythme de la vie familiale la permettait heureusement à Fromentin. Sa famille passait l'été dans un grand domaine près de La Rochelle, où il y avait un beau jardin, de grands vignobles, la mer à un quart de lieue. Tout près de là, à Vaugoin, un autre domaine plus accidenté et plus pittoresque, celui d'une famille amie, servit de modèle aux Trembles de *Dominique*. Les vacances qu'y passait Fromentin, la vie de solitude, de libres courses et de pleine nature qu'il y menait, fournit plus tard à son souvenir les seules pages fraîches de son enfance : il y acquit la connaissance et le goût de la campagne, y accumula surtout dans sa riche mémoire un répertoire infini de sensations, cette épaisseur de terreau rural et forestier qui nourrit les premières pages de *Dominique*.

Il faisait de bonnes études au collège de La Rochelle, s'acquittait brillamment de son travail scolaire, mais comme d'une corvée facile et où il ne s'excitait point. Rien dans la vie du collège et dans la parole de ses professeurs ne contribuait à favoriser le besoin d'évasion né de la mésentente familiale, ne le disposait à changer des chaînes pour d'autres.

La destinée qui paraît l'avoir traité souvent (comme elle nous traite d'ailleurs tous) avec une savoureuse ironie, lui ménagea, dans le genre d'évasion le plus naturel à un adolescent, des chaînes inattendues.

Le collégien devint amoureux, et d'un amour célèbre, puisqu'il formera, avec beaucoup d'embellissements, le sujet de *Dominique*. La vraie Madeleine était une créole brune, langoureuse et capricieuse : le sang exotique propre à séduire un compatriote de Loti, cette beauté des îles qui, de Nantes à Bayonne, sur la côte ouverte vers les riches Antilles d'autrefois, a laissé tant de souvenirs et allumé tant de passions. Elle se maria à dix-sept ans — quand Fromentin en avait treize — avec un homme de finances assez sec et brutal. Elle ne paraît avoir rien eu d'original ni de vif, n'avoir prêté à Madeleine qu'un crayon bien frêle et bien incomplet.

Mais c'était une nature ultra-féminine, coquette, mobile et rêveuse, avec de magnifiques yeux.

Elle se plut à cet amour plutôt à cause de l'amour qu'à cause de son amoureux, elle l'aima de l'aimer, elle l'aima surtout de la désennuyer dans une vie sentimentale que l'homme d'affaires qu'elle avait épousé eût rendue à lui seul bien plate. Les deux dernières années d'étude d'Eugène Fromentin furent occupées de son amour, sans qu'il cessât d'être un brillant élève : il accomplissait aisément sa besogne scolaire, mais sans s'y attacher de toute son âme et laissant sa facilité agir pour lui. Sur la fin de sa vie il en était sans doute de même pour sa peinture.

La jeune femme se plaisait à ses entretiens, le recevait longuement, pendant les absences fréquentes de son mari, et quelquefois tard dans la nuit. Il ne semble s'être passé rien de spécialement grave entre elle et le collégien dont la présence lui plaisait, dont les ardeurs plus ou moins voilées l'intéressaient. Il va de soi que tout cela devait faire jaser les Rochelois et déchaîner les langues d'une petite préfecture. Le mari, peu disposé à laisser ce genre de ridicule ternir à la porte de son étude l'éclat de ses panonceaux, s'indigna, parla haut, et Eugène dut espacer ou cesser ses visites. La place de cet amour resta longtemps en lui unique et vivante. La mort de la jeune femme, survenue sept ans plus tard, lui causa une profonde et durable douleur. Mais sa vie ne subit pas de cette crise une empreinte aussi décisive que celle du héros de *Dominique*, et toute la dernière partie du roman est bien une création imaginaire.

En même temps qu'il grandissait dans cette présence ardente de l'amour, Fromentin sentait s'éveiller en lui le goût et l'intelligence de l'art sous toutes ses formes. Il était à la fois porté vers le dessin, la musique, la poésie, et s'il cultiva avec une particulière ardeur un des trois arts, ce fut le dernier. Il écrivit beaucoup de vers, des vers sans nerf et faciles. Son goût le portait surtout vers la poésie de Sainte-Beuve, à qui il reproche néanmoins de n'être pas suffisamment artiste, d'écrire en une forme lâchée. Fromentin, lui, se révèle alors moins comme un artiste pur (on ne l'est pas à cet âge et lui ne le sera jamais entièrement) que comme un artiste général. Il est de

ces esprits qui, se donnant à tous les arts, sont pris par l'art beaucoup plus que par un art, restent dès lors un peu flottants, se développeront dans le sens de l'intelligence, de l'analyse et de la critique beaucoup plus que dans celui de la création, mais qui sont assez capables, incidemment, de cette création, chez eux toujours à base d'intelligence, pour que leur analyse soit nourrie d'expérience et leur critique visiblement compétente. Comme il faut que l'un des arts demeure finalement le principal, Fromentin à ce moment semble pencher vers une carrière d'homme de lettres.

Cette vocation littéraire était naturellement interprétée par ses parents au sens négatif, c'est-à-dire comme l'absence d'une vocation sérieuse. Dans ce cas, on a coutume de faire du droit, quitte à voir après. Pour Eugène, c'était d'ailleurs tout vu : une étude d'avoué l'attendait à La Rochelle, celle même qui avait appartenu à son grand-père. Réfléchissant que d'ici là le temps était long et que bien des choses pouvaient arriver, Eugène, en novembre 1839, partit allégrement pour Paris sans que, probablement, une future étude de maître Fromentin figurât bien vive dans ses rêves d'avenir.

C'est vers la même époque que Flaubert, poussé par une destinée pareille, vient à Paris pour y absorber sans appétit les Pandectes et le Code Napoléon. Il y a pourtant cette différence que Flaubert ne comprend à peu près rien en droit et tombe malade de dégoût devant l'absurdité des lois, tandis que Fromentin, esprit aisé et précis, habitué au travail méthodique, s'en nourrit avec indifférence, et passe aisément ses examens. Il étudie, lit, se passionne pour la littérature, continue à écrire des vers abondamment, entrevoit déjà comme son domaine une littérature d'analyse personnelle : dans une lettre de 1842 il parle de *Mémoires* qu'il projette.

Surtout il s'initie à la peinture, particulièrement au paysage qui l'attire. De longues promenades aux environs de Paris renouvellent ses sensations et ses idées sur la nature. Il grave quelques eaux-fortes et obtient de son père la permission de faire, en même temps que son droit, de la peinture un peu sérieusement. Seulement c'est le docteur Fromentin qui lui choisit son maître, et comme il ne saurait imaginer pour son fils une peinture plus digne d'être cultivée que celle

qui florissait dans sa jeunesse et où lui-même pensa exceller, il le place, en 1843, chez un peintre de paysage académique, nommé Rémond.

Cela n'avait pas grande importance, Fromentin estimant alors les leçons de la nature préférables à celles de l'atelier et continuant à s'inspirer des paysages parisiens. C'est pour demeurer à leur contact que cette même année 1843, au lieu d'aller passer ses vacances à La Rochelle, il demeure durant les mois d'août et de septembre à la Celle-Saint-Cloud, dans la compagnie d'un ami qui s'appelle Émile Augier. Augier lui lit une comédie en vers qu'il vient d'écrire, *la Ciguë*. Ils devaient d'ailleurs bien s'entendre : sous le printemps d'indépendance juvénile qui les recouvre alors, tout deux sont de très honnêtes bourgeois bientôt épris de régularité et de soumission au succès, en quête d'une carrière au moins autant que d'un art.

L'année suivante, il abandonne Rémond chez qui il perd son temps et entre dans l'atelier de Cabat, qui était un homme fort intelligent, un causeur intéressant, à tendances mystiques (il voulut un moment se retirer au cloître), un vrai compagnon pour un esprit aussi ouvert que celui de Fromentin. C'est cette même année que la jeune femme à laquelle il n'a cessé de penser meurt à Paris dans une maison de santé. Au lit de mort, Fromentin se réconcilie avec le mari; son désespoir est profond, et dans les mois qu'il passera à La Rochelle, son affection se reportera en partie sur les deux enfants qu'a laissés son amie.

A cette époque il a choisi décidément, pour en faire sa carrière, le métier de peintre. Il est décidé par des raisons très positives bien plutôt que par un démon intérieur. Il se sent capable, avec du travail, d'égaler tels peintres en renom, d'arriver aux succès officiels qui font une vie confortable. Esprit juste, il voit clair en lui comme dans la nature. Il connaît exactement ses moyens, sait fort bien ce qui lui manque, s'apprécie à sa juste valeur et ne compte pas figurer jamais au rang des maîtres. Cette solidité de jugement apparaît dans un article qu'il écrit sur le Salon de 1845 pour une revue locale à laquelle il avait déjà donné plusieurs articles littéraires, la *Revue organique des départements de l'Ouest*. Deux

ans plus tard, il entre lui-même au Salon avec une *Ferme aux environs de La Rochelle.*

Mais, en 1847, ce tableau ne répond plus à la nature qu'il rêve et au pays sur lequel il compte pour lui fournir une spécialité de peintre. Au printemps de 1846, il a fait le voyage d'Algérie avec un jeune peintre, Charles Labbé, dont la famille y habitait, et avec celui qui demeurera l'ami fidèle de toute sa vie, Armand du Mesnil, dont plus tard il épousera la nièce.

Ce voyage nous ouvre un jour curieux sur le caractère timoré de la famille Fromentin, sur l'espèce de mésentente et de défiance qui séparait Eugène de ses parents. Fromentin est parti pour six semaines, du 3 mars au 13 avril, sans prévenir les siens, avec de l'argent qu'il a emprunté. Il a laissé à un ami de Paris quelques lettres banales, qu'on enverra à ses parents pour qu'ils ne puissent se douter de son absence. Il sait que l'idée de lui voir traverser deux fois la mer eût rendu sa mère malade et que ce voyage eût semblé à son père une ridicule et damnable folie. Dès son retour à Marseille, il leur écrit pour tout avouer. Sa mère, dans sa réponse, lui parle d'« émancipation » et d' « extravagance » comme elle eût parlé de désertion et de vol à main armée. Son père finira plus tard par le comprendre à peu près. Mais pour le moment cela jette un froid sévère entre sa famille et lui, à tel point qu'il ne retourne pas à La Rochelle pendant les vacances, va s'installer d'abord à Gournay-en-Bray, puis dans la forêt de Fontainebleau. C'est à Gournay qu'il commence vraiment à peindre d'après nature.

Il ne revient à La Rochelle qu'en avril 1847. Sa mère s'évanouit en le voyant. Son père demeure « sérieux et froid ». Mais, quand il repart, il est provisoirement réconcilié avec sa famille. Son tableau du Salon a fait ce miracle. « Mon tableau a réussi au delà de mes espérances, mon père est converti, je suis libre ; je suis peintre ; mon avenir est entre mes mains. »

Cet avenir, il le voit alors dans l'orientalisme. Dans une lettre à son père, de cette année, il exprime l'intention de se consacrer comme peintre à la nature méridionale et de partir pour l'Algérie. Mais pour ce voyage il faut de l'argent : nouveaux tiraillements. La famille estime que des *Fermes aux*

environs de La Rochelle sont de bien meilleur travail, parce que les frais de voyage du peintre sont moindres. « S'il faut que je me passe de tout concours et de tout encouragement, écrit Fromentin à un ami, je m'en passerai, quoi qu'il m'en coûte. Quant à la direction de mon travail, je me la réserve exclusivement et je ne souffrirai pas que personne se l'attribue. » Il finit tout de même par partir pour l'Algérie. Son premier voyage n'avait été qu'une reconnaissance sur Alger, sa banlieue et Blidah. Cette fois, dans l'Algérie encore neuve de 1847, il se nourrit de lumière et de pittoresque africains, pousse loin vers le Sud, à Constantine, à Biskra, où il apprend les événements de février 1848.

Comme la jeunesse de son temps, et en réaction contre le milieu traditionnel où il s'est cru étouffé, il pousse des cris de joie : « Je ne vois qu'une bataille engagée pour la sainte cause, et je me souviens, mes amis, que je m'étais promis de n'y point manquer, sans prévoir alors qu'elle dût se livrer si tôt. Je n'y étais pas ! Et certainement, je le jure, j'aurais fait mon devoir. » Ces velléités belliqueuses s'épuisent sur le papier ; il demeure le plus longtemps possible en Algérie et ne revient qu'en mai, parce qu'il n'a plus d'argent et que sa famille le rappelle avec instance. Il assiste au départ des gardes nationaux de La Rochelle pour Paris lors des journées de juin; son frère est parmi eux et il l'accompagne quelque peu sur la route, puis revient à ses pinceaux.

Les quelques mois qu'il passe alors à La Rochelle sont assez tristes. Le silence détaché et distant qu'il observe avec ses parents les froisse de plus en plus. En somme, depuis l'âge de quinze ans, il a vécu en état de rupture morale avec les siens et il prévoit le moment où cette rupture deviendra complète.

Il reste à La Rochelle jusqu'en novembre, retenu par ses parents et par des besoins d'économie, dans un état d'ennui, d'énervement, de fureur dont témoigne sa correspondance. Son père et sa mère ont le tort d'être vieux, d'avoir des idées de vieillards. Ils lui font une pension convenable, mais ils veulent le garder auprès d'eux, et ce séjour forcé l'exaspère : « Je déclare que mon père et ma mère sont coupables ; le dire serait me donner à leurs yeux d'irréparables torts. Je

me tais encore, mais si j'éclate il y aura un malheur dans la famille. » Ses parents deviennent les *Ils* des persécutés chroniques : « Ils m'ont hébété, ils m'ont pétrifié, on m'a tué. » Tout se réduisait à une question d'argent. La pension que lui donnait son père ne lui suffisait pas. Il avait besoin de vie large, et son père avait le devoir impérieux de subvenir à ce besoin. Quant à manger quelques entrecôtes de cette vache enragée dont furent nourris au XIXe siècle les grands artistes indépendants, les rénovateurs du paysage, il n'y songe pas plus que n'y eût songé à sa place son ami Émile Augier. Si la bourse paternelle ne s'élargit pas, eh bien ! il faudra qu'il s'enterre à La Rochelle, et même qu'il songe à l'étude d'avoué du grand-père. Un moine prêcheur, à qui les galopins d'un village avaient volé son âne, s'écria en chaire que si sa monture ne lui était pas rendue, on verrait ce qu'on n'aurait jamais vu ! Devant cette menace mystérieuse, les voleurs lui ramenèrent le baudet, et comme ils lui demandaient à quelles extrémités il en fût venu : « Eh ! on m'aurait vu m'en retourner à pied ! » Fromentin n'eut point à mettre à pied sa vocation artistique, car l'opposition familiale, après s'être relâchée, céda tout à fait devant la médaille qu'il obtint au Salon de 1849.

Ces froissements, cette longue mésintelligence, laissèrent en lui tout un côté desséché. Lorsqu'il écrivit *Dominique*, qui est dans une certaine mesure une autobiographie, il ne lui convint pas de dire quoi que ce fût sur sa famille, de lui donner quelque existence à côté de sa belle créole, qui est Madeleine, de son camarade Mouliade, qui est Olivier d'Orsel. Son héros perd sa mère et son père en bas âge, et c'est tout. Le phrase de Dominique sur son père est étrange : « Mon père vécut encore quelques années, mais dans un état de santé si misérable que je cessai de sentir sa présence longtemps avant de le perdre, et que sa mort remonte pour moi bien au delà de son décès réel... Je n'attachai qu'un sens des plus vagues au mot d'orphelin qu'on répétait autour de moi comme un nom de malheur. »

Cette mésentente, à laquelle les succès de peintre de Fromentin, et surtout son mariage, mettent, superficiellement du moins, un terme, lui pèse d'autant plus que tous ses

goûts sont d'un homme d'intérieur. Le souci de se faire une famille passe pour lui avant tous les autres. Après quelques difficultés soulevées par ses parents, il épouse en 1852 la nièce d'Armand du Mesnil. Elle est à peu près sans fortune, et cette union, en imposant à Fromentin des charges nouvelles, rend plus urgente pour lui l'utilisation matérielle de son talent.

Il n'a considéré sa médaille que comme un encouragement. Il se fait de la hauteur de son art une idée très nette, estime qu'il a encore tout à apprendre. Aussi passe-t-il à un travail acharné l'été même de son mariage. Il s'est installé avec sa femme à Saint-Raphaël, travaille toute la journée à des études d'après nature, à des dessins, à des analyses de la lumière méditerranéenne, qu'il est, peut-être, le premier à avoir sentie blanche et non jaune. Et au bout de cinq mois de labeur il s'aperçoit qu'il a perdu son temps, que tout ce travail est demeuré à peu près stérile, et qu'il lui faut l'Afrique. Là seulement ses études s'organiseront en vue d'une œuvre définie, seront soutenues par une inspiration constante et conduites par une idée directrice. Les obstacles d'argent qui l'arrêtent sont aplanis par du Mesnil, qui lui obtient une commande de l'État, avec tous ses avantages.

Il reste un an en Algérie, de l'automne de 1852 à celui de 1853. C'est le voyage dont il a tiré ses deux livres, en y transposant des réminiscences de ses deux séjours antérieurs. Il ne retournera plus dans ce pays de sa peinture, vivra sur le capital amassé durant cette année si remplie, tirera indéfiniment ses tableaux des souvenirs et des études qu'il en rapporte.

Fromentin demeure pourtant, sept ans encore, dans une situation difficile. Ses expositions au Salon sont accueillies froidement. Lui-même sent qu'il piétine, travaille péniblement, est mécontent de lui-même. En partie par économie, il passe la plus grande partie de l'année à La Rochelle et dans la campagne rocheloise, à Saint-Maurice. C'est alors qu'il pense à se tourner vers la littérature, à y occuper une place dont puisse bénéficier sa peinture, et il se met à rédiger ses notes et ses souvenirs d'Algérie. *Un Été dans le Sahara* paraît en 1857, d'abord dans la *Revue de Paris*, puis chez Michel

Lévy. Le succès est éclatant. Gautier fait dans *l'Artiste* un éloge enthousiaste du livre, et George Sand, qui restera dès lors un peu la patronne littéraire de Fromentin, proclame son admiration. En 1858, *Une Année dans le Sahel* est publiée par la *Revue de Paris* et ne rencontre pas un accueil moins favorable.

Si Fromentin avait compté sur cette activité littéraire pour produire sa peinture à la pleine lumière, son calcul avait été juste. Le Salon de 1859 fut pour lui un triomphe. Il reçut une première médaille et la Légion d'honneur. A partir de ce moment ses tableaux s'enlèvent avec facilité, il peint abondamment, docile aux commandes, aux suggestions des marchands qui le confinent dans l'Algérie. « Il pestait, dit Maxime Du Camp, et pour la centième fois recommençait le petit cheval blanc, le petit ciel bleu, le petit pré argenté, le petit arbre sans nom dans la botanique et le petit Arabe aux bras nus. Un jour qu'il venait de terminer une de ses jolies toiles, il me la montra, et levant les épaules avec impatience il me dit : « Je suis condamné à ça à perpétuité. » Il resta pourtant laborieux et chercheur, échappa à l'abdication et à la routine d'un Henner et d'un Ziem. Mais la critique et le public accueillaient avec froideur ses tentatives de renouvellement : plus tard les *Centauresses* furent considérées comme une erreur et ses *Venise* parurent ternes et plombées.

Il sentait que son originalité vraie était assez peu dans sa peinture, plus dans ses livres, et beaucoup plus dans cette juxtaposition originale des deux arts qu'il possédait. C'est précisément l'année de son grand succès de peinture qu'il commence *Dominique*. Il n'y avait eu qu'un roman dans sa vie comme il n'y avait qu'un voyage refait plusieurs fois. Il avait écrit le voyage, il écrivit le roman, qui ne parut qu'en avril et mai 1862 dans la *Revue des Deux Mondes*. Entre temps il avait eu l'idée d'exploiter d'une façon assez hasardeuse sa veine algérienne, en écrivant avec Ludovic Halévy une grande pièce orientale à spectacle, machine pour quelque Châtelet, *Mesa-Oudah*, mais l'esquisse commencée fut assez vite abandonnée.

Dominique eut un grand succès auprès de la critique et des lettrés, un succès moindre auprès du public qui ne lui vint

que peu à peu. Mais sa renommée de peintre et d'écrivain valait à Fromentin une place officielle considérable. Au Salon membre influent du jury, invité à Compiègne par l'Empereur, ayant le goût de la vie mondaine où se déployaient ses qualités de brillant causeur, il semblait promis aux plus hautes satisfactions de carrière. Elles s'arrêtèrent pourtant à une limite assez modeste. Une brouille avec la princesse Mathilde lui causa des ennuis. En 1867, il se présenta à l'Académie des Beaux-Arts. Mais il lui manquait d'avoir exécuté de la peinture religieuse et historique. Spécialiste d'Afrique, il n'avait même rien fait de militaire, n'avait pas eu l'idée de peindre un zouave. Le *dignus intrare* ne fut pas prononcé, et Pils, un peintre qui réunissait à souhait tous ces mérites, fut élu.

Une occasion fut offerte à Fromentin en 1869 de renouveler son répertoire d'orientaliste. Il se laissa tenter par le voyage que le vice-roi d'Égypte, à l'occasion des fêtes d'inauguration du canal, fit organiser pour toute une caravane de lettrés et d'artistes français. Son carnet de voyage, publié par Louis Gonse, est des plus intéressants et nous laisse regretter qu'il ne l'ait pas rédigé en livre. Quelques toiles que lui inspirèrent plus tard ses souvenirs du Nil sont parmi ses meilleures. L'été suivant il partit pour Venise avec sa femme et en revint quinze jours après, à la nouvelle de la déclaration de guerre.

Il passe tristement le temps de la guerre à Saint-Maurice, auprès d'une femme neurasthénique et d'une vieille mère malade. Ses lettres révèlent, comme toutes celles du temps, la plus noire tristesse, et il s'y joint un froid découragement qui l'empêche quelque temps de travailler. Il se remet à peindre, mais il semble que, n'ayant plus rien à dire, il ait renoncé à la littérature. Buloz voudrait qu'il lui donnât des articles de critique, qu'il étudiât les grands peintres dans la *Revue des Deux Mondes*. Il s'y décide, et en attendant l'Italie il fait en l'été de 1876 un voyage d'un mois dans les musées de Belgique et de Hollande, d'où il rapporte les notes qui serviront aux *Maîtres d'autrefois*, publiés chez Buloz et en volume l'année suivante.

L'accueil fut chaleureux, mais le livre fut plus discuté que ses trois aînés. Beaucoup s'indignèrent des grandes réserves que

Fromentin apportait à son admiration pour Rembrandt. Des professionnels de la critique d'art considérèrent ce peintre comme un intrus dangereux et sa compétence technique comme un précédent pernicieux. Fromentin pensa que les *Maîtres d'autrefois* complétaient son œuvre littéraire d'une manière suffisante pour lui ouvrir l'Académie française. Il se présenta. Précisément il avait pour concurrent l'un de ceux dont son livre avait troublé le ciel serein, Charles Blanc, un vulgarisateur qui était à peu près à la critique d'art ce que Louis Figuier était à la science, mais qui s'était créé des relations comme directeur des Beaux-Arts. Il fut élu par vingt et une voix contre douze qu'obtint Fromentin. Quand Fromentin, deux mois après, mourut, Blanc, poursuivant ses avantages, écrivit dans *le Moniteur universel* une lettre où les *Maîtres d'autrefois* étaient représentés comme la honte de la critique.

Les témoignages sont à cela près unanimes sur la dignité et la délicatesse du caractère de Fromentin. Son centenaire coïncide avec celui d'Émile Augier, né comme lui en 1820. Il était naturel qu'ils fussent sympathiques l'un à l'autre. Ce sont deux bourgeois français, dont l'adolescence s'écoula dans de bonnes familles au temps du roi-citoyen, qui eurent leurs vingt ans au temps de la seconde République, et qui vers 1868 organisaient ensemble des charades à Compiègne, aux soirées de l'Impératrice. Leurs façons de comprendre et de vouloir leur furent communes avec toute une génération qui se développe aujourd'hui assez clairement devant le regard de l'histoire et de la critique, et dont ces deux noms aident à comprendre les mérites et les limites. Fromentin écrivait dans une lettre de jeunesse : « Je voudrais faire croire à des goûts que je n'ai pas pour le monde, et surtout paraître le plus simple possible, afin de détruire ce préjugé stupide qui prête aux artistes des prétentions à l'excentricité. » Il fut, dans sa vie et dans son art, de l' « école du bons sens », et aussi dans sa littérature et dans sa critique. *Dominique*, roman de classe moyenne, reste le meilleur des romans qui figurent en France, d'après un vieux rythme humain, une jeunesse qui se dépouille et une classe moyenne qui s'établit. Fromentin fut le peintre d'un Orient sans romantisme. Et critique il eut à peu près pour Rembrandt les sentiments d'un Ponsard ou d'un

Augier pour Victor Hugo. Le hasard des nombres ramène son centenaire dans une époque de « réaction contre le romantisme » : les époques précédentes aussi, d'ailleurs ; mais on dit que leur réaction n'était pas la bonne. Ne jugeons ces actions et réactions qu'à leurs fruits, Fromentin nous en garde encore qui ne sont pas négligeables.

II

L'ORIENTALISTE

On écrira sans doute un jour une histoire de l'orientalisme au XIXe siècle, et les matériaux qu'aura amassés l'auteur de cette histoire permettront peut-être de répondre à diverses questions intéressantes, aujourd'hui encore obscures. Il est entendu que le terme d'Orient s'entend de tous les pays chauds qui vont de l'Inde au Maroc. Les éléments dont se composent, tant dans l'imagination que dans la réalité, son pittoresque et sa séduction sont complexes. C'est cette figure de la nature, dont l'Europe ne nous offre pas d'exemple : le désert, dont la poésie partage certains de ses éléments avec la poésie de la mer. C'est le charme étrange de l'Islam, le décor d'une religion si parfaitement appropriée à un climat et à une humanité, en un temps où *le Génie du Christianisme* a appris aux Français à considérer la religion, et la leur d'abord, comme un fait esthétique et un ordre décoratif. C'est une certaine sensualité qui ne se développe en Europe qu'avec une mauvaise conscience, et à laquelle l'Orient, imagine-t-on, donne un cadre, une nourriture, une philosophie. C'est la pompe des souvenirs historiques, les scènes de l'antiquité biblique et classique que nous rappellent, en les lieux mêmes où elles se développèrent, des attitudes et des costumes. C'est, au XIXe siècle, par suite de la pénétration européenne et des conquêtes coloniales, l'équivalent pour les lettres et l'art de ce que sont pour la politique et le commerce l'ouverture de départements et de débouchés nouveaux. Cette conquête de l'Orient s'est faite progressivement sans qu'il y ait jamais eu une brusque révélation comme celle de la nature alpestre

par Rousseau ou celle de la nature américaine par Chateaubriand. Mais l'orientalisme a eu ce qui manqua — et manque encore — aux Alpes et à l'Amérique : des peintres. Dans la mesure où il a été un « mouvement » lié au mouvement romantique, il nous apparaît comme l'œuvre conjuguée et mêlée des littérateurs et des artistes : ceux qui vivent sur les frontières des deux professions, Delacroix, Théophile Gautier, Fromentin, nous le font suffisamment comprendre.

De ces trois noms, le dernier est non certes le plus grand, mais celui sous lequel l'auteur du livre que nous souhaitons trouverait pour résoudre son problème historique le plus d'intelligence et de lumières. En peinture Fromentin a pris avec élégance et correction, sans d'ailleurs les imiter, la suite de maîtres plus grands que lui, des Decamps et des Marilhat qui connaissaient alors le plein succès. En littérature descriptive, ses deux livres, *Un Été dans le Sahara* et *Une Année dans le Sahel*, font époque. Mais comme, à la différence de Delacroix, c'est un écrivain professionnel qui ne se borne pas à un *Journal intime*; comme, à la différence de Gautier, c'est un esprit pourvu éminemment de sens critique, et qui, eût dit Faguet, a des idées, — il a réfléchi non seulement sur l'Orient et sur sa peinture de l'Orient, mais sur l'orientalisme lui-même, sur les problèmes qu'il pose, sur son aspect historique général.

Sa conclusion est que l'incorporation de la nature orientale à la grande peinture reste à trouver. Rappelant une conversasion avec Cabat dans laquelle, pour celui-ci, la Seine était devenue « le fleuve ». Fromentin ajoute : « Qui de nous pourra faire quelque chose d'assez individuel et à la fois d'assez général avec l'Orient pour devenir l'équivalent de cette idée simple de fleuve? » Il ne pense nullement que ce soit lui. « Il est probable que j'échouerai dans ce que j'entreprends, ce qui ne prouvera pas que l'entreprise est irréalisable. »

Le problème est parfaitement posé. Les peintres ont été attirés vers l'Orient par ce qu'il offrait d'original, de non vu, de curieux. Ils ont cru ajouter à la découverte d'un art nouveau en la doublant par la découverte d'une matière nouvelle. Ils se sont placés ainsi à l'antipode de l'art hollandais (qui connut d'ailleurs avec Van Everdingen un exotisme norvégien

de la montagne et du Nord). Ou plutôt ils ont eu tendance à donner (même Delacroix dans sa *Noce juive*) à leur peinture le vivant de l'anecdote originale. On voyait, il y a quelques années, et on voit peut-être bien encore dans l'un des deux Salons officiels, des tableaux d'un peintre qui avait choisi pour spécialité les scènes familières ou badines entre curés, évêques, cardinaux. Cela donnait, comme peinture, ce que cela pouvait, mais le piquant de l'anecdote arrêtait le gros public, peu habitué à voir les dignitaires de l'Église en cette attitude, et l'auteur n'en demandait sans doute pas plus. Ce genre d'originalité, tout art littéraire peut le rechercher légitimement, et Fromentin, dans ses grands récits de voyage, ne se fait pas faute de transformer dans ce sens la réalité telle qu'il l'a vue. Mais, la peinture, et ici la peinture orientaliste lui paraît comporter le traitement inverse. On devra rechercher dans la nature orientale le genre commun, la réalité ordinaire, le type que l'on reconnaît oriental sans être jamais allé en Orient. Raisonnable et traditionnel, Fromentin voit comme but et limite de l'orientalisme une idée de l'Orient ainsi que Cabat devant la Seine rêvait à une idée du fleuve.

Dès son premier voyage en 1846 il écrivait : « Plus j'étudie cette nature, plus je crois que malgré Marilhat et Decamps l'Orient reste encore à faire. Pour ne parler que des hommes, ceux qu'on nous fait sont des bourgeois. Le vrai peuple arabe en haillons et plein de vermine, avec ses ânes misérables et teigneux, ses chameaux en guenilles passant, noirs et rongés par le soleil, devant des horizons splendides, cette grandeur dans les attitudes, cette beauté antique dans les plis de tous les haillons, voilà ce que nous ne connaissons pas. » Il est frappé par le caractère biblique de ces hommes graves et magnifiquement drapés, par les ressources que pourrait tirer de l'Algérie une interprétation moins conventionnelle de l'antiquité sacrée.

Il se défend de retrouver les souvenirs bibliques dans le côté pittoresque, local, précis de l'Algérie ou d'un pays oriental quelconque, au contraire par exemple de James Tissot. Si la vie arabe lui paraît évoquer l'image saisissante des personnages et des pays bibliques, c'est précisément dans la mesure où elle dépouille l'homme, le simplifie, l'associe à

la beauté pure de la terre, des cieux et de la lumière. « Si plus fréquemment que d'autres il approche de l'épopée, c'est alors par l'absence même de tout costume, c'est-à-dire en quelque sorte en cessant d'être arabe pour devenir humain. » Fromentin rêve d'une idéalisation de la nature orientale, et le peintre parfait qui serait au bout de ce rêve, on peut l'imaginer comme un Ingres de la lumière. « Ce n'est pas la gaieté qui me plaît dans la lumière, ce qui me ravit, c'est la précision qu'elle donne aux contours, et de tous les attributs propres à la grandeur, le plus beau selon moi c'est l'immobilité. En d'autres termes je n'ai de goût sérieux que pour les choses durables, et je ne considère avec un sentiment passionné que les choses qui sont fixes. » Mais son intelligence de critique dépasse de beaucoup ses moyens et sa volonté de peintre, et le peintre n'a pas réalisé grand'chose de ces ambitions.

La façon dont il comprenait son voyage d'Algérie, les ambitions précises et limitées, modestes en somme, dont la réalisation lui paraissait un bénéfice suffisant et parfait, nous donnent la mesure de cet écart entre l'écrivain et le peintre. Au commencement de son second et plus important voyage, celui de 1847, il écrit : « J'entends, tu le comprends, tirer un double parti de ce voyage : d'abord faire mon éducation de peintre dans ce long et étroit contact avec la nature. Mon travail d'atelier m'a appris tout ce qui me manque ; il faut que je l'acquière. Je le puis là mieux qu'ailleurs. Mes observations porteront sur tout à la fois, car l'éducation d'un peintre ne saurait se faire d'une manière complète dans une nature qui ne l'est point par elle-même. Je compte en outre meubler mes cartons et amasser de quoi suffire à de longs travaux d'atelier. Mon programme est arrêté. Outre les études qu'il faudra faire à titre d'exercice, j'en ferai en vue de travaux précis, déjà médités. Nous emploierons la saison des pluies à faire la figure. » Fromentin demeure très fidèle à ce programme, avantageux pour sa carrière, néfaste à son art. Il a fait en trois voyages de jeunesse, relativement courts, sa provision complète de nature algérienne, nature d'ailleurs intelligemment comprise comme une somme, comme un système clos d'êtres et de rapports. Les copies qu'il rapportera dans ses cartons alimenteront une vie de travail d'atelier,

et ce travail, ainsi soustrait à l'influence et à l'action constantes de la nature, risquera de devenir une fabrique, de se racornir en poncif. La peinture de Fromentin ne donne pas cependant une impression d'insincérité, et sa méthode de travail lui a été tout de même moins néfaste qu'on ne pourrait le croire. Il le doit à une qualité qu'il possède à un degré extraordinaire, la mémoire. Le capital d'études sur lequel a vécu sa carrière était un capital vivant. En 1846, il écrivait à sa mère : « En passant par le souvenir, la vérité devient un poème, le paysage un tableau. Si grande et si belle que soit la réalité, tu verras que le souvenir finit encore par la dépasser et réussit à l'embellir. Je suis bien sûr que tout ce que j'ai vu il y a trois mois reste maintenant au-dessous de l'image transfigurée que j'en ai gardée. » En réalité sa mémoire ne lui fournissait pas seulement cette synthèse spontanée, elle lui gardait intact le monde infini des détails. Contant chez Brébant ses souvenirs d'Égypte, il émerveille ainsi Edmond de Goncourt.

« Longtemps, il a décrit le pays avec une mémoire qui a le souvenir du jour, du vent, du nuage, une mémoire locale inouïe, mettant, avec la couleur de sa parole, sous nos yeux les tournants du Nil, les aspects des pylônes, les silhouettes des petits villages, les lignes chaotées de la chaîne Libyque — comme s'il nous en montrait les esquisses.

« Non, je ne suis jamais tombé sur un homme ayant emporté d'un pays une réminiscence plus grandiose de tous les détails à demi cachés et presque secrets, qui en font le caractère intime... » Il disait : « Je ne prends pas de notes. »

La mémoire de Fromentin ne l'empêchait pas de prendre, avec ses croquis, des notes (ses carnets en font foi). Lui-même d'ailleurs accrédite dans la préface de 1874 à un *Été dans le Sahara* une opinion analogue à celle que lui prête le *Journal*. Il prétend avoir écrit ses deux livres de voyage « sans autre ressource que la mémoire et dans la forme particulière propre aux souvenirs condensés ». En réalité, il a eu recours à ses carnets et à ses croquis. Mais il est vrai qu'ils ne lui fournissent qu'un canevas léger et des points de repère effacés. De même que les toiles africaines de Fromentin sont peintes dans son atelier de Paris, de même *Un Été dans*

le Sahara et *Une Année dans le Sahel* sont construits sur une fiction : des lettres à Armand du Mesnil, écrites après le voyage, et que la comparaison avec les carnets nous montre pleines de transpositions et d'inventions. Tels récits qui semblent authentiques et vécus, comme le vol dont il est victime à Laghouat sont imaginés par lui sur le noyau réel d'une vieille histoire qui lui est arrivée plusieurs années auparavant. On éprouve d'abord une surprise quand, derrière cette correspondance en apparence toute fraîche et sincère, on reconnaît cet artifice. En réalité cette idéalisation positive, cette reconstruction par la mémoire fait partie du génie propre de Fromentin ; au contraire d'un Loti, la sensation directe ne lui fournit rien de bien utilisable. Au retour de son second voyage il écrit : « Il y a un trop-plein de sensations qui va déborder pendant quelque temps sous mille formes : notes, récits, aquarelles, dessins, esquisses. » Le voyage, vu avec un certain recul, entre dans la période de cristallisation. La page célèbre de *Dominique* sur la magie de l'absence va très loin quand on l'applique à la psychologie de Fromentin.

Si l'absence, le lointain, lui servent à résumer et à idéaliser, la mémoire lui maintient présents une infinité de détails entre lesquels il a le choix pour faire vivre ce résumé, animer cette idéalisation. Ce qui donne aux deux livres de Fromentin une valeur hors pair dans notre littérature de voyage, c'est le merveilleux équilibre entre l'œil qui perçoit et qui note le détail pittoresque, et l'esprit qu'on sent toujours prêt à faire rentrer ce détail dans un ordre, c'est-à-dire l'équilibre entre une sensibilité fraîche et une intelligence instruite. Ce mélange d'indications de peintre, d'impressions très fines, de pensées vigoureuses et justes nous donne non seulement la réalité de livres parfaits, mais l'idée d'un homme complet, d'une belle harmonie entre un œil qui sait voir, une main qui sait rendre, une âme qui sait sentir, un esprit qui sait penser. Harmonie qui n'est pas confusion, qui exclut la confusion. Peintre, Fromentin ne fera pas plus de la littérature de peintre, comme Théophile Gautier, qu'écrivain il ne voudrait faire de peinture littéraire, comme Paul Delaroche. Expert dans les deux arts, il appliquera son intelli-

gence à les bien distinguer, à tirer de tous deux, sur leur terrain propre, leur plein rendement.

« Il y a des formes pour l'esprit, comme il y a des formes pour les yeux; la langue qui parle aux yeux n'est pas celle qui parle à l'esprit. Et le livre est là, non pour répéter l'œuvre du peintre, mais pour exprimer ce qu'elle ne dit pas. » Ainsi s'exprime-t-il dans cette curieuse et intelligente préface d'*Un Été dans le Sahara* qui est comme son manifeste littéraire. Nous y voyons, avec limpidité, un homme désireux de clarté, précis dans ses ambitions, peintre de son métier mais qui se sait assez de souplesse dans l'esprit pour comprendre qu'il pouvait réussir aussi bien dans un autre métier, et qui institue une expérimentation à la fois sur lui-même, sur l'art littéraire, sur les rapports et les limites de l'art littéraire et de la peinture. Et l'expérimentation réussit : « J'en conclus avec la plus vive satisfaction que j'avais en main deux instruments distincts. Il y avait lieu de partager ce qui convenait à l'un, ce qui convenait à l'autre. Je le fis. Le lot du peintre était forcément si réduit, que celui de l'écrivain me parut immense. Je me promis seulement de ne pas me tromper d'outil en changeant de métier. »

La différence des deux outils, des deux métiers, est pour lui celle du matériel au spirituel et du lourd à l'impondérable. Il y a eu de grands poètes en peinture, et la perfection de la peinture n'est chez Léonard que le seuil d'où partent, comme une procession de formes changeantes, des suggestions indéfinies. Le paysage lui-même, avec Corot et Rousseau, ne s'arrête pas à la surface du tableau et se prolonge en nous par une atmosphère sensible et pensante. La peinture orientale ne comporte pas cette musique lointaine : la nature qu'elle reproduit, le caractère inhabituel pour nous de cette nature l'arrêtent comme une main posée sur un verre vibrant de cristal. De là chez Fromentin une distinction plus nette des deux arts. Ce que sa mémoire avec des habitudes spéciales, ce que son œil avec plus d'attention, de portée et de facettes, avaient retenu de sensations pendant le cours d'un long voyage en pleine lumière, il essayait de l'approprier aux convenances de la langue écrite. Il transposait à peu près comme fait un musicien, en pareil cas. Il aurait voulu

que tout se vît sans offusquer la vue, sans blesser le goût ; que le trait fût vif, sans insistance de main ; que le coloris fût léger plutôt qu'épais ; souvent que l'émotion tînt lieu de l'image. En un mot, sa pensée constante, je le répète, était que sa plume n'eût pas trop l'air d'un pinceau chargé d'huile et que sa palette n'éclaboussât pas trop souvent son écritoire. Il met son élégance à être un écrivain et non pas seulement un peintre qui écrit. Il sent parfaitement que l'œuvre propre de la littérature est d'introduire et de suggérer les images, de provoquer l'esprit à les produire de lui-même, au lieu que la peinture, tout au moins sa peinture à lui et celle des orientalistes, impose les siennes à l'esprit. Toutes proportions gardées, le livre, pour Fromentin, relaye la peinture comme la musique du violon relayait pour Ingres le dessin précis, le tableau parfait et clos d'où rien ne s'évadait.

L'impression picturale, le tableau virtuel (qui passera ou non à la réalité de la toile) est une réalité physique, bien que l'art y enferme le plus de sens et d'âme possible. Voici un passage qui fera comprendre comment l'écriture, le prenant pour point de départ, en porte, par ses moyens propres, les puissances à plus de spiritualité, et joue avec les éléments moraux comme le peintre avec les éléments matériels. « Nos tentes, très vastes, et, soit dit en passant, déjà rayées de rouge et de noir comme dans le Sud, occupaient la largeur d'un petit plateau nu, au bord de la rivière. Elles étaient grandes ouvertes, et les portes, relevées par deux bâtons, formaient sur le terrain jaune et pelé deux carrés d'ombre, les seules qu'il y eût dans toute l'étendue de cet horizon accablé de lumière et sur lequel un ciel à demi voilé répandait comme une pluie d'or pâle. Debout dans cette ombre grise, et dominant tout le paysage de leur longue taille, Si-Djilali, son frère et leur vieux père, tous trois vêtus de noir, assistaient en silence au repas. Derrière eux, et en plein soleil, se tenait un cercle de gens accroupis, grandes figures d'un blanc sale, sans plis, sans voix, sans gestes, avec des yeux clignotants sous l'éclat du jour, et qu'on eût dit fermés. Des serviteurs, vêtus de blanc comme eux et comme eux silencieux, allaient sans bruit de la tente aux cuisines dont

on voyait les fumées s'élever en deux colonnes onduleuses au revers du plateau, comme deux fumées de sacrifice.

» Au delà, afin de compléter la scène et de l'encadrer, je pouvais apercevoir, de la tente où j'étais couché, au coin du douar, au bout de la rivière où buvaient des chevaux libres, et, tout à fait au fond, de longues troupes de chameaux bruns, au cou maigre, couchés sur des mamelons stériles, terre nue comme le sable et aussi blonde que des moissons.

» Au milieu de tout cela, il n'y avait donc qu'une petite ombre, celle où reposait les voyageurs, et qu'un peu de bruit, celui qui se faisait sous la tente.

» Et de ce tableau, que je copie sur nature, mais auquel il manquera la grandeur, l'éclat et le silence, et que je voudrais décrire avec des signes de flamme et des mots dits tout bas, je ne garderai qu'une seule note qui contient tout : « Bois en paix. »

« Bois en paix » est l'inscription arabe qui se trouve sur les tasses où les voyageurs boivent le café. C'est là une très belle page, mais aussi et surtout curieuse en ce qu'elle est caractéristique de la place littéraire tenue par Fromentin. La question qu'il pose, et autour de laquelle s'ordonne spontanément sa description, est une question abstraite, une attitude de l'intelligence : c'est le problème des frontières et des rapports entre un tableau littéraire et un tableau pictural. Il l'a traité dans la préface d'*Un Été dans le Sahara*. Il estime que l'un commence où l'autre finit. Et la page que je viens de citer ne contredit pas cette idée, mais elle la tempère. Elle figure une impression picturale plutôt qu'elle n'indique une impression littéraire. Tout y est disposé en vue d'un tableau, et d'un tableau classique, d'un paysage historique pris dans la tradition qui va de Poussin à René Ménard. A ce moment de son voyage Fromentin est hanté par l'Orient stylisé des patriarches, qu'il retrouve en Algérie. Et sa description littéraire stylise dans le même sens. Évidemment nous sommes loin de la description à la Loti, qui songe si peu à faire un tableau ; mais notons que la peinture se déplace avec la littérature, et un peu dans le même sens, puisque au temps de Loti les impressionnistes ne songent pas davantage à faire un « tableau ». Et Fromentin, après avoir construit

son tableau littéraire à l'image et dans l'esprit d'un tableau pictural, après l'avoir à la fois copié « sur nature » et idéalisé en peintre classique, en marque les limites, fait sentir le point où l'évocation picturale a épuisé ses moyens, où la parole n'est plus qu'aux « signes de flamme » et « aux mots dits tout bas », et, plus bas encore, confondue avec la tasse de café de l'hospitalité, se résume en cette seule note : « Bois en paix ».

La transformation du tableau en page est ici sensible. Mais on aura reconnu ce que cette glose, prenant la suite de celle de Fromentin, comporte d'artificiel. Les limites des deux arts sont moins tranchées théoriquement que Fromentin ne le dit, ou plutôt elles sont tranchées de façon singulière dans un ordre irréversible. Le terme de peinture littéraire s'emploie toujours en mauvaise part, celui de littérature plastique non. *Ut pictura poesis* n'a jamais été retourné par aucun peintre (sinon par ceux qui ne peignent que dans les airs avec la fumée de leurs théories et de leurs pipes) en un *Ut poesis pictura*. On peut parler à vrai dire de la poésie d'un tableau, *l'Embarquement pour Cythère* par exemple, mais cette poésie est créée littérairement par le spectateur plutôt que donnée consciemment par le peintre. Les peintres qui ont voulu faire de la poésie, comme les artistes du symbolisme et de la Rose-Croix se sont tristement fourvoyés. Au contraire, à l'époque de Fromentin, la littérature cherche avec une bonne conscience et un estomac robuste à incorporer le plus possible de peinture, et d'art plastique en général. Le goût fin et classique de Fromentin a beau s'efforcer de les tenir sur des terrains différents : sa préface théorique de 1847 ne répond qu'à moitié à la réalité de son œuvre telle qu'il l'avait conçue une quinzaine d'années plus tôt. *Une Année dans le Sahel* et surtout *Un Été dans le Sahara* sont bien écrits sous le signe et dans la hantise de la peinture, mais aussi dans une liberté qui sait se dégager, quand il le faut, des images, pour arriver à l'expression de l'intelligence pure.

Un Été dans le Sahara (certainement supérieur à ce joli séjour à Mustapha et à Blidah que raconte *Une Année dans le Sahel*) nous rend incomparablement l'âme même de la nature désertique, l'espace, les longues journées de chaleur

et de monotonie puissante, et surtout et toujours l'inépuisable lumière. Il semble que Fromentin soit venu en Afrique chercher la lumière moins pour la peindre que pour la comprendre, en obtenir l'intelligence et en créer l'idée. Il nous fait penser à un grand peintre — peut-être impossible — qui eût été dans la lumière d'Orient comme Claude Lorrain dans la lumière de Rome : « C'est une sorte de clarté intérieure qui demeure, après le soir venu, et se réfracte encore à travers mon sommeil. Je ne cesse pas de rêver lumière ; je ferme les yeux et je vois des orbes rayonnants ou bien de vagues réverbérations qui grandissent, pareilles aux approches de l'aube ; je n'ai pour ainsi dire pas de nuit. » Même dans ses toiles nous saisissons quelque chose de cette lumière qui « vous baigne également, comme une autre atmosphère, de flots impalpables. Elle enveloppe et n'aveugle pas. D'ailleurs l'éclat du ciel s'adoucit par des bleus si tendres, la couleur de ces vastes plateaux, couverts d'un petit foin déjà si flétri, est si noble, l'ombre elle-même de tout ce qui fait ombre se noie de tant de reflets, que la vie n'éprouve aucune violence, et qu'il faut presque la réflexion pour comprendre à quel point cette lumière est intense. »

Cette lumière à la fois sensible et intellectuelle qui n'existe vraiment, pour Fromentin, que prolongée et mise en valeur par les harmoniques de la mémoire et de la réflexion, nous la trouvons jusqu'à un certain point dans sa peinture ingénieuse et plus encore dans son style écrit. Son style descriptif n'est pas, comme celui de Chateaubriand et de Loti, une vision nouvelle des paysages rendue par une expression littéraire nouvelle. Son mérite c'est une conscience calme, une probité aisée qui fait que sa phrase parfois alourdie et généralement sans musique ne se trouve jamais, devant un spectacle, un sentiment ou une idée, dénuée de moyens, et dit clairement, entièrement, pittoresquement, ce qu'elle veut dire. Au fond de ce style il y a en somme, comme sa base et son capital, des qualités solides à la Gautier, et, comme chez Gautier, la transposition possible de la peinture à l'écrit. Possible, parce que, plus que Gautier, Fromentin a l'esprit de discipline et d'humanisme qui fait qu'il se contente de s'en montrer capable et n'en use que par moments.

Son style descriptif prend place sur la courbe qui unit l'Orient de l'*Itinéraire* à l'Afrique de *Salammbô*. Dans la page qui suit, l'oreille éprouve la sensation de ce passage. Elle est tirée d'*Un Été dans le Sahara* qui parut en 1856, un an avant *Madame Bovary* et qui était la première œuvre de Fromentin.

« Au delà commençait l'azur; et alors, à des profondeurs qui n'avaient pas de limites, à travers des limpidités inconnues on apercevait le pays céleste du bleu. Des brises chaudes montaient, avec je ne sais quelles odeurs confuses et quelle musique aérienne, du fond de ce village en fleurs; les dattiers, agités doucement, ondoyaient avec des rayons d'or dans leurs palmes ; et l'on entendait courir, sous la forêt paisible, des bruits d'eau mêlés aux froissements légers du feuillage, à des chants d'oiseaux, à des sons de flûte. En même temps un muezzin, qu'on ne voyait pas, se mit à chanter la prière du soir, la répétant quatre fois aux quatre points de l'horizon, et sur un mode si passionné, avec de tels accents, que tout semblait se taire pour l'écouter. » Jusqu'à l'avant-dernière phrase nous sommes sur une sorte de plaque tournante entre le style des *Mémoires d'outre-tombe* et celui de *Madame Bovary*. La periode ternaire du milieu pourrait être exactement de Flaubert. Mais la dernière phrase ne pourrait absolument pas être de Flaubert, qui termine toujours un paragraphe descriptif par un trait net et pittoresque, une saillie, au lieu que Fromentin l'achève par cette ligne égale ou déclinante où se plaisait le XVIIe siècle.

Après le Flaubert oratoire et nombreux de *Madame Bovary*, Fromentin descriptif saura rappeler ou plutôt annoncer le Flaubert plastique, ramassé et vibrant de *Salammbô* et surtout de *la Tentation*. Exception faite d'un « pour ainsi dire », le tableau suivant pourrait appartenir aux jeux de scène et à la partie décorative, aux figures locales dont Flaubert dans sa dernière version de *Saint Antoine* anime autour du solitaire le paysage égyptien.

« Quelquefois un épervier apparaît dans le carré de ciel bleu compris entre les murs gris de la cour. Tout à coup son ombre, qui flotte un moment sur le pavé, fait lever la tête au chien de garde et lui arrache un rauque aboiement. L'oiseau

se laisse tomber comme s'il était mort, prend un débris, donne un coup d'aile et remonte ; il s'élève en faisant de grands cercles ; arrivé très haut il se fixe. On le distingue encore, comme un point jaune taché de points obscurs, immobile, les ailes étendues, cloué pour ainsi dire comme un oiseau d'or sur du bleu. »

Même parfois le paysage algérien donne déjà à Fromentin la primeur de certaines musiques qu'il gardait pour André Gide. Ceci pourrait appartenir à *Amyntas :*

« Les collines se couvraient d'ombre ; les bois étaient couleur de bronze, les champs avaient la pâleur exquise des blés nouveaux ; le contour des bois s'indiquait par un filet d'ombres bleues. On eût dit un tapis de velours de trois couleurs et d'épaisseur inégale ; rasé court à l'endroit des champs ; plus laineux à l'endroit des bois. »

Ces analogies indiquent seulement qu'il y a, dans une certaine mesure, une nature commune au style des écrivains qu'on pourrait appeler orientalistes. J'entends le style fait, achevé, poussé dans la grande voie traditionnelle de la prose française. Il faudrait en excepter Loti, merveilleux notateur qui pousse plus loin qu'eux tous la fraîcheur et l'intégrité de la sensation, mais aussi l'inaptitude à l'étendre en idée, l'ignorance de ce que l'Occident appelle penser : aussi se trouve-t-il de plain-pied, beaucoup plus que Fromentin, avec les choses et les figures d'Orient. Il n'est pas de page de Fromentin où l'on ne voie de façon continue que c'est un homme fort intelligent qui parle. Aussi la nature d'Orient est chez lui de la nature interprétée, et s'il y a pour les yeux bien des manières de la voir, il n'y a peut-être pour des cervaux d'Occident, à notre époque, qu'une manière générale de l'interpréter. Chez des artistes bien instruits et très conscients, comme Fromentin, Gautier, Flaubert, Gide, le style n'est pas seulement sensation, il est aussi, et beaucoup, interprétation. Et nous pourrions ajouter ici M. André Chevrillon et les frères Tharaud qui participent à la même interprétation, et qui présentent, eux aussi, des analogies de style avec Fromentin. Tous ces noms forment vraiment une école orientaliste française, à base d'intelligence, en face de laquelle un Loti est seul. On y discernerait trois idées fondamentales qui suffisent à

lui donner cette unité ; une idée du style descriptif français, à évolution lente, depuis Rousseau ; — une idée des rapports et des différences, un exercice de comparaison constant, entre la peinture et l'écriture ; — une idée analogue de rapports et de différence, un exercice pareil de comparaison entre l'Occident et l'Orient.

Chacun porte d'ailleurs dans le genre commun de cette école sa différence spécifique. Je n'ai à noter ici que celle de Fromentin. Sa tendance propre est celle que formule le mot d'Amiel : faire de la nature qu'il contemple un état d'âme, un état d'âme qui trouve son équilibre en devenant un état d'intelligence. Et l'originalité de cette fleur consiste dans le lien qui l'unit à sa racine. Cet état mental survient, à un moment donné, sur un tableau pur et presque technique de peintre.

« Il faisait chaud, l'air était orageux ; le ciel, semé de nuages avec des trouées d'un bleu sombre, promenait des ombres immenses sur l'étendue de ce beau pays, tout coloré d'un vert sérieux. C'était paisible, et je ne puis dire à quel point cela me parut grand. »

Tout le morceau tourne autour de la belle épithète mentale : « vert sérieux ». A ce moment le sens passe de l'extérieur à l'intérieur, de la peinture à la poésie, les mots les plus ordinaires suffisent alors à garder intacte et à prolonger longtemps la force de l'adjectif.

Un tableau plus développé et plus complexe nous apparaîtra sous la même figure :

« Ce premier aspect d'un pays désert m'avait plongé dans un singulier abattement. Ce n'était pas l'impression d'un beau pays frappé de mort et condamné par le soleil à demeurer stérile ; ce n'était plus le squelette osseux de Boghari, effrayant, bizarre, mais bien construit ; c'était une grande chose sans forme, presque sans couleur, le rien, le vide, et comme un oubli du bon Dieu ; des lignes fuyantes, des ondulations indécises ; derrière, au delà, partout, la même couverture d'un vert pâle étendue sur la terre ; çà et là des taches plus grises, ou plus vertes, ou plus jaunes ; d'un côté les Sebal-Rous à peine éclairées par un pâle soleil couchant ; de l'autre, les hautes montagnes du Tell encore plus effacées dans les brumes

incolores ; et là-dessus un ciel balayé, brouillé, soucieux, plein de pâleurs fades, d'où le soleil se retirait sans pompe et comme avec de froids sourires. Seul, au milieu du silence profond, un vent doux qui venait du Nord-Ouest et nous amenait lentement un orage, formait de légers murmures autour des joncs du marais. Je passai près d'une heure entière couché près de la source à regarder ce pays pâle, ce soleil pâle, à écouter ce vent si doux et si triste. La nuit qui tombait n'augmenta ni la solitude, ni l'abandon, ni l'inexprimable désolation de ce lieu. »

On voit la différence qui existe dans l'art du paysage entre l'état d'âme à la Chateaubriand et l'état d'âme à la Fromentin : le premier romantique et tendu, rare et noble, le second réaliste, précis, quotidien. On retrouve devant les visions d'Algérie l'analyste de *Dominique*. On sent dans cette page, comme dans presque toute l'œuvre de Fromentin voyageur, que cette tête lucide et pratique a devant son impression et son souvenir le souci de les représenter justement, dans leur extérieur et leur intérieur. Il s'agit ici de donner à la fois la sensation, le sentiment, l'idée de la terre vue sous un aspect d'évanescence, comme de l'être diminué qui reflue vers le néant. Le paysage est d'abord construit ou plutôt détruit par le jeu de quelques lignes qui semblent tirées d'un album de croquis; puis toute son âme confondue avec celle de l'artiste s'incorpore au ciel spacieux : ce ciel soucieux, aux pâleurs fades, d'où le soleil se retire avec de froids sourires, tient dans la page la même place que le mot « sérieux » dans le passage qui précède. Sur ces images le paysage tourne du monde de la plastique au monde des sons, à une musique sensible qui dessine extérieurement une musique intérieure. La dernière phrase est d'une poésie retenue et parfaite. Si le XVIIe siècle avait eu un grand descriptif, un La Fontaine de la prose, il l'eût trouvée.

L'Itinéraire de Chateaubriand, les *Voyages en Orient* de Lamartine, de Gautier, de Gérard de Nerval, ont vieilli, et il semble bien que ce soit là la destinée de tous les livres de voyage. Ceux de Fromentin sont peut-être les récits de ce genre qui datent le moins. Leur fraîcheur de narration, leur netteté spirituelle de description demeurent en bonne partie intactes.

On n'y trouve comme dans Chateaubriand, Gautier ou Taine aucune qualité exclusive et puissante, mais un équilibre intelligent de toutes les qualités requises pour faire une œuvre juste, mesurée et vraie. A la réflexion ces livres sont à leur place dans l'Algérie de 1850. Ils font partie intégrante et harmonieuse d'une conquête ; en accord avec cette prise de possession par l'intelligence française, qui aboutit à la création d'une France d'Afrique, ils annexent de leur côté, pour les lettres françaises, selon une méthode française, un peu à l'exemple de Poussin et de Lorrain à Rome, la lumière et les formes algériennes, prises dans le courant et replacées dans l'unité d'une nature d'Orient, d'une école d'orientalistes. Que Fromentin n'ait que du talent, que l'orientalisme n'ait bénéficié chez personne d'un sursaut de génie et qu'il ne se soit incorporé à l'art supérieur qu'en se confondant dans le romantisme, c'est d'ailleurs ce qui paraît évident, mais qui n'est pas une raison pour ne point goûter à leur place ces genres mineurs et délicats.

(A suivre.)

ALBERT THIBAUDET

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA DÉMOCRATIE ALLEMANDE[1]

LES HOBEREAUX

III

Les organisations agricoles de l'Allemagne sont tout aussi nombreuses et aussi puissantes que les organisations de l'industrie et du commerce. Elles n'ont toutefois, que ce soient des organisations ouvrières ou des organisations patronales, ni le même caractère, ni le même programme. Tandis que les industriels allemands se préoccupent avant tout de défendre les intérêts de l'industrie allemande, les grands propriétaires fonciers, eux, font de la politique. Ils veulent le retour de l'ancienne monarchie et se refusent à admettre, même provisoirement, le principe de la collaboration entre ouvriers et patrons, que les industriels allemands ont accepté comme un pis aller provisoire.

Les ouvriers agricoles, de leur côté, sont sans doute des syndicalistes aussi convaincus et aussi intransigeants que les ouvriers et les employés de l'industrie ; mais, tandis que les ouvriers de l'industrie se sont fixé comme programme la

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juin et du 1er juillet 1920.

réalisation d'une « démocratie économique », dont ils ont eux-mêmes défini le caractère, et travaillent en conséquence à transformer lentement et progressivement leurs syndicats en groupements industriels, les syndicats agricoles ne songent guère qu'à l'établissement des contrats collectifs, c'est-à-dire uniquement à l'amélioration des conditions de travail et de salaire.

Entre les deux groupements agricoles patronaux et ouvriers, les paysans restent, tout comme les artisans dans l'industrie, indécis ou indifférents.

***

La révolution allemande de novembre 1918 n'a pas eu pour résultat de supprimer la grande propriété. Les anciennes provinces prussiennes, situées à l'est de l'Elbe, sont demeurées après deux années de régime républicain le pays des « Junkers » et des « Landräte » (sous-préfets) monarchistes. Il apparaît même comme probable, après le vote de réformes agraires dans les différents États de l'Europe Centrale, que l'Allemagne restera bientôt le seul pays de grande propriété de l'Europe.

Avant la guerre, la répartition de la propriété foncière était la suivante en Allemagne :

Petite propriété (1 à 5 hectares).....	6 798 423	hectares
Moyenne propriété (5 à 100 hectares).	25 391 532	—
Grande propriété (plus de 100 hectares).	9 916 531	—

La grande propriété existait surtout dans les vieilles provinces prussiennes : Poméranie, Prusse Orientale, Prusse Occidentale, Brandebourg, Posnanie, Silésie, Saxe :

Petite propriété.....	1 714 850	hectares
Moyenne propriété.....	10 067 908	—
Grande propriété.....	7 688 381	—

et plus spécialement dans :

Les deux Mecklembourg.....	60 %	des terres cultivées
La Poméranie.....	51,2 %	—
La Posnanie.....	44,1 %	—
Le Anhalt.....	38,3 %	—

Tous les « Rittergüter » subsistent encore aujourd'hui, non seulement en tant qu'exploitations agricoles, mais aussi en tant que subdivisions administratives. Ils constituent toujours des circonscriptions particulières ou « districts domaniaux » (*Gutsbezirke*). Ces districts domaniaux seront sans doute prochainement incorporés aux communes avoisinantes ou transformés eux-mêmes en communes. Mais la réforme d'ensemble de l'administration intérieure prussienne, qui doit réaliser cette transformation, n'a pas encore été votée par la Chambre.

L'Assemblée nationale et l'Assemblée prussienne ont par contre adopté, la première le 11 août 1919, la seconde le 16 décembre de la même année, *une loi sur la colonisation intérieure de l'Empire* (*Siedlungsgesetz*), qui est apparue à beaucoup comme l'arrêt de mort de la grande propriété. En réalité, la loi n'est pas une loi révolutionnaire. Elle n'a pas pour fin d'exproprier les grands seigneurs et de supprimer les biens nobles. Elle prétend seulement protéger la classe paysanne, assurer des moyens d'existence à un grand nombre d'Allemands sans travail et accroître la production agricole.

La loi a été établie par un économiste réputé, le professeur Sering, de l'Université de Berlin, qui s'est spécialisé depuis longtemps dans les questions de colonisation intérieure. Elle ordonne la création d' « associations pour la colonisation intérieure » (*Siedlungsverbände*), destinées à procurer de la terre aux personnes qui désireraient s'établir à la campagne, ou aux petits paysans qui voudraient agrandir leur bien. Les associations seront aidées dans leur tâche par des services spéciaux de l'État, appelés « Offices agricoles » (*Landeskulturämter*).

Dans les régions où la grande propriété entre pour plus de 10 p. 100 dans la proportion des terres cultivables, les grands propriétaires devront former « des sociétés pour la livraison de terres » (*Landlieferungsverbände*). Ces sociétés pourront être mises dans l'obligation de fournir aux « Associations pour la colonisation » jusqu'aux deux tiers de la grande propriété, à condition toutefois qu'une telle cession ne réduise pas la superficie des grands domaines à moins de 10 p. 100 des terres cultivables.

Ces dispositions diffèrent sensiblement des mesures prises par l'ancien régime, pour favoriser le développement de l'agriculture à l'est de l'Elbe. La politique colonisatrice du gouvernement impérial épargnait en effet avec soin les grands domaines. Elle se préoccupait surtout de conquérir à l'influence prussienne les régions où habitait une population de race polonaise. Elle n'avait pu toutefois, dans son souci de sauvegarder les biens nobles, constituer de 1890 à 1914 que 40 000 nouvelles exploitations agricoles, chiffre minime, si l'on considère qu'il existe en Prusse environ 3 500 000 domaines agricoles.

La loi sur la colonisation intérieure pouvait donc apparaître comme menaçante pour la grande propriété. Aussi les grands propriétaires s'efforcèrent-ils d'empêcher qu'elle fût votée. Ils firent valoir qu'au cours de la guerre les grands domaines avaient livré plus de vivres que les fermes des paysans, et qu'il fallait par conséquent, pour continuer à assurer le ravitaillement de l'Allemagne, ménager la grande propriété. La petite propriété d'ailleurs, ajoutaient-ils, avait un rendement inférieur à celui des grands domaines. Les économistes libéraux de l'Agriculture leur répondirent, en s'aidant de nombreuses statistiques, que si les petites exploitations produisent moins de céréales que les grandes propriétés, elles élèvent en revanche beaucoup plus de bétail et peuvent par conséquent fournir plus de beurre, de lait, d'œufs et de viande.

La loi sur la colonisation intérieure fut votée par les Chambres à l'unanimité, moins les voix du parti national-allemand ou parti monarchiste de l'extrême droite. Les grands propriétaires, nullement découragés, entreprirent alors de réduire la portée des dispositions de la loi ou d'en tourner l'application. Ils réclamèrent en particulier que la colonisation intérieure fût limitée, tout d'abord, aux terrains incultes, marécages et bruyères. Les économistes libéraux intervinrent à nouveau. La revue *Archiv für innere Kolonisation* expliqua dans son numéro de janvier 1920 que :

« La mise en culture des terres en friches n'était pas réalisable aujourd'hui. Elle réclamerait un matériel et une main-d'œuvre qu'il est impossible de se procurer pour l'instant.

Elle nécessiterait ensuite des frais trop élevés et rebuterait vite les gens désireux de quitter la ville pour s'installer à la campagne.

» Enfin les provinces de l'Est, qui sont les provinces les moins peuplées, n'ont que peu ou point de terres en friche. Les provinces de l'Est ne comptent que 50 à 60 habitants au kilomètre carré, alors que la densité moyenne de la population en Prusse est de 115 habitants. »

Au fond, les alarmes des hobereaux prussiens étaient vaines, la discussion avec les économistes libéraux sans objet. La loi sur la colonisation intérieure ne risque pas d'être appliquée dans toute sa vigueur. La grande propriété n'est pas menacée en Allemagne.

Les grands propriétaires fonciers vont sans doute se trouver en présence de grosses difficultés, pour recruter la main-d'œuvre nécessaire à leurs exploitations. Les biens nobles de l'Est employaient en effet avant la guerre, au moment des récoltes, plus de 500 000 ouvriers, originaires de Galicie et de Pologne (*Saisonarbeiter*). Ces ouvriers vont faire en partie défaut aujourd'hui. Les grands propriétaires vont donc être placés dans la nécessité de limiter leur exploitation et d'affermer une partie de leurs terres. Déjà, les revues agricoles signalent qu'ils ont depuis le mois de novembre 1918 affermé par contrats plus de 73 459 hectares de terres en Silésie et de 25 000 hectares dans le Anhalt. Toutes ces mesures ne compromettront toutefois, pas plus que la loi sur la colonisation, l'existence des biens nobles.

A part quelques intellectuels de l'Allemagne du Sud hostiles à l'esprit prussien et quelques paysans, grands et moyens propriétaires démocrates, personne en Allemagne ne réclame la disparition des biens nobles. Les socialistes, et avec eux les ouvriers du syndicat socialiste agricole, ne s'intéressent qu'aux entreprises collectives. Ils ne veulent par développer la propriété individuelle. Le président du syndicat des ouvriers agricoles, Georg Schmitt, déclarait au dernier congrès du syndicat : « Je ne suis pas d'avis qu'il faille partager notre sol en petites exploitations paysannes. Les paysans sont des défenseurs fanatiques de la propriété individuelle. Nous nous entendrons plus facilement avec les grands propriétaires

qu'avec les paysans, lorsque le moment sera venu de socialiser l'agriculture. La loi sur la colonisation intérieure est une loi néfaste. C'est l'œuvre d'intellectuels incapables de concevoir des réformes pratiques. »

Une large entreprise de colonisation intérieure se heurterait d'ailleurs pour l'instant à de graves obstacles d'ordre matériel. Les capitaux, le charbon, les matériaux de construction sont rares. La création des « sociétés de colonisation » et des « offices agricoles » nécessiteront un personnel nombreux. L'organisation technique des nouvelles exploitations, la répartition et le choix des terrains enfin seront des opérations fort délicates, qui ne peuvent être réalisées que par des experts.

*
* *

Même à ses débuts, la révolution allemande ne menaça jamais sérieusement l'existence des grands domaines. Les troubles révolutionnaires se limitèrent aux grandes villes industrielles. Quelques mouvements à caractère bolchévique se déclarèrent en Poméranie et en Prusse Orientale, mais ne durèrent point. Les *Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans*, constitués au mois de novembre 1918, tombèrent, presque dès leur formation, sous l'influence des grands propriétaires, qui s'efforcèrent dès lors de s'en servir comme d'une arme, pour lutter contre l'action des « Conseils d'ouvriers et de soldats » (*Arbeiter und Soldatenräte*).

Dès les premiers jours de la révolution, le docteur Roesicke, le président de la fameuse ligue des agriculteurs (*Bund der Landwirte*), lançait un appel aux propriétaires fonciers, pour les engager à participer à la constitution des Conseils de paysans et même à en prendre en mains la direction. Il renouvelait encore ses exhortations dans le numéro du 21 juin 1919 de l'organe de la ligue. Un grand nombre d'agrariens répondirent à son appel et réussirent à se faire nommer présidents du Conseil d'ouvriers agricoles, en Prusse Orientale et en Poméranie notamment. Ils furent élus comme tels, au mois de janvier 1919, députés à l'Assemblée Nationale.

Au mois de juin 1919, à la veille du deuxième congrès général

des Conseils à Berlin, le Comité central des Conseils allemands prescrivit de nouvelles élections. Les grands propriétaires fonciers parvinrent à obtenir du gouvernement que les Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans échapperaient à la règle commune et ne seraient pas réélus. Le deuxième congrès des Conseils s'ouvrit le 6 juin au milieu d'une grande affluence de délégués ouvriers ou soldats. Neuf représentants des Conseils agricoles seuls étaient présents.

Les hobereaux prussiens convoquèrent de leur côté à Gosslar, sur l'initiative d'un ancien collaborateur du baron de Schorlemer-Lieser au ministère de l'Agriculture prussien, le comte R. de Keyserlinck, un congrès particulier des Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans.

Outre ces Conseils agricoles librement formés lors de la révolution de novembre, d'autres Conseils d'ouvriers agricoles s'organisèrent au cours de l'année de 1919. Au mois de janvier 1919 en effet, le directeur de l'Office d'Empire de l'alimentation, le syndicaliste socialiste majoritaire, Robert Schmitt, depuis ministre de l'Économie publique, prescrivit l'élection au suffrage universel dans chaque commune de Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans. Ces Conseils devaient être chargés de contrôler les livraisons de denrées aux associations communales et de prendre toutes mesures nécessaires, pour accroître la production agricole. Les nouveaux Conseils prescrits furent élus dans de nombreuses communes, mais se révélèrent dès leur entrée en fonctions comme incapables de remplir la tâche qui leur avait été assignée.

Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans, élus ou librement constitués, disparaissent peu à peu aujourd'hui. Ils sont devenus sans objet depuis le vote de la loi sur le Conseil d'exploitation. Quelques-uns d'entre eux se sont transformés en Conseils composés exclusivement d'agriculteurs et sont ainsi devenus des organes locaux de défense agricole. Le plus puissant et le mieux organisé de ces Conseils est le « Conseil de paysans du Rhin ». Il vient d'accroître le nombre de ses membres et groupe présentement 23 représentants des différentes associations agricoles de la Prusse rhénane.

***

Les organisations agricoles, qui avaient été créées par l'ancien régime, n'ont guère été touchées par la révolution allemande. Alors que les Chambres de commerce, qui représentaient presque exclusivement jusqu'au mois de novembre 1918 les intérêts de l'industrie et du commerce, ne jouent plus aujourd'hui qu'un rôle secondaire, les *Chambres d'Agriculture* (*Landwirtschafts-kammern*) ont conservé toute leur importance.

Ces Chambres continuent à être presque entièrement composées de grands propriétaires. La Chambre de l'Agriculture de la province de Brandebourg comprend 74 propriétaires de biens nobles et seulement 18 paysans grands propriétaires. Celle de la Prusse Orientale se compose de 59 propriétaires de biens nobles, de 7 paysans grands propriétaires et d'un seul représentant de la propriété moyenne. Quelques Chambres d'Agriculture seules ont modifié leur système électoral et consenti à admettre des représentants de la petite propriété.

Les Chambres d'Agriculture ont, comme les Chambres de commerce, leur organe central à Berlin. Cet organe central, appelé « Conseil de l'Agriculture » (*Landwirtschaftsrat*), se compose de 75 membres pris presque tous parmi les grands propriétaires. La Prusse possède en outre un « Conseil agricole » particulier, appelé *Landesökonomiekollegium*, qui siège à Berlin auprès du gouvernement prussien. Ce Conseil compte 25 membres recrutés presque exclusivement parmi la noblesse des campagnes. Le président commun des deux Conseils était jusqu'à ces dernières années le comte Hans de Schwerin-Löwitz, député conservateur au Reichstag. Le baron de Schorlemer-Lieser, hobereau catholique de la vallée de la Moselle et ministre prussien de l'Agriculture sous l'ancien régime, lui a succédé à la fin de 1919.

Les deux Conseils font une opposition violente au gouvernement de la nouvelle Allemagne. Le dernière assemblée plénière du « Conseil de l'Agriculture », qui eut lieu en novembre 1919, fut présidée par le ministre d'Empire de l'Intérieur, le démocrate Koch. Son discours était conçu en termes très conciliants ; il fut cependant à peine écouté. Le grand pro-

priétaire, Ernest von Braun, qui lui répliqua lança au nom de l'agriculture, aux applaudissements de l'assemblée, une solennelle déclaration de guerre au gouvernement républicain de l'Allemagne : « Nous sommes décidés à nous former en un bloc solide et à opposer une résistance énergique à toutes mesures qui nous paraîtront funestes aux intérêts de l'agriculture. »

***

On peut dire que les hostilités entre hobereaux et gouvernement prussien se poursuivent sans interruption depuis le mois de novembre 1918. C'est la vieille *Ligue des Agriculteurs* (*Bund der Landwirte*), fondée en 1893 par le docteur Roesicke, propriétaire d'un bien noble dans le Brandebourg et présentement député national-allemand de Prusse Orientale, qui les dirige. L'organe de la Ligue écrivait le 20 septembre 1919 : « Les agriculteurs allemands ont à soutenir aujourd'hui contre le gouvernement une lutte plus acharnée et plus terrible qu'à la triste époque de Caprivi. » La Ligue des Agriculteurs dispose toujours d'une organisation solide, et continue à s'appuyer sur de puissantes coopératives de vente et de crédit. La révolution, loin d'avoir amené sa disparition, l'a au contraire renforcée et fortifiée. La Ligue put, sans être aucunement inquiétée, tenir son congrès annuel le 17 mars 1919, au milieu même de graves troubles révolutionnaires.

Elle reste dirigée par les mêmes barons prussiens, anciens officiers de cavalerie, propriétaires d'immenses biens nobles au bord de la Baltique ou aux frontières orientales : le baron de Wangenhein-Kleinspiegel, récemment impliqué dans le complot de Kapp et de Luttwitz, le baron Elard von Oldenburg-Januschau, ancien député conservateur au Reichstag, célèbre pour avoir un jour déclaré : « Si les bavards du Reichstag ne reviennent pas à la raison, nous enverrons un lieutenant et dix hommes pour fermer leur boutique. »

Dès le mois de janvier 1919, la Ligue prit une part active aux élections de l'Assemblée nationale. Elle réussit à faire élire dans l'Allemagne du Sud des agrariens, anciens députés conservateurs au Reichstag. Mais, plus circonspecte dans les vieilles provinces prussiennes, elle ne patronna et fit nommer

que des paysans moyens ou petits propriétaires, présidents de Conseils d'ouvriers agricoles, et non des propriétaires de biens nobles.

Au cours de l'année 1919, préoccupée d'accroître son influence et d'étendre son action, elle prit l'initiative de fonder des organisations nouvelles appelées *Ligues agricoles* (*Landbünde*). Ces ligues, établies dans chaque province, s'efforcent de grouper des gens de la classe moyenne et des ouvriers agricoles. La plus florissante est la Ligue de Poméranie. Elle a ses journaux, son club à Stettin, que préside l'ancien député conservateur, Hermann von Dawitz, sa section ouvrière, qui ne comprend pas moins de 18 000 membres.

Ligue des Agriculteurs et Ligues agricoles forment ensemble depuis le 14 avril 1919 une vaste association de l'Agriculture, autour de laquelle se sont groupées une vingtaine d'organisations agricoles de cercle, de province ou d'État, jusqu'alors indépendantes.

La Ligue des Agriculteurs joue ainsi dans l'agriculture allemande un rôle plus important que celui que joue dans l'industrie l'organisation de combat correspondante, la Ligue de la Hanse.

***

Les hobereaux allemands, ainsi soutenus par les Chambres d'Agriculture et par la Ligue des Agriculteurs, ainsi rassurés sur le sort de leurs domaines, mènent avec acharnement et avec ardeur la lutte sur le terrain politique. Ils veulent le retour de l'ancienne monarchie et, pour y parvenir, s'efforcent tout à la fois de prendre en mains la direction du parti national-allemand et d'accroître l'importance de ce parti.

Le parti national-allemand est, comme on le sait, composé de groupes politiques divers, dont les principaux sont le groupe des « Conservateurs », le groupe des « Conservateurs libres » et le groupe des « Chrétiens sociaux ». Tous ces groupes avaient leur organisation et leur chef particuliers dans le Reichstag de 1912. Les conservateurs comptaient 45 députés, dont les principaux étaient le comte Kuno de Westarp, le comte Hans de Kanitz, et Ernest de Heydebrand-

Berlane. Les conservateurs libres avaient 13 députés, groupés autour du baron de Camp-Maussaunen et du comte Arthur Posadowsky-Wehner. Les chrétiens sociaux enfin 11 représentants, parmi lesquels le syndicaliste chrétien protestant Franz Behrens et le pasteur Mumm.

Après la révolution de novembre 1918, tous ces groupes fusionnèrent en un seul parti, le parti national-allemand. Ce parti fut représenté à l'Assemblée nationale par 42 députés, dont 15 agrariens. Parmi ces 15 agrariens ne se trouvait aucun représentant de la noblesse terrienne. La plupart des 42 députés étaient des conservateurs libres.

Au lendemain même des élections de janvier et février 1919 les conservateurs se préoccupèrent de rassembler leurs forces et d'organiser leur action et leur propagande. Ils voulaient tout d'abord arracher aux conservateurs libres la direction du parti national-allemand. Ce furent des anciens membres de la Chambre des Seigneurs, qui prirent la direction du mouvement. Au mois d'avril 1919, un club fut créé à Berlin. Il fut présidé par le comte Charles de Behrendorff, ancien « landrat » du cercle de Greifswald et propriétaire d'un bien noble de 2 000 hectares dans ce même cercle. Le club tint le 27 novembre 1917 une sorte de Congrès. Le comte silésien Henri de Wartenburg lut un rapport sur la question politique. L'ancien ministre de Schorlemer-Lieser parla de la situation dans l'Ouest.

En même temps le groupe conservateur faisait paraître deux petites revues de propagande, *les Feuilles de fer* (*Eiserne Blätter*), que dirigea le pasteur de Dortmund, Gottfried Traub, pangermaniste notoire, et la *Tradition*, rédigée par l'écrivain Franz Sonntag.

*
* *

Certains pourront s'étonner d'apprendre que les hobereaux prussiens ont pu ainsi en pleine révolution allemande, et tout à loisir, déployer une activité fébrile, pour faire valoir leurs droits et retrouver une partie de leur autorité perdue. Il convient toutefois de considérer que, dès le mois de novembre 1918, l'appui des militaires leur était assuré. Les corps

francs, qui se formèrent dans tout l'Empire, furent commandés par des membres de la noblesse terrienne. Les hobereaux prussiens continuèrent en outre, même après la proclamation de la République, à profiter de l'appui bienveillant des fonctionnaires. Le « Landrat » ou sous-préfet monarchiste règne encore aujourd'hui dans de nombreux cercles de la Baltique. Les ministres socialistes en effet, dans la crainte de désorganiser le service de contrôle des vivres, n'ont pas osé renouveler complètement le personnel de l'Administration intérieure prussienne.

Enfin et surtout, il ne faut pas oublier que les hobereaux prussiens sont, tout comme leurs voisins les barons baltes, des agriculteurs avertis, très attachés à leur profession et à leurs terres, sans cesse à la recherche de nouveaux perfectionnements à apporter à leurs exploitations. Ce sont eux qui ont assuré, grâce à un large emploi des engrais et des machines, le développement de l'agriculture allemande avant la guerre. Le meilleur manuel d'agriculture de l'Allemagne reste encore aujourd'hui celui d'un baron prussien, le baron von der Goltz. Il était bien difficile dans ces conditions pour le gouvernement allemand, invoque-t-on pour son excuse en Allemagne, de se passer du concours de la grande propriété sans se priver par là même de compétences indispensables. Le concours des barons poméraniens lui était même plus nécessaire que celui des chefs d'industrie. Le gouvernement allemand n'avait pas la ressource, comme certains autres États, de pouvoir réorganiser son agriculture et entreprendre de vastes réformes, en s'appuyant sur une forte classe paysanne.

*
* *

La propriété paysanne n'est développée en Allemagne que dans les régions de l'Ouest. Encore dans ces régions ce sont surtout les petites exploitations agricoles de 2 à 5 hectares qui prédominent. Même là, la véritable exploitation paysanne, c'est-à-dire l'exploitation de 5 à 20 hectares, est rare. Dans l'État de Hesse, par exemple, le quart de la superficie cultivée est occupé par les exploitations de 2 à 5 hectares. Ces minuscules propriétés foncières appartiennent le plus souvent à des

ouvriers d'usine qui cultivent leur champ à leurs instants de liberté ou à des paysans employés une partie de l'année dans les grands domaines.

C'est à cause de l'existence, et surtout du nombre de ces propriétés agricoles prolétariennes, que la loi sur le Conseil Économique d'Empire (*Reichswirtschaftsrat*) a prévu la constitution d'une section particulière du groupe de l'Agriculture qui comprend les exploitations agricoles « où ne sont employés normalement que des membres de la famille de l'agriculteur ». La désignation des 14 membres de cette section (sur les 68 membres que comprend le groupe de l'Agriculture) est assurée à la fois par les organisations patronales et les organisations ouvrières de l'Agriculture.

Il n'existe en Allemagne que deux grandes associations proprement paysannes : la « Fédération chrétienne de paysans » (*Vereinigung der christlichen Bauernvereine*), dont le siège se trouve à Berlin, et la Ligue allemande des paysans » (*Deutscher Bauernbund*), qui a également son organisation centrale à Berlin.

La *Fédération paysanne catholique* groupe 21 sociétés comprenant en tout 500 000 paysans. Elle est d'origine beaucoup plus ancienne que la Ligue des Agriculteurs. La première association chrétienne fut fondée en Westphalie en 1862. La Fédération possède d'admirables laboratoires et des coopératives de vente et de crédit.

Les principales associations qui la composent sont :

L'Association paysanne	bavaroise.....	165 000	membres
—	badoise.....	81 625	—
—	rhénane.....	58 000	—
—	de Trèves.....	35 000	—

L'Allemagne de l'Est ne comprend que deux associations chrétiennes de faible importance :

L'Association paysanne	de Silésie... ...	15 000	membres
—	d'Ermland.....	7 840	—

Ce furent de vieilles familles nobles de Silésie et du Rhin qui prirent à la fin du XIXe siècle l'initiative d'organiser ces associations. Elles voulaient ainsi secourir la détresse grave

des petits paysans allemands victimes des usuriers. Ce sont encore aujourd'hui des barons catholiques qui président à leurs destinées : baron de Kerkering zu Borg, baron Twickel, baron de Stolzingen, baron de Loe, comte Oppersdorf, etc.

Toute cette noblesse se trouve réunie dans une association ancienne, fondée à Münster en 1865 et dont l'histoire est intimement liée à celle des associations paysannes chrétiennes, l'« Union des familles nobles catholiques de l'Allemagne » (*Verein Katholischer Edelleute Deutschlands*). L'Union compte présentement 152 membres. Elle a pour président le comte Droste zu Vischering, grand propriétaire foncier en Westphalie et au Hanovre.

Les agrariens catholiques constituaient autrefois l'élément dirigeant dans le parti du centre. Ils disparurent complètement de la représentation parlementaire du parti aux élections à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée prussienne du mois de janvier 1919. Le centre ne compta que 6 agriculteurs à l'Assemblée prussienne et 8 à l'Assemblée nationale sur un tolal de 88 députés. Tous ces députés étaient des paysans petits ou moyens propriétaires.

Les nobles catholiques de l'Ouest, tout comme les barons protestants de l'Est, n'ont pas pour cela renoncé à la politique. Ils voudraient bien garder leur influence sur les associations paysannes, et se servir de cette influence pour conquérir le pouvoir à la fois dans le parti du centre et dans l'État. Ils songent dès maintenant à s'unir avec les agrariens protestants de l'Est et s'efforcent de constituer de concert avec eux un puissant groupement paysan, autour duquel se rassembleraient les éléments d'une majorité bourgeoise de caractère conservateur. L'entente entre conservateurs de l'Est et de l'Ouest est donc complète. Elle est apparue clairement à la fin de 1919, lors de la nomination à la présidence du Conseil de l'Agriculture et du Conseil agricole prussien d'un baron catholique, Clément de Schorlemer-Lieser. Il semble même que les hobereaux prussiens poussent en avant les grands seigneurs catholiques et leur cèdent systématiquement les places d'honneur, afin de les attacher chaque jour davantage à leur politique.

Les Associations paysannes chrétiennes suivront-elles leurs

anciens dirigeants dans la voie qu'ils veulent leur tracer? Au début de la révolution, elles ont continué à se montrer dociles. Elles se sont élevées violemment dans leurs organes, le *Paysan rhénan* (*Rheinischer Bauer*), le *Paysan silésien* (*Schlesischer Bauer*), le *Paysan bavarois* (*Bayrischer Bauer*) contre les mesures démocratiques prises par les nouveaux dirigeants de l'Allemagne. Elles ont protesté contre la suppression de la loi sur les domestiques, qui avait maintenu jusque-là en Allemagne une sorte de servage rural déguisé, en prétextant que cette suppression enlèverait aux rapports de l'agriculteur avec son personnel leur caractère patriarcal d'autrefois. Elles ont critiqué également l'établissement du suffrage universel pour les élections municipales, prétendant qu'une telle mesure allait enlever à l'agriculture toute représentation effective dans les Conseils municipaux désormais livrés à la politique. Elles ont proclamé enfin solennellement à leur Congrès de 1919 leur caractère chrétien et insisté tout spécialement sur le respect du droit de propriété et du droit d'héritage.

Toutefois, depuis plusieurs mois, une certaine opposition à la politique agrarienne se manifeste parmi les paysans chrétiens. La plupart sans doute restent mécontents du nouveau régime politique. Ils reprochent au gouvernement républicain de l'Allemagne d'être presque exclusivement composé d'ouvriers de l'industrie et d'être par conséquent tout naturellement mal disposé à l'égard des populations des campagnes. Ils lui font grief en particulier d'avoir maintenu le service de contrôle sur les vivres, qui avait été établi au cours de la guerre, et de faire ainsi peser une tyrannie insupportable sur la classe des agriculteurs.

Une petite minorité cependant commence à concevoir un aussi vif mécontentement à l'égard de la noblesse agrarienne, dont l'agitation confuse et mal réfléchie les inquiète. Elle songe dès maintenaat à secouer la tutelle de cette noblesse, pour se réorganiser sur une base strictement syndicaliste.

Une telle tendance se manifeste tout spécialement au sein de l'*Association paysanne chrétienne de Trèves*. Les paysans mosellans déclarent vouloir donner à leur association un caractère exclusivement économique. Ils veulent que leur

association ne se consacre plus désormais qu'à la défense des intérêts de la classe paysanne, sans se préoccuper de questions de religion ou de parti, et prétendent se libérer de toute tutelle administrative ou politique, en écartant du nombre des membres de l'Association tout fonctionnaire de commune ou d'État. « Notre Association, continuent-ils, doit pouvoir choisir en toute indépendance les moyens d'action qui lui paraissent utiles pour faire triompher ses revendications. Elle doit en conséquence avoir ses ressources particulières et élever pour cela le taux de ses cotisations. Elle doit en outre étendre sa propagande, en créant des secrétariats paysans, en fondant des journaux, en organisant des réunions et des cours d'agriculture. »

Les paysans mosellans ne se sont pas contentés d'agir ainsi chez eux. Ils ont en même temps pris position contre l'activité politique de l'Association paysanne rhénane. Cette dernière association, qui a son siège à Cologne, est présidée par le baron de Loe, le plus actif et le plus tenace des agrariens catholiques. Le baron de Loe entreprit au mois d'avril 1919 de réunir en une vaste fédération paysanne conservatrice de l'Ouest, appelée le « Paysan libre » (*die Freie Bauernschaft*), l'Association rhénane et la section du Rhin de la Ligue des Agriculteurs. Les paysans mosellans refusèrent de faire partie de la nouvelle fédération. Ils engagèrent même les paysans du Rhin à quitter leur vieille association, pour en constituer une nouvelle sous le patronage du chef du centre, le député Trimborn.

L'initiative des paysans catholiques de la vallée de la Moselle sera-t-elle suivie? Il est probable que, suivant la pente naturelle de l'évolution politique et sociale, les associations paysannes chrétiennes, moins dociles aux suggestions des grands propriétaires catholiques, se montreront en même temps plus attentives à la défense des intérêts particuliers de la classe paysanne. Déjà, au début de 1919, les paysans chrétiens de l'État de Bade se préoccupèrent d'envoyer des représentants actifs à l'Assemblée nationale badoise et de contribuer ainsi puissamment, au sein de cette Assemblée, à l'établissement d'un régime démocratique stable. Les paysans westphaliens de leur côté travaillent à organiser dans toute

leur province un vaste ensemble de bureaux de renseignements agricoles dépendant de leur association.

Toutefois l'évolution vers le syndicalisme sera lente. L'opposition, de plus en plus grave, qui tend à se manifester en Allemagne entre les campagnes et les villes, empêchera pour longtemps les paysans catholiques allemands de se réorganiser en associations purement économiques. Elle les amènera au contraire plus d'une fois à se mêler aux luttes de partis et à accorder même leur appui aux groupements politiques d'extrême droite. L'attitude présente des paysans catholiques bavarois est à cet égard éminemment caractéristique.

***

Il n'existe dans toute l'Allemagne qu'un seul groupe de paysans, qui fasse ouvertement campagne en faveur de l'établissement d'un régime démocratique. Il porte le nom de *Ligue allemande des paysans* (*Deutscher Bauernbund*). Le groupe évite d'ailleurs de se prononcer clairement pour le maintien de la République.

Composé exclusivement de paysans protestants, peu nombreux, il ne dispose de quelque autorité que dans la Bavière du Nord (Franconie) et dans l'Allemagne Centrale, régions où la grande propriété ne tient pas une place aussi considérable que dans le nord et l'est de l'Allemagne. La Ligue allemande des paysans a été fondée tout récemment, en 1919, par un jeune économiste, aujourd'hui député de Magdebourg, Carl Boehme, fils d'un maître forestier de la Prusse Orientale; c'est essentiellement une organisation de combat, qui s'est fixé pour tâche la constitution d'une forte classe paysanne propriétaire de la terre, et lutte de toute son énergie contre la grande propriété et les grands propriétaires.

Pendant la guerre, elle entreprit, sans grands résultats, de faire campagne en faveur de l'établissement du suffrage universel en Prusse. Elle ne fut pas soutenue par les chefs syndicalistes ouvriers, qui prétendirent qu'une telle action aurait pour conséquence de compromettre le maintien de l'union sacrée. Au cours des mois qui suivirent la révolution, la Ligue reprit son activité et réclama en première ligne la réforme de

l'Administration intérieure. Le gouvernement prussien promit, mais n'a jusqu'à présent pour ainsi dire rien fait. La Ligue demanda ensuite la réélection des représentations de provinces, de cercles, de communes, selon un mode de scrutin démocratique. Les élections eurent lieu. Mais les fonctionnaires du ministère prussien de l'Intérieur établirent un statut électoral très compliqué et n'en firent connaître que très tard les dispositions. L'action des différents partis politiques ne put s'exercer à temps. Les résultats du scrutin se trouvèrent faussés. Les conservateurs purent maintenir une grande partie de leur position dans les campagnes.

La Ligue paysanne allemande enfin s'employa à faire voter la loi sur la colonisation du 11 août 1919.

Les résultats obtenus jusqu'ici par la Ligue sont, comme on le voit, peu importants. Elle était cependant parvenue aux élections de l'Assemblée nationale à faire élire 11 de ses membres, chiffre considérable, si l'on songe que la Ligue des Agriculteurs ne put faire nommer que 14 candidats et que les fédérations paysannes catholiques n'obtinrent que 9 représentants.Parmi les 11 députés de la Ligue paysanne allemande, 9 appartenaient au parti démocratique, 2 au parti populaire allemand ou parti monarchique libéral. Tous n'étaient donc pas partisans du nouveau régime républicain et résolus à le défendre. L'organe de la Ligue fit sans doute uniquement campagne lors des élections en faveur du parti démocratique, mais il précisa quelques mois plus tard son attitude, en déclarant, lors de l'anniversaire de la révolution allemande, que « cette révolution avait été inutile. Elle avait éclaté à un moment où l'Allemagne était déjà en possession d'une constitution monarchique de caractère démocratique ». La Ligue paysanne allemande n'est donc pas une association républicaine.

Elle déploie seulement son activité pour contrecarrer l'action politique des conservateurs agrariens et amener les partis de la majorité à poursuivre une politique agricole éclairée et prudente. Elle s'est opposée tout particulièrement à la constitution d'un groupement politique paysan, objet essentiel de la politique agrarienne, prétendant que la défense des intérêts de l'agriculture devait être assurée à l'intérieur

même de chaque groupe politique existant. Elle réussit pour sa part à provoquer la constitution d'une commission de l'Agriculture au sein du parti démocratique et invita de manière pressante la fédération paysanne chrétienne à imiter son action à l'égard du parti du centre.

Cette politique avisée ne trouve guère d'écho en Allemagne. Au fond, le seul succès certain qu'ait remporté la Ligue paysanne allemande depuis l'établissement de la République à Berlin a été purement local. Il a consisté à déposséder presque définitivement les hobereaux de la marche du Brandebourg de l'autorité dont ils jouissaient dans les Assemblées élues de cette marche. Les paysans démocrates possèdent désormais la majorité dans les Conseils de cercle et de province du Brandebourg et semblent devoir la conserver. La Ligue a tenu à marquer ce succès restreint en tenant son congrès annuel de 1919 à Salzwedel, en pleine marche, dans le pays où régnait en maître avant la guerre l'ancien président de la Chambre des Seigneurs, von Jordan von Kröcher. Elle n'a pas réussi par contre à prendre pied dans les provinces prussiennes de la Baltique.

***

La situation politique, économique et sociale de l'agriculture en Allemagne est donc toute différente de celle de l'industrie. Alors que dans l'industrie les entrepreneurs ou exploitants se sont groupés dès les premiers jours de novembre 1918 et ont constitué deux associations patronales solides, travaillant en harmonie et se complétant l'une l'autre, les agriculteurs allemands ne semblent pas encore aujourd'hui pressés de se réunir sur le terrain économique et social. Ce n'est pas sur ce terrain qu'ils veulent s'opposer aux revendications des ouvriers agricoles et aux prétentions des consommateurs des villes. Les grands propriétaires, qui continuent à représenter le facteur dominant dans l'agriculture allemande, ont gardé leur activité et leurs ambitions d'avant-guerre. Ils veulent engager le combat sur le terrain politique. Forts de l'autorité que leur confère leur grande compétence agricole, ils prétendent mettre à profit cette autorité dans la lutte même des partis.

C'est pour cette raison que l'Allemagne ne possède pas encore une organisation agricole de caractère strictement économique et social, représentant l'ensemble des paysans et des grands propriétaires fonciers. La *Commission d'Empire de l'agriculture* (*Reichsausschuss der deutschen Landwirtschaft*) qui est chargée aujourd'hui de désigner la plus grande partie des représentants patronaux de l'Agriculture au Conseil économique d'Empire, ne comprend guère que les groupements de grands propriétaires. La Ligue paysanne allemande a toujours refusé d'en faire partie. La fédération des Associations paysannes chrétiennes n'a accepté d'y entrer qu'à la condition expresse de n'être pas liée par les décisions prises. Le secrétaire de l'Union, le docteur Crowe, a bien spécifié dans un article paru dans le *Paysan silésien* du 15 décembre 1919 que « la Commission de l'Agriculture allemande ne pouvait avoir pour rôle que de permettre un échange de vues entre les diverses organisations agricoles ». Il a adressé à ce propos à la Commission le reproche d'être trop exclusivement soumise à l'influence de la Ligue des Agriculteurs et presque uniquement composée de grands propriétaires fonciers.

***

En face du grand propriétaire foncier, qui reste ainsi aussi tout-puissant qu'avant la guerre dans l'organisation agricole de l'Allemagne, se dresse désormais un adversaire : le Syndicat des ouvriers agricoles. Cet adversaire deviendra-t-il dangereux ? Nul ne le sait. Il est en tous cas dès aujourd'hui fort remuant. Avec la révolution de novembre 1918, une nouvelle période commence pour l'agriculture allemande. Elle sera marquée par la lutte entre la Ligue des Agriculteurs et les Ligues agricoles d'une part, les syndicats d'ouvriers et d'employés agricoles de l'autre.

La révolution allemande n'a pas eu en effet seulement pour résultat d'assurer un essor surprenant au syndicalisme des ouvriers, et des employés de l'industrie, elle a donné un développement inattendu aux organisations ouvrières des campagnes. Il existe aujourd'hui en Allemagne deux grandes organisations ouvrières de l'agriculture, le *Landar-*

beiter Verband ou Association socialiste d'ouvriers agricoles, et le *Zentralverband der Landarbeiter* ou Association générale chrétienne des ouvriers agricoles.

Le Syndicat socialiste des ouvriers agricoles a été fondé en 1912. Il comptait à la veille de la guerre 25 000 membres. Il réunit aujourd'hui 520 000 travailleurs. Son président est Georg Schmidt, député socialiste majoritaire de Potsdam à l'Assemblée prussienne.

Alors que les Syndicats de l'industrie s'efforcent aujourd'hui de réaliser dans toutes les branches de l'activité industrielle leur conception particulière de « démocratie économique », le syndicat agricole s'en tient plus modestement aux attributions primitives des organisations syndicales et se préoccupe avant tout de fixer les conditions de travail et de salaire. Il s'applique tout particulièrement à régler de manière satisfaisante pour les travailleurs la question des heures de travail et celle des rémunérations en nature, questions fort délicates, qui n'ont pas encore trouvé de solution équitable et pratique.

La socialisation de l'agriculture ne représente pour l'instant qu'une revendication de pure forme dans le programme du syndicat. Dans une étude qu'il a publiée au début de cette année sur la « Socialisation de l'Agriculture », le théoricien socialiste allemand, Kautsky, a laissé d'ailleurs clairement entrevoir qu'une telle socialisation représente pour l'instant une entreprise complètement irréalisable.

Le Syndicat chrétien des ouvriers agricoles a été formé le 1er janvier 1913, sur les bords du Rhin, à Geisenheim, petite ville célèbre par ses vignobles. Il représentait à son origine uniquement une association de vignerons rhénans, occupés dans les grands domaines du Rhin. La plupart des vignobles du Rhin se trouvent en effet réunis entre un petit nombre de propriétaires. Le syndicat chrétien s'est considérablement développé depuis la révolution. Il compte aujourd'hui plus de 120 000 membres, et envoie au Conseil économique d'Empire 5 représentants, tandis que le syndicat socialiste en envoie 13. La direction du syndicat est entre les mains du chef syndicaliste chrétien protestant Franz Behrens, député monarchiste de Prusse Orientale.

Le syndicat chrétien se préoccupe au même titre que le

syndicat socialiste d'améliorer la condition matérielle de l'ouvrier. C'est lui qui a été le premier à réclamer la journée de huit heures pour les bûcherons, comme le constatait l'organe du syndicat, la *Rundschau*, dans son numéro du 15 novembre 1919. On peut donc dire qu'il n'y a pas de différence pratique entre la politique des deux syndicats ouvriers.

Tous deux sont également hostiles à l'activité déployée par les conservateurs agrariens, pour enrayer le développement du syndicalisme dans les campagnes. Tous deux font tous leurs efforts pour empêcher les ouvriers agricoles d'entrer dans les « Ligues agricoles » des hobereaux. Au Congrès du syndicat des ouvriers agricoles socialistes, Georg Schmidt s'est écrié : « C'est une honte pour la classe ouvrière que 18 000 travailleurs agricoles appartiennent encore aujourd'hui à la Ligue de Poméranie. Il faut que nous arrivions au plus vite à détruire cette mauvaise herbe. » Le syndicat chrétien écrivit de son côté dans le numéro du 1er août 1919 de la *Rundschau* : « Les intrigues que poursuivent les Ligues agricoles ne peuvent que provoquer un mécontentement profond et durable parmi les travailleurs agricoles. Elles n'aboutiront qu'à placer l'agriculture allemande sous la menace constante de grèves irrégulièrement déclarées. »

Le syndicat socialiste et le syndicat chrétien groupent autour d'eux un certain nombre d'organisations moins importantes, syndicats de jardiniers, syndicats d'employés de biens nobles, etc.

***

Ainsi les grands propriétaires fonciers ont déclaré aujourd'hui la guerre non seulement au nouveau régime de l'Allemagne, mais aussi au syndicalisme ouvrier. Ils se refusent énergiquement à reconnaître l'existence régulière des syndicats d'ouvriers agricoles et à régler en commun accord avec les syndicats les conditions de travail et de salaire.

Alors que les industriels allemands ont dû signer le pacte de novembre 1918, les hobereaux n'abandonnent rien de leur intransigeance. Ils veulent rester les maîtres absolus sur leurs terres.

Le développement du syndicalisme agraire semble toute-

fois inévitable. Les hobereaux prussiens devront céder. Déjà, dans certaines régions de l'Allemagne, se sont organisées des associations communes ou *Arbeitsgemeinschaften*, composées comme celles de l'industrie d'un nombre égal de représentants ouvriers et de représentants patronaux, et destinées à établir les contrats collectifs. Il en existe une dans la province du Brandebourg. Elle comprend d'une part une association générale des agriculteurs du Brandebourg, d'autre part, les sections provinciales des syndicats ouvriers, et a son siège à Berlin. Georg Schmidt a annoncé en outre au Congrès du syndicat agricole socialiste, que les États de Saxe et de Anhalt possédaient également des associations communes très bien organisées.

Les craintes et les défiances, que le syndicalisme ouvrier inspire aux hobereaux allemands, sont partagées par la plus grande partie de la classe paysanne, notamment par les paysans de Bavière. Les paysans bavarois redoutent que les chefs syndicalistes de l'industrie, qui règnent à Berlin, ne cherchent à établir immédiatement et à tout prix un parallélisme entre le syndicalisme de l'industrie et le syndicalisme de l'agriculture. Or le mouvement syndicaliste dans l'industrie est déjà vieux de plus de cinquante ans ; le mouvement syndicaliste dans l'agriculture naît à peine. En outre, les conditions économiques et sociales du développement agricole diffèrent sensiblement de celles qui valent pour l'industrie. La diffusion du syndicalisme ouvrier aurait pour conséquence inévitable de partager la population agricole de l'Allemagne en deux groupes nettement distincts et même hostiles, le groupe des employés et le groupe des employeurs. Or, tout l'avenir de l'agriculture allemande repose sur l'accroissement de la classe intermédiaire des petits paysans, c'est-à-dire des gens qui ne sont ni employeurs ni employés. La force de l'agriculture réside essentiellement dans les petites exploitations agricoles de 5 à 25 hectares, exploitations fondées sur une conception familiale du travail, et où le paysan n'emploie que peu ou point d'ouvriers, mais utilise tous les membres de sa famille.

« Une différence énorme, écrivait le docteur Sebastian Schlittenbauer, chef paysan bavarois, dans les *Süddeutsche Monatshefte* de janvier 1920, sépare l'industrie avec son

caractère tout mécanique, de l'agriculture et de son particularisme nuancé et divers. Les nouveaux dirigeants de l'Allemagne ne s'en rendent pas compte. Ce sont de braves fonctionnaires de syndicats, consciencieux et appliqués, mais incapables de démêler la complexité des problèmes économiques et d'en analyser l'essence. Il est à souhaiter qu'ils préservent l'agriculture d'expériences dangereuses. Ils serviront ainsi d'une manière plus efficace l'intérêt du prolétariat agricole. » Le docteur Schlittenbauer écrivait ces lignes surtout pour dissuader les ministres syndicalistes de l'Allemagne, d'établir des Conseils d'ouvriers dans les exploitations agricoles. La chose était d'autant plus difficile à réaliser, ajoutait-il, que les ouvriers agricoles ne sont pour la plupart pas organisés et qu'il n'existe que dans de très rares endroits des contrats collectifs.

La loi du 18 janvier 1920 n'en a pas moins prescrit l'organisation de conseils d'exploitation dans les entreprises agricoles, qui emploient à demeure plus de 20 ouvriers. Elle a ordonné en outre que des « hommes de confiance » (*Betriebsobleute*) fussent désignés par les travailleurs dans les exploitations agricoles employant à demeure moins de 10 ouvriers.

Une telle précipitation, faite de maladresse et d'inexpérience, n'a pas peu contribué à détourner les paysans du nouveau régime républicain et à raffermir l'autorité des grands propriétaires fonciers dans les campagnes.

CONCLUSION

La nouvelle Allemagne n'est pas une Allemagne « démocratisée », mais une Allemagne « syndicalisée » jusqu'à l'extrême. Tout l'ensemble de la population allemande se trouve aujourd'hui réparti en une infinité de groupements de caractère économique et social. Ces groupements ne réunissent strictement que des gens de la même profession, de la même classe. Ils sont tous puissamment organisés, et disposent de moyens financiers et d'organes de propagande. Fermés aux influences du dehors, rivaux les uns des autres, ils ne se

préoccupent guère que d'améliorer la situation matérielle de leurs adhérents.

Toute cette infinité et cette diversité de syndicats peuvent se répartir en trois grandes catégories : les groupements des agriculteurs, les groupements des industriels, les groupements des ouvriers et des employés. La nouvelle Allemagne représente donc en réalité trois Allemagnes particulières, ayant chacune ses intérêts, ses ambitions, ses préoccupations, son programme particuliers. L'une est l'Allemagne des hobereaux, l'autre l'Allemagne de la grande industrie, la troisième l'Allemagne des syndicats ouvriers. La première a pour elle l'appui des militaires ; elle prétend défendre les intérêts de l'agriculture, mais veut en réalité le retour de l'ancien régime. La seconde veut l'établissement d'une monarchie constitutionnelle, où régneraient en maîtres les techniciens et les experts. La dernière enfin réclame l'organisation d'une démocratie économique, dont elle a elle-même établi le caractère et les règles.

Les travailleurs allemands entendent par « démocratie » non pas la création d'un régime politique, où chaque citoyen posséde à la fois les mêmes droits et les mêmes moyens pratiques pour parvenir à franchir les échelons de la hiérarchie sociale et obtenir la place qui convient à ses aptitudes, mais bien, plus particulièrement, l'organisation d'un État où la classe ouvrière comme telle possède toute liberté pour faire valoir ses droits particuliers et défendre ses intérêts propres. La démocratie qu'ils réclament ne consiste donc au fond que dans l'établissement d'un juste compromis et d'un juste équilibre entre les intérêts différents de l'agriculture et de l'industrie d'une part, de la grande, de la moyenne, et de la petite propriété foncière de l'autre, des ouvriers agricoles et des propriétaires fonciers, des employeurs et des employés de l'industrie enfin. Une telle démocratie ne représente pas la réalisation d'un idéal, elle n'est que le résultat d'une tractation.

Une telle conception de la démocratie ne peut être réalisable que si l'ensemble des groupements économiques et sociaux travaille d'un même accord à sa réalisation et se pénètre de ses besoins réciproques. Or il semble bien que les trois

Allemagnes vivent aujourd'hui et veulent persister à vivre dans le cercle fermé de leurs préoccupations particulières. Chacune d'elles représente un merveilleux mécanisme. Mais ces mécanismes tournent à vide. Ils n'engrènent pas les uns dans les autres. L'intransigeance des industriels et des hobereaux, l'inexpérience des ouvriers sont telles que tout gouvernement est présentement impossible en Allemagne.

Deux économistes allemands clairvoyants se sont aisément rendu compte de cet état de choses et se sont efforcés de signaler le péril à leurs concitoyens. L'un est un écrivain et un industriel célèbre, Walter Rathenau. L'autre, un jeune ingénieur de grand talent, descendant d'une ancienne famille de la noblesse prussienne, Richard von Moellendorf. Rathenau et Moellendorf n'ont cessé de répéter dans leurs récents ouvrages ou articles, qu'il fallait un lien moral à la nouvelle Allemagne, que l'union des trois grands groupes économiques et sociaux, qui la représentent aujourd'hui, ne pourrait s'établir et durer que si ces groupes communiaient dans un même idéal, dans une même volonté de dévouement et de sacrifice à une même cause. « L'Allemagne, ont-ils déclaré, ne pourra établir et réaliser un régime politique stable, que si tous les citoyens, qui la composent, ont le sentiment vivant et profond de « l'économie commune » (*Gemeinwirtschaft*), c'est-à-dire des liens intimes et des devoirs communs, qui unissent tous les membres d'un même ensemble économique. »

Rathenau et Moellendorf n'ont pas été écoutés. Les trois Allemagnes demeurent étroitement et brutalement attachées à leurs préoccupations et à leurs ambitions particulières. Elles s'apprêtent à marcher à la bataille. Il n'y aura pas de citoyens libres dans le futur statut politique d'outre-Rhin; il n'y aura encore que des vainqueurs et des vaincus.

J. CHAPPEY

GABRIELE D'ANNUNZIO

DANS FIUME[1]

II

De Fiume, ville sainte, pourrait sortir une guerre sainte. Gabriele d'Annunzio, si jamais il la déchaînait, trouverait là-bas les soldats frénétiques dont les prophètes n'ont jamais manqué. Le Comandante a véritablement, lui aussi, ses *hashishins*. Seulement, le fanatisme de ses arditi, de bonne race latine, ne se base point sur une grossière excitation des sens, ni sur le prestige, guère plus relevé, de quelques miracles de foire ou d'une thaumaturgie puérile et malhonnête.

Ce qu'on appelle, par ailleurs, un sentiment religieux repose forcément sur un mystère, auquel il faut croire. Une croyance ne se discute point : lorsqu'elle est profonde, et si la plus haute règle morale en découle, il n'y a qu'à s'incliner avec respect, dût notre raison s'étonner. N'allons pas juger misérablement ce qui nous échappe.

Mais le fanatisme des arditi de Fiume n'a besoin d'aucun mystère, et s'il offre tout le semblant, la fougue et la noblesse des grandes exaltations religieuses — ce qui nous permet d'appeler réellement, par analogie, Fiume une ville sainte — il n'en a pas moins pour fondement une idée très simple, logique et claire, celle-ci : « Fiume est italienne ; elle veut l'être ; il

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er octobre 1910.

faut donc, par justice, qu'elle le soit. Nous avons fait la guerre afin qu'il n'y ait plus de peuples opprimés ; attribuer Fiume à d'autres qu'à des Italiens, ce serait l'opprimer lourdement ; nous nous serions donc battus pour rien — ce qui est absurde —si se produisait jamais une telle monstruosité. Notre Comandante, qui pense comme nous, et qui est ce qu'il y a au monde de plus intelligent, de plus brave et de plus admirable, a juré de mourir plutôt que de souffrir qu'on fasse tort à notre cause italienne ; il compte sur nous, et qui sait ce qu'on lui ferait si nous l'abandonnions ! Nous devons donc mourir pour lui, et nous sommes prêts à le faire. Vive l'Italie, vive la mère-patrie, vive le Comandante, *Eia, eia, eia, alalà !* »

Voilà tout le catéchisme d'un ardito [1]. Évidemment, ce catéchisme est un peu rudimentaire : mais une tête latine se plaît aux idées nettes, dussent-elles y perdre en belles apparences. Laissons aux Slaves leur brouillard de rêveries. Mieux vaut comprendre que sentir, en Latinité. Aussi bien, notre honnête ardito ignore-t-il donc que son Comandante réfléchit pour lui? Il a confiance. Il n'oublie pas ce que chacun doit se rappeler comme lui, à savoir que derrière les fenêtres du Palais, là-haut, tout au sommet de Fiume, veille et médite une des plus audacieuses et puissantes cervelles en lesquelles se soit épanouie la *Res Latina.* « Eh quoi ! s'écriera quelque avantageux sociâtre [2], tout a changé depuis le temps des Consuls... » Non pas à tel point : l'âme des hommes ne se modifie guère, ils retournent sans cesse aux mêmes passions, et recommencent d'âge en âge tous leurs exploits, quitte à ajouter à ceux-ci comme à celles-là le télégraphe, le téléphone, les chemins de fer et les canons géants. Mais pour ajouter 10 à tous les facteurs d'une opération mathématique, est-ce qu'on la fausse? Qu'un homme tue avec un poignard d'ardito ou une savante décharge électrique, il n'en tue ni plus ni moins. Et le Rubicon

1. Les arditi étaient au début certains soldats particulièrement résolus et dévoués, choisis dans chaque troupe italienne, et gardés en réserve pour donner l'assaut. Ensuite, on forma des corps d'arditi. Il y en a un grand nombre à Fiume. Dans le langage courant, l'on dit un ardito comme on dirait un soldat d'élite, un fameux gaillard, prêt à tout, et jusqu'au coup de couteau dans la gorge ennemie. L'insigne des arditi est d'ailleurs un poignard.

2. Que M. Abel Hermant nous pardonne, mais on dit bien psychiâtre.

coule partout : ce n'est jamais qu'une rivière à passer, quand même elle aurait la largeur d'une mer.

Après la cérémonie de la communion spirituelle en patriotisme, au théâtre de Fiume, nous allions retrouver le Comandante au milieu de ses arditi, le lendemain matin : il devait distribuer la médaille de Fiume[1] à sa compagnie particulière. On ne voit trace de garde autour de lui : il n'en a nul besoin d'abord, au milieu de son peuple idolâtre; puis il évite avec goût tout ce qui pourrait ressembler à quelque prérogative déplacée. Mais une compagnie d'infanterie porte son nom ; nous ne savons au juste comment elle est composée ; en tout cas, il nous a paru qu'on la recrutait parmi des éphèbes encore plus allégrement jeunes que les autres athlètes du Carnaro, et si l'on en croit les rubans innombrables dont la poitrine de tous ces robustes garçons est ornée, nul doute qu'il ne soit nécessaire, sinon indispensable, de s'être au moins couvert de gloire dans les Alpes du Trentin ou sur les abominables cailloux du Carso, pour se voir admis en cette compagnie d'élite.

Moralement, donc, il est certain que la troupe est d'élite : mais que dire du physique ! Quels champions sont-ce là, et si dès l'arrivée en gare de Fiume, la veille au soir, nous avons cru nous trouver parmi des émules de notre Carpentier un peu diaboliques, que ne nous sembla-t-il pas de la compagnie d'Annunzio ! Voici, pour commencer, leur uniforme (d'été, sans doute) : la chéchia noire, contenant à peine de furieuses chevelures relevées sur le front, quand elles y consentent, et trois fois sur cinq, pas de chéchia du tout ; la courte tunique gris-verte, fort largement ouverte sur des pectoraux musclés ; les rubans et croix de guerre, le ceinturon, le fusil ; puis un caleçon court de coureur à pied, et les jambes nues depuis le haut des cuisses jusqu'aux chaussettes, lesquelles retombent avec négligence sur les godillots militaires.

Ainsi décrite froidement, la tenue parfaitement sportive de la compagnie d'Annunzio semble étrange peut-être, et gageons qu'elle amuse : mais c'est autre chose que de voir sous le soleil tous ces jeunes gars dépoitraillés, aux jambes nues, faire

1. Médaille de bronze aux couleurs de Fiume, analogue aux médailles conférées à nos troupiers après certaines campagnes.

l'exercice avec une belle conscience, tirer la mitrailleuse, courir comme pour un 100 mètres, le fusil à la main, et lancer la grenade. Leur cantonnement se trouve sur le quai même du port, leur champ de manœuvre est battu par les flots adriatiques : aussi sont-ils hâlés comme des moricauds. Leurs yeux et leurs dents éclatent dans des visages de corsaires, sur lesquels, après la manœuvre, retombent des cheveux féroces. Leurs couteaux d'arditi n'ont rien de rassurant, et quoiqu'ils offrent franc rire et bon accueil là, en plein jour, sur leur pacifique terrain d'exercice — nous allions dire : de jeu — on se demanderait sans doute avec assez d'émoi ce qui va se passer, si l'on en voyait soudain pulluler autour de soi, par une nuit pas trop claire, et en temps de bataille avec le Croate, ce qu'à Dieu ne plaise ! Un jour, certain agitateur bolchévisant, et qui pis est, ancien déserteur, annonça qu'il allait venir à Fiume, et qu'on allait voir ça. Le Comandante déclara à ses arditi qu'il le recommandait « à leur fer nu et froid ». Le déserteur n'a pas dépassé Trieste.

De plus, les champions de la « d'Annunzio » ont une mascotte, pour le moins aussi pittoresque qu'eux-mêmes : c'est un vieux sergent sarde, engagé parmi eux, et bientôt septuagénaire peut-être, comme notre *nonno* garibaldien de la veille. Très vert et bien droit, cet ancêtre se pare — non sans coquetterie — d'une chevelure de neige, abondante et touffue, et le bâton à la main, il va de-ci de-là, parmi les troupiers ses pupilles, ainsi qu'un centurion chenu, débris auguste des guerres puniques. Hâtons-nous d'ajouter, pourtant, que lui n'a pas les jambes nues : l'air fraîchit, vers le soir.

Quand la compagnie d'Annunzio fut rangée sur le champ de manœuvre, aménagé près du port, et après l'attente sans laquelle une cérémonie militaire n'aurait plus l'air positivement militaire, il y eut un garde-à-vous, quelques notes de clairon : le Comandante arrivait. Qu'il nous parut donc pâle, en plein jour, cet homme qui, en effet, dort à peine, ne peut jouir d'aucun repos, d'aucune solitude, doit parler à chaque instant, reçoit des délégations, veille à tout, supporte la responsabilité de tout, écrit sans trêve, électrise un peuple, négocie, invente, combine infatigablement, et sent encore bouger en son âme toute la poésie du monde et des cieux,

même quand vingt Fiumaines éperdues viennent se jeter au-devant de lui pour demander l'avancement qui de son fils cantonnier, qui de son mari employé des postes, même lorsque tel sous-officier lui montre en grande alarme les boutons de sa tunique, dont la corne trop mince se brise au moindre choc !

Ganté, bien mis, bien pris dans son uniforme, doux, courtois, gentiment familier avec ses arditi, le Comandante assiste à une courte manœuvre : mitraillade, grenades, bond hors de la tranchée, simulacre de combat. Puis il passe en revue la compagnie : il faisait un soleil radieux et très chaud, tous ces athlètes noircis brillaient sous la sueur et la poussière, comme autant d'Hectors venant de tuer Patrocle. Enfin, il les réunit tous autour de lui, et une fois de plus, une fois encore, il parla. Son discours, cette fois, fut plus camarade et soldatesque, non beaucoup moins élevé cependant que celui de la veille, ni moins énergique, ni moins entraînant. La beauté s'épanouit aussi spontanément aujourd'hui sur les lèvres de Gabriele d'Annunzio que durant tant d'années elle aura resplendi sous sa plume.

Ses soldats l'écoutaient, très émus. Merveille, songions-nous, que ces garçons dépourvus sans doute d'une extrême culture, et qui pourtant suivent si pieusement cette parole infatigablement admirable, impeccable, et taillée à facettes ! Il est donc faux que l'orateur ait avantage à se montrer assez vulgaire, ainsi que se plaisent à l'affirmer, au nom de leur expérience, les orateurs à la façon du *Père Duchêne*?

Aussi bien, pourquoi ces volontaires manqueraient-ils de culture? Les connaissons-nous? Toutes les classes de l'Italie ont donné des soldats à la compagnie d'Annunzio. L'un des athlètes aux jambes nues, auquel on nous présente — quatre citations, quatre rubans bleus — est un ancien officier, engagé comme simple soldat dans la « d'Annunzio ». Un autre — trois rubans bleus — également engagé comme simple soldat, était lieutenant dans l'armée régulière. Un autre dans le même cas, un autre encore...

Distribution des médailles, accolades, poignées de mains. « Venez me voir tantôt au Comando, nous dit le Comandante. Je vais maintenant en ville avec ma compagnie, puis reviendrai à leur cantonnement déjeuner avec eux. »

C'est-à-dire manger à la gamelle, assis au milieux d'eux, riant de tout cœur avec eux. Il aime beaucoup à vivre fraternellement de la vie de ses arditi. Bien mieux, il touche son prêt — et il y tient fort, lui dont les mains « sont un creuset où l'argent fond », comme madame de Sévigné le disait si joliment de son fils ! Il y tient, et il y a droit, car ses hommes l'ont nommé caporal par acclamation. Honneur traditionnel. N'importe, il n'en est pas peu fier.

Le Comandante se met donc en route à travers la ville, escorté par sa compagnie aux jambes nues, aux visages brûlés, aux têtes échevelées. Il scande gaiement le pas au premier rang, sans nul apparat, flanqué du sergent à chevelure de neige et du vieux garibaldien au pourpoint écarlate, qui n'a pas manqué d'arriver tout à l'heure, au son de la mitraille, bien entendu. Entre ces bâtiments roses et sous ce ciel d'émail, suivons-nous un Sforza, un Malatesta, guidant ses lansquenets ? Il est presque midi. La lumière vibre sur la ville chatoyante. On pousse des *alalà !* au passage de la troupe et de son chef. Et les soldats de chanter à tue-tête une joyeuse chanson de marche, où il est beaucoup question d'un certain Cagoia.

Qu'est-ce que ce Cagoia ? Nous n'avons jamais pu le savoir. Quelque personnage mythique et légendaire, apparemment, mais qu'ils exècrent bien dans Fiume, car on l'y charge à tout instant de tous les crimes. Cagoia a fait ceci, Cagoia a encore eu peur de cela, Cagoia devrait bien aller au diable, et même pis, en prison, etc !... La haine dont ces patriotes poursuivent le fameux Cagoia nous parut même si précise et si forte, que nous en vînmes à penser qu'il y avait en ce nom quelque allusion à un ennemi personnel des Fiumains, et à un ennemi vivant. Toutefois, on n'a pas voulu nous le dire. Nous pouvons seulement affirmer qu'il ne s'agit pas de M. le président Wilson.

*
* *

Maintenant, le temps de déjeuner, puis rendons-nous au Palais, « au Comando », comme dit modestement d'Annunzio. Après les combattants, l'état-major ; après les camps, la cour.

Petite cour, toute petite, et sans le moindre faste. Le Palais est une vaste construction moderne, assez théâtrale, et des

plus noblement disposées en tout cas, dominant la ville entière, le port, la mer. On n'y entre pas sans fournir de grandes explications aux soldats de garde, ou sans montrer un bulletin d'audience. Le pauvre Comandante essaie de se défendre un peu : il n'y parvient qu'à demi.

A l'intérieur, dans un hall immense et pavé de marbre, vraie salle des pas perdus, ou du temps perdu, vont et viennent les visiteurs qui attendent, passent les officiers de service, sveltes capitaines, lieutenants imberbes, et bavardent quelques groupes. Parfois — hélas, trop souvent pour le repos du Comandante, ou ce que l'on appelle son repos ! — quelque délégation peuple un coin du hall. Mais on voit surtout des uniformes sanglés à la taille, ainsi qu'anoblis par un long usage, et encore, et toujours les croix de guerre. Tout semblable dut être jadis, dans les mêmes régions, le palais d'un maréchal Marmont, d'un général Bertrand. Cour militaire et très simple, non dépourvue toutefois de quelque insouciante noblesse.

Or, le Comandante n'a point reparu, il se livre à quelque inspection dans la Régence, il parle, il écrit, bref il n'est pas accessible. Attendons-le. S'il vient à se montrer, nous le saisirons au passage.

M. de Ambris se trouve là. Nous causons. Il dit son admiration pour le labeur déconcertant du Comandante, et conte les périls délicats que ce dernier rencontre et surmonte dans le maniement de l'autorité. Chaque province italienne a son âme propre, qu'il faut connaître [1]. Mais Gabriele d'Annunzio a le talent de ne froisser personne : il sait tour à tour disparaître et caresser. Puis il est si habile, si affable ! Et son prestige lui donne un pouvoir magique.

— Sans l'amour que nous avons tous pour lui, — nous avoue en riant un jeune officier, — il y aurait du sang sur le pavé de cette salle. Songez, depuis un an que nous vivons dans une

1. Charles Nodier, qui, vers 1813, dirigea un journal en cette région, écrivait à son ami Charles Weiss : « A peine avais-je cessé de rencontrer l'heureux habitant de l'Adriatique légèrement vêtu d'un frac de toile lilas, et la tête couverte de son grand chapeau où flottent des rubans de toute couleur, que j'ai aperçu l'Istrien frileux qui grelotte sous sa mante de poil de chèvre et son bonnet de laine à trois pièces. »

Ce n'est point une tâche aisée que de gouverner.

petite ville, entre jeunes gens impétueux et vifs ! Mais nous péririons plutôt que de lui causer la moindre contrariété.

Le temps passe. Une délégation de Dalmatie se présente. Le Comandante vient, paraît-il, d'arriver : il recevra les Dalmates. Une autre délégation, ce sont des cheminots : il verra les cheminots. Un cortège de fidèles encore... Nous le joignons enfin, comme il va remonter en automobile. Il se montre affectueux et charmant, ainsi que toujours.

— Hélas ! — nous dit-il, — ces jours de fête sont terribles. Accusez le Comandante. Par la faute du Comandante, qui est tyrannique, d'Annunzio n'a pas une minute à lui.

Et comme nous le félicitons sur l'éclosion du nouvel État :

— Oui, — fait-il, — c'est une solution. Nous avons réussi. J'ai tout fait pour cela, et je ferai tout encore. Ce qui est absurde, par exemple, c'est que nos ennemis ne m'aient pas encore tué. De temps en temps, ils me le promettent.

Mais déjà l'automobile impitoyable l'emporte, comme une proie. Il reviendra sous peu, tout à l'heure...

***

Le soir, au restaurant, ce fut une véritable veillée des armes. Les fidèles — toute la ville ! — contaient des histoires héroïques. Du reste n'oublions pas que l'héroïsme est naturel à Fiume, dont la petite garnison compte cinq des quinze médailles d'or de la valeur militaire portées dans l'Italie entière.

L'incomparable narrateur Zanetti était là :

— Demain matin, à sept heures, c'est moi qui sonnerai la grande cloche de la Torre dell'Orologio. On m'accorde cet honneur, parce que ce fut moi déjà qui déclenchai le tocsin de joie, au jour de Ronchi, quand le Comandante est entré dans la ville, au risque de tout !... Vous pleurerez quand vous entendrez ma cloche, demain matin. Il n'y a pas une personne vivante, dans Fiume, qui pourra s'empêcher de pleurer.

— Et les morts?

Non, Zanetti n'a pas répondu : « Debout les morts !... » Mais, par le regard de son œil unique, il l'a positivement crié !

— Et d'ailleurs, — poursuivit-il, — l'avez-vous regardée, la Torre dell'Orologio? Un grand aigle la surmonte, l'aigle

héraldique de Fiume, à une seule tête. Or, cet aigle avait auparavant deux têtes, c'était le monstre des Habsbourg qui trônait là sur la Torre, hideusement. Mais à peine la ville fut-elle à nous qu'un *bersagliere*, comme moi, escalada vertigineusement le toit comme il put, avec une échelle branlante, et scia tant bien que mal une des deux têtes. Vous savez, ce fut dégoûtant de voir tomber ce morceau de fonte... Puis, comme le cou tronqué de la bête faisait mal au cœur, mon ami le *bersagliere* — c'était moi qui lui tenais l'échelle — cicatrisa la blessure en plantant le drapeau italien dans ce bout de cou déchiqueté. Si bien qu'encore maintenant, l'aigle de la Torre montre une tête et un moignon, dans lequel un drapeau national palpite au vent. Allez tous contempler notre Torre : elle se trouve presque en face de la poste.

— Ah ! la poste !... — s'écria quelqu'un... — C'est demain que l'on y mettra pour la première fois en vente les nouveaux timbres de la Régence, portant l'effigie du Comandante. On va prendre d'assaut les guichets.

— *Si !* — fit Zanetti.

Qui n'a pas entendu ce « *Si !* » ignore tout ce qu'un homme peut mettre de triomphe, d'exaltation et d'allégresse en un simple « Oui ! ».

***

Après une nuit pure, légère, bleue, dans le silence de laquelle maints *Eia, alalà !* s'étaient élevés, à la fois innocents et sauvages, vers les étoiles indifférentes, le matin du 12 septembre naquit enfin. A l'aube, un peu de pluie :

— Ça va passer, — fit une vieille femme dans la rue. Dieu ne ferait pas ça à son Comandante.

Et en effet, la bonne Fiumaine n'avait pas plutôt prononcé ces mots, dont ses interlocuteurs ne s'étonnèrent pas un seul instant, que le soleil commença de caresser la ville endormie. Tout le jour, il a resplendi sans une défaillance, illuminant les drapeaux, guirlandes, pavois, oriflammes, fleurs et rubans de Fiume en grand gala.

Le Comandante devait, ce matin-là, refaire le trajet du 12 septembre 1919, c'est-à-dire pénétrer dans la cité à la tête de ses troupes, par l'avenue qu'il avait suivie, voici un an,

puis défiler à travers Fiume jusqu'au grand quai du port, où il passerait en revue toutes les forces de la Régence. Bien avant l'heure fixée, un peuple, souriant et déjà prêt à s'émouvoir, coulait vers le lieu d'arrivée des troupes. Longtemps, très longtemps après — l'inexactitude, on le sait, étant une formalité militaire — se montrait un peloton de cavaliers : les premiers uniformes paraissaient. Presque immédiatement venait le Comandante, en sa tenue de lancier de Novara, monté sur un grand et fort alezan à courte crinière. Derrière lui, deux généraux et un état-major, à cheval, puis, s'il nous en souvient bien, le drapeau du nouvel État, escorté par des officiers, et enfin la file interminable de la garnison. A peine eut-on seulement aperçu de loin le groupe où chevauchait le Comandante, que commencèrent, pour ne plus cesser, les applaudissements, les *alalà !* et les vivats : mais ils étaient si fervents, si pieux et si tendres, que l'on croyait assister à un cortège nuptial, plutôt qu'à une parade guerrière. Gabriele d'Annunzio épousait le Carnaro : peut-être un de ses torpilleurs l'emmènerait-il jeter son anneau dans le golfe, tout à l'heure.

Nous marchions du même pas que son cheval, confondu dans la foule des adorants. Comme la tête du cortège débouchait sur l'immense quai, déjà noir de monde, quelque arrêt se produisit : il fallait déblayer la place. Le service d'ordre est aujourd'hui restreint autant qu'inutile à Fiume, où l'on ne manifeste que par amour. Le Comandante demeurait par conséquent là, immobile, au milieu de son état-major. A cheval depuis longtemps déjà, et sous un soleil violent, ainsi ganté, moulé dans sa tunique, il avait bien chaud, le pauvre Comandante ! Il remettait nerveusement en place son monocle, un peu agacé par l'attente. Ne pouvant supporter de nous voir si près sans trouver moyen de lui parler, nous agitâmes violemment notre chapeau — était-ce très convenable? — si bien qu'il nous aperçut enfin, et nous fit signe d'avancer. Et là, sur le front de ses troupes, comment nous accueillit, dès la première phrase, cet homme qui ne porte pas seulement Apollon au bout de ses dix doigts [1], mais encore une épée aventureuse, et peut-être un monde en son poing fermé?

— Il doit y avoir pour vous, — nous dit-il, — une joie confra-

1. *Moi qui porte Apollon au bout de mes dix doigts.* (Jean Moréas.)

ternelle à voir un écrivain passer cette revue. Je me réjouis que vous assistiez, vous, à cette fête de la pensée latine.

Ainsi, selon sa coutume, offrait-il au plus humble ce qu'il donne et prodigue à tous, la bonne grâce, le mot juste qu'il faut prononcer, et qui flatte, et qu'on n'oublie plus. Ajoutons même avec confusion que, du haut de sa selle, le maître du Carnaro a choisi ce moment pour nous parler de notre Chantilly : ah, il connaît son public [1] !... De même agit-il avec chacun.

S'étant enfin remis en marche, le cortège s'avança lentement sur le quai spacieux, où l'on avait fait place nette enfin. Des hydravions sillonnaient le ciel. Dans le port, les sirènes des bateaux pavoisés saluaient éperdument le triomphateur. Pauvre port, il est vide de navires de commerce, puisque l'Italie l'a mis en interdit : mais beau et redoutable port de guerre, si l'on y compte les vaisseaux de la flotte fiumaine ! Voici le superdreadnought *Dante Alighieri*. On se rappelle que cette magnifique citadelle flottante, une des plus belles et récentes unités de la flotte italienne, fut conduite, ou retenue d'autorité par ses propres marins dans le port de Fiume. Ceux-ci ont coupé l'une des ancres, laquelle s'élève maintenant, gigantesque trophée, au milieu d'une place de la ville. Voici le destroyer *Francesco Nullo*. Voici l'*Almadi*, torpilleur, accompagné de quelque dizaine d'autres. Voici une flottille de *Mas*. Tous ces bâtiments, donc, hurlaient de joie. A chaque moment, éclataient des *Eia, eia, eia, alalà !* Le soleil criblait d'or la ville, les fenêtres, les palais, les étendards, les innombrables uniformes qui semblaient tous gris de perle sous cette clarté féerique. La minute était sans pareille. Que penser de Pétrarque lauré, avec sa chétive petite fête travestie du Capitole, jadis?... *Quo non ascendes, Gabriele !*

Les péripéties d'une revue sont toujours à peu près les mêmes ; seul varie l'enthousiasme plus ou moins grand qui les anime : celui des Fiumains soulevait les chefs et les soldats.

Le Comandante s'est arrêté sur la place Dante, au milieu du quai, face au port. Les généraux se sont rangés à ses côtés,

1. En mars 1916, après sa blessure, Gabriele d'Annunzio nous envoyait de Venise cette dépêche : « *J'espère guérir pour revoir les allées de Chantilly et le verger de l'amitié.* »

Et l'on prétend que le télégraphe a tué l'art épistolaire.

un peu en arrière, environnés par l'état-major. L'éventail immense de la ville leur servait de décor. Vis-à-vis d'eux, les musiques militaires jouaient de belles marches émouvantes, et le grand pavoi des vaisseaux palpitait doucement.

Les troupes commencèrent à défiler. Presque toutes, en passant, acclamaient le triomphateur, qui répondait d'un grand geste. Drapeaux et fanions s'inclinaient avec noblesse, portant l'âme visible du pays. Quand parut celui du nouvel État, qui pour la première fois claquait sous le ciel, l'immense foule n'eut plus qu'une voix : *Eia ! Eia !...* Cet étendard est rouge pourpré ; on y voit, brodées en or, les sept étoiles de la Grande Ourse, qui toujours indiqua la bonne route aux navigateurs méditerranéens ; elles sont inscrites dans le cercle d'un serpent se mordant la queue, symbole traditionnel d'éternité. En outre, trois longs créneaux le terminent : celui de droite montre les couleurs d'Italie, celui de gauche, les couleurs de la ville de Fiume, à savoir bleu vif, jaune et violacé. Elles sont partout, ces couleurs fiumaines, bleu, jaune et prune, aux boutonnières, dans les cheveux, sur les corsages, suspendues aux balcons, flottant le long des guirlandes et en haut des mâts ; elles s'entremêlent aux couleurs italiennes, elles sourient, elles vivent : dominant encore le fracas des hymnes et des cris d'amour, un muet *Alleluia* monte ainsi, de toutes ces bannières, au-dessus de la cité.

La garnison de Fiume défila durant des heures, qui passèrent comme des minutes : infanterie, alpins, arditi sans nombre, athlètes armés marquant la cadence militaire, cols ouverts et cheveux au vent, chéchias et casques, feutres et képis, plumes de coq des bersaglieri, dont le passage à la course souleva, comme toujours, l'admiration populaire, jeunes soldats, jeunes officiers, capitaines à silhouette de pages, commandants plus désinvoltes encore, et l'artillerie, et les auto-mitrailleuses, et les lance-flammes, et la Croix-Rouge — c'était bien une petite armée. Petite, mais expérimentée, puisque tous avaient fait la grande guerre, ainsi qu'il y paraissait aux croix chargeant tous ces uniformes gris-verts, « par la victoire usés » : car l'armée de Fiume semble revenir d'une longue campagne, elle ignore superbement ce qu'on appelle la tenue de gala. Mais que de fierté dans

les yeux, quel redressement de la taille, et les bons muscles sous ce drap élimé !

On applaudit à tout rompre les alertes champions de la « d'Annunzio » et les pittoresques maillots noirs que commandait le prince de C..., plus « eau-forte » et fantastique que jamais sous le grand soleil de midi. Mais où l'émotion déborda, ce fut quand défila, bien au pas, une sorte de garde nationale de Fiume, des quinquagénaires mêlés à des jeunes gens, tous en civil et bellement alignés derrière leur drapeau. Ils avaient les yeux plantés droit devant eux, les braves gens, et luisants comme si l'Autriche était encore à tuer.

La revue terminée, et le dernier convoi passé, le Comandante se rendit, toujours à cheval, et entouré de l'état-major, à l'autre bout de la place Dante, ayant peine à se frayer un chemin au milieu de la foule qui les eût bien portés en triomphe tous les deux, son alezan et lui. Deux mâts très hauts se trouvaient dressés, comparables à ceux de la place Saint-Marc : l'on y hissa deux immenses bannières italiennes, entre lesquelles vint se balancer le grand étendard pourpre de la Régence. Et à cet instant, poignant entre tous, une fois de plus le Comandante parla. Il dominait la foule du haut de son cheval, face à son drapeau. Le ciel éblouissant semblait s'arrondir autour de lui seul. Une fois de plus, il improvisa, comme si vraiment l'habitaient toutes les Muses — et Bellone !

Une fois de plus, il fut hors de toute mesure humaine. Une fois de plus, on s'agenouilla devant lui.

Et maintenant, pense-t-on sa journée finie? Croit-on que la coupe d'émotion soit comble?

Vers quatre heures — comment nous souviendrait-il d'une heure précise? nous ne savons plus, une telle après-midi n'avait pas commencé que le soir était là — le mouvement de la foule, la rumeur publique nous portaient vers le Palais National : entendez l'Hôtel de Ville. Une cérémonie capitale pour l'histoire de la Régence y devait avoir lieu : au nom de la ville, le maire (appelé là-bas *podestà*), devait conférer solennellement la nationalité fiumaine aux 6 000 hommes de la légion que le Comandante avait le matin même passés en revue. Représentant tous ses soldats, celui-ci allait accepter pour eux le droit de cité.

Nous arrivâmes bien avant l'heure : la salle était déjà pleine à n'y pas glisser un caillou. A force de patience, néanmoins, nous nous poussâmes au premier rang de la galerie. La salle du Palais National est disposée comme celle de notre Chambre des députés : un amphithéâtre surmonté d'une galerie. Contre la paroi du fond, se trouvait une estrade portant une longue table recouverte d'un beau velours à franges, devant laquelle trois fauteuils s'alignaient, face au public. A côté, sur le même rang, se dressait une autre table, petite, mais pareillement drapée de velours, avec un seul fauteuil : c'était pour le Comandante.

Chaque minute d'attente augmentait l'émotion, d'autant qu'y ajoutait encore cette estrade inoccupée devant l'hémicycle bourdonnant. Entre l'enceinte vide et la nerveuse assemblée, il n'y avait qu'une balustrade, frêle et forte comme la loi.

Soudain pourtant, sans tambour ni trompette — c'est ici le cas de le dire en réalité — trois officiers sont entrés, à savoir le *podestà*, et deux adjoints, ou deux vice présidents (nous ignorons leur titre exact), auxquels se mêlait un troisième : le Comandante...

Aussitôt, nous ne saurions rendre ce qui s'est passé : celui qui parlait resta la bouche ouverte, celui qui faisait un geste ne l'acheva point, une sorte de suffocation saisit la salle en un instant ; puis, comme l'orage, comme la foudre, comme les stigmates des saints, l'amour universel s'abattit sur le Maître, éclata à ses pieds, le souleva, le transperça ! Pendant un quart d'heure, vingt minutes peut-être, les quatre officiers demeurèrent debout, étranglés et muets, les magistrats derrière leur table, et Lui, tout seul, indiciblement pâle, adossé au mur, repoussé jusque-là, envahi et ainsi qu'écrasé contre la paroi par l'enthousiasme, par la tendresse folle, par le délire du peuple !

Il penchait la tête, ne bougeait pas, pleurait peut-être. Et l'acclamation de frénétique amour durait, durait toujours, s'exaltait, on criait, on ne trouvait plus de mots assez passionnés. Un ouvrier répétait sans trêve derrière nous : « *È un Dio !... È un Dio !* [1]... » N'y tenant plus, le brave homme s'écriait encore : « *E bello come un Dio !* [2]... »

1. C'est un Dieu !
2. Il est beau comme un Dieu !

Et c'était vrai ! Ce soldat tout droit contre ce mur — et ce soldat qui était l'immortel auteur des *Laudi* ! — baissant le front sous le baiser immense de toute une nation, le grand Italien Gabriele d'Annunzio étouffant d'émotion devant sa patrie qui l'acclamait, oui, l'ouvrier avait raison, c'était bien un spectacle divinement beau !

Enfin, par pitié peut-être pour les nerfs du poète, le *podestà* agita sa sonnette, et lentement, de même que s'éloigne une tourmente, le silence, un profond silence s'établit. Le *podestà* lut une harangue noble et chaleureuse, dans laquelle il demandait au Comandante s'il acceptait, au nom de tous les légionnaires, la nationalité fiumaine. Et, d'une voix simple, contractée encore par l'épreuve terrible et merveilleuse, celui-ci répondit :

— *Accetto* [1].

C'était le premier mot qu'il prononçait depuis son entrée dans la salle.

Après quoi, par un nouvel effort de sa volonté sans égale, toujours debout près de son fauteuil, et, à son habitude, dédaignant toute espèce de geste, mais imprimant chacun de ses mots dans l'esprit de son auditoire comme un poinçon dans le fer tendre, derechef le Comandante parla.

Ainsi qu'au théâtre de la Fenice, ainsi que sur la place Dante et partout, il improvisa. Et l'orateur incomparable, de nouveau, s'est surpassé. Jamais la poésie ne coula plus irrésistible de ses lèvres, ni la foi ne s'en éleva plus chaude. Il remercia les Fiumains, leur dit qu'il se sentait non seulement leur compatriote, mais leur frère, qu'il avait vu et touché de ses mains, tout à l'heure, l'une des plus vénérables pierres de leur ville ; il décrivit cette pierre, la fit vivre à sa voix, poursuivit le symbole, s'éleva... On entendit, coup sur coup, le chant du poète, l'appel du soldat, la catilinaire du citoyen, le jeu du linguiste étonnant, les belles sentences du fondateur d'État, les caresses de l'Italien parmi son peuple, la loi du prophète entouré de ses disciples — enfin Gabriele d'Annunzio parla, que dire de plus?... *Fu bello come un Dio !*

1. J'accepte.

***

Le soir, au restaurant Adria, nous commandâmes sans grand espoir nos *spaghetti* et notre *manzo* : quelle apparence y avait-il, en effet, d'être jamais servi par ce garçon affolé, tourbillonnant parmi des dîneurs sans nombre, qu'avait attirés le jour de fête? Et la commande donnée, nous attendîmes en méditant sur la vigueur et l'habileté avec lesquelles Gabriele d'Annunzio, homme d'État, menait son entreprise.

Qu'un diplomate difficile à convaincre conteste l'italianité de Fiume dans le passé, c'est son affaire. Cette opinion nous étonne personnellement, mais une bonne hygiène morale exige que l'on s'habitue aux opinions d'autrui. Nous conseillerions en tout cas à cet hérétique — « un hérétique, dit Bossuet, est celui qui a une opinion » — de venir passer seulement deux jours sur les terres de la Régence, s'il prétendait aussi mettre en doute l'italianité de ceux qui l'habitent à présent —et pas même deux jours, une heure ! Car d'Annunzio a si bien fait, par ses discours, ses actes et sa volonté, qu'il a communiqué son âme même aux Fiumains. L'Italie est implantée dans le sol du Carnaro jusqu'au tréfonds. *Italia o morte !* portaient les bannières de Fiume, tout à l'heure, à la revue. *Fiume o morte !* lisait-on sur les étendards venus de la mère-patrie. Un irrédentisme inexpiable se trouve maintenant déchaîné, voilà un fait historique.

Et ce n'est pas en incorporant d'un seul coup cinq ou six mille citoyens à la Régence, ni en offrant 3 000 francs de dot, comme on dit que cela doit être, à toute jeune fille fiumaine épousant un ardito [1], que l'on fera décroître l'italianité dans cette région, que nous sachions?

Mais on se trouve devant le fait accompli, alors? Sans doute... Mais c'est très grave?... Mon Dieu, citons encore des devises d'étendards. Le fanion d'une auto-mitrailleuse, qui défilait ce matin, place Dante, montrait ces mots brodés largement sur la soie : *Me ne strafotto.* Nous ne traduirons pas cette phrase. Les personnes qui entendent l'italien savent qu'elle est un peu vive. Pour tout dire, l'expression correspondante : « Peu m'en chaut », semblerait, pour la rendre, d'un

1. Nous donnons ce renseignement sous toutes réserves.

style bien pâle. Or, il est possible qu'à Fiume, on répète volontiers des formules analogues.

Cela ne suffit pas, de lancer des boutades?... Certes, et le Comandante le sait bien. Aussi a-t-il soulevé le fanatisme des Fiumains, qui dure depuis un an déjà, malgré maintes périodes de privations endurées dans la ville, et le malaise économique profond causé par l'interdit commercial. Aussi vient-il de créer l'état-tampon du Carnaro. Et aussi ne lâche-t-il jamais, lui, des choses aussi naïves que la joyeuse formule du fanion. Il dit seulement, il met sur son papier à lettres : *Cosa fatta capo ha.* Ce qui signifie : « Chose faite a une tête. » Mais *capo* a aussi le sens de « chef » et de « commencement[1] ».

Ainsi menions-nous nos pensées, en attendant avec douceur ces *spaghetti* qui ne venaient pas, et ce *manzo* dont il n'était plus question. Tout à coup, un uniforme ravissant parut dans le restaurant : c'était le capitaine Antongini. Il faudrait n'avoir jamais mis les pieds à Paris pour ignorer le très aimable capitaine Antongini : sa silhouette est bien connue sur le boulevard. On sait qu'il est depuis vingt ans l'ami intime et tout dévoué de Gabriele d'Annunzio.

— Vite, — nous dit Antongini, — le Comandante m'envoie vous chercher : il vous attend dans dix minutes pour dîner.

Adieu, *spaghetti* insipides et ridicule *manzo* ! Déjà nous trottions avec notre compagnon sur le chemin du Palais.

Sentinelles, escalier, plantons... Nous entrons bientôt dans une petite pièce bien ornée, où une table était dressée. Quatre couverts. L'argenterie scintillait... Un autre Français était là, le poète Achille Richard. Par la fenêtre ouverte sur la nuit délicieuse, l'on apercevait toutes les lumières de la ville et le port illuminé. Des *Eia, alalà* ! — encore ! — montèrent jusqu'à nous : c'était une troupe de fidèles, la cinquantième de la journée, qui s'avançait avec un drapeau vers le Palais. Ils s'arrêtèrent devant la grille fermée, réclamant : « Comandante !... Comandante !... » tandis qu'un *bersa-*

1. Le poète Ausone écrivit fort joliment jadis :

Incipe, dimidium facti est cœpisse ; supersit
Dimidium : rursum hoc incipe, et efficies.

(Commence, c'est moitié de fait que d'avoir commencé ; mais la moitié reste : commence encore, et tu as fini.)

gliere, de garde sur la terrasse du premier, s'accoudait négligemment dans l'ombre pour considérer les enthousiastes. Nous n'apercevions que les plumes du chapeau et la lueur fine de la baïonnette. Et déjà les cris s'apaisaient, le cortège en liesse s'éloignait...

Soudain s'éleva près de nous une voix très douce :

— Oh, je vous vois donc enfin... Maintenant, nous allons causer, je me donne une heure de vacances. Pour cette belle fête, aujourd'hui, je suis heureux de vous avoir su là...

C'était le Comandante, revêtu d'une fort élégante tunique à revers bleus. En même temps que lui, se glissait parmi nous certain parfum discret, raffiné — venu de la rue de la Paix, Comandante?... Et gracieuse, et charmante, une jolie chienne lévrier, à poil ras, blanche et bleue,[1] avait délicatement sauté dans la pièce. Nous n'avons pas constaté sans tendresse que, pour surprenant homme d'État qu'il fût devenu, Gabriele d'Annunzio restait fidèle à ses grandes amours, et qu'il gardait jalousement un lévrier au fond de son Palais, comme en sa tente le sultan cache la sultane favorite.

Puis, sur un geste du maître de céans, nous nous mettons à table, Achille Richard, le capitaine Antongini et nous. Le Comandante reste debout avec le plus grand soin, s'assied le dernier, veille à ce que chacun soit servi... Elle est célèbre, la courtoisie de Gabriele d'Annunzio : il n'ignore point, du reste, qu'il y a là le plus merveilleux moyen d'autorité et de gouvernement. Mais ses amis seuls connaissent les prévenances exquises de son affection : or, il usa de toutes ce soir-là — comme si une telle journée eût laissé son esprit entièrement libre, comme s'il fût à l'instant même revenu d'une simple promenade à cheval, par exemple, ou d'un thé chez quelque belle amie.

Il se montra très gai, d'ailleurs, et très animé, contant cent histoires, demandant des nouvelles de tous ses amis de Paris.

— Et pourtant, — lui avons-nous dit, — il y en a qui veulent vous croire brouillé avec tous les Français.

1. Le commun des mortels dirait : blanche et grise. Mais pour un connaisseur en lévriers, le gris s'appelle bleu. Le gris d'un lévrier de race, d'ailleurs, semble toujours posé sur un fond bleu.

— Moi ?... C'est avec le quai d'Orsay que je suis brouillé. Ce n'est pas du tout la même chose. Mais je fais apprendre le français à mes arditi.

Quand le Comandante prononce « mes arditi » son visage change, ainsi que sa voix. Il narre leurs exploits sur ce ton demi-souriant dont on use pour rapporter les histoires d'enfants terribles.

— Ils ont, — fait-il, — un langage à eux. Au commencement de l'occupation, ici, il y avait des coups de main fort souvent. A chaque instant se produisait l'alerte, et l'on allait coucher dans la montagne. Eux, alors, accomplissaient des raids, d'où ils rapportaient toutes sortes d'objets, fils de fer, clôtures, dépouilles, etc. A n'importe quelle heure, ils venaient jeter cela dans ma chambre. Une fois, je sortais du tub, et me trouvais en pyjama : et ainsi donc certain ardito, au retour de quelque incursion, entra brusquement, et lança comme d'habitude à mes pieds un vrai bric-à-brac de fils barbelés, de casques, de bidons, que sais-je ! Or, le brave garçon n'avait peut-être encore jamais vu de pyjama. Quand il m'aperçut à l'improviste en cette tenue, il dut en être frappé. « Vous savez, dit-il ensuite à ses camarades, j'ai vu le Comandante chez lui, ce matin : il était en costume de poète... »

» Et qu'ils sont beaux, mes arditi !... Une fois encore, à la suite d'un coup de main, ils ramenèrent au camp quarante-six chevaux splendides de l'armée régulière. C'était à l'aube, et il faisait terriblement chaud : tous se trouvaient à peine vêtus. Entendant du bruit au dehors, je vais voir... Imaginez la puissante beauté d'un tel spectacle : dans l'air rose de l'aurore, ces quarante-six athlètes à demi nus, ces quarante-six Dioscures, chacun d'eux tenant un cheval admirable au poing !... Cependant, nous avons restitué ces quarante-six magnifiques chevaux, par honnêteté, hélas !

— Oui, — fit Antongini, — mais ce sont des bêtes plus modestes que nous avons rendues, les autres, les belles, sont demeurées ici. Te rappelles-tu ce pauvre vieux toquard, qui boitait? Le colonel n'y a vu que du feu.

Le Comandante rit de tout son cœur au souvenir de la *beffa*. D'autres souvenirs lui reviennent :

— Ah, nos arditi ! Certes, ils sont dévoués à leur Coman-

dante !... Une fois, sur ce fameux pont de Sussak, notre frontière, j'aperçois de l'autre côté des fils de fer un général de l'armée régulière, un camarade de la guerre, un vieil ami. Malgré les règlements, nous courons l'un vers l'autre, nous nous embrassons. Mes arditi croient que le général m'arrête, se jettent sur lui comme des furieux, le bousculent, l'auraient tué... Lui, bon garçon, leur dit en riant : « Eh ! bien, les garçons, qu'est-ce qui vous prend? Ce n'est pourtant pas votre bonne amie, le Comandante !... » Alors, l'un d'eux le regarde d'un œil terrible : « Pire ! » fait-il... Qu'on leur lâche seulement des Croates, on verra !...

A la pensée des Croates, le Comandante évoque tous ses ennemis, voire Italiens. De l'un d'eux, le principal, il dit — et sa parole se fait plus précise et plus lente, comme chaque fois qu'il annonce quelque bel ou étrange dessein :

— Où qu'il se trouve, à Rome ou ailleurs, je l'enlèverai. On l'amènera ici, et on le tatouera. Nous avons dans la Régence une école de tatoueurs, exprès. Après on le renverra. Vous savez qu'un tatouage ne disparaît jamais. Il faudrait couper la chair même, la bonne livre de chair de Shylock.

Au nombre de ses adversaires, on sait que le Comandante range aussi l'Angleterre.

— Imaginez, — nous dit-il...

(« Imaginez » est un verbe dont il use souvent. C'est qu'il « imagine » sans cesse, et avec quelle débordante et joyeuse puissance, lui qu'on appela jadis, comme le héros d'un de ses livres, « l'Imaginifique » !)

— Imaginez l'ingénuité sauvage de ce peuple ! Dans mon courrier, dernièrement, se trouvait une lettre, émanant du président d'un club sportif anglais, et ainsi conçue : « Envoyez-nous donc par retour de la poste un autographe et des portraits. Je les ferai publier dans notre revue spéciale. Cela produira très bon effet. Vous êtes en somme un vrai sportsman, et nos compatriotes ont beaucoup d'indulgence pour les vrais sportsmen... » Et vous savez, il ne croyait pas plaisanter, ce gentleman !

Et la conversation va, vire, saute, légère, délicieuse, affectueuse et confiante. Beaucoup de propos du Comandante, tenus ce soir-là *sub rosa*, ne sauraient être rapportés ici, étant

politiques et secrets : rappelons qu'il se trouvait avec des camarades intimes.

Il nous exposa les réformes militaires auxquelles il travaillait en ce moment même. On sait que les projets de cet homme miraculeusement tenace sont longs et patients : pourquoi se presserait-il en effet, il n'ignore pas que sa volonté ne se lassera jamais la première.

Ce n'est pas qu'il ne lui en coûte de mener une vie si tendue et si sévère.

— Songez, — fait-il, — qu'il me faut à chaque minute prendre une décision, assumer une responsabilité, rédiger un papier. Au moins, pour mon repos, devrais-je méditer dans la solitude. Or, pas un instant je ne suis libre, pas un instant on ne me laisse sans me demander : « Que faire, Comandante... Comandante... » La solitude !...

Et son regard se charge d'une immense rêverie.

Bientôt, on emplit nos verres de champagne. Le Comandante se tourne vers nous, touche notre verre, et avec la plus profonde tendresse : « Vive la France... quand même ! »

Cher Gabriele ! « Quand même !... » c'était à cause de la politique. « Vive la France !... » c'était pour l'âme divine de mon pays. Qui donc l'aime et la sent mieux que vous?

Lorsque nous revînmes à travers les rues encombrées par la joie populaire, quand nous traversâmes la place Dante où, au son de dix orchestres, dansaient éperdument Fiumaines et arditi — notons en passant que ces gars-là se livraient tous au fox-trot avec un art et une perfection rares en nos dancings — tandis qu'enfin nous entendions toute la nuit le vaste bal et ses dyonisiaques *alalà*, combien il nous était doux de songer qu'en ce soir de fête nationale, le Comandante avait levé son verre à la France, en dînant avec des Français !

C'est qu'il sait aussi combien nombreux nous sommes, de ce côté des Alpes, à ne voir qu'imprudence, paradoxe et confusion en dehors d'une complète fraternité latine. *Mens latina — o morte !* comme on dit à Fiume.

MARCEL BOULENGER

LES GRANDES LOIS FÉMINISTES

On ne peut nier que la femme ait été mise en tutelle par les lois. Chose assez curieuse, sur la question de la possession des biens dans le mariage, alors que communément c'est la femme qui tient la bourse du ménage français, le législateur s'est montré envers elle aussi défiant que tyrannique. En fait, c'est la mère de famille qui administre la maison. En droit, elle n'est qu'une mineure qui ne peut disposer d'un sou sans le consentement du mari. Du moins, il en a été ainsi jusqu'à la fin du siècle dernier.

Cependant, avant de jeter les hauts cris sur ce despotisme légal et sur l'état d'infériorité juridique auxquels furent soumises nos mères, avouons que le législateur chargé de déterminer le régime de la possession des biens dans la société du mariage avait à trancher là dans une matière bien délicate. C'était un de ces points de justice psychologique pour lesquels toute précision est trop rigide, toute prévoyance maladroite. Le mariage héritait des lois communes aux autres sociétés, mais l'intimité de l'association, sa tendance à l'union absolue en faisait aussi la négation de l'association puisque le mariage idéal ne comporte plus qu'une volonté unique. D'autre part, il fallait prévoir les mauvais mariages, surtout ces mariages médiocres où les conjoints plient bon gré mal gré la tête sous le même joug, et dont est composée en grande partie la société. Dans ces ménages où l'entente est précaire, comment organiser, sans arriver à la division, la possession des biens? Remarquez avant tout que la communauté des

intérêts est l'élément le plus puissant et le plus durable de l'union chez les époux, et que la division des biens ne pouvait être admise comme principe par le législateur du mariage. Bien au contraire, il la repoussait. L'objectif était donc de concilier la possession en commun, l'unité d'intérêt, avec la divergence des volontés conjugales.

Comme le mariage était fondé sur ces deux principes : « L'homme doit aide et protection à sa femme — la femme doit obéissance à son mari » ; que l'homme donc assumait déjà de par le code les responsabilités matérielles de la société conjugale ; d'autre part, comme il était acquis déjà par cette formule que, en cas de conflit entre les deux volontés, ce serait à la femme de céder, tout naturellement la gestion des biens devait être mise entre les mains de l'homme responsable.

Cette conception est beaucoup moins révoltante quand on considère qu'elle est à base de possession commune, et que le droit du mari n'est qu'un droit de gérance.

En fait, dans la pratique, ces théories ne jouaient guère que lorsqu'il s'agissait d'opérations judiciaires, ventes de biens, achats ou cessions de fonds de commerce, placements d'espèces ; le mari y était le seul acteur, la femme une mineure en tutelle. A de rares exceptions près du reste, la femme justifiait ce rôle par son incapacité. Je n'invente rien en disant qu'on plaint généralement la veuve, la divorcée, la femme seule, plutôt d'avoir à défendre elle-même ses intérêts que de supporter la solitude de son cœur : l'homme apparaît avant tout, à l'opinion, comme le gérant des affaires communes du couple. C'est ainsi que l'on voit tant de vieilles femmes s'abandonner à la direction d'un notaire, d'un homme de loi, plus puissant sur leur conscience qu'un confesseur.

Mais, à part l'occasion des opérations décisives sur les biens, voyez comme, dans la famille française, le rôle de la femme affirme au contraire la communauté de jouissance des dits biens. La femme est l'économe née de la famille. Ses vues portent surtout sur le détail. Elle calcule par sou. Faute de ces qualités minutieuses, la fortune d'une maison irait à vau-l'eau. Le mari le sait. Et presque toujours, c'est entre les mains de l'épouse qu'il remet l'argent. C'est ici la revanche de

la mineure qu'elle paraissait être chez le notaire. Au foyer, le mari se sent forcé d'en passer par ses lois. Pour peu qu'il soit dissipateur ou prodigue, ce maître absolu des biens de la communauté est gourmandé, maté, dominé par celle à qui lui-même a remis la clef du coffre-fort ou le secret du bas de laine.

***

Les féministes disent : « Vous citez là les bons ménages ; mais il y a les mauvais et les pires. Dans ces derniers, la femme qui est déjà la victime des exigences et des brutalités de l'homme, l'est encore des lois. Les lois permettent au mauvais mari de dépouiller sa femme, d'attribuer à ses propres plaisirs les biens communs, c'est-à-dire issus non seulement de ses gains et de ses apports, mais des apports de sa femme. La loi justifie la pire tyrannie du mari, la tyrannie qui s'exerce sur la femme à l'occasion du droit le plus sacré des individus : celui de la propriété. Il est déjà bien inique, dans un heureux mariage, de voir l'épouse privée de ce droit de propriété et humiliée au point de ne pouvoir disposer elle-même de sa fortune, mais ce qui est révoltant là, devient odieux si le mari auquel la femme est asservie, est un indigne. »

Les féministes ont raison sur ce point. Il fallait protéger la femme contre le mari indigne. La loi paraît supposer qu'il n'en existe point. Les féministes se montrent disposées à n'en voir que de tels, car pour elles, l'homme est toujours l'ennemi. La vérité, c'est qu'il y a suffisamment de mauvais époux, et d'indignes, pour nécessiter des mesures de prudence éventuelle en faveur de la femme. Autant les féministes me semblent dans l'erreur quand elles prennent en pitié la femme heureuse qui, imbue du véritable esprit de la société conjugale, abandonne au mari la gérance de ses biens, autant elles ont fait œuvre utile en prévoyant pour la femme en général les abus du mari indigne.

Déjà dans nos mœurs, les conventions avaient remédié aux lois sous ce rapport : l'habitude des contrats de mariage n'a pas d'autre origine que le souci de protéger les apports de la femme contre les dissipations possibles du mari, et les diffé-

rents régimes sous lesquels on mariait une fille mettaient à l'abri sa dot.

Malheureusement il n'y avait que la bourgeoisie qui bénéficiât de ces mœurs, la bourgeoisie et aussi les terriens, c'est-à-dire les deux classes où l'intérêt pécuniaire compte peut-être avant tous les autres. A la campagne, le mariage a souvent pour raison première et pour but la réunion de deux domaines. La communauté de jouissance est souveraine. Là plus que partout ailleurs les époux sont étroitement liés par l'amour commun du bien possédé à deux. Mais le notaire a toujours sévèrement prévu les dilapidations dont le mari pourrait se rendre coupable et le régime dotal sévit à outrance. Ainsi voit-on là le contrat compensateur s'harmoniser avec la loi nécessaire et pourtant dangereuse, pour donner d'excellentes unions, le bien de la femme restant intangible, la communauté de fait existant malgré tout et le mari demeurant de fait et de droit le seul gestionnaire des intérêts communs.

***

Mais la classe ouvrière et ce que j'appellerai la petite classe moyenne, qui vivent et qui respirent dans une si absolue liberté à l'égard des contraintes de l'argent, et qui tirent de cette noble insouciance à la fois leur beauté et leur misère, sont livrées tout entières aux périls de la loi. Le contrat de mariage est inconnu dans le peuple. La convention n'est plus là pour protéger la mineure contre les erreurs de tutelle du maître légal de la communauté. Pourtant si la femme n'a plus là de biens propres à défendre, c'est-à-dire de capital, elle possède à tout le moins le produit de son travail. C'est par milliers que se comptent aujourd'hui les femmes qui exercent un métier. Même parmi les femmes mariées, dans le peuple, rares sont celles qui ne travaillent pas. En 1900 les statistiques de la Bourse du Travail qui donnaient le chiffre de 6382658 femmes vivant de leur salaire, y faisaient entrer les femmes mariées pour un tiers. Quelle multiplication depuis lors !

On doit déplorer une telle révélation. Une société où la femme mariée est vouée à un autre devoir que celui de la mater-

nité et de la garde du foyer, et partage en sus de son rôle le rôle de l'homme, cette société-là possède une tare. Mais nous n'avons pas ici à apprécier le fait. Il existe. Si les changements sociaux qui s'annoncent imprécisément doivent le modifier en taillant une part plus large à l'ouvrier, éviter à sa femme la nécessité de pourvoir elle aussi aux besoins de la famille, réjouissons-nous. Malheureusement ce progrès n'est pas pour demain. Même la perturbation que son enfantement propagera dans la vie économique n'est faite que pour rendre momentanément plus dures les conditions de vie, donc pour forcer la femme à plus de travail.

Or le code voulait que le mari eût des droits jusque sur les salaires de sa femme et sur les économies réalisées par elle du fait de son travail. Ainsi ne pouvait-elle en disposer sans son consentement. L'autorisation du mari était nécessaire pour effectuer soit un dépôt de fonds aux Caisses d'épargne soit un retrait. De sorte que si un ouvrier dissipateur et débauché prétendait s'opposer à ce que sa femme usât des petites sommes issues de son travail ou de ses privations, il le pouvait légalement. Remarquez d'ailleurs que, dans cette circonstance, l'épargne de la femme était à elle seule un garant de son esprit d'ordre et comme une référence. Encore cette femme était-elle réduite à en abandonner la libre disposition aux caprices d'un indigne. L'injustice était par trop flagrante.

La loi du 20 juillet 1885 vint ébranler le vieux dogme de possession commune subordonnée à la gérance omnipotente du mari, en permettant à la femme de faire sans l'autorisation de celui-ci des opérations de Caisse d'épargne. C'était presque un coup de théâtre et la résultante du mouvement d'opinion qui se dessinait alors en faveur de l'émancipation de la femme. Ce ne fut d'ailleurs qu'un coup timide et atténué de mesures restrictives, puisque, si la femme pouvait personnellement prendre un livret de Caisse d'épargne, y déposer de l'argent, en retirer à l'insu même de son mari, celui-ci conservait le droit de puiser lui-même à cette réserve et d'opposer au besoin son veto au retrait des fonds.

Il ne faut pas sourire de la prudence que les législateurs ont mise à toucher à l'ancien appareil légal du mariage. Tout ici est profond, se racine à l'âme des intéressés, jaillit de la

vie elle-même. Cette loi était urgente ; il fallait l'édicter, mais elle visait les mauvais ménages, ceux où le mari est un despote, un ivrogne et un prodigue, mais le mariage en général ne peut être envisagé comme le bagne de la femme. Une institution sur laquelle est fondée la société ne doit pas être présentée à la société comme un instrument de torture, un appareil barbare. Nous savons au contraire que cette institution est bonne et qu'on n'en peut concevoir de meilleure pour asseoir les mœurs. Or c'était la première fois que le mariage idéal était atteint dans son système de socialisation des biens entre les époux. Du moment où la loi décrétait que la femme pouvait diriger ses biens propres en dehors du mari, c'était un coup porté au vieux rêve traditionnel de l'indivisibilité conjugale. Quand on veut attaquer profondément une société, on s'en prend au mode de possession de l'argent. Les plus grandes révolutions se font sur ce terrain. Ce fut une petite révolution dans la société du mariage quand les juristes décrétèrent que la femme pourrait désormais posséder son pécule propre, en dehors de tout contrat. La loi elle-même prononçait là une séparation que seules des conventions au caractère exceptionnel avaient autorisée jusque-là.

***

D'ailleurs, quand, le 13 juillet 1907, fut votée la loi relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage, loi bien plus décisive encore que la précédente pour l'affranchissement de la femme, on vit que le premier paragraphe disait nettement :

Article premier. — Sous tous les régimes à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 *du Code civil donne à la femme séparée de biens. Elle peut en faire emploi en acquisition de valeurs mobilières ou immobilières. Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis. La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux.*

Ainsi la loi posait comme condition générale pour la femme qui travaille le système exceptionnel que le code avait réservé jusque-là aux mariages déjà désunis à demi par la séparation de biens.

En bonne justice, il ne pouvait guère être statué différemment. Il y a dans le salaire un élément de possession directe, plus intime et plus puissant que dans toute autre valeur issue d'une source différente qui ne soit pas le travail personnel. La possession par dotation, par héritage, par spéculation, ne peut être comparée à la possession acquise par le travail. Tout être a sur le produit de son travail un droit sacré. La femme qui exerce un métier avait ce droit même dans le mariage. On a quelque peine à concevoir qu'il pût ne pas lui être reconnu. Aussi le procès de cette grande loi féministe n'est-il pas à faire. Il fallait qu'elle fût, d'abord pour protéger la travailleuse mariée contre les droits dévorateurs d'un mari indigne, ensuite même pour attester, dans le mariage en général, le respect dû par le mari à l'effort personnel de l'épouse. Le travail de la femme mariée créait un régime nouveau. A mœurs nouvelles, il faut de nouvelles lois.

Ce que j'ai voulu montrer c'est que ces lois modifiaient insidieusement la conception traditionnelle de l'union absolue dans la communauté des intérêts conjugaux. Ce sont des lois de séparation. On conçoit que les juristes aient hésité à les promulguer. Ces lois sont bonnes en elles-mêmes. La cause initiale dont elles sont nées peut seule être à incriminer et c'est uniquement pourquoi elles pourraient être jetées en argument dans un réquisitoire contre le travail de la femme mariée.

***

La loi de 1907 n'avait du reste pas plutôt établi les droits de la femme quant à son salaire qu'elle lui créait aussitôt par la force des choses des obligations auxquelles son irresponsabilité de mineure échappait autrefois.

Art. 3 — *Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers. Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage*

alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû antérieurement à la présente loi se trouver entre les mains du mari.

Art. 7 — Faute par l'un des époux de subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

Ainsi commence-t-on ici à voir se dessiner dans le code, la personnalité jusqu'ici presque inexistante de la femme au point de vue juridique. La voici responsable de ses dettes dont le mari répondait autrefois. Bien plus, son rôle dans la société conjugale est taillé soudain à une ampleur nouvelle. Les créanciers qui ont passé marché avec le ménage dans l'intérêt commun de la famille au temps où, cette loi n'existant pas, les salaires de la femme tombaient sous la juridiction du mari, ces créanciers pourront se faire rembourser sur le pécule personnel de la femme. D'ailleurs l'article 6 décrète déjà que :

La femme pourra ester en justice sans autorisation dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

La mineure d'autrefois est loin. La loi lui reconnaît une conscience qui comptera désormais dans les transactions sociales. Étant donnée la part que la femme a mordue depuis des siècles dans la vie sociale, il était temps qu'au point de vue des responsabilités on lui attribuât une existence morale. Elle aura donc maintenant le sens de ses engagements, du risque de ses actes, dont elle répondra. Une telle loi n'est faite que pour élever la femme. Il faut y applaudir.

Remarquez toutefois les restrictions au féminisme qui s'y trouvent et que, pour un droit que l'on confère à la femme, on décharge aussitôt celui qui, jusqu'ici, avec les droits absolus possédait la totalité des devoirs. « Femme, dit en somme le texte, tu commences à posséder, à être l'entière maîtresse de ce que tu gagnes, mais dès lors tu vas contribuer à l'entretien de la famille qui incombait à l'homme tout seul lorsqu'il était l'unique chef responsable de la communauté. Tu n'es plus la créature puérile et légère que les juristes avaient vue en toi. Tu revendiques l'autonomie dans l'administration de tes gains? Fort bien. Mais tu connaîtras aussi les charges du

ménage, tu les partageras avec l'homme ; tu ne devras plus t'en remettre à lui seul du soin de te nourrir et de nourrir tes enfants. Part à deux maintenant. »

Je demande la permission de citer à ce sujet le texte de la loi genevoise. Depuis longtemps cette législation sur le salaire de la femme mariée fonctionnait en Suisse, alors qu'en Allemagne elle était en vigueur depuis la moitié du siècle dernier. Notre loi de 1907 a presque copié la loi suisse. Et pour qui n'est pas accoutumé au jargon juridique de chez nous, le texte de Genève possède une clarté et une simplicité qui serviraient facilement de truchement dans la lecture du nôtre. Voici l'article suisse correspondant aux articles français que nous venons d'étudier.

Art. 2 — La femme qui par son travail aura acquis des biens personnels répondra sur ces biens des dettes contractées par elle sans l'autorisation de son mari. Elle devra contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari aux frais du ménage comme à l'entretien et à l'éducation des enfants. Toutefois les biens personnels de la femme ne répondent de ces dernières dettes qu'à défaut de biens appartenant au mari ou à la communauté. Ils ne répondent pas des autres dettes contractées par le mari.

La comparaison des deux textes permet aussi de mieux saisir l'esprit de la loi française qui semble avoir donné plus largement dans le sens des responsabilités de la femme. Genève ne parle que des dettes contractées sans l'autorisation du mari. Paris rend le pécule féminin justiciable des créanciers de la femme, sans restriction. La Suissesse ne répond des dettes du mari qu'autant qu'elles concernent les frais du ménage, l'entretien et l'éducation des enfants. La Française est engagée plus avant et d'une façon moins délimitée dans les dettes maritales ayant trait aux intérêts de la communauté.

***

Voilà longtemps, dira-t-on, que les choses se passent ainsi dans les ménages où la femme travaille, ses gains servent toujours à l'entretien de la famille et sont versés dans le fonds commun. Rarement réserve-t-elle son pécule personnel en faisant bourse à part. Le mari peut être un ivrogne et un

paresseux, si elle a des enfants, elle travaillera double pour qu'ils ne manquent de rien. En tout cas on ne voyait pas fréquemment, si bas que fût tombé l'homme, qu'il fît usage de son ancienne prérogative et réclamât ses droits sur le salaire de sa femme. Malgré la loi comme avant elle, le régime de la communauté, qui est le plus rationnel et le plus conforme à la psychologie de la société conjugale, continuera d'être inconsciemment adopté par les époux.

Cela est vrai assez généralement. Mais il fallait une règle pour suppléer aux bons penchants dans les cas exceptionnels. Ces grandes lois féministes ont prévu l'enfer des mauvais mariages et les circonstances où le mari débauché dépouillerait légalement sa compagne de l'épargne due à ses gains propres ; elles ont prévu de même que la femme dénaturée ou simplement frivole pourrait s'attribuer à elle seule le produit de son labeur, ou le dépenser en dehors du ménage au préjudice de ses enfants. Elles ont équilibré dans ces deux éventualités la balance entre les droits et les devoirs de la femme. Ce sont d'excellentes lois.

Mais ce sont des lois émancipatrices et on le verra plus nettement dans quelques vingtaines d'années, alors que sera élaboré le cycle législatif dont elles ne sont que la préface. En réalité, les lois ne créent rien, elles confirment le fait et, du mieux qu'elles peuvent, le réglementent. On l'a bien vu pour la loi de 1919 qui a essayé d'établir les droits politiques de la femme. Les aspirations politiques de la femme française n'existaient que dans quelques cerveaux. Elles ne sont pas le fait. La loi qui ne représentait pas un mouvement puissant dans la nation n'a point passé. Ce n'est pas le veto de quelques sénateurs qui l'eût arrêtée, si l'évidence, comme dans la loi de 1907, en eût crié le besoin. Mais elle était prématurée, et, il faut le reconnaître, un doute de la pensée nationale planait sur elle. Les lois ne devancent rien. Elles sont apportées par le mouvement des mœurs comme le navire que le flot vient déposer sur le rivage. Il y a dans les lois comme une docilité.

Celles dont nous venons de parler ont été dociles et à la nécessité, et aux poussées d'individualisme qui influencent aujourd'hui les mœurs. Le féminisme en est issu. Le germe de

l'individualisme féminin est facile à sentir dans ces lois. Mais la sagesse de la loi qui n'est pas à tout prendre une force aveugle, consiste à aiguiller les mouvements auxquels on la voit obéir. Ainsi le rail d'acier dirige la masse insensiblement entraînée par sa vitesse. Ce jeu d'aiguillage apparaît assez nettement dans la loi sur le salaire des femmes qui tout en affranchissant la femme d'une tutelle légale lui en crée une morale par l'établissement de nouveaux devoirs.

Les autres lois féministes qui ne manqueront pas de venir suivront certainement la pente irrésistible de l'individualisme féminin, de l'égoïsme et de l'orgueil, mais elles balayeront aussi sans doute les préjugés qui entravent la vie, c'est-à-dire la marche en avant, et elles fixeront dans la tutélaire tradition, faute de laquelle on s'égare toujours, les grandes directives des destinées de la femme qui ne peut devenir un être autonome.

COLETTE YVER

LES LETTRES ET LA VIE

Nous allons avoir ce mois-ci deux rééditions de la *Vie de Rancé* de Chateaubriand : l'une publiée par M. Helleu, dans une de ces belles collections dont son beau-père, le maître imprimeur Pelletan, lui a légué le secret ; l'autre par la librairie Bossard, avec préface de M. Julien Benda.

Il faut que nos éditeurs soient bien à court de textes ou d'imagination pour republier un tel rossignol. Car la *Vie de Rancé* n'est pas que l'ouvrage le plus oublié, le plus dédaigné de Chateaubriand, c'en est aussi le plus médiocre, fond, style et composition.

Chateaubriand nous raconte dans sa préface qu'il avait entrepris ce livre pour complaire à son directeur, le vieil abbé Séguin. Si le digne ecclésiastique eût pu présager la façon dont son illustre pénitent exaucerait ses désirs, il est probable qu'au lieu de l'encourager à cette tâche, il l'en eût instamment détourné.

Ouvrez cette censée hagiographie. Dès les premières pages, vous serez rebuté par l'incohérence qui y préside autant que par la prétention qui y règne. Dans Rancé, l'éternel Narcisse que fut Chateaubriand n'a vu qu'un autre lui-même. Ce ne sera donc pas la vie du fondateur qu'il nous contera, c'est la sienne. D'où un étrange salmigondis d'anachronismes, de confessions personnelles, de croquis historiques, d'apophthegmes politiques dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils constituent une constante violation du genre.

Quant à la documentation, elle vaut la composition, et Sainte-Beuve, avec preuves à l'appui, en a démontré le néant.

Littérairement, le critique des *Lundis* a aussi mesuré l'ouvrage à sa juste valeur. Tandis qu'à Paris il lui accordait, par courtoisie, de vagues et évasives louanges, hors frontières, dans un journal vaudois, il l'exécutait en quelques lignes. Pour lui la *Vie de Rancé* formait un témoignage péremptoire de la décadence de Chateaubriand. Ouvrage sénile et lamentable qu'il qualifiait en une formule reprise depuis lors par tous les critiques d'ensuite : c'est un bric-à-brac.

Enfin, en ce qui concerne le style, même unanimité de la critique. Nous sommes loin, avec la *Vie de Rancé*, de cette langue si personnelle et si pleine de relief qui fit la gloire de l'*Itinéraire* et des *Martyrs*. Chateaubriand ici tombe de page en page dans une affectation, une enflure, un embrouillamini d'images où le gongorisme le plus grossier le dispute au plus bas romantisme.

Aussi s'étonne-t-on que, dans les excellents extraits de Chateaubriand qu'il publia en 1912[1], M. André Beaunier non seulement ait fait l'éloge d'un pareil charabia, mais encore ait osé déclarer que la *Vie de Rancé* était « un des livres les plus émouvants et les plus significatifs du génie de Chateaubriand » — bien mieux : « le plus profondément humain de ses livres ». Comment un écrivain si délicat et si discipliné que M. André Beaunier, si informé de notre littérature, si épris de la beauté antique et de la pureté classique, a-t-il pu glisser à de telles énormités? Il y a évidemment là une aberration passagère du goût et du jugement, que M. André Beaunier a certes rachetée par tant de pénétrants articles, tant de subtils et poignants romans, mais que la sincérité nous commandait néanmoins de constater avec regret !

Voilà une fois de plus ce que j'écrirais, si je voulais me conformer à l'opinion en cours depuis près d'un siècle. Mais, hélas ! une fois de plus je ne me sens pas d'accord avec mes devanciers. Sur la *Vie de Rancé*, même, je pense beaucoup plus

1. *Chateaubriand*, textes annotés et commentés. — 2 vol. — Plon.

comme M. Beaunier que comme eux, puisque c'est moi — *meâ culpâ* — qui ai vivement conseillé la réédition du livre à mon ami M. Helleu. Et sur l'interprétation de l'ouvrage, égales divergences ; car, à mon sens, ce n'est pas un livre d'histoire, ce n'est pas un livre de pieuse résipiscence, ce n'est pas non plus une autobiographie déguisée, la fin de Chateaubriand n'offrant aucun rapport avec celle de Rancé, pas plus que ne se ressemblèrent leurs carrières respectives... Bref, c'est une tout autre chose et que je vais essayer de vous dire.

Pour goûter pleinement la *Vie de Rancé*, à supposer qu'on n'en soit pas d'emblée charmé, il faut en connaître les origines, l'atmosphère, et, à cet effet, remonter à une dizaine d'années en arrière.

Nous sommes en 1834. Chateaubriand vient d'achever les six premiers livres des *Mémoires d'outre-tombe*, et aussitôt madame Récamier en institue à l'Abbaye des lectures privées. Cela dure quinze jours consécutifs. Auditoire d'élite, pour la notoriété et aussi pour l'utilité. Grande solennité littéraire et aussi gros coup de publicité. Dans un volume paru l'année même et qui représente comme l'édition originale de l'ouvrage : *Lectures des* Mémoires *de M. de Chateaubriand, ou recueil d'articles publiés sur ces* Mémoires *avec des fragments originaux* [1], nous avons tous les dessous de l'aventure. D'abord une série de longs articles signés Sainte-Beuve, Nisard, Jules Janin, Quinet, Ballanche, Nettement nous relatant en détail les épisodes du festival ; puis environ deux cents pages d'extraits, libéralement communiqués par Chateaubriand à tous les grands journaux et tous les grands périodiques de l'époque. Articles tous dithyrambiques, même celui du journal républicain *le National* qui se sert d'un extrait pour tirer Chateaubriand à la République. Mais regardez bien : dès la première page une note nous dit : « Nous savons par le rapport *des différentes compagnies concurrentes pour l'acquisition des* Mémoires, etc., etc. » Et plus loin Jules Janin se désole d'un on-dit prêtant à des spéculateurs anglais l'intention d'acheter les *Mémoires* moyennant 25 000 francs le volume... Les bons entendeurs recevaient là un salut

1. Lefèvre, 1834.

soigné. Affaire sinon conclue, du moins en voie de conclusion. Si on voulait la décrocher, l'enlever à l'étranger, il s'agissait de se dépêcher et surtout de ne pas lésiner : offreur déjà à 25 000, nombreux concurrents en ligne.

Les « spéculateurs anglais » n'étaient-ils que, des enchérisseurs supposés? Le marché français avait-il des doutes sur le rendement de la valeur? Toujours est-il que, malgré la remarquable présentation dont ils avaient bénéficié, les *Mémoires* ne trouvèrent acquéreur que deux ans plus tard en 1836, et guère au-dessus des conditions indiquées par Janin : 250 000 francs comptant (le montant à peu près des dettes de Chateaubriand), 12 000 francs de pension viagère — interdiction de publier avant la mort de l'auteur.

Voilà Chateaubriand en règle avec les destinées matérielles de l'ouvrage, son arriéré liquidé, sa vie quotidienne assurée : un homme parfaitement heureux, croyez-vous. Quelle erreur ! Car l'argent ne fait pas le bonheur, surtout pour un écrivain comme Chateaubriand assoiffé d'hommages, et de gloire, tourmenté d'un insatiable impérialisme, tant politique que littéraire. Or par la clause où il interdit de publier, lui présent, ses *Mémoires*, ne vient-il pas de se condamner au pire des supplices qui puisse l'affliger : le silence sur son œuvre de prédilection, sur celle qui hier encore soulevait des délires admiratifs, sur celle qui depuis vingt ans est toute sa vie, et le sera encore pendant des années, sur celle en qui il met, avec sa géniale clairvoyance, les meilleurs espoirs de durée, d'éternité...

Cette clause torturante, à vrai dire, il se l'est infligée de plein gré, obéissant aux plus nobles des scrupules : désir de cette indépendance, désir de cette vérité qui ne sont que rarement permises aux vivants envers leurs contemporains. Mais une fois signée, comme elle doit lui paraître lourde ! Sera-t-il de taille à l'observer jusqu'au bout, à n'y pas commettre la moindre infraction ?

L'année même du traité nous avons la réponse. Chateaubriand donne son *Essai sur la littérature anglaise*. Il n'a pas pu y tenir. Les deux tiers de l'ouvrage sont composés d'extraits officiellement empruntés aux *Mémoires d'outre-tombe*. Et tout le reste porte la marque flagrante des *Mémoires*,

dont la note préliminaire des *Lectures*, manifestement de Chateaubriand lui-même, nous définissait l'essentiel : « Ce ne sont pas précisément des *Mémoires* dans le sens étroit du mot, mais un ouvrage varié à la manière des *Essais* de Montaigne, où l'écrivain descend du ton de la poésie à des récits familiers, à des sujets philosophiques, à des lettres, des voyages, des épisodes, etc. »

Deux ans plus tard, avec le *Congrès de Vérone*, cela recommence. Je ne me rappelle pas au juste si le *Congrès* renferme des extraits avoués des *Mémoires*. Mais la marche du récit, le style, la grandeur, l'impertinence, la poésie, tout est dans le ton des *Outre-tombe*. Chateaubriand a désormais ce tour, cet accent, cette couleur dans la plume. Quoi qu'il écrive, elle les gardera.

Et nous arrivons à la *Vie de Rancé*. Sujet choisi ou commandé, vous figurez-vous que Chateaubriand va modifier sa procédure, retailler sa plume, bouleverser sa palette pour fléchir ses juges et éviter à sa copie une mauvaise note de composition ou de coloris? N'attendez pas ces concessions de celui qui proclame dans *Rancé* : « Le génie est une royauté par l'ère de laquelle il faut compter. » Chateaubriand entend écrire et narrer à sa guise, selon son bon plaisir princier. Il l'a déjà signifié dans l'avertissement des *Lectures*, où il assimile ses *Mémoires* aux *Essais* de Montaigne. Il précisera encore dans l'avant-propos de sa *Littérature anglaise* : « Je dois prévenir que, dans cet *Essai*, je ne me suis pas collé à mon sujet ; je m'occupe de tout, du présent, du passé, de l'avenir ; je vais çà et là ; quand je rencontre le moyen-âge, j'en parle ; quand je me heurte contre la Réformation, je m'y arrête... Lord Byron me rappelle mon exil en Angleterre, mes voyages à Venise ; ainsi du reste. Ce sont des mélanges qui ont tous les tons parce qu'ils parlent de toutes les choses... *La littérature anglaise n'est ici que le fond de mes stromates ou le canevas de mes broderies.* »

Comment ne pas voir que, mise à part l'intention de satisfaire l'abbé Séguin, la *Vie de Rancé* procède directement de la méthode ci-dessus décrite? Ici également le sujet même du livre, la biographie du saint abbé ne fait que servir de fond aux « stromates » de Chateaubriand et de canevas à ses

« broderies ». Nous pouvons donc sourire des critiques qui incriminent la composition de la *Vie de Rancé*. En étudiant mieux leur auteur, ils ne se seraient pas risqués à un reproche qui a tout le caractère d'une bévue.

Ainsi située, la *Vie de Rancé* nous apparaît telle que l'avait conçue et voulue Chateaubriand : une sorte de pieux pensum dont il adoucit l'ennui en y glissant tout ce qui lui passe par la tête et par le cœur, tout ce que lui suggèrent de remarques générales ou de songeries personnelles les faits et les héros qu'il croise en cours de route. Il n'y a donc là rien d'une autobiographie, ni rien d'une « annexe » aux *Mémoires*, comme écrit M. Benda. Tout au plus un succédané, une réplique de ces *Mémoires*, où Chateaubriand se soulage de la démangeaison qu'il éprouvait de voir publié l'original.

Dans sa chaleureuse et élégante préface, M. Julien Benda — amusant spectacle, soit dit en passant, que celui de cet idéophile forcené préfaçant avec enthousiasme un de ces ouvrages, tout de subjectivisme et de sensibilité, qu'il s'est conféré la mission de combattre! —dans sa préface, M. Julien Benda tâtonne un peu autour du livre, nous en débite l'analyse par tranches successives, sous différents aspects, selon la méthode classique : le sujet, les idées, l'imagination, le style.

Lorsqu'on sait les dessous de la confection de l'œuvre, ces divisions scolaires semblent superflues. Il suffit de relever les divers éléments qui composent l'ouvrage pour se retrouver aisément dans ce prétendu bric-à-brac. Recolement d'autant plus facile que ces éléments se réduisent exactement à trois.

D'abord la vie même de Rancé, d'une documentation plus ou moins solide, mais contée avec une grâce, une éloquence, un art infinis.

Ensuite des portraits historiques magistralement brossés au fur et à mesure que les personnages passent dans le rayon visuel du narrateur.

Par exemple sur Retz ces quelques fragments entrerajustés :

Le cardinal de Retz était petit, noir, laid, maladroit de ses mains ; il ne savait pas se boutonner. Dans l'air du visage il avait quelque chose d'arrogant de M. de Talleyrand, mais de plus intelligent et de plus décidé que l'évêque d'Autun. Retz professait du respect pour

quiconque avait été chef de parti, parce qu'il avait honoré ce nom dans les *Vies* de Plutarque ; l'antiquité a longtemps gâté la France. Il disait qu'à son âge César avait six fois plus de dettes que lui : après cela il fallait conquérir le monde, et Retz conquit Broussel, une douzaine de bourgeois, et fut au moment d'être étranglé entre deux portes par le duc de la Rochefoucauld. Suspect à Richelieu, ayant eu l'audace de mignoter ses femmes, le Lovelace tortu et batailleur fut obligé de s'enfuir. Il alla à Venise où il pensa se faire assassiner pour la signora Vendramine... Il se rendit à Porto Ferrajo qui plus tard reçut Bonaparte, homme d'un autre monde, changé d'empire, jamais détrôné... En qualité d'écrivain, il était court comme dans tout le reste : au bout des trois quarts du premier volume des *Mémoires* il expire en entrant dans la raison et devient ennuyeux. Quant à ses actions politiques, devant lui il n'avait qu'un prêtre étranger, méprisé, haï et il ne le renverra pas : le moindre de nos révolutionnaires eût brisé dans une heure ce qui arrêta Retz toute sa vie. Ce prétendu homme d'État ne fut qu'un homme de trouble. Il finit ses jours en silence, vieux réveille-matin détraqué. Réduit à lui-même et privé des événements, il se montra inoffensif ; non qu'il subît une de ces métamorphoses avant-coureurs du dernier départ, mais parce qu'il avait la faculté de changer de forme, comme certains scarabées vénéneux. En l'exhumant de ses *Mémoires*, on a trouvé un mort enterré vivant qui s'était dévoré dans son cercueil.

Ou encore sur madame de Sévigné :

A mesure que l'on approche de la fin du cardinal, l'admiration de madame de Sévigné baisse, parce que ses espérances diminuent. Légère d'esprit, inimitable de talent, positive de conduite, calculée dans ses affaires, elle ne perdait de vue aucun intérêt.

Ou encore sur Saint-Simon :

A force de vanter son nom, de déprécier celui des autres, on serait tenté de croire qu'il avait des doutes sur sa race. Il semble n'alarmer ses voisins que pour se mettre en sûreté. Il attaquait le parlement et le parlement rappela à Saint-Simon qu'il avait vu commencer sa noblesse. C'est un caquetage éternel de tabourets dans les *Mémoires* de Saint-Simon. Dans ce caquetage viendraient se perdre les qualités incorrectes du style de l'auteur, mais heureusement il avait un tour à lui ; il écrivait à la diable pour l'immortalité.

Voilà, dans l'ordre du portrait, quelques échantillons de ce style de Rancé que Faguet a déclaré « franchement mauvais ». Franchement, pour Faguet, on regrette cet accès de franchise.

Enfin, troisième élément, les confessions personnelles. Et

ici nous touchons à toute la beauté, à toute l'humanité profonde du livre, comme a dit M. Beaunier, car pas une de ces confessions qui ne fasse l'aveu d'un sentiment dont la plupart des hommes rougissent, dont jamais auteur ne s'avisa de tracer une ligne : la douleur de vieillir, le désespoir de n'être plus jeune, de n'être plus vivace, de n'être plus séduisant, et de sombrer dans la décrépitude, antichambre de la tombe finale. Oh ! sur leur enfance, sur leur jeunesse, nos écrivains, les écrivains de toujours, se sont rarement fait prier pour des souvenirs, des impressions, mille anecdotes. Mais sur ce qu'ils ont ressenti ou ressentent encore, quand l'âge les atteint et les griffe, quand les années leur pèsent et les defraîchissent, quelle discrétion ! Cherchez, furetez, fouillez les bibliothèques, puis citez-moi, hors Chateaubriand, un seul auteur qui ait osé afficher là-dessus son secret chagrin !

Non, tous veulent tenir le coup de l'éternelle jeunesse, tous font le silence absolu sur leurs rides, leurs couperoses, leurs infirmités, tous cachent soigneusement leurs sombres regrets de la jambe bien faite et du teint perdu... Rien qu'au titre de ses révélations, et toutes qualités littéraires laissées de côté, la *Vie de Rancé* constituerait donc sur l'humaine nature un document que je crois unique dans l'histoire des lettres. Alors qu'en penserez-vous, qu'en ressentirez-vous, si cette exceptionnelle confession se pare en sus du style et de l'émotion, dont je vais vous faire juges?

Dès la préface, écoutez d'abord les premières notes du chant de détresse :

> Le temps s'est écoulé, j'ai vu mourir Louis XVI et Bonaparte ; c'est une dérision que de vivre après cela. Que fais-je dans le monde? Il n'est pas bon d'y demeurer lorsque les cheveux ne descendent plus assez bas pour essuyer les larmes qui tombent des yeux. Autrefois je barbouillais du papier avec mes filles Atala, Blanca, Cymodocée; chimères qui ont été chercher ailleurs la jeunesse. Jadis j'ai pu m'imaginer l'histoire d'Amélie, maintenant je suis réduit à tracer celle de Rancé : j'ai changé d'ange et changeant d'années.

Mais le *lamento* ne s'arrête pas là. Les échos s'en répercutent à chaque page :

> La marquise de Rambouillet me dourut à l'âge quatre-vingt-deux ans. Il y avait déjà longtemps qu'elle n'existait plus, à moins de

compter des jours qui ennuient tout le monde... — En nous parlant du plaisir que devait trouver madame des Ursins à prolonger ses jours parmi des ruines, Saint-Simon regardait apparemment comme plaisir la plus dure des afflictions, le survivre. Heureux l'homme expiré en ouvrant les yeux : il meurt aux bras de ces femmes du berceau, qui ne sont, dans le monde, qu'un sourire !

Souvenirs sur Londres :

Reviendrez-vous, félicités de ma misère? Ah! ressuscitez, compagnons de mon exil, camarades de la couche de paille, me voici revenu !... Mais je n'aperçois personne, je suis resté seul !

Sur Rome :

Rome, te voilà donc encore ! Est-ce ta dernière apparition? Malheur à l'âge pour qui la nature a perdu ses félicités ! Des pays enchantés où rien ne vous attend sont arides. Quelles aimables ombres verrais-je dans les temps à venir ? Fi ! des nuages qui volent sur une tête blanche. — Ne vieillissons point en quelque lieu que ce soit, de peur de voir mourir autour de nous jusqu'à notre renommée.

Et j'en passe, comme je passe tant de remarques amères et désabusées sur les femmes, l'amour, la vanité des efforts humains, où sonne la même mélancolie du « survivre », la même nostalgie de la jeunesse révolue, où coulent les mêmes larmes que les cheveux n'essuieront plus.

Jules Lemaître, je le sais, n'aimait pas cette image capillaire et ne goûtait guère davantage le livre qu'il a assez durement malmené. Mais, à l'inverse du cas de Faguet, cette antipathie s'explique autrement que par l'incompétence. D'abord le regain d'affection que traversait Lemaître pour la simplicité classique, l'aversion qu'il en ressentait contre le style imagé et le romantisme, objets de ses premières tendresses, puis le succès de ces conférences où il avait dégonflé avec tant de verve et de finesse les pseudo chefs-d'œuvre de Chateaubriand, son orgueil maladif, ses incessantes supercheries — et enfin cet entraînement d'animosité acquise que l'on contracte graduellement à démonter, à démolir un auteur en renom. Mais qui dit qu'un jour son ami M. André Beaunier ne l'eût pas fait revenir de ses rigueurs envers *Rancé* et n'eût pas obtenu de lui pour cet admirable livre sinon plus de sympathie, du moins plus de bienveillance ?

Telles quelles, malgré sévérités ou réserves, ces deux réédi-

tions de la *Vie de Rancé* n'en réalisent pas moins pour nos lettres une reprise des plus heureuses.

Si, comme le prévoyait Stendhal au début du siècle dernier, Chateaubriand était devenu, au début du nôtre, en grande partie illisible, on reconnaissait par contre que deux de ses œuvres restaient et resteraient à l'abri de la désaffection : *René* et les *Mémoires d'outre-tombe*. Avec la *Vie de Rancé* désormais réhabilitée, rendue à la vie littéraire, voilà un troisième pilier de soutènement pour la gloire du maître dans les temps à venir. Voilà en outre un chef-d'œuvre de plus inscrit au livre d'or de notre littérature. Il me semble qu'à ce joli coup double tout le monde ne pourra qu'applaudir.

***

Il y a deux mois, je vous disais que le casier des humoristes commençait à s'emplir et qu'il faudrait l'examiner un de ces jours.

Je viens de procéder audit examen. Le casier était effectivement plein mais pas tout à fait de ce que je supposais. Car ce qui m'a surtout frappé parmi les écrivains que j'y avais classés comme humoristes, sur la foi de leur réputation et sur les titres de leurs livres, c'est l'absence d'humour.

Tout compte fait, dans le casier, les seuls auteurs qui me paraissent qualifiables d'humoristes se réduisent à un quarteron de vétérans ou quasi vétérans. Quant aux écrivains nouveaux, grande avait été mon erreur de les mêler à leurs devanciers.

Ainsi voici M. André Warnod avec deux gracieux romans sur les milieux de Montmartre : *Lily, modèle* [1] et *Miquette et ses compagnons* [2] qu'il a illustrés du crayon le plus ingénieux. M. André Warnod a de la bonhomie, de la bonne humeur, de l'émotion. Mais il se rattache bien plus à l'école de Louis Codet et de M. Henri Duvernois, qu'à celle de Swift, de Sterne ou de Dickens. M. André Warnod nous amuse, nous attendrit. Mais ce n'est pas un humoriste.

Voici M. Jacques Roujon avec *Un homme si riche* [3], où nous

1. et 2. Édition Française illustrée. — 3. Payot.

est peint en pied le portrait d'un industriel fameux pour sa rapide fortune et ses legs à des politiciens de marque. Eh bien, encore un roman plein de verve satirique, mais qui relève bien plus d'Octave Mirbeau que des maîtres consacrés de l'humour.

Voici M. André Salmon avec *la Négresse du Sacré-Cœur* [1], autre esquisse de mœurs montmartroises. Vous avez certainement lu — sinon hâtez-vous de le faire — ses deux précédents recueils de contes : *Tendres Canailles* et *Monstres choisis*. Vous savez sa prédilection pour les bars louches, les personnages bizarres et souvent interlopes, les déclassés de toute classe et de tout pays. Vous connaissez la vigueur de son dessin, la vivacité de sa couleur, et, pour tout dire, sa patte. Il y a chez lui, âpreté et pitié, quelque chose d'un Gorky avec plus d'ironie et plus d'éclat. Dans *la Négresse du Sacré-Cœur* vous retrouverez toutes ces qualités, tout ce mélange de drolatique et de douloureux, qui fait l'originalité de son talent. M. André Salmon y reste, comme conteur, un artiste, et l'un de nos artistes les plus personnels. Mais ce n'est pas un humoriste. Alléguerez-vous, à l'encontre de cette appréciation, un autre de ses derniers ouvrages : *Bob et Bobette en ménage* [2]? Le ton certes y est différent, se rapproche bien plus de ce qu'on nomme le roman gai. Seulement faut-il voir là chez M. Salmon le début d'une orientation nouvelle ou un simple « accident » de carrière? Si mes renseignements ne m'abusent, je pencherais plutôt pour la seconde hypothèse.

Voici M. Pierre Mac-Orlan, dont les premiers écrits sont d'un écrivain sinon comique du moins allant vers la gouaille et l'ironie. Un de ses plus récents livres, *Bob bataillonnaire* [3], — quoique accidentel aussi dans son œuvre et quoique plus réaliste que fantaisiste — atteste également des dons de belle humeur. Mais voyez M. Mac-Orlan, sitôt qu'il prend possession de sa personnallité. Tendance naturelle ou emprise des lectures, c'est chez lui le romancier d'aventures qui saisit le dessus. Avec *le Chant de l'équipage* [4], paru en 1918, il approche, comme tel, presque de la maîtrise. Et ses deux derniers

1. Éditions de la Nouvelle Revue Française. — 2 et 3. Albin Michel.
4. Édition Française illustrée.

ouvrages, *l'Étoile Matutine*[1] et *le Nègre Léonard*, accusent encore des progrès dans le genre issu de Stevenson. Le style de M. Mac-Orlan y marque, outre plus de gravité, un surcroît de fermeté, un ramassé, un serré de grain qui font songer à Marcel Schwob. Tout à sa prédilection nouvelle, M. Mac-Orlan vient, du reste, de rédiger un amusant petit *Manuel du parfait aventurier*[2] où, avec finesse, il nous dévoile sinon les secrets artistiques du genre du moins ses ficelles. Une étude d'ensemble sur M. Mac-Orlan aurait donc sa place ailleurs qu'ici. Car, tout bien pesé, ce n'est plus un humoriste.

Voici enfin M. Marcel Rouff qui nous présente *la Vie et la Passion de Dodin-Bouffant*[3], gourmet méritoire, lequel pour s'assurer le bien manger, finit par épouser sa vieille cuisinière. Avec une profusion de détails gastronomiques qui viendraient à bout de la plus incurable inappétence, M. Rouff nous conte le martyre de son héros de la façon la plus piquante. Il y a chez M. Marcel Rouff du Rabelais, du Grimod de la Reynière, du Brillat-Savarin, et du Marguery. Mais, lui non plus, ce n'est pas un humoriste.

Et ainsi de suite...

Constatations qui, au surplus, n'ont rien de désobligeant pour les intéressés. La Rochefoucauld, Montesquieu, Voltaire, Rivarol furent des écrivains de beaucoup d'esprit. Qui songerait pourtant à les qualifier d'humoristes?

Cette confusion entre l'esprit et l'humour est d'ailleurs de date récente. Elle a une double origine. D'abord, en 1895, la brusque floraison de toute une génération d'authentiques humoristes, auxquels les réclames de librairie et les inadvertances de la critique ne tardèrent pas à adjoindre une série d'auteurs facétieux dont le talent n'avait avec l'humour que les rapports les plus lointains. Ensuite l'inaptitude que n'a cessé de montrer la critique à nous fournir de l'humour une définition précise.

Taine s'y est essayé à plusieurs reprises dans sa *Littérature anglaise*, mais finalement il demeure dans le vague quand il ne tombe pas dans les contradictions. Il définit l'humour : une, plaisanterie grave, une ironie grave, l'opposant à la légèreté, à l'acuité de l'esprit français. Puis, plus loin, arrivant à

1. Crès. — 2. La Sirène. — 3. Société Littéraire de France.

Dickens, il nous décrira l'humour comme une plaisanterie âpre, violente, presque grossière — un peu ce que peut être le stout britannique en comparaison de notre bordeaux. Tout cela ni très clair ni très cohérent. Et en pratique le véritable humour ne lui semble pas plus familier. Sa tentative en ce sens, son *Thomas Graindorge*, n'aboutit guère qu'à un sec pastiche de manières connues, un amalgame où l'on discerne des traces des *Lettres persanes*, du *Huron* et des maximes antithétiques chères à Dumas fils.

C'est probablement qu'à l'inverse des autres catégories littéraires, l'humour constitue beaucoup moins un genre qu'un don, une tournure d'esprit — qu'il résulte bien moins du procédé que du tempérament. Et vous savez, par expérience, que, sitôt qu'on sort des règles et des formules classées pour entrer aux régions de la sensibilité, la critique perd rapidement pied.

Vous voulez une définition de l'humour? Soit, je vous donnerai la mienne.

L'humour, c'est Swift, Sterne, Dickens, Mark Twain, parfois Kipling, et dans ces derniers temps, la découverte de M. Valery Larbaud : Butler [1]. L'humour c'est Jules Laforgue, Alphonse Allais, Jules Renard, Alfred Jarry ; c'est MM. Courteline, Capus, Grosclaude, Tristan Bernard, Donnay, Georges Auriol, et en ces derniers temps, MM. Sacha Guitry et la Fouchardière.

Vous souhaitez un exemple de la différence entre l'esprit et l'humour? En voici un :

Prenez dans la *Vie de Rancé* le passage délicieux où Chateaubriand nous analyse avec tant d'ironie le déchet que subit la correspondance amoureuse quand la passion ne l'alimente plus. Puis lisez, dans *Amants et Voleurs*, le même sujet traité sous forme de conte : *la Lettre d'amour*, par M. Tristan Bernard. Vous saisirez là au vif ce qui distingue le faire spirituel et le faire humoristique, la fine raillerie d'un grand esprit et les trouvailles d'un humoriste-né.

En conséquence, si au cours des derniers mois, nos jeunes

1. Je vous recommande à ce propos l'*Erewohn* de Butler, traduit par M. Valery Larbaud, sorte de Gulliver moderne, de la plus savoureuse audace. (Éditions de la Nouvelle Revue Française.)

auteurs ne nous ont pas apporté tout ce que nous en espérions d'humour, ne glissez pas pour cela à un pessimisme hâtif, ne criez pas au krach de l'humour, comme de temps à autre nos augures de la presse au krach de tel ou tel genre. Mettez-vous simplement en tête, que l'humour n'est pas un genre, une école, un article de fabrication littéraire, mais essentiellement une vertu individuelle. Et alors, au lieu d'attribuer à la jeune génération un manque de gaieté qui n'est pas le sien, au lieu de chercher les causes de cette prétendue tristesse dans la guerre, la paix, le trouble social d'à présent, bref, au lieu de vous embarquer en ces généralités grandiloquentes et faciles qui souvent ne sont que le masque de l'irréflexion, de la paresse ou de l'ignorance, pous pourrez attendre tranquillement les pousses nouvelles que ne manquera pas de produire l'humour, dans un délai plus ou moins proche.

Cet heureux phénomène se manifestera peut-être demain, dans huit jours, dans un mois. D'ici là, pour prendre patience, feuilletons les vétérans de la première phalange dont je vous parlais plus haut : M. Pierre Veber, M. Franc-Nohain et MM. Max et Alex Fischer.

M. Pierre Veber, qui ne se ménage pas plus dans le livre qu'au théâtre, nous offre deux volumes, l'un de dialogues : *les Cours* [1], l'autre de nouvelles : *Vies des personnages obscurs* [2]. Les qualités primordiales de tous deux sont, au point de vue fond, une solide science de la vie présente, science qui semble tendre à se perdre un peu dans le roman actuel où bien des observations se bornent à des milieux mondains et semi-mondains ; au point de vue forme, un mouvement, une alacrité qui vous emportent à toute vitesse. Phrases brèves, aiguës, fringantes, nous devinons que si M. Pierre Veber a fréquenté Swift, *Candide* ne doit pas être une lecture qu'il dédaigne. Et puis, tout le long de ces dialogues ou de ces contes, on sent à certaines remarques, à certains traits, à certaines plaisanteries où parfois l'auteur ne trie pas assez, l'amusement sincère que M. Veber éprouve à les écrire, l'hilarité qui le saisit tandis qu'il dresse ou manœuvre ses bonshommes ; et cet amusement par contagion nous gagne peu à peu, double presque le nôtre, comme lorsque l'on est deux, au lieu d'un,

1. Calmann-Lévy. — 2. Fasquelle.

à rire. *Les Cours* nous conduisent dans ces divers instituts où se cultive tantôt le bridge, tantôt la beauté, tantôt la peinture, tantôt l'eurythmie, sous la direction de professeurs plus agréables qu'agrégés. Les *Personnages obscurs* dont Veber s'est fait le Plutarque ne sont guère moins frivoles que ceux des *Cours* et souvent moins recommandables : bref, sinon roman d'aventures, roman d'aventurières et d'aventuriers. Entre les deux ouvrages vous choisirez. Pour moi, à agrément égal, je ne me sens pas de préférence.

Deux volumes aussi à l'actif de M. Franc-Nohain. Dans le premier, *Serinettes et petites oies blanches* [1], M. Franc-Nohain s'attaque à un sujet grave : l'éducation des jeunes filles ; à une institution puissante : vous la reconnaîtrez sans que je la désigne plus amplement. Mais vous n'ignorez pas la manière de l'auteur du *Pays de l'Instar* et du *Gardien des Muses* ; il pratique la satire avec tant de grâce et de bonne grâce que les victimes mêmes de ses railleries doivent les prendre aussi favorablement que le Lion quand il lit les *Fables* que lui consacra La Fontaine.

La caractéristique de l'humour de M. Franc-Nohain c'est que, sans rien perdre du mordant propre aux humoristes d'outre-Manche, il reste essentiellement français. Sur tel ou tel de nos humoristes flotte parfois un léger parfum de Dikens ou de Twain. Chez M. Franc-Nohain, jamais de ces relents du dehors. S'il a frayé volontiers avec les ironistes anglo-saxons, il n'a rien pris de leur accent. Sa malice sonne toujours le Nivernais ou le Parisien, ce qui lui permet de dire bien des choses qui passeraient moins aisément sans cet écho de terroir et de boulevard. Celles que profère M. Franc-Nohain contre la niaiserie de certaines pédagogies féminines, contre l'abêtissement où elles réduisent les jeunes filles, sont aussi féroces que réjouissantes. Elles n'enlèveront probablement pas une seule adepte aux établissements en cause, mais elles soulageront par leur pénétration et leur justesse bien des bons esprits.

Dans les *Avis de l'Oncle Bertrand* [2], où M. Franc-Nohain a réuni ses chroniques de *l'Écho de Paris*, malgré le couvert

1. Renaissance du Livre.
2. Renaissance du Livre.

de l'humour, c'est la sagesse et le bon sens qui prédominent. Le pseudonyme adopté par l'auteur, en vous rappelant un autre oncle célèbre, pourrait vous donner le change sur la nature de ces articles. Sauf l'autorité sur le public, rien de commun pourtant entre M. Franc-Nohain et feu Sarcey. L'oncle Bertrand possède sur l'oncle de la rue de Douai un double avantage : celui de la fantaisie et celui de la modernité. C'est un homme avisé, ayant vécu, mais dont la montre marque l'heure actuelle et qui, littérairement, socialement, malgré les années, est demeuré en accord avec aujourd'hui, à la hauteur du présent. Je ne dirai pas de ce livre qu'il réalise une page de notre histoire, car c'est ce que dit la camaraderie de tous les recueils de chroniques. Néanmoins il pourra être retenu comme le témoignage représentatif de ce qu'était vers 1920 un esprit cultivé, réfléchi et narquois.

A égale distance de la génération antérieure et de la génération nouvelle, car à eux deux juste s'ils ont quatre-vingts ans, MM. Max et Alex Fischer chronologiquement semblaient mal placés, dominés qu'ils étaient par l'une et négligés qu'ils risquaient d'être par l'autre. Leur entrain natif, leur gaieté foncière a suffi pour surmonter le souci qu'eût causé à d'autres cette position défavorable. Dès leurs débuts, sans hésiter et comme faisant abstraction de tant d'illustres devanciers, ils se sont jetés à corps perdu dans l'humour, un humour jovial, débridé, exubérant, et ils n'ont vraisemblablement pas eu à se plaindre de ce plongeon puisque aujourd'hui c'est dans les mêmes eaux qu'ils s'ébattent. Leur dernier volume : *Pour les amants, pour les époux, pour tout le monde* [1], par le ton, les détails, la cocasserie, rappelle à s'y méprendre leur premier. Ces modèles de correspondance amoureuse, n'en avons-nous pas lu d'analogues dans leur *Petite Dame blonde* ou dans leur *Amant de la petite Dubois*? Ces scènes de *l'Art de se quereller* ne forment-elles pas autant de répliques de celles qui émaillent leurs divers romans ou leurs innombrables contes? Questions qui vous feront peut-être l'effet d'une critique : comme si je reprochais à MM. Fischer de n'avoir pas progressé. Loin de moi une telle pensée. D'autant que dans la fantaisie parfois outrancière où ils s'étaient engagés, MM. Fischer

1. Flammarion.

avaient du premier coup atteint le meilleur de ce qu'elle pouvait donner. Alors si je formulais un grief, ce serait plutôt contre l'espèce d'obstination avec laquelle ils se sont cantonnés dans cette fantaisie même. A lire attentivement certains de leurs romans comme *l'Inconduite de Lucie* ou *l'Amant de la Petite Dubois*, on discerne souvent en eux une sensibilité, une tendresse, une émotion, qui eussent gagné à prendre essor au lieu de se dissimuler constamment sous les bouffonneries ou les ricanements. Vous savez si la gravité m'impose peu. Je ne prêche donc pas à MM. Fischer la conversion au grand sérieux. Cependant si, comme il me paraît, leur persistance dans la gouaillerie à jet continu est l'effet chez eux non d'un tic voulu ou acquis mais d'une sorte de pudeur sentimentale, je crois qu'ils trouveraient tout profit à nous montrer dans l'avenir moins de leurs dents et plus de leur cœur. Sans changer leur manière, ce serait une façon de l'accroître, et, en perspective, toute une série de romans d'une forme plus large, plus humaine, dont je ne me permets pas de leur donner commande, mais que pour eux comme pour leurs lecteurs j'aimerais à voir réalisés.

Et j'ai réservé pour la fin, comme surprise, un humoriste inconnu et méconnu. Inconnu parce que, pour des raisons que j'ignore, il s'abstint de signer la première édition de son livre. Méconnu parce que, lorsqu'il y a huit ans, parut son ouvrage, véritable modèle ou, si vous voulez, véritable chef-d'œuvre d'humour, ce chef-d'œuvre, sauf auprès de quelques lettrés, passa inaperçu.

J'allais dire : naturellement. Mais pas d'amertume rétrospective, puisque M. Paul Lafitte en nous donnant une réédition de son livre : *Jéroboam ou la Finance sans méningite* [1], va fournir à ceux qui en négligèrent le mérite l'occasion de réparer avec éclat leur erreur.

Si MM. Fischer par la familière jovialité de leurs inventions s'éloignent quelquefois de la conception que nous nous faisons de l'humoriste, M. Paul Lafitte au contraire me semble en réaliser le type parfait. Il garde, dans le badinage, cette imperturbable gravité où Taine voyait la marque distinctive de l'humour. Il conserve dans l'indignation même

1. La Sirène.

le flegme souriant de l'homme qui sait transmuer ses colères en railleries. Il possède la culture littéraire et la culture scientifique qui permettent les comparaisons frappantes et neuves. Son style est à l'image de son esprit : précis, froid, implacable, malgré le frémissement d'ironie qui, en dessous, l'anime. Il détient, enfin, le sens du comique social, le discernement de ce qu'il y a de réjouissant dans tant de vilenies à base légale et dans tant de canailleries consacrées par l'usage. Enfin il connaît à fond, et jusqu'en ses plus secrets retraits, le domaine où il opère : la Bourse. C'est vous dire que jamais, je crois, sur la Finance on n'a écrit de livre si informé et si divertissant en même temps que si terrible.

Mais quelques aphorismes ou apologues de M. Paul Lafitte, mieux que des commentaires, vous feront connaître sa manière :

« Les affaires sont les affaires. » Si le premier qui lança cet aphorisme macaronique entendit signifier par là que toutes considérations sentimentales sont bannies des affaires, il fit preuve d'une piètre connaissance psychologique. Les affaires ne sont pas que logique et raison : les affaires c'est le boum, c'est-à-dire l'emballement irraisonné, la fièvre mystique, le fétichisme, la foi au grigri. Les affaires c'est le sentiment, l'imagination, tout ce qui demeure en nous de rêve, d'infini, de métaphysique. C'est l'espérance et non le réel.

L'Argent a sa légende dorée, sa mythologie. Ces récits merveilleux s'appellent les Malines, les Mines d'Anzin, Suez, la Nationale, les Assurances générales. Chaque fois qu'un capitaliste souscrit dans une société industrielle ou minière, c'est quelques billets de mille qu'il immole sur l'autel de ces divinités souriantes.

Un banquier est un homme qui s'assoit devant un grand bureau sur lequel il n'y a rien et qui se demande par quels moyens il pourrait bien faire tomber dans sa caisse l'argent des curés.

Un idiot pauvre est un idiot, un idiot riche est un riche.

Pour la plupart des gens, fonder une société c'est obtenir de quelques personnes dénommées actionnaires ce qu'on n'a pu obtenir de l'État : un beau bureau bien chauffé, et bien éclairé, avec un bon fauteuil et de gros appointements.

Le mécanisme de la Bourse? Oh ! il est bien simple. Rappelez-vous le jeu dénommé : Petit bonhomme vit encore. Les joueurs formant cercle se transmettent de main en main une allumette enflammée : celui entre les mains duquel elle s'éteindra a perdu. Ce jeu très innocent, c'est toute la Bourse. Une valeur hausse, hausse, jusqu'au moment où le cours n'étant plus soutenu par les rachats dégringole brusquement : celui qui, à ce fâcheux moment, a les titres

en main a perdu. Cette parfaite similitude entre le mécanisme de la Bourse et la règle du plus naïf des jeux jette quelque lumière sur ce monde de la Bourse que dédaignèrent les essais des psychologues. Nous comprenons pourquoi de la maison des financiers monte un vacarme pareil à celui qu'on entend au préau des écoles. Nous comprenons aussi que le principal, l'unique souci des gens de Bourse soit de recruter de nouveaux joueurs, car dès que l'un d'eux s'est brûlé le bout des doigts, il fait entendre un cri plaintif et fuit vers un autre groupe.

Volontiers, je multiplierais encore les citations. Mais à notre époque où tant de personnes des classes dirigeantes et même dirigées s'adonnent au maniement quotidien des valeurs de transport ou des pétrolifères, je craindrais que les enseignements pratiques qui se dégagent du livre de M. Lafitte ne finissent par en éclipser les qualités littéraires. Or c'est celles-ci surtout que je désirais mettre en évidence et signaler aux débutants dans l'humour. Qu'ils lisent avec soin ce petit livre. Ils y verront tout ce que peuvent donner les grâces de la langue française mises au service de l'ironie la plus britannique et (si j'ose cet anachronisme) une plume presque voltairienne trempée dans l'encre corrosive d'un Swift.

*
* *

Au théâtre, deux pièces intéressantes : à la Comédie-Française, *la Mort enchaînée*, de M. Maurice Magre. Au Vaudeville, *l'Enfant-Maître*, de M. Henri Marx.

Le roi Sisyphe a ceci de commun avec le roi d'Yvetot qu'il est peu connu dans l'histoire. Son aventure demeure trouble, son roc mystérieux. Depuis la pièce de M. Maurice Magre, nous savons ce qu'était ce roc écrasant : c'était l'idéologie. Le roi Sisyphe ne se meut dans le bien comme dans le mal que selon des idées. Par amour de l'idée il blasphème les dieux, par respect de l'idée il s'incline devant leur verdict. Ses douloureuses vicissitudes détourneront-elles de leur penchant nos idéologues? J'en doute. La pièce n'a d'ailleurs pas été prise dans le sens d'une telle leçon.

Par sa fougue, son éloquence, son pittoresque, son émotion même, elle a obtenu un vif succès de première qui se poursuit devant le grand public.

Cependant quelques lettrés de la critique ont reproché à l'œuvre de M. Magre de se rattacher moins au théâtre de Victor Hugo qu'aux succédanés plus ou moins habiles de ce théâtre — bref de n'avoir pas renouvelé le genre ou encore de relever d'un genre usé. C'est sans doute qu'à la scène la poésie traverse la même crise que dans le livre. Rimes riches, antithèses bien équilibrées, alexandrins bien frappés ont cessé de donner au public lettré l'illusion de la poésie. Et cette illusion, il a, par contre, peine à la retrouver devant certaines pièces en vers libres, où le poète livre sa pensée ou son cœur, presque sans rythmes, presque sans images. Les virtuosités d'un *Sisyphe* ne satisfont plus le spectateur raffiné. Mais les rigueurs d'un *Cromeydère-le-Vieil* le déroutent. Ici comme dans le volume, ce n'est pas par des moyens termes que la poésie s'en tirera, par un compromis entre les deux genres, par un « mélange », comme disent de leur parfum les dames. Pour renouveler le théâtre poétique, j'espère mieux de ce miracle qui s'est déjà vu, qui se reverra à coup sûr : un poète heureusement inspiré, heureusement doué — mettons simplement un poète de génie.

Un autre Sisyphe c'est M. Henri Marx, l'auteur de *l'Enfant-Maître*. Il ne fait pas que succomber sous l'idéologie. Il en est imprégné. Il en déborde. Elle lui sort par toutes les répliques. Sa pièce n'est pas seulement l'expression de ses idées. Elle en est comme le déversoir.

Les idées que M. Marx y vide à flots portent presque toutes leur marque d'origine. Comme à une lecture de Delille, je ne sais plus quel auditeur tirait son chapeau aux vers de connaissance, on pourrait saluer au passage la plupart des idées de *l'Enfant-Maître*, tant leur provenance nous est familière. Le héros de la pièce, Claude Helyot, qu'on nous présente comme un grand penseur fait plutôt, par ses dicts et propos, l'effet d'un grand agrégé. Dans l'action d'un caractère faible, dans le geste sans autorité, dans ses amours illégitimes plus candide qu'un potache, vouloir nous imposer comme un surhomme ce nietzschéiste bêlant, il y a là ce qu'on appelle au théâtre un postulat. Quant aux conversations idéologiques de ses disciples, elles ne dépassent guère en portée celles qui s'échangent entre candidats à la licence de philosophie. J'en dirais de même

des conférences que nous débite le jeune Hélyot. La majorité de ses considérations sur la douleur sentent le rudiment, les volumes verts de chez Alcan. Et la satisfaction pédante avec laquelle il les développe ne les rend que plus insupportables. Ce n'est pas l'Enfant-Maître. C'est l'Enfant-Pion.

Telle quelle, par la culture qu'elle dénote, par la méditation et la ferveur intellectuelle qu'elle accuse, la comédie de M. Henri Marx ne m'en semble pas moins très supérieure, idéologiquement parlant, à nombre de pièces dites à idées, que le monde des théâtres a respectueusement acclamées ; et je m'étonne donc de la sévérité qui accueillit *l'Enfant-Maître*, sévérité dont je me demande si elle ne tient pas à l'ignorance.

D'autant plus que, au point de vue théâtre, l'œuvre me paraît loin d'être indifférente. Elle renferme — et c'est peut-être son tort — deux sujets, certes un peu exceptionnels, mais indéniablement scéniques. Premier sujet : deux époux, unis d'une étroite affection, décident de se réserver respectivement le libre usage de leur cœur. Noble libéralisme en théorie, paradoxe cruel en pratique. Heurts, souffrances, drame, vous apercevez la suite. Second sujet qui évoque celui que traita M. Maurice Rostand dans *le Cercueil de cristal* : conflit d'ordre à la fois idéologique et sentimental entre un père et un fils, entre les élites de deux générations, à qui dominera, et je dirais presque, terrassera l'autre.

Ces deux sujets, M. Marx a essayé de les raccorder par des dissertations sur la douleur, sur sa part et son rôle dans la vie humaine. A-t-il maladroitement opéré le raccord ou le raccord était-il impossible? Toujours est-il que toute la pièce en boite et en chancelle.

Ajoutez des gaucheries de métier, un dialogue encombré de termes métaphysiques ou scolaires, des scènes qui partent bien puis s'arrêtent court, des sentiments qui vont pour jaillir puis brusquement s'éclipsent, vous saurez tous les défauts de cette œuvre inégale, obscure, parfois irritante.

Mais elle avait aussi par endroits de la force, de la tendresse, de l'humanité. Et elle méritait, pour le moins, au lieu des dédains sommaires dont on l'a réglée, l'attention et la discussion sérieuse.

*
* *

Ici, d'accord avec mon ami M. André Chaumeix, j'arrête la série de mes articles.

Ce n'est pas sans un grand regret que je quitte cette maison qui fut aussi accueillante à mes essais dans la critique qu'elle l'avait été à mes romans.

Et ce n'est pas sans un moindre regret que je me sépare de vous, chers lecteurs, dont je n'ai cessé d'apprécier la sympathie et le bon vouloir, malgré la nouveauté des parages littéraires où je vous entraînais parfois, malgré ce qu'avaient parfois d'un peu insolite mes opinions sur les auteurs d'hier ou d'à présent.

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — Je reçois de MM. Sem et Abel Faivre la lettre suivante :

Cher ami,

Nous lisons dans votre dernier article de la *Revue de Paris* les lignes que vous consacrez au dadaïsme, et où vous nous proclamez les pères fondateurs de cette nouvelle doctrine.

Comme M. Jourdain, nous faisions donc du dadaïsme depuis longtemps sans le savoir !

C'est avec une sympathie déférente, mais pleine de réserve, que nous prenons acte de cette révélation inattendue. Votre jugement est celui d'un ami qui fut en effet le témoin étonné et séduit de nos ébats en l'honneur de la déesse Déraison.

Ces petits accès de folie consciente et organisée ne sont pour nous qu'un jeu, un délassement, mais pas du tout un système littéraire. Ce n'est qu'un innocent petit dadaïsme en chambre sans aucune prétention.

Mais, cher ami, il nous paraît que votre modestie trouble vos souvenirs. Vous avouez en toute humilité que vos premières tentatives dadaïstes furent ratées, et que nous décourageâmes votre vocation de néophyte. Quelle erreur ! Nous avons encore présent à la mémoire entre mille, un exquis billet que vous nous écrivîtes un beau jour d'automne en l'an 1913. Nous nous en voudrions de ne pas le citer tout entier pour l'édification et la joie de vos fidèles lecteurs.

« Chantilly, 15 septembre 1913.

» Paul est à Saumur. Il chasse les nonobstants, avec un petit ascenseur n° 8. C'est à se croire un parfait débile.

» Le train du soir ne dormira que d'un œil. Il est pauvre et perd ses plumes. Paul lui offre une boîte de sanglots avec franges. C'est discret comme un vieillard en salade. »

Quel petit chef-d'œuvre d'extravagance réfléchie et préméditée ! C'est un pur bijou de ce dadaïsme intégral dont nous sommes, à vous croire, les pères et dont vous nous permettrez bien, cher ami, de vous désigner comme l'oncle-gâteau.

Bien cordialement.

SEM et ABEL FAIVRE

A cette intéressante communication, je n'ai qu'un mot à ajouter : l'ingénieux billet cité plus haut n'est pas de moi. Ou bien MM. Sem et Abel Faivre en ont mal lu la signature, ou bien ils auront été dupes d'un habile faussaire.

F. V.

L'ÉBRANLEMENT DU MONDE JAUNE

Au sortir d'une guerre effroyable, le monde occidental se débat dans les difficultés de la paix, à peu près inextricables et toujours renaissantes. Répartition des charges monstrueuses que la guerre a laissées derrière elle, revendications de la classe ouvrière, réorganisation politique de l'Europe orientale, que de problèmes, d'une complexité presque désespérante, réclament toute l'attention des hommes d'État européens ! Où trouveraient-ils le loisir et la liberté d'esprit nécessaires pour prendre garde à ce qui se passe ailleurs, et pour y réfléchir? Les nécessités immédiates rétrécissent et ferment leur horizon. Déjà ils n'ont pu suivre que d'assez loin les événements d'Amérique, ce qui n'a pas été sans de graves inconvénients pour les affaires de l'Europe.

A plus forte raison sont-ils exposés à négliger l'Extrême-Orient. Pour attirer et pour retenir leur esprit sur des contrées si éloignées, il ne faudrait pas moins que la menace, ou même l'imminence de vastes conflits et de violentes convulsions, semblables à celles qui ont ravagé l'Occident.

Pourtant, quand les choses en seront venues à ce point, il sera trop tard. C'est dès aujourd'hui qu'une politique prévoyante chercherait à mesurer la force des idées qui se pro-

pagent là-bas, et des sentiments qui s'y emparent des foules. Mais, par malheur, au moment même où l'Extrême-Orient devrait fixer les regards des hommes d'État de l'Europe, toute leur clairvoyance, tous leurs efforts sont impérieusement réclamés ailleurs. Coïncidence malencontreuse, on pourrait presque dire tragique, et qui n'est pas sans analogie dans le passé; notre propre histoire en contient des exemples. La philosophie de l'histoire doit en convenir : les grands événements ne constituent pas une série harmonieuse, les uns suivant les autres comme les péripéties d'une pièce bien faite. Les entrées et les sorties n'ont pas l'air d'avoir été réglées. Parfois les mouvements des masses humaines tardent plus qu'il ne faudrait; parfois, au contraire, ils se déclenchent trop tôt, et trop souvent ils donnent le spectacle, non pas même d'un drame, mais d'un horrible désordre.

Est-ce là une nécessité inéluctable? L'humanité civilisée est-elle condamnée à subir toujours passivement les transformations devenues inévitables? Plus éclairée, mieux instruite des causes lointaines de ces grands faits, elle saurait, sinon les produire ou les prévenir à son gré, du moins les voir venir, les adoucir, et en modifier le caractère jusqu'ici fatal, brutal et inconscient. Que l'histoire, désormais un peu ordonnée par la raison, ne voie jamais se renouveler les horreurs dont nous avons dû être témoins! Telle est l'espérance qui a pris corps dans beaucoup d'esprits, et qui tend à se réaliser dans la Société des Nations.

Si elle ne doit pas être trompée, il faut, coûte que coûte, que l'Occident, malgré les difficultés qui l'assiègent, prête attention à ce qui se prépare en Extrême-Orient. Des signes avant-coureurs déjà assez manifestes y annoncent un mouvement d'une portée incalculable, gros de conséquences heureuses, si nous savons le comprendre, gros aussi de dangers : le monde jaune paraît s'ébranler et se mettre en marche vers nous. Si ce mouvement a réellement lieu, c'est une époque nouvelle qui commence. Jamais, jusqu'à présent, une même évolution historique n'a compris l'ensemble de la planète. Les agglomérations humaines les plus considérables ont vécu et se sont développées chacune de son côté. La civilisation occidentale, issue de l'antiquité classique et des religions du

proche Orient, et la civilisation extrême-orientale apparentée à celle de l'Inde ont suivi leur voie propre. L'une a eu pour centre la Méditerranée, l'autre l'océan Indien et le Pacifique. Non que les relations entre elles aient jamais été tout à fait nulles. Dès le temps des Romains, la soie chinoise avait trouvé son chemin vers l'Occident. De leur côté, l'art et les idées des Grecs ont pénétré dans l'Inde et ont été portés très loin par delà l'Inde. Dans les temps modernes, les rapports entre les deux civilisations sont devenus de plus en plus importants, surtout après que l'Espagne, la France, la Hollande, l'Angleterre, eurent acquis des possessions en Extrême-Orient.

Il est vrai néanmoins, dans l'ensemble, et malgré la transformation récente du Japon, que jusqu'à notre siècle ces deux grandes portions de l'humanité ont vécu d'une vie séparée. Plus exactement, l'une des deux seulement se portait vers l'autre : le rapprochement demeurait, si l'on peut dire, unilatéral, dû surtout à l'esprit d'entreprise des Européens. Les marchés de l'Extrême-Orient ont pris une valeur croissante aux yeux des grandes nations occidentales qui se les disputent, et en même temps, la civilisation de la Chine et du Japon, leurs arts, leurs langues, leurs religions, font l'objet, en Europe et en Amérique, de travaux toujours plus nombreux et plus approfondis. Mais, dans ce contact de plus en plus intime avec l'Occident, les peuples jaunes restaient à peu près passifs. Que savaient, et que voulaient savoir de lui les centaines de millions de Chinois, d'Annamites, de Malais qui étaient les uns ses clients, les autres ses serviteurs ou ses sujets plus ou moins forcés? A peu près rien. Ils ne s'en souciaient pas. Leur mentalité, leurs croyances, leur manière de vivre différaient profondément de celles des blancs. Dans toute la force du terme, l'Occident, même présent, leur demeurait étranger.

Aujourd'hui, en plus d'un point, cette attitude se modifie. A l'indifférence succède un intérêt croissant. Pour la première fois, l'Extrême-Orient se sent attiré vers l'Occident, ou du moins, désireux de ne plus l'ignorer. Pour la première fois, une pénétration mutuelle des deux mentalités, des deux civilisations va devenir possible.

*
* *

Les causes de ce mouvement sont complexes, et de différente nature. Il en est de matérielles, qui se font sentir depuis longtemps, et dont l'effet va en s'accumulant : par exemple, la moindre durée des traversées, qui équivaut à une « contraction » des distances. Il ne faut plus que neuf jours pour franchir le Pacifique, de Vancouver ou de Seattle à Yokohama. On va, sans excès de vitesse, de Nagasaki à Manille en quatre jours, de Manille à Hong-Kong en quarante heures. Les grands cargo-boats, qui se multiplient, ne sont pas beaucoup plus lents que les paquebots-poste. Entre les deux rivages du Pacifique, entre les diverses régions de la côte asiatique, les relations commerciales sont aujourd'hui de plus en plus rapides, régulières et intimes. Ainsi cet immense Océan, qui séparait autrefois les pays comme une sorte de désert liquide, sert maintenant à les rapprocher. La vie de grandes villes comme Shanghaï, Hong-Kong, Singapour, le nombre extraordinaire des navires qui y passent, l'importance des affaires qui s'y traitent, en disent long sur l'enchevêtrement des intérêts qui se croisent là. Toutes proportions gardées, l'Extrême-Orient devient un théâtre d'opérations économiques comparable au proche Orient, et le Pacifique joue le rôle d'une Méditerranée pour les masses d'hommes qui vivent sur ses bords comme pour ceux qui les fréquentent.

Il faut tenir compte, en second lieu, du contre-coup de la grande guerre. L'ébranlement qu'elle a déterminé s'est propagé de l'autre côté de la terre, à la façon d'une secousse sismique. Les tremblements se sont succédé, gagnant de proche en proche, et l'Extrême-Orient en a été remué comme le reste. Les esprits s'y agitent et les nations s'y sentent troublées. Ce sont bien là des faits d'ordre moral, mais ils revêtent la forme de phénomènes physiques, comme si cette guerre avait été une éruption volcanique d'une violence inouïe, semblable à celle du Krakatoa, dont les effets se sont continués pendant une longue période, et à des milliers de lieues de distance.

En fait la guerre, dans la pensée de ceux qui la conçurent et qui croyaient la gagner vite, avait déjà un caractère « mon-

dial ». Il ne s'agissait pas seulement, pour l'Allemagne, de supprimer tout obstacle sur sa route vers le Levant, jusqu'à Bagdad et au golfe Persique. Elle entendait aussi s'assurer, en même temps qu'un grand empire colonial en Afrique, la haute main sur les marchés des deux hémisphères, et par conséquent sur ceux du Pacifique. L'enjeu était pour elle la maîtrise économique du monde entier. Aussi bien, dès le début et jusqu'à la fin de la guerre, des jaunes s'y sont trouvé mêlés. Le Japon y a pris la part que l'on sait. Sa flotte a monté la garde dans le Pacifique, d'où les Allemands ont été complètement expulsés. Il a aujourd'hui des troupes tout le long de la côte, depuis le Kamtchatka et la Sibérie, jusqu'à l'extrémité méridionale du Chan-Toung. La Chine a laissé recruter chez elle, en abondance, de la main-d'œuvre pour les usines de guerre françaises, et elle a fini par déclarer aussi la guerre à l'Allemagne. Un grand nombre d'Annamites ont été transportés en Europe pour travailler ou pour combattre côte à côte avec les Français.

Les conséquences matérielles de la guerre, en Extrême-Orient, ont donc été violentes et prolongées. Mais plus important cent fois en a été l'effet moral, c'est-à-dire le retentissement, dans les esprits, de cette lutte gigantesque, et des catastrophes inouïes qu'elle a entraînées. Quelle surprise, quel spectacle, pour les imaginations très impressionnables des peuples extrême-orientaux, que la chute, coup sur coup, des grands empires qu'ils croyaient indestructibles ! Ne parlons pas de l'Autriche-Hongrie, peu connue en Extrême-Orient, et qui souffrait depuis longtemps d'une difficulté de vivre. Mais l'immense Russie, cet empire qui occupait tout le nord et une partie du centre de l'Asie, et dont l'ombre se projetait, plus ou moins menaçante, sur les Indes et sur la Chine, — écroulée tout d'un coup, et le tsar disparu ! Mais la domination du khalife de Constantinople, qui s'étendait sur l'Asie antérieure, en contact avec les musulmans de l'Inde, et par eux, avec ceux du Pacifique, — abattue, elle aussi, et détruite !

Rien toutefois n'a paru aussi prodigieux que l'effondrement de l'Allemagne. Son prestige égalait celui de Napoléon, si même il ne le surpassait pas. Napoléon n'avait dû le sien

qu'à son génie, et à ses victoires toujours renouvelées sur des coalitions toujours reformées. Celui de l'Allemagne, fondé aussi sur d'éclatants triomphes militaires, s'était en outre affermi et consolidé pendant une longue période de paix, dont elle avait le bénéfice aux yeux du monde. Non contente de développer et de perfectionner sans cesse une machine militaire sans rivale, elle imposait en même temps son hégémonie par les progrès de sa production scientifique, de sa technique industrielle et commerciale, et de son organisation économique. Jamais empire n'avait semblé si sûr de vivre, si sûr de vaincre. A son tour, le voici par terre : le kaiser fuit, et l'Allemagne l'abandonne! Nous qui avons lutté plus de quatre ans contre le colosse, qui, après l'avoir mis en échec, avons dû en étudier de très près le fort et le faible, nous ne pouvons pas nous représenter la puissance que les imaginations lui attribuaient de loin, ni la stupeur qu'il a causée en s'écroulant.

Presque toujours, à la suite de ces grandes commotions, un sentiment général d'instabilité apparaît. Le respect pour l'ordre établi diminue. L'invraisemblable, l'incroyable est arrivé : bien des choses, auparavant jugées impossibles, peuvent désormais se produire sans trop surprendre. L'armature des autorités traditionnelles se relâche, et, sur quelques points, elle craque. Le champ semble s'ouvrir aux chercheurs de nouveautés, parfois aussi aux fauteurs de réaction. Cet ébranlement social, trop évident dans le vieux monde occidental, s'observe aussi en Extrême-Orient.

Il y a été d'autant plus marqué, qu'une perturbation économique l'accompagnait. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur cet ordre de faits. Il suffira de rappeler la hausse sans précédent qu'a subie l'argent, et les conséquences qu'elle a eues dans les pays qui n'ont pas adopté l'étalon d'or, comme la Chine et l'Indochine française. Le taël chinois a valu jusqu'à 23 francs, la piastre indochinoise est montée à 16 fr. 50, tandis que le cours ordinaire était de 2 fr. 50. En même temps, dans toutes les régions du Pacifique Nord, au Japon, en Chine, en Indochine française, aux Philippines, dans les Straits settlements, aux Indes néerlandaises, la guerre entraînait à la fois la formation rapide de très grosses fortunes, et un renchérisse-

ment sans exemple du prix de la vie. Le riz, aliment principal et presque exclusif de la classe pauvre, est devenu en quelques années si cher, que pour vivre, elle a dû réclamer des augmentations de salaires continuelles. En beaucoup d'endroits une crise de la main-d'œuvre s'en est suivie. Des questions sociales ont surgi, analogues à celles qui agitent depuis longtemps les nations occidentales. Même sans admettre la théorie du matérialisme historique, on reconnaîtra qu'une modification si brusque et si profonde des conditions économiques où vivaient tant de millions de jaunes affecte nécessairement le système entier de leur vie morale et sociale.

Ainsi le contre-coup économique de la guerre agit en Extrême-Orient dans le même sens qu'en Occident. C'est une grande cause de rapprochement, entre des civilisations d'origine distincte, que de se trouver, au même moment, en face de problèmes semblables. Car les mêmes idées directrices, ou du moins les mêmes tendances, les mêmes passions ont alors chance de triompher partout, et de déferler avec une puissance accrue sur les régions les plus lointaines.

Au point de vue politique, l'Extrême-Orient a vu le Japon prendre place parmi les Alliés, faire la police du Pacifique, s'emparer de colonies allemandes, et envoyer des vaisseaux de guerre dans les mers d'Occident. Il l'a vu marcher à Versailles sur la même ligne que la France, l'Angleterre, les États-Unis et l'Italie, et exiger que les promesses qu'on lui avait faites fussent tenues. Peu importe, après cela, qu'on lui ait refusé de reconnaître formellement le principe de l'égalité des races. Le monde occidental s'y est résigné en fait, le jour où il a admis le Japon à prendre part comme puissance de premier rang aux négociations de paix. Les affaires de Sibérie, comme celles de Chine, comme tout ce qui touche à l'équilibre du Pacifique, ne se régleront plus, désormais, sans le concours du Japon. Cette situation a produit, en Extrême-Orient, une impression profonde sur les esprits. Le Japon n'est pas aimé, en général, par les autres peuples jaunes qui ont eu ou qui ont encore affaire à lui ; il n'en est pas moins pour la race jaune un objet de fierté et un motif d'orgueil. Ses victoires sur la Russie, son rôle dans le conflit mondial, le développement ininterrompu de sa force flattent l'amour-

propre des autres jaunes. Ils lui savent gré de ses qualités qu'ils ne possèdent pas, au moins au même degré, et peut-être aussi de ses défauts, bien qu'ils puissent avoir à en souffrir. Ces sentiments ne sont contradictoires qu'en apparence. L'histoire nous en a fait connaître d'analogues en Europe. On n'a pas oublié ceux que la Prusse, au XVIIIe siècle et au commencement du XIXe, inspirait au reste de l'Allemagne : mélange singulier de défiance et d'aversion pour sa brutalité et pour ses appétits, de respect pour son énergie et son esprit de sacrifice, de fierté enfin pour ses succès militaires, dont le prestige rejaillissait sur le nom allemand. En ce sens, le Japon est aujourd'hui la Prusse de l'Extrême-Orient.

Même d'avoir demandé, sans l'obtenir, que le principe de l'égalité des races fût admis, n'a pas nui au prestige du Japon. Il reste ainsi le porte-drapeau et le champion de tous les jaunes, le défenseur de leur droit méconnu, et il lui est loisible, au moment opportun, de proclamer la devise : « l'Asie aux Asiatiques », tout en poursuivant les fins particulières d'une politique exclusivement japonaise. L'ensemble des peuples jaunes se trouve intéressé par là dans les relations entre le Japon et les puissances occidentales, en tant qu'il y apparaît comme le représentant de toute sa race.

Enfin, l'Extrême-Orient n'est plus indifférent, tant s'en faut, aux agitations politiques ou sociales des pays limitrophes. Il prête l'oreille aux revendications passionnées des musulmans de l'Inde, et des autres Hindous. Il suit attentivement leurs démarches, et il sait qu'ils ne sont pas disposés à se contenter d'une simple autonomie. Il se demande jusqu'où iront les concessions de l'Angleterre, et comment elle pourra satisfaire ces immenses populations, qui jusqu'ici se sont laissé administrer et gouverner, et qui maintenant ne veulent plus relever que d'elles-mêmes. Mais, surtout, les masses jaunes sont en arrêt devant le bolchevisme. Bien qu'elles le connaissent fort mal, et qu'elles se le représentent sans doute autrement que ne font les peuples occidentaux, les imaginations en sont frappées. Elles croient, non sans raison, y saisir quelque chose qui ne leur est pas tout à fait étranger. Parmi ces sonorités bruyantes, leur oreille discerne des timbres familiers.

Le développement du bolchevisme a été un grand fait européo-asiatique. Né en Russie d'Europe, il s'est propagé aussitôt au delà du Caucase, en Asie centrale russe, plus récemment en Perse, et en Sibérie jusqu'au Pacifique. Il appartient donc autant à l'Asie qu'à l'Europe. Moralement, bien qu'il ait ses racines doctrinales dans le marxisme, il tient son tempérament et ses méthodes, pour une bonne part, de ce qu'il y a d'asiatique dans la mentalité russe. Les Allemands ne s'y sont pas trompés. A peine le gouvernement des soviets s'était-il établi, que les organes autorisés du socialisme allemand en caractérisaient les tendances destructrices. Ils ont prononcé contre lui, pour cette raison, une condamnation formelle. Les socialistes allemands majoritaires, a déclaré le *Vorwärts*, n'ont rien de commun avec ce *socialismus asiaticus*. Les indépendants, il est vrai, ont été d'un autre avis. Peut-être les majoritaires se rallieront-ils à eux sur ce point, si le bolchevisme évolue et s'adapte aux conditions nécessaires de la production. Mais leur formule était significative. Elle n'exprimait pas seulement le mépris bien établi que tant d'Allemands professent pour les Russes. Elle allait plus loin. Elle mettait le doigt sur les éléments qui, dans la théorie et surtout dans la pratique du bolchevisme, sont étrangers à la mentalité européenne.

En Extrême-Orient, la diffusion des idées bolchevistes ne rencontre pas d'obstacles insurmontables, des symptômes ont été signalés. Le Japon a craint des troubles ouvriers. C'est sans doute une des raisons de l'appui qu'il a prêté à ces tristes adversaires des bolcheviks que furent les lieutenants et les successeurs de Koltchak, tels que Rossanoff et Semenoff. En Chine, la vieille structure sociale est solide, et rien n'indique qu'elle soit incapable de résister à une poussée bolcheviste. Celle-ci peut néanmoins s'y produire, et s'y propager à la faveur de l'état politique du pays. Elle peut même s'étendre et atteindre jusqu'à l'Indochine et aux Indes néerlandaises. Si ce grand courant d'idées, de sentiments et de passions collectives se forme ainsi, s'enfle et grossit en avançant, c'est que, comme on l'a vu tout à l'heure, partout, à la suite de la guerre, les assises de l'ordre établi chancellent.

*
* *

Naguère encore, en Extrême-Orient, le coolie était respectueux, obéissant, soumis, et sinon toujours content de la façon dont il était traité, du moins empressé à le paraître. Il dissimulait au besoin son ressentiment ou sa colère. Conscient de l'inégalité des races, il acceptait sans murmure, et peut-être sans réflexion, la supériorité du blanc, et la nécessité de le servir. Le blanc possède la richesse et la force, donc il est le maître. C'était comme une loi de la nature, dont les effets ne sont pas toujours agréables, mais dont nul ne s'étonne et que personne ne songe à mettre en question. Aujourd'hui, les sentiments du coolie se sont modifiés, et par suite son attitude a changé. Il travaille le moins possible, obéit souvent de mauvaise grâce, et quand il peut le faire sans risque, manque de respect à l'Européen. Il est toujours prêt à réclamer âprement ce qu'il croit son dû, rarement satisfait de ce qu'il reçoit, et il supporte avec peine tout ce qui implique la supériorité du blanc. « Je ne reconnais pas l'indigène, disait récemment un grand planteur de Java, établi depuis longtemps dans le pays. Autrefois, c'était la soumission même. Maintenant, si dans une plantation de caoutchouc le contremaître réprimande un indigène, parce qu'en « saignant » un hévéa il l'a blessé, le Malais pose froidement ses outils à terre, et s'en va. » Et le planteur de porter les pronostics les plus sombres sur l'avenir des colons européens. Mêmes doléances, non moins vives, en beaucoup de points de l'Indochine française. L'indigène exige un salaire de plus en plus haut pour un travail de moins en moins productif. Il est presque toujours mécontent, souvent cassant, à cheval sur ses droits. Que le blanc, exaspéré, lève la main sur lui, l'Annamite aussitôt ira porter plainte pour coups et blessures.

Même si l'on fait la part de l'exagération naturelle à des gens qui se voient en présence d'un changement fâcheux pour leurs habitudes et nuisible à leurs intérêts, il reste à ces observations un fond de vérité. On les entend formuler aussi bien dans les grands ports que loin des villes. Presque partout, le renchérissement de la vie, soudain et excessif, en obligeant les indigènes à de vives réclamations, leur a

donné le goût de se plaindre et parfois l'audace d'exiger. En même temps, il a appris aux blancs, stupéfaits et indignés, la nécessité de plier. Il arrive même qu'il leur faut complaire à ceux qu'ils avaient l'habitude de traiter en simples inférieurs, parfois à peine en hommes.

Java nous fournit l'exemple peut-être le plus saisissant de cette évolution imprévue. On sait à quel degré d'extrême docilité les méthodes hollandaises de colonisation avaient réduit les indigènes, et les marques extraordinaires de respect auxquelles ils avaient été dressés. Les temps sont bien changés. Dans les plantations de cannes à sucre, les indigènes n'ignorent pas les bénéfices incroyables que les propriétaires et les directeurs de sucreries ont réalisés dans ces dernières années, et ils trouvent injuste de ne pas en recevoir une bonne part. Dans les grandes villes, des syndicats professionnels sont devenus nombreux et puissants. Des agitateurs, hollandais ou malais, appellent les indigènes à des meetings où beaucoup d'entre eux se rendent. Ils comprennent plus ou moins bien les principes sur quoi les revendications se fondent. Mais elles leur plaisent, et ils sont tout de suite prêts à les soutenir. Plus d'une fois, les chauffeurs d'automobile, par exemple, ont imposé leurs exigences à leurs patrons. La main-d'œuvre indigène, en général, se rend compte qu'on ne peut pas se passer d'elle : elle prend de plus en plus conscience de son pouvoir, et elle élève ses prétentions en conséquence. Les prétentions des indigènes ! parole inouïe, inconcevable, inimaginable pour les anciens colons. Pourtant, il faut bien aujourd'hui avaler cette amère pilule.

L'administration hollandaise se fait complaisante et gracieuse à l'égard des indigènes. Ceux-ci sont au nombre de trente-cinq à quarante millions contre cent mille blancs à peu près, dont beaucoup vivent isolés à l'intérieur des terres. Ils savent, en outre, que les Japonais, déjà assez nombreux à Java, et qui ont du sang malais dans les veines, se donnent volontiers pour leurs protecteurs naturels. Les Hollandais le savent aussi : ils sont fort aimables, à l'occasion, pour les Japonais. Ils ne le sont pas moins pour les indigènes, à qui, tout récemment, ils ont dû reconnaître des droits politiques importants. Veut-on de ces petits faits qui en disent long ? Le

gouverneur des Indes néerlandaises, comte van Limburg-Stirum, a la jouissance, dans l'admirable jardin botanique de Buitenzorg, d'un château dont les abords sont interdits au public, même lorsqu'il n'y réside pas. Depuis quelque temps, le tennis-court de ce château est placé deux fois par semaine à la disposition *des indigènes*. Autrefois, ils auraient été admis, tout au plus, à l'honneur de ramasser les balles. Mais voici mieux encore. Il y a quelques mois, un Malais se blessa en travaillant dans le jardin du gouverneur à Batavia, et fut transporté à l'hôpital pour y être soigné. La comtesse van Limburg-Stirum pensa bien faire en allant le voir, accompagnée de ses dames d'honneur. Elle lui apportait un bouquet d'orchidées. Arrivée près de son lit, elle lui offre les fleurs, et lui dit en malais : « C'est pour t'aider à guérir plus vite. » Le pauvre homme, abasourdi par cette visite extraordinaire, et ne comprenant rien à la gracieuseté de la comtesse, crut qu'elle lui apportait un remède magique qui lui rendrait tout d'un coup la santé. Il saisit les orchidées... et les avala.

Peut-être, pour satisfaire les indigènes, faudra-t-il bientôt, à Java, et dans les autres colonies ou protectorats de l'Extrême-Orient, autre chose que des attentions délicates, dont ils n'apprécient sans doute pas la saveur autant que les blancs qui en sont témoins. Ce n'est pas en vain que tant de milliers d'Asiatiques sont venus en Europe, et surtout en France, pendant la guerre, qu'ils se sont trouvés en contact, dans nos usines, avec nos travailleurs, qu'ils ont entendu formuler les griefs et les revendications de la classe ouvrière, qu'ils ont été mis au courant de ses efforts, de ses succès et de ses revers, et de ses espérances invincibles. Quoi d'étonnant, s'ils réclament à leur tour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail? Il faut même s'attendre, dans un avenir prochain, à des exigences croissantes d'ordre politique. Comme aux Philippines, comme aux Indes, comme en Égypte, les indigènes, tôt ou tard, voudront partout s'administrer et se gouverner eux-mêmes. L'autonomie ne leur paraîtra plus suffisante. Rien que l'indépendance complète ne les contentera plus. Ce qui n'est aujourd'hui, en Indochine par exemple, que la protestation négligeable d'un très petit groupe d'extrémistes, peut devenir l'exigence des masses populaires,

gagnées par la contagion des nations voisines, et lasses d'obéir à des maîtres étrangers, fussent-ils doux, sages et désintéressés.

***

Toutefois, les plus impatients de ce que l'on peut appeler les nationalistes de l'Extrême-Orient sentent presque tous qu'il ne serait pas possible de passer tout d'un coup du régime actuel à celui qu'ils demandent. Dès à présent, ils estiment que les emplois subalternes devraient être réservés aux indigènes. Mais les fonctions supérieures, surtout dans les services techniques, comme les travaux publics, supposent un savoir que les Européens sont encore seuls à posséder. Une période de transition est donc nécessaire, et l'on s'y résigne, à condition que cette transition soit rapide et effective, c'est-à-dire que la part faite aux indigènes dans l'administration devienne de plus en plus grande, dès cette période même, tandis qu'ils se préparent à l'occuper tout entière. Seule, une instruction solide, et comparable à celle des Européens, les en rendra capables. La culture scientifique leur apparaît ainsi comme l'instrument indispensable et suffisant de leur libération. Elle seule leur permettra de se considérer définitivement comme majeurs, et de rejeter sans dommage la tutelle importune des blancs. C'est donc l'instruction — enseignement primaire pour la masse, secondaire et supérieure pour l'élite, — qui est une des premières et presque la plus pressante de leurs revendications.

Il ne s'agit pour eux, bien entendu, que de l'instruction au sens strict du mot, et non pas des principes généraux de la vie morale, sociale et religieuse. Rien ne donne à penser que les jaunes soient moins attachés aujourd'hui qu'autrefois aux croyances fondamentales dont ils vivent depuis de longs siècles. Au contraire, le spectacle que l'Occident leur offre ne leur inspire nulle envie d'adopter ni ses religions, ni sa morale, ni sa conception générale du monde. Sur ce point capital, leur vieille civilisation leur semble au moins l'égale de la nôtre, qu'ils jugent à ses fruits, c'est-à-dire à la façon d'agir, publique ou privée, des Occidentaux. Il y a peu d'apparence qu'ils

changent de sentiment. Leurs convictions essentielles sont au moins aussi fermement assises que les nôtres. Si la politesse et la prudence orientale leur permettaient de dire crûment ce qu'ils pensent, notre amour-propre subirait une épreuve assez désagréable,

La supériorité qu'ils reconnaissent à notre civilisation est donc simplement celle qui provient du savoir scientifique et des applications qui en découlent, c'est-à-dire des techniques de toutes sortes, et en particulier du machinisme et de l'organisation industrielle. Elle ne donne pas nécessairement à ceux qui la possèdent une valeur humaine plus haute. Mais elle leur procure la force matérielle, la richesse, la puissance, par suite, le moyen d'imposer leur domination à des peuples moins instruits, et de les exploiter plus ou moins cruellement. Cette culture intellectuelle, ces sciences et leurs applications, on peut se les assimiler sans rien abandonner de ce que l'on tient pour sacré : l'exemple du Japon le prouve. Que les populations jaunes l'acquièrent donc! Elles seront alors en état de s'administrer elles-mêmes, de mettre en valeur, à leur profit, leurs richesses naturelles, de conquérir, s'il le faut, et de protéger leur indépendance.

Cette confiance sans réserves dans le pouvoir de l'instruction s'explique aisément par le spectacle de la transformation récente du Japon, et des avantages extraordinaires qu'il en a tirés. Son cas est pourtant très particulier. Le peuple japonais est animé d'un patriotisme ardent; il est dirigé par une aristocratie imbue de traditions militaires et à l'occasion conquérantes. Forcé d'entrer en relation avec les nations occidentales, il a voulu être sûr de résister victorieusement à toute agression de leur part, et pouvoir s'agrandir quand il en trouverait le moment favorable : il lui fallait pour cela atteindre au même degré de culture scientifique que ceux dont il prétendait être l'égal. A force d'application patiente et d'énergie, il y est parvenu, du moins en ce qui concerne les sciences qu'il juge nécessaires. Mais il ne perd pas de vue le but précis où il tend. Si la science est désirée et recherchée, c'est pour la force qu'elle seule confère, et non pas pour sa valeur propre. On ne reconnaît pas qu'elle ait en elle-même sa raison d'être indépendante. Peut-être le gouvernement n'en autoriserait-il

pas les recherches, si elle n'était indispensable aux techniques sans lesquelles on ne pourrait tenir tête aux Occidentaux. L'article premier de l'ordonnance impériale du 5 décembre 1918, qui régit les universités, s'exprime en ces termes : « Les universités doivent avoir pour objet l'enseignement des sciences, théoriques et pratiques, nécessaires aux fins que l'État poursuit, et les recherches originales dans lesdites sciences... » La science ainsi conçue devient la servante, non pas de la théologie, comme dans l'Europe du moyen âge, mais des intérêts de l'État.

Le Japon n'a donc emprunté à l'Occident que son acquis et ses méthodes scientifiques, mais non pas l'esprit même de sa science, ce qui en est l'âme, ce qui en a fait la grandeur et la fécondité : la poursuite désintéressée du vrai pour la pure satisfaction de l'intelligence. Il n'a pas jugé nécessaire d'aller jusque-là. Il y répugnerait peut-être, comme à tout ce qui tend à dépasser le cercle de l'horizon national. Il a simplement voulu se rendre apte, en restant tout à fait lui-même, à contrebattre les artilleries blanches sur tous les terrains, et à tenir son rang dans la lutte économique. Rien de moins, mais rien de plus. Herbert Spencer aurait dit que le caractère militaire de cette nation la rend énergiquement conservatrice. Prête à s'assimiler, même au prix de rudes efforts, ce qu'elle croit utile au développement de sa puissance, elle se garde jalousement contre toute intrusion d'un esprit nouveau.

Les autres parties du monde jaune demeurent attachées, elles aussi, à leurs idées et à leurs croyances fondamentales. Mais cet esprit conservateur n'y est pas empreint de défiance au même degré qu'au Japon. On s'y montre souvent plus accessible à la philosophie sociale de l'Occident. On y invoque, au besoin, les principes proclamés surtout par ses penseurs du XVIIIe siècle : le respect dû à la personne humaine, et à ces personnes morales que sont les nations, grandes ou petites. La Corée, par exemple, quand elle fait entendre ses protestations, en appelle au droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes. Aux Philippines, les indigènes, dans leur lutte contre la domination espagnole, se sont inspirés de ces principes. Aujourd'hui encore, c'est en leur nom qu'ils réclament une indépendance complète, malgré les avantages et les bienfaits

dont ils sont redevables à l'administration américaine, et bien que les plus intelligents de leurs hommes politiques se rendent compte du grave danger extérieur auquel cette indépendance les exposerait.

En Indochine française, un parti qui se donne pour le véritable représentant des indigènes se fonde aussi sur ces principes quand il demande pour eux une large instruction publique, à tous les degrés d'enseignement. La question, dans les milieux français, fait l'objet de discussions passionnées. Ceux qui sont d'avis de refuser ne tarissent pas en prédictions sinistres pour l'avenir de la colonie, au cas où l'on passerait outre à leurs avertissements. « Donner l'instruction primaire au *nha-quê* ! (paysan annamite) : c'est une folie. Vous allez faire une multitude de déclassés et de déracinés, graine de mécontents et d'insurgés. Dès qu'un indigène sait dire : « Bonjour, monsieur », il croit qu'il parle français. Il en conclut aussitôt qu'il est au-dessous de lui d'aller pieds nus et de travailler dans la rizière. Il se voit déjà fonctionnaire, et il prétend porter des souliers. C'est un homme perdu pour le travail utile, et un instrument tout prêt pour les pires agitateurs. Ceux-ci d'ailleurs ne sont pas loin. Vous les formez vous-mêmes à plaisir, dans votre Université, dans vos écoles supérieures, ou en les envoyant faire des études en France. La culture occidentale, inassimilable pour des esprits vieillots et puérils, comme sont les Annamites, leur inocule des ambitions incompatibles à la fois avec leur capacité naturelle et avec la présence des Français dans le pays. Vous cultivez, vous multipliez les pépinières de nationalistes irréconciliables. Vous ne tarderez pas à récolter ce que vous aurez semé. Dans l'intérêt des colons, dans l'intérêt de la métropole, dans l'intérêt des indigènes eux-mêmes, ne donnez pas aux cerveaux annamites un aliment qui se tournera en poison. Nous sommes meilleurs juges qu'eux de ce qui leur convient. »

A quoi les partisans de l'autre politique répondent : « Cette attitude purement négative n'est ni juste ni habile. Quand l'élite des indigènes réclame pour eux l'instruction à tous les degrés, est-il digne de la France de fermer l'oreille à une demande en soi si légitime ? Sa « mission civilisatrice » ne

deviendrait-elle pas alors une hypocrisie et un mensonge? Les indigènes ne seraient-ils pas fondés à dire qu'on veut les maintenir dans l'ignorance afin de les exploiter plus aisément? Quant à croire que l'instruction plus répandue entretiendra et aggravera la poussée nationaliste, la peur est ici peu clairvoyante, en même temps que mauvaise conseillère. Si vous refusez aux indigènes l'enseignement qu'ils se croient en droit de recevoir, leurs revendications politiques n'en seront que plus âpres et plus violentes. Si vous le leur accordez sagement, vous vous concilierez, au moins pour un temps, les plus éclairés et les plus avancés. Peut-être une partie d'entre eux vous en aura-t-elle une reconnaissance sincère. Que le gouvernement leur fasse une part de plus en plus large dans les fonctions publiques, au fur et à mesure qu'ils deviendront aptes à les exercer, et la colonie pourra, un peu comme les dominions britanniques, tendre vers l'autonomie, sans cesser d'être attachée à la France qui sera vraiment sa mère-patrie spirituelle. Une politique libérale et généreuse, sans être certaine d'un tel avenir, peut du moins se le promettre raisonnablement ; mais ne sentez-vous pas où vous conduirait un refus obstiné? La « manière forte » n'est plus de mise. Comment imaginer que, entre les Indes dressées contre la domination anglaise, les Philippines autonomes et peut-être bientôt indépendantes, la Chine si avide d'esprit moderne, le Japon grande puissance jaune, on puisse conserver, comme en vase clos, une Indochine du type des anciennes colonies d'exploitation? Soyez justes et humains, comme il convient à des Français. Soyez des éducateurs pour ce peuple qui vous demande de l'instruire. Essayez de vous faire aimer : c'est la meilleure politique et la plus sûre. »

C'est précisément la politique que M. Sarraut a suivie, et avec un plein succès, dans une période délicate ; c'est aussi celle que le nouveau gouverneur général, M. Maurice Long, se propose de continuer. A vrai dire, les deux systèmes ont leurs dangers. Il ne saurait être question de les examiner ici. Mais, à tout prendre, la sécurité que promet la « manière forte » est trompeuse, et les périls qu'elle engendre sont les plus probables et les plus graves de tous. L'autre politique semble avoir plus de chances de réussir, à condition qu'elle

soit pratiquée avec tact, avec esprit de suite et avec une connaissance approfondie du tempérament et de la mentalité indigènes. Il lui faut procéder prudemment, calmer les impatiences, ménager les transitions, éviter avant tout de faire des « ratés » inutilisables et aigris, ferment redoutable au milieu de masses populaires encore ignorantes. C'est peu à peu seulement que la pensée et les méthodes scientifiques européennes pourront être digérées par ces esprits nourris depuis tant de siècles d'une culture toute différente.

***

Malgré son impuissance politique actuelle, qui l'expose aux coups et aux entreprises de l'étranger, malgré la rupture entre le Nord et le Sud, la Chine reste le centre de gravité principal du monde jaune. Au point de vue économique, d'abord, cette masse de près de quatre cents millions d'âmes, remarquablement homogène, constitue un marché sans pareil, objet d'ardentes convoitises, et les grandes puissances se le disputent. Ses richesses naturelles commencent à peine à être exploitées, ou, pour mieux dire, à être connues, puisque, malgré son charbon et ses mines, la seule grande industrie de la Chine, jusqu'à présent, a été l'agriculture. Encore celle-ci pourrait-elle, si grandes que soient les qualités proverbiales du paysan chinois, gagner beaucoup à adopter les méthodes modernes. Les ressources de cet immense pays sont pratiquement illimitées : il ne leur manque que d'être mises en valeur. Un ingénieur compétent disait récemment que dans un siècle Pékin serait peut-être devenu le centre de chemins de fer le plus important du monde.

D'autre part, la Chine n'a pas perdu sa force d'expansion. Elle n'est plus conquérante comme autrefois, lorsque d'une poussée plus ou moins lente, mais irrésistible, ses soldats et ses colons se rendaient peu à peu maîtres de l'Indochine, du Tibet, de la Mongolie, de Formose et d'autres îles du Pacifique. Aujourd'hui, ses commerçants ont pris leur place. Aux Hawaï comme aux Philippines, en Indochine comme à Singapour, comme aux Indes néerlandaises, partout le négociant chinois finit par l'emporter sur ses concurrents, blancs

ou jaunes. Il est intelligent, travailleur, économe, prévoyant, il a l'esprit d'association et le génie de la spéculation. Que de fois a-t-on vu un Chinois, arrivé sans un sou dans une ville, y posséder quelques années plus tard son magasin et sa maison ! Là où ils se sont établis, le petit commerce, en général, est à peu près exclusivement entre leurs mains. Les grandes affaires ne leur réussissent pas moins. A peu d'exceptions près, les rois du riz, en Cochinchine, les rois du sucre, à Java, sont des Chinois. Ce succès constant prouve la permanence au moins de certaines qualités foncières qui ont contribué jadis à la grandeur de la Chine. Mais suffiraient-elles à elles seules à lui rendre le rang qu'elle doit occuper parmi les nations? N'a-t-elle pas besoin d'un grand effort pour se relever?

C'est précisément cette « restauration » de son pays que se propose, en ce moment, une jeunesse studieuse et passionnée, toute frémissante d'espoir et d'enthousiasme, sous la conduite de quelques chefs en qui elle a confiance. Son but est de tirer la Chine de la décadence matérielle et intellectuelle où elle s'est enlisée depuis des siècles. Il s'agit de réveiller son énergie et de lui rendre conscience d'elle-même. Cette tentative n'a pas de précédent en Chine. Certes plus d'un réformateur y a paru ; mais aucun jusqu'à présent n'avait conçu l'idée de s'écarter de l'idéal traditionnel formulé par la sagesse des ancêtres. Celle-ci se suffisait à elle-même, sans se soucier de ce qui avait pu être pensé ou découvert ailleurs. Les étudiants chinois d'aujourd'hui ont renoncé à cette foi exclusive. Sans être injustes envers leur passé, envers leur philosophie, leur art, l'ensemble de leur civilisation, ils sentent vivement ce qui lui fait défaut, et ils se tournent vers l'Occident. Non pas seulement, comme a fait le Japon, afin d'utiliser les sciences et les techniques européennes, tout en restant fermés à l'influence étrangère, mais en disciples véritables, aussi désireux de pénétrer l'esprit de notre société que de s'assimiler notre savoir.

Là est leur originalité. Là est le grand événement historique que le tumulte actuel de l'Europe ne devrait pas nous empêcher d'apercevoir et de comprendre. Pour la première fois, l'élite intellectuelle d'une partie importante de l'humanité,

qui jusqu'à présent avait choisi de rester isolée, demande à s'initier à la pensée de notre Occident, à s'instruire dans nos sciences, et, sans abandonner les principes de sa vie spirituelle, à puiser aussi aux sources de la nôtre. A sa suite, elle amène une énorme masse humaine, qui n'est pas, en moyenne, inférieure à celle de l'Occident. Comme inventeurs, artistes, poètes, colons, les Chinois, on le sait, ne l'ont cédé à aucun peuple. Ne croyons pas que de ce passé, il ne leur reste qu'un vain prestige et un souvenir sans vertu. Les qualités de leur intelligence sont intactes. Ceux qui les connaissent bien, pour avoir vécu longtemps avec eux, sont unanimes à leur rendre ce témoignage. Mis à la même école que les Européens et les Américains, formés aux mêmes méthodes, munis d'une écriture simplifiée et commode, les Chinois ne se laisseront pas facilement dépasser. Ils feront honneur à leurs maîtres. Et comme leur autorité morale et leur influence sont restées, même aujourd'hui, considérables en Extrême-Orient, il leur sera aisé de devenir, à leur tour, les guides spirituels et les éducateurs du reste du monde jaune, ainsi qu'ils l'ont été jadis, même au Japon.

Pour atteindre la fin qu'ils recherchent, les réformateurs chinois ont recours aux moyens qui devaient naturellement se présenter à leur esprit. Ils envoient en Europe et en Amérique le plus grand nombre possible de jeunes gens, destinés à devenir, à leur retour en Chine, des maîtres et des instructeurs, soit dans l'enseignement, soit dans l'industrie. Plusieurs milliers d'étudiants sont déjà partis, les uns pour travailler dans les universités occidentales, les autres pour se former dans des écoles spéciales professionnelles. Beaucoup ont été placés dans des usines. En même temps on demande des maîtres à l'Occident. Ainsi, l'un des plus éminents professeurs de l'université Columbia, à New-York, M. John Dewey, célèbre pour ses travaux de philosophie et de pédagogie, vient d'enseigner pendant un an à l'université de Pékin, et il va y continuer ses leçons qui ont obtenu un vif succès.

Mais c'est surtout à la France que s'adressent en ce moment la jeunesse studieuse de la Chine, et ceux qui la dirigent. Malgré les avantages que procure l'anglais, langue « inter-

coloniale » de tout l'Extrême-Orient, c'est le français qu'ils s'efforcent d'apprendre d'abord. C'est en France que les étudiants chinois de tout ordre veulent aller se former. Si tous ceux qui en ont l'ambition trouvaient les ressources nécessaires pour faire le voyage et pour vivre en France, c'est par milliers qu'il faudrait les compter. Une université franco-chinoise s'organise à Lyon : plusieurs centaines d'étudiants y sont déjà arrivés de Chine. Un grand nombre d'autres, pour se mettre en état de suivre avec profit les cours des Facultés, ont pris place dans les classes supérieures de quelques lycées et de quelques collèges de province. A la Sorbonne, un institut d'études franco-chinoises a été fondé cette année. Un des orateurs qui ont pris la parole à son inauguration, M. Painlevé, ancien président du Conseil, est parti peu de temps après pour la Chine, chargé d'une mission officielle. A Pékin, les anciens élèves de l'École libre des Sciences politiques se sont groupés en une société amicale, où ils entretiennent le souvenir de leurs maîtres de Paris. M. Lévy-Bruhl, professeur à cette école et à la Sorbonne, de passage à Pékin au printemps dernier, a fait une leçon à l'université de cette ville, et les étudiants sont venus l'entendre en foule.

Cette préférence marquée de l'élite intellectuelle chinoise pour des maîtres français s'explique par des raisons dont les unes tiennent aux circonstances présentes, tandis que les autres sont plus profondes. Parmi les premières, il faut citer d'abord le prestige de la victoire qui, dans le triomphe commun des Alliés, auréole la France d'une gloire particulière. Quoi qu'ait pu dire une presse qui ne nous voulait pas beaucoup de bien, et peu empressée à mettre en lumière ce qui nous est favorable, bien peu de gens, en Extrême-Orient, ignorent que l'honneur d'avoir gagné la guerre sur les champs de bataille revient surtout à la France. Qui le leur a donné à croire? Est-ce le retentissement de l'épopée de la Marne et de celle de Verdun? Est-ce la ténacité et l'endurance du soldat français pendant tout le cours de cette si longue guerre? Est-ce le fait que la victoire décisive est venue lorsqu'un généralissime français a commandé toutes les armées de l'Entente? Je ne sais ; mais cette conviction est unanime, et

la France en a le bénéfice. Son industrie et son commerce devraient en profiter : les produits français sont en faveur, et on les recherche — trop souvent sans pouvoir se les procurer. Bref, des nations occidentales, c'est la France qui a, en ce moment, le rayonnement le plus éclatant et le plus intense en Extrême-Orient.

En même temps, les Chinois savent qu'ils n'ont pas à craindre que la France abuse de sa force à leurs dépens, comme a fait l'Allemagne, quand elle a contraint la Chine à lui céder Kiao-Tcheou et des droits sur le Chan-Toung qui ont passé depuis en des mains encore plus redoutables. Aussi bien, le prestige de la force militaire n'est pas le plus précieux aux yeux des Chinois. Au cours de leur histoire millénaire, ils ont connu de puissants vainqueurs et des conquérants formidables, qu'ils ont méprisés comme des barbares qu'ils étaient, même quand ils ont dû les subir pour un temps. C'est en tant que patrie commune des esprits libres, en tant que mère des doctrines d'émancipation politique et sociale, que la France attire la jeunesse chinoise avide de liberté et de justice. Ce qu'ils aiment par-dessus tout dans la France, c'est le pays des « philosophes », de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau, d'Auguste Comte, le pays des historiens comme Michelet, des poètes comme Hugo, des tribuns comme Jaurès, qui, dans leur magnifique langage, ont exprimé à la fois le génie propre de la France et l'idéal commun de l'humanité.

Enfin, comme on l'a dit, il est possible de discerner quelques tendances analogues chez les philosophes des deux peuples. Certes, il y a loin de Confucius et de Mencius à Descartes et à Auguste Comte. Néanmoins, l'attrait exercé par certains de nos penseurs sur l'esprit chinois n'est pas niable. Peut-être provient-il de ce que, de part et d'autre, la pensée philosophique s'est efforcée d'être purement rationnelle. Affranchie en France, depuis Descartes, de la scolastique dont les survivances se sont maintenues longtemps chez les autres nations européennes, elle est aussi, chez Confucius, exclusivement laïque. Ce goût de la souveraineté de la raison, qui distingue les deux pays, se révèle dans certaines expressions de leur art. Pour ne citer qu'un exemple, la noble

ordonnance du Temple du Ciel, à Pékin, l'harmonie de ses bâtiments, si merveilleusement composée avec la majesté sereine du paysage, évoquent l'idée de la beauté telle que la comprenaient et la sentaient les contemporains de Poussin et de Le Nôtre. Le milieu et les civilisations diffèrent, les génies sont apparentés.

S'il en est ainsi, si une sorte d'instinct clairvoyant et d'affinité élective pousse la jeunesse chinoise à se tourner vers l' « intelligence » française, et à chercher en elle son guide naturel, quelle faute ne serait-ce pas que de rester indifférent à son appel ! Au moment même où les masses humaines de l'Extrême-Orient tendent à sortir de leur isolement immémorial, sous l'action des causes que l'on a vues plus haut, la Chine — un monde à elle seule dans le monde jaune — s'adresse aux maîtres français et leur dit : « Prenez la fleur de ma jeunesse : initiez-la à vos sciences et à vos méthodes, à votre droit, à votre philosophie. Nous voulons nous instruire pour nous affranchir. Rendez-nous capables d'entrer dans la Société des Nations libres, non pas comme un étranger à qui, par politesse, on offre un siège dans un salon où il ne comprend personne, mais comme un peuple de haute culture intellectuelle, qui travaillera avec vous à la paix du genre humain. » Y a-t-il une tâche plus belle que celle-là? Sans doute, elle sera difficile. Elle demandera beaucoup d'esprit de suite et de persévérance. Elle se heurtera à des défiances, à des rivalités, à des malveillances, peut-être à des malentendus. Mais, si dans les deux pays on est fermement convaincu de son importance, elle sera néanmoins menée à bonne fin.

La France, en tout cas, aurait grand tort de ne pas l'entreprendre, et de ne pas faire tout ce qui dépend d'elle pour l'accomplir. Je ne parle même pas des avantages qui en découleraient pour elle, indirectement. Dût-elle n'en tirer aucun, cette œuvre devrait encore la tenter plus que toute autre. Mais les nations, comme les individus, manquent parfois, au moment décisif, de l'imagination nécessaire pour distinguer leur véritable intérêt. Esclaves de maximes politiques traditionnelles, qui n'ont plus d'application utile, elles s'épuisent alors à persévérer dans des directions qui ne

les conduisent à rien, et elles passent, sans le voir, à côté du but nouveau où elles devraient tendre.

Dans l'état actuel du monde, la domination politique d'un peuple sur un autre, même de culture moins avancée, n'a plus qu'un caractère précaire. Aucune population ne supporte plus guère d'être « protégée ». Pour peu qu'un peuple ait conscience de lui-même, aujourd'hui, il veut s'appartenir. Rien ne peut réconcilier une nationalité, qui se croit opprimée, avec le gouvernement de l'étranger. Les avantages matériels qu'elle y trouve ne l'empêchent pas de se sentir exploitée; ils ne compensent jamais, à ses yeux, la violence qu'elle subit. De là des revendications incessantes qui s'aigrissent et s'exaspèrent, et des conflits sans issue. Au contraire, une influence tout intellectuelle et morale, librement acceptée, et même sollicitée, comme celle que la Chine attend de la France, ne peut qu'établir entre les deux peuples une affection durable. Ces conquêtes-là ne coûtent ni sang, ni larmes. Elles excitent moins de jalousie que les autres : dans le domaine des idées, la concurrence est toujours libre. Seules elles sont dignes, au XXe siècle, d'une France fidèle, dans la victoire, à son génie essentiellement humain.

***

Le gérant : ED. PAUPHILET.

TABLE DU CINQUIÈME VOLUME

Septembre-Octobre

LIVRAISON DU 1er SEPTEMBRE 1920

		Pages
ANATOLE FRANCE. . .	Stendhal	5
GIRAUD-MANGIN.	Ceux de jadis (1re partie)	18
JEAN POMMIER.	Un Opuscule inédit de Renan	52
AUGUSTIN FILON. . . .	L'Impératrice Eugénie. — II	63
ANDRÉ BEAUNIER. . . .	L'Amour et le Secret (fin)	101
COMMdt HENRI CARRÉ. .	La Bataille de la Marne vue du côté allemand	151
LÉON DEUTSCH.	L'Obéissant serviteur	174
LOUIS BRUN.	Le Cas bulgare	193

LIVRAISON DU 15 SEPTEMBRE 1920

ERNEST RENAN.	Essai psychologique sur Jésus-Christ	225
COMTESSE DE NOAILLES. .	Poèmes	262
AUGUSTIN FILON. . . .	L'Impératrice Eugénie. — III	270
JULIETTE DROZ. . . .	Un Village comme il y en a tant d'autres	296
FRANCIS CARCO.	Le Souvenir	320
JEHAN D'IVRAY.	En Égypte (Notes)	339
GIRAUD-MANGIN. . . .	Ceux de jadis (2e partie)	364
FERNAND VANDÉREM. .	Les Lettres et la Vie	414
FÉLICIEN CHALLAYE. .	Les Ambitions de l'Impérialisme japonais	434

LIVRAISON DU 1er OCTOBRE 1920

		Pages
ARNOLD BENNETT. . .	Le Ménage Clayhanger (1re partie).	449
AUGUSTIN FILON. . . .	L'Impératrice Eugénie. — IV.	504
ERNEST LAVISSE. . . .	Augustin Filon et ses « Souvenirs ».	523
MARCEL BOULENGER. .	Gabriele d'Annunzio dans Fiume. — I.	545
MARIE-LOUISE PAILLERON.	Prosper Mérimée et « le Filleul de l'Ours ». . . .	563
LOUIS LALOY.	Un Mystère moderne.	570
GIRAUD-MANGIN. . . .	Ceux de jadis (fin).	579
JACQUES-ÉMILE BLANCHE. .	Les Arts et la Vie.	626
LOUIS-F. AUBERT. . . .	La Défiance des États-Unis à l'égard de l'Europe.	642

LIVRAISON DU 15 OCTOBRE 1920

HENRY BIDOU.	La Bataille de Varsovie et la Pologne.	673
ARNOLD BENNETT. . .	Le Ménage Clayhanger (2e partie).	602
RENÉ MILAN.	La grande Pitié de la Marine française. — III. . .	733
ALBERT THIBAUDET . .	Le Centenaire de Fromentin.	760
J. CHAPPEY.	L'Organisation économique allemande. — III. . .	790
MARCEL BOULENGER. .	Gabriele d'Annunzio dans Fiume.	816
COLETTE YVER.	Les grandes Lois féministes.	837
FERNAND VANDÉREM. .	Les Lettres et la Vie.	848
***.	L'Ébranlement du Monde jaune.	871

LE PRIX MAILLÉ-LATOUR-LANDRY

que

l'Académie Française

attribua en 1848 à

ALFRED DE MUSSET

A ÉTÉ DÉCERNÉ EN 1920 A

JEAN DE GRANVILLIERS

l'auteur du Roman

LE PRIX DE L'HOMME

En lisant ce remarquable ouvrage, tout le monde pensera à **SERVITUDE ET GRANDEUR MILITAIRES** d'Alfred de Vigny.

Paul Souday, « *Le Temps* »

Ce livre s'empare de votre imagination, de votre cœur, de votre intelligence. Il vous conquiert, il vous accapare.

Jacques Péricard, « *Voix du Combattant* »

Taine, Renan, Bourget, Barrès ont engraissé dès le jeune âge cette fine fleur de terre gasconne.

A. Billy, « *L'Œuvre* »

Parmi tous les romans de guerre, il faut donner la première place au **PRIX DE L'HOMME**. L'œuvre est d'une plénitude, d'une saveur du plus vif attrait. On trouve presque à chaque page de ce livre les nobles préoccupations de l'auteur concernant l'avenir de la France.

« *Le Petit Marseillais* »

Pages littéraires, pages sociales qui pourraient fournir la matière de dix volumes.

« *L'Intransigeant* »

Au cours de la guerre, dans un manoir lorrain, deux lieutenants du même âge s'éprennent de la belle Marcelle, la fille du châtelain. Qui gagnera ce jeune cœur ?

« *Excelsior* »

Ce livre est le plus beau livre de la guerre.

« *Petite République* »

CALMANN-LÉVY, Éditeurs. . . . . **4 fr. 90**

CRÉDIT LYONNAIS

Siège social à Lyon — Siège central à Paris

CAPITAL : 250 MILLIONS

ENTIÈREMENT V: RSÉS

AGENCE DE BRUXELLES

DÉPOT DE TITRES

LOCATION DE COFFRES-FORTS

POUR VOS CHEVEUX

Pétrole HAHN

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Les annonces sont reçues au Répertoire Foncier *14, rue Cadet, Paris.*

Téléphone : Central 72-71.

Vente au Palais, à Paris, le 20 octobre 1920, à 3 h. **En 2 lots.** 1° **PROPRIETE** à Paris, avenue **Lowendal, 3.** Contenance 504m56 c. environ. Rev. br. 6.660 francs. Mise à prix 150.000 f. 2° **MAISON A MALAKOFF** (Seine) rue du Jardin, 14, avec jardin et cour. Cont. 63m env. R. br. 700 fr. Mise à pr. 15.000 fr. S'ad. à **Me NAUCHE**, avoué, 31, rue du Faubourg Poissonnière, Paris, **Duval**, avoué ; **Me Moisy**, not., 9, rue de Grenelle, à Paris ; **Flichy**, notaire à Montrouge.

Vente au Palais, le samedi 23 octobre 1920, à 15 heures. **En 3 lots.** 1° **UNE MAISON à Paris, RUE GRAMME, 18.** Rev. br. 16.775 francs. Mise à prix : 140.000 fr. 2° **MAISON à Paris, RUE DE VIROFLAY, 6.** R. b. 9.725 f. M. à p. 80 000 f. 3° **MAISON à Paris, RUE VIOLET, 15 bis.** Rev. 14.935 fr. M. à pr. 120.000 fr. S'adresser à **Me CHAISEMARTIN, Beaugé** et **Wateau**, av., **Bauby** et **Ferrand**, notaires, à Paris.

Vente au Palais, sur surenchère du sixième, Jeudi, 21 octobre, 3 h., **en 1 lot. IMMEUBLES** à **Paris, RUES DUPHOT, 9, et SAINT-HONORE, 392 à 396.** Cont. 981m. Rev. 113.857 fr. M. à p. 1.195.891 f. 66 S'ad. à **Mes PRUNIER** et **Jardot**, av., et **Ditte**, not.

BAGNOLET. Propriété, 8, r. du Pont-Vert, 139m env. R. b. 1.790 f. M. à p. 30.000 f. Ad. C. n. Paris, 26 oct., **Me LAEUFFER**, n., 11, r. de Rome, Paris.

EN VENTE PARTOUT

PATE EXTRA

pour

CHAUSSURES

CABRI

Noir - Rouge - Jaune - Blanc - Havane

LES LIVRES COUTENT CHER. IL FAUT LES BIEN CHOISIR

A cet effet, lisez :

Le Carnet Critique

REVUE EXCLUSIVEMENT CRITIQUE

Fondée en 1917

(Littérature, Philosophie, Histoire, Théâtre, Arts plastiques, Musique)

Directeur : **M. Gaston RIBIÈRE-CARCY**

GUIDE DES LIVRES NOUVEAUX

Spécimen : 0.60

208, Rue de la Convention — PARIS (XVe) (Téléphone . Saxe 82 41)

Impartial, **Le Carnet Critique** signale à l'attention du public les ouvrages les plus intéressants, de quelque tendance soient-ils.

Collaborent ou ont collaboré au *Carnet Critique* : MM Henri Barbusse. — Jean de Bonnefon. — Ernest-Charles Victor-Emile Michelet. — Charles Saunier. — Edouard Schuré. — Albert Thibaudet. Willy, etc.

ABONNEMENTS :

FRANCE	Un an	18 »	ÉTRANGER	Un an	21 »
	Six mois	9.50		Six mois	11 »
	Trois mois	5 »			

L'abonnement au **Carnet Critique** *se trouve plus que remboursé par le prêt trimestriel et gratuit d'un ouvrage nouveau au choix de l'abonné.*

Il faut mettre à la portée du public toutes les œuvres nouvelles

LA BIBLIOTHÈQUE DU CARNET CRITIQUE

répond à ce besoin en prêtant ses livres (France, Colonies et Etranger) à des conditions exceptionnellement avantageuses

ABONNEMENTS :

	(1re série)	(2e série)	(3e série)	(4e série)
Prêt de	1 livre par mois	2 livres par mois	3 livres par mois	4 livres par mois
Pendant 1 an	12 francs	23 francs	34 francs	45 francs
Pendant 6 mois	6 fr. 50	12 »	17 fr. 50	23 »
Pendant 3 mois	3 fr. 50	6 fr. 50	9 »	12 »

Catalogue gratuit avec notice explicative.

Les abonnés du **Carnet Critique** reçoivent **gratuitement** notre **Bulletin bibliographique** mensuel (liste complète des ouvrages parus pendant les dernières semaines, avec prix, formats, noms d'éditeurs, etc.).

LE TEMPS EST PRÉCIEUX : Il faut éviter au public les recherches inutiles et la multiplicité des opérations.

LA LIBRAIRIE DU CARNET CRITIQUE

canalise les opérations. — Elle se charge de tous ordres d'*achat de livres* ou d'*abonnement aux périodiques* à des conditions uniques. — Demander spécialement sa notice gratuite.

Le Carnet Critique publie une collection critique de haute tenue littéraire qui comprend 15 monographies de MM. Henri Barbusse, Maurice Barrès, Romain Rolland, Charles Maurras, Anatole France, Paul Bourget, Maurice Maeterlinck, Laurent Tailhade, Colette Willy, Paul Fort, Henri Bergson, Henry Bataille, Saint-Georges de Bouhélier, Bourdelle, Saint-Saëns. — Viennent de paraître : Henri Barbusse, son œuvre, par Henri Hertz. — Saint Georges-de-Bouhélier, son œuvre, par Paul Blanchart. — Prix de chaque étude, avec portrait et autographe : France 2 fr. 50. — Etranger : 3 francs.

DEMANDER LA NOTICE GRATUITE

Librairie Académique. — PERRIN & Cie, Éditeurs
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, PARIS (VIe ARR.)

RENÉ PINON

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE POLITIQUE

I. La Paix des peuples par la Société des Nations. — II. Le Rhin libre. — III. La Reconstruction de l'Europe Orientale. — IV. La Reconstruction de l'Europe Danubienne. V. La Liquidation de l'Empire Ottoman. — L'Offensive de l'Asie.

Un volume in-8° écu. — Prix . . . . . 10 fr.

CHARLES RIVET
Envoyé spécial du *Temps*.

CHEZ LES SLAVES LIBÉRÉS. — DES ALLIÉS DE DEMAIN

LES TCHÉCOSLOVAQUES

Leurs problèmes. — Leur avenir. — Nos intérêts communs.

Un volume in-16. — Prix . . . . . 8 fr.

Il a été tiré quinze exemplaires numérotés sur papier vergé pur fil des Papeteries Lajuma. — Prix. 30 fr.

ERIQUE GUILLOTEAUX

LA RÉUNION ET L'ILE MAURICE

Nossi-Bé et les Comores. — Leur rôle et leur avenir.

Un volume in-16. — Prix . . . . . 7 fr.

LÉON CATHLIN

Les TREIZE PAROLES du PAUVRE JOB

Le paludéen de Salonique. — La terre tonne, et autres proses de ténèbres et de guerre.
Préface par Etienne LAMY, de l'Académie française.

Un volume in-16. — Prix . . . . . 7 fr.

LOUIS DE BONNIÈRES

DANS LA LUMIÈRE DE LOURDES

Préface par M. l'abbé Henri BREMOND.

Un volume in-16. — Prix . . . . . 7 fr.

CHARLES BENOIST
Membre de l'Institut.

L'EUROPE EN FEU

CHRONIQUES DE LA GRANDE GUERRE

3e partie, 1917 (du 1er janvier au 15 juin).

Un volume in-16. — Prix . . . . . 7 fr.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boulevard Saint-Michel, PARIS, Ve

Dernières Nouveautés :

LYAUTEY

LETTRES DU TONKIN ET DE MADAGASCAR

(1894-1899)

« Les Lettres du général Lyautey, c'est de de la vie qui marche et qui parle... Je les ai lues avec l'avidité passionnée d'une curiosité grandissante. »
L. Barthou. (*Revue Hebdomadaire*).

« Ces Lettres sont la vie même, dans sa familiarité puissante et expansive. »
Henr. de Régnier (*Le Figaro.*)

« Ces Lettres forment un Bréviaire de l'Homme d'action. On les quitte fortifié. »
Ed. Herriot. (*L'Information.*)

« C'est là un document humain inestimable. Ces lettres font connaître le type français du constructeur d'empire. »
Philippe Millet. (*Le Temps.*)

« Le général Lyautey écrit tout armé, en artiste et en poète. »
A. Bellessort. (*Revue des Deux Mondes.*)

« En même temps que d'un soldat et d'un organisateur, ces Lettres sont d'un remarquable et pittoresque écrivain. »
(*Le Correspondant.*)

Deux tomes in-8° (16 × 25), x-644 pages, *28 dessins originaux* de l'Auteur, *14 cartes* en couleur *hors texte*, brochés, *ensemble* . . . . . **40 fr.**

PIERRE DENIS

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

La mise en valeur du Pays

Un volume in-8° (14 × 23), avec *7 planches hors texte*, broché. . . . . **14 fr.**

EMM. DE MARTONNE *3e Édition corrigée*

TRAITÉ DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

(Climat. — Hydrographie. — Relief du sol. — Biogéographie)

Un volume in-8° (16 × 25), XII-920 pages, 400 figures et cartes, *52 planches* de reproductions photographiques *hors texte*, *2 grandes cartes* en couleur *hors texte*, broché . . . . . **50 fr.**

(*Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences et la Société de Géographie de Paris*)

ROBERT ANDRÉ-MICHEL

AVIGNON

LES FRESQUES DU PALAIS DES PAPES

LE PROCÈS DES VISCONTI

Introduction de André HALLAYS

In-8° (16 × 23) *14 pl hors texte*, br. **20 fr.**

NOTRE LITTÉRATURE

ÉTUDIÉE DANS LES TEXTES

par Marcel BRAUNSCHVIG

I. **Des origines à la fin du XVIIe siècle. Cart. 14 fr.**
II. **Le XVIIIe et le XIXe siècle** (*sous presse*).

CHANSONS ANIMÉES

avec JEUX — GESTES — DANSES

par Mlle Henriette RÉGNIER
de l'Académie Nationale de Musique et de Danse

Poésies de Maurice BOUCHOR

In-8° (16 × 23), *nombreuses figures* schématiques, *planches hors texte*, br. . **10 fr.**

ŒUVRES CHOISIES

DE

CERVANTÈS

Traduction et Introduction par Henri COLLET

Un vol. in-18, broché. . . . . **6 fr. 50**

NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

3, Place du Panthéon. — PARIS (v).

VIENNENT DE PARAITRE :

DEUX LIVRES SUR LA BAVIÈRE

JACQUES BAINVILLE

LOUIS II DE BAVIERE

NOUVELLE ÉDITION CORRIGÉE
AUGMENTÉE D'UNE PRÉFACE NOUVELLE

Un volume in-16. . . . . 7 fr.

JULIEN ROVÈRE

LA BAVIÈRE
ET
L'EMPIRE ALLEMAND

HISTOIRE D'UN PARTICULARISME

Un volume in-8° raisin. . . . . 12 fr. 50

OUVRAGES DE JACQUES BAINVILLE

Bismarck et la France. Un volume in-16 (5e mille). . . . . 7 fr.
Comment placer sa fortune. Un volume in-16 (15e mille). . . . . 7 fr.
Histoire de deux peuples. Un volume in-16 (24e mille). . . . . 7 fr.
Histoire de trois générations. Un volume in-16 (12e mille). . . . . 7 fr.

ÉDITION DU VIe CENTENAIRE :

DANTE ALIGHIERI

LA DIVINE COMÉDIE

L'ENFER

TRADUCTION NOUVELLE ET NOTES DE L. ESPINASSE-MONGENET
PRÉFACE DE CHARLES MAURRAS

Ouvrage couronné par l'Académie française

Un beau volume in-8° carré de L-452 pages sur vélin Navarre, avec couverture en caractères Della Robia imprimée en deux couleurs

L'EXEMPLAIRE : 25 fr.

MARCEL PROVENCE — **BAUXITES ET ALUMINIUM** (L'Allemagne et l'après-guerre)
Un volume in-16. . . . . 3 francs

La Librairie envoie son catalogue et ses prix-courants franco sur demande

LIBRAIRIE PLON

VIENT DE PARAITRE :

PIERRE LHANDE

LES MOUETTES

Roman

Un volume in-16. — Prix. . . . . **7 fr.**

Dans la BIBLIOTHÈQUE PLON à 3 francs

N° 23 L. MADELIN

LE CHEMIN DE LA VICTOIRE -- T. II (1916-18)

N° 24 AVESNES

LA VOCATION

Prix du Roman (Académie française 1916)

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

Dr PAUL RICHER. — **Nouvelle anatomie artistique du corps humain**

T. II. — LA FEMME

Un volume in-8° écu, avec plus de 500 dessins originaux. . . . . **30 fr.**

J. GAUTHIER. — **DOUZE LEÇONS DE COMPOSITION DÉCORATIVE**

1. — Cour élémentaire

Un volume in-8° jésus oblong avec 270 gravures et 20 planches dont 8 en couleurs. **20 fr.**

PLON-NOURRIT & Cie, Imprimeurs-Éditeurs
PARIS, 8, rue Garancière

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris.

VIENNENT DE PARAITRE :

AUGUSTIN FILON

SOUVENIRS

SUR

L'Impératrice Eugénie

Préface de ERNEST LAVISSE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Un volume in-18, sous couverture saumon. — Prix. . . . . 6 fr. 75

JOHAN BOJER

LA GRANDE FAIM

Roman

Traduit du norvégien par P.-G. LA CHESNAIS

Un volume in-18, sous couverture saumon. — Prix. . . . . 6 fr. 75

IMP. L. POCHY, 52, RUE DU CHATEAU, PARIS. — 741-20

LIVRES NOUVEAUX

LE BIEN-AIMÉ

par **Maxime Formont**.

Stratège impavide, politique astucieux, don Juan éblouissant de la Grèce antique, Alcibiade devait exercer un invincible attrait sur l'érudit et le psychologue qu'est M. Formont. Les lecteurs de la *Revue de Paris* ont déjà apprécié ces descriptions qu'anime le souvenir de Thucydide et donné toute leur compassion à ces infortunées amoureuses aux noms harmonieux : Hipparète, Timéa, **Théano**. La puissance évocatrice de l'auteur, secondée par sa rigoureuse documentation, nous fait oublier qu'entre tous les genres le roman historique est un des plus difficiles et des plus ingrats. ***Le Bien Aimé*** prouve qu'il est aussi un des plus attachants.

PSYCHOLOGIE DU RAISONNEMENT

par **Eugenio Rignano**.

M. Rignano, directeur de la Revue Internationale *Scientia*, n'est pas un inconnu pour le public français, qui a déjà pu lire plusieurs livres de lui. Dans le présent ouvrage, l'auteur a voulu, quittant les sujets scientifiques et sociologiques, écrire un véritable traité de psychologie, mais en partant — c'est ce qui fait l'originalité de la méthode — du raisonnement. La logique n'étudie que les formes du raisonnement ; la psychologie ne s'attarde ordinairement pas à en approfondir la nature, à étudier les éléments complexes eux aussi, qui composent le raisonnement : l'attention et la réflexion, la cohérence et l'esprit critique, l imagination et l'abstraction, l'esprit synthétique et l'esprit analytique. C'est tout cela que l'auteur a été amené à traiter par la logique même de ses recherches. Aussi son livre intéresse-t-il vivement non seulement les psychologues, mais tous les philosophes, et aussi les logiciens, les mathématiciens et les biologistes.

LE LIVRE DES HAREMS

par **L.-M. Enfrey**.

Ce qui donne à ce livre un charme tout particulier, c'est un accent de vérité indéniable, une rare justesse de coloris. L'auteur nous communique l'impression qu'il a lui-même ressentie devant ce monde mystérieux, presque impénétrable à la curiosité des Européens. Quelques souvenirs de la guerre racontés avec la même sincérité émouvante nous ramènent dans le monde occidental.

SUR TROIS CORDES DE BALALAIKA

par **Georges Imann**.

Tour à tour tristes, gais, poignants, toujours dramatiques, les récits qui composent ce volume méritent d'être lus. Particulièrement remarquables sont ceux qui ont trait à l'existence des prisonniers dans les camps d'Allemagne, ceux surtout qui mettent en scène les prisonniers russes, et rapportent leurs sentiments, leurs distractions, leurs chants et leurs souvenirs de Russie. Aux sons aigres et pénétrants de la lyre petite-russienne, la *balalaïka*, l'auteur a appris peu à peu à connaître l'âme russe, à la fois si simple et si déconcertante. Le Russe lui est bien apparu l'homme de toutes les possibilités, ainsi qu'on l'a dit de la Russie. Ceux qui ont connu les Russes les retrouvent bien tels dans ce livre; ceux qui ne les connaissent pas encore auront d'eux une peinture fidèle.

LES PARFUMS DE LA PAGODE

par **Judith Gautier**.

On lira avec grand intérêt ces dernières pages de Judith Gautier, qui complètent heureusement son œuvre. On y trouvera des légendes qui, selon la promesse du titre, exhalent le parfum nostalgique de l'Empire-Céleste, et aussi de jolies chroniques mi-orientales, mi-parisiennes, comme la description de la Fête chinoise chez Pierre Loti, et le Premier de l'An chinois à Paris. Malgré l'inspiration qui leur est commune, et qui est celle d'un exotisme délicieux, ces pages sont variées à souhait.

BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE DE GUERRE SUR LA POLOGNE

Ceux qui s'intéressent maintenant à la Pologne ressuscitée — et ils sont nombreux, — qui veulent connaître sa géographie, son histoire, ses habitants et leurs mœurs, ses richesses et son avenir, qui désirent surtout connaître ce qu'elle est devenue pendant la guerre ne trouvent pas toujours où s'adresser. Le catalogue édité par les *Amis de la Pologne : Comment se renseigner sur la Pologne?* s'arrête à la veille de la guerre. La Revue *La Pologne* entreprend précisément de combler cette lacune et publie dans son numéro du 1er octobre, à la partie *Textes et documents*, une bibliographie des ouvrages en français parus pendant la guerre sur la Pologne. Ce travail, établi avec le plus grand soin, se poursuivra dans les deux numéros suivants et peut rendre de grands services aux historiens, économistes, hommes politiques et publicistes.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER.	92 »	47 »	24.50

PRIX DE LA LIVRAISON : **4** fr. **50**

On s'abonne à la Revue de Paris, 3, *rue Auber, dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, 3, *rue Auber.*

Les annonces sont reçues à la **Société Nouvelle de Publicité**, 11, *boulevard des Italiens, Paris.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* **2** *fr.* **50.**

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.